

## Radio-Télévision/Heures locales



- DIMANCHE 21 - LUNDI 22 NOVEMBRE 1993

Le sommet des pays du Pacifique et les négociations sur le commerce international

## La rentrée d'une Chine intraitable

1 - 1 - 2 mg

人名 经工作证金

.....

2.5

- : n:

LE succès diplomatique et médiatique du président Bill Clinton au « sommet » de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) e été en partie éclipsé par celui de son homologue, chinois, Jiang Zemin. Il était bien difficile, à vrai dire, d'imeginer que le populause Chine pourrait n'être que l'un des membres de la «Communauté du Pacifique ». De fait, la réunion de Seattle a vu la rentrée de Pékin sur la scène mondiele après les années d'ostracisme qui avaient suivi l'écrasement du mouvement démocratique chinois, en 1989,

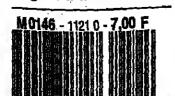
M. Jiang a même multiplié gestes et annonces spectacufaires ou provocants, comme pour montrer que Seattle n'était pas Canoesa. Il a d'abord fait connaître qu'il se rendrait à Cuba, ennemi juré communiste hors d'Asie, dès le dimanche 21 novembre, à peine achevé le sommet da l'APEC, Puis le dirigeant chinois e rencontré une « famille de travailleurs » des usines Boeing, pour démontrer l'attachement proclamé de son régime à la défense des classes laboriouses.

VI. JIANG n'e rien concédé. maigré les signaux de bonne volonté que Washington avait lancés ces demières semaines à son endroit. En particulier, les déclarations répétées de M. Clinton et du secrétaire d'Etat, Warren Christopher sur les droits de l'homme semblent avoir eu sur la délégation chinoise l'effet de l'eau sur les. plumes du canard.

Les Américains avaient en effet insisté sur la nécessité, pour la Chine, de respecter un peu mlaux les droits de l'homme, si elle entendait voir se renouveler à son profit, en 1994, le clause de la nation la plus favorisée. M. Clinton a énoncé les points où il espérait vite observer des progrès significatifs : ouverture des geòles chinoises à la Croix-Rouge; libération de prison-niers, dont le dissident Wang Juntao; lancement d'un dialogue evec le dalei-lema sur le Tibet, et règlement de la ques-tion des usines-prisons travaillant pour l'exportation.

LE dirigeent chinole a répondu, en substance, que la planète est composée de peuples et de pays divers, où nui ne peut prétendre imposer ses vues. Selon cette opinion, bien connue, Washington et Pékin n'ont d'autre choix que de travailler, dans le respect mutuel, à résoudre les problèmes communs. Ce refus da toute concession apparente semble avoir dérouté les négociateurs

M. Jiang peut rentrer satisfait. Il e profité de la réunion de l'APEC et de sa visite aux Etats-Unis pour réaffirmer la diplomatie de grande puis-sance de son pays. M. Clinton, kui, a dû se contenter d'évoquer evec son partenaire obligé toutes les divergences qui les séparent. En somme, le dialogue continue...



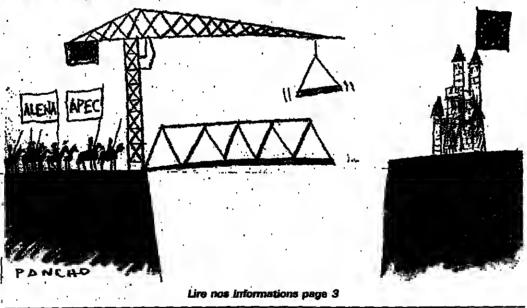
# Bill Clinton presse les Européens

premier sommet de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) à Seattle, Bill Clinton e obtenu, vendredi 19 novembre, le soutien de ses pertenaires - notamment asiatiques pour la conclusion repide d'un eccord sur le Cycle de l'Uruguay. Dans un appel pressant, manifestement adressé à l'Union européenne, les participants ont mis cau défix les autres partenaires du GATT « d'améliorer l'accès à leur marché».

Les négociations ont repris entre Européens et Américains. - Afin de préparer la réunion, lundi 22 novembre, à Washington, entre Mickey Kantor (Etats-Unis) et Leon Brittan (Commission européenne), des négociateurs européens et américains se sont rencontrés à Genève vendredi 19.

■ Un appel de l'APEC aux Douze. - Lors du ■ MM. Mitterrand et Gonzalez espèrent un assouplissement américain. - A l'occesion du septième sommet frenco-espagnol, vendredi à Tolède, François Mitterrand et Edouard Bailadur ont cru pouvoir évoquer evec leur hôte. Felipe Gonzalez, la perspective d'un assouplissement de l'administration américaine au sujet du GATT.

> ■ Edouard Balladur consulte ses ministres. - Le premier ministre devait réunir les membres de son gouvernement en séminaire, dimanche 21 novembre, afin, notemment, d'entendre leur opinion sur les négociations du GATT, entrées dans leur phase finale. Pour ressouder sa majorité evant cette échéance, M. Balledur organise une réunion des parlementaires RPR et UDF mercredi 24.



## La Guyane malade de l'or

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Travail clandestin, évasion fiscale, pollution, déforestation...

«L'or en Guyene : exploitation et incidences». C'était le titre banal d'un colloque, organisé les 19 et 20 novembre à Ceyenne, à l'initietiva d'Antoine Karam, préeident (parti socialiste guyenais, PSG) du conseil régionel. Pourtent le doseler de l'or eet devenu explosif dans ce département français d'outre-mer et, tour à tour, Christiane Taubira-Delannon, député (République et Liberté, ax non-inscrits) de Guyana, et le WWF (Fonds mondiel de la natura)-France viennent de dénoncer «l'ur-

gence» de la situation. Dans une déclaration faite la eemelne darnièra à Perls, Mª Teubira-Delennon a Indiqué : « Ou on assainit et on structure, ou on arrête. » Selon ella, «l'or est intoucheble en Guyane, car il met en cause de gros intérêts. » Affirmant evoir elle-même raçu des manaces de mort, l'étue de Guyane, qui e aussi ennoncé son Intention se présenter eux élections centonales et municipeles de 1995, a poursulvi evec une iro-nie amère : «Le métal jaune se révèle extrêmement volatif (en tre coins du monde sans pratiquement laisser le moindre trace financière ou économique dans sa zone d'extraction. » En ravenche, son exploitation entraîne « de profondes et durablas séquelles écologi-

De son côté, le WWF-France, présidé par Philippe Poiret, e assuré : «Le développement non contrôlé de l'activité de l'or dens les riviéres crée une pollution des eaux par le mercure et le cyenure, qui détruit de nombreux écoeyetèmes et qui engendre aujour-

d'hul des conditions sanitaires à risques. » Ainsi, les plongeure dreguent le fond des rivières evec des pompee à greviers, en utilisant, pour récupérer l'or, la technique de « l'amalgeme au mercura». Ce dernier métal se transforme ensuite en diméthyl-mercura, puissant toxiqua assimilé par la plancton et les elgues. Les poissone eont contaminés et, s'ils aont consommés, cette ebsorption entraîne chez l'homme troubles nerveux et malformations.

Officiellement, solxante-cing orpailleurs œuvrent en Guyane. En réalité, ils sont, eu bae mot, dee centaines da travailleurs brésiliene à evoir franchi clandestinement la frontière, attirés par des selaires vingt fois supérieurs meis employés, salon Ma Taubira-Delennon, dens des conditions sembleblas à cellas que le France dénonce en Asie et an Amérique du Sud », Pertent, le production de l'or conneît una expansion spectaculaire depuis elle est maintanent d'un peu plus de deux tonnes per en. cinq tonnas et elle conetitue, dans tous les cas, la deuxième source d'exportation du départament, eprèe le pêche eux

Travallleure immigrés rémunéréa en nature, achats d'équipements réglés en or, etc. Sur lee 120 millions de francs représentés par le seul tonnage déclaré, souligne l'élue d'outre-mer, 500 000 F reviennent en tout et pour tout eux com-munes guyanaises, qui ne per-coivent que 0,3 % des taxas

MICHEL CASTAING Lire la suite page 8

COMMENTAIRE

## La culture, valeur marchande

Après evoir rendu suspecte l'esprit sont-elles des merchanune idée neuve et forts, l'Europe, voilà qu'ils e'ingénient à embrouiller le débet eur le culture. Exception culturelle, spé-cificité, exemption, exclusion..., GATT, GATS, Uruguay Round et tutti quanti. Les politiques font des gammes, les jours pessent et les enjeux s'estompent. Quels

La queralle, dont le dénouement approche, met aux prises deux conceptions sans doute irréductibles da la culture, sur-gies à la faveur de la renégocia-tion des accords internationaux

Alain Minc invité

du «Grand Jury

RTL-le Monde»

Alain Minc, essayiste et

consultant, est l'invité du Grand Jury RTL-le Monde»,

dimenche 21 novembre, à par-tir de 18 h 30. L'auteur du

Nouveau Moyen Age (Galli-merd) sere interrogé notam-ment sur les tentatives d'orga-nisation du commerce mondial,

au lendemain de l'adoption per

la Chambre des représentants

des Etats-Unis du traité de

libre-échange nord-américain.

L'émission est aussi diffusée

sur la chaîne câblée Paris-Pre-

mière, la mêma jour, de

20 heures à 21 heures.

ES technocrates pereistent. sur le commerce. Les œuvres de peu plus le français. Les Français ont la nostalgie de l'époque où ne idée neuve et forte, l'Europe, disee parmi d'eutres ? Comme Riverol écrivait son Discours de disee parmi d'eutres? Comme telles, doivent-elles être sou-mises à la loi du libre-échange? Per réflexe et per calcul, les Américains répondent affirmativernent. La France résiste, d'autant plus vigoureueement que cette évolution ébranie la conviction qu'elle e, depule les frèree Lumière, de l'excellence de son cinéma. De la valeur de sa langue aussi, la guerelle du GATT comcidant - ce n'est pas un hasard - avec la mise en chantier d'un projet de loi visant à empêcher

l'anglo-américain de parasiter un

l'universalité de la langue francaise (1784) sene que l'Europe trouve à la contredire. Le statut du français, c'est-à-dire de le culture française, e'est, depuis, relativisé. Le coup est rude et exacerbe, dane les périodes d'in-temogations identitaires, des tentations protectionnistes qui sont la négation même du concept de

Conjuguer les deux exigences : refuser la loi d'airain du capitalisme qui esphyxie la création, tout en se prétent au brassage et à la confrontation. S'enrichir de la culture des autres sans renoncer à la sienne. La querelle du GATT |Accord générel sur les tarifs douaniers et le commerce) montre que cette sagesse n'est pas la mieux partagée. Elle révèle perfoie une fièvre obsidionale dont l'expression, l'enti-américanisme, eet une régression. Jacquee Toubon, ministre de le culture, s'est distingué dans ce registre en effirmant que le film Jurassic Park « menace l'identité

> BERTRAND LE GENDRE Lire la suite page 3

## de Matisse réunies En 1930, Albert Barnes

Les trois «Danses»

commande à Henri Matisse la décoration de la salle princi-pale de sa fondation de Merion, aux Etats-Unis. Après une première tentative inechevée, le peintre donne satisfaction au mécène amé-nicain, tout en réalieant une Danee de Perie, exposée depuis 1937 au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. C'est là que lee trois Danses sont réunies pour la première fois et pour quelques mois seulement, juequ'en mers 1994 : le Dense de Parie, bien sûr; l'inachevée, retrouvée en 1992 et celle de Merion, enfin, longtempe préservée des regards du grand public par la volonté du docteur Bames.

## Un entretien avec Carlo De Benedetti

Poursuivi dane la cadre de l'enquête « Mani pulite » en Itelie, Cerlo De Benedetti estime, dans l'entretien qu'il nous a accordé, qu'on lui a fait payer aon opposition à run régima extrêmement corrompu». Le préaidant d'Olivetti se déclare prêt à le prouver et affirme que, personnellement, il n'a « jamais traité ni négocié le moindre

Jean-François Josselin

**ANGELO** LES JOURS NE S'EN VONT PAS **LONGTEMPS** 

"Un roman qui réconcilie avec la littérature romanesque."

Grasset

A L'ETRANGER : Marco, 8 DH: Turisia, 850 m; Allemanne, 250 DM; Aunteire, 26 ATS; Baigique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Anniles/Récelon, 8 F; Citte-d'Ivoire, 466 F CFA; Danemark, 14 KRD; Escagne, 190 PTA; G-B., 86 p.; Grèce, 280 DR Iviande, 1,20 \$ : Italie, 2 400 L; Luxembourg, 46 FL; Norvège, 14 KRN; Paye-Bas, 3 FL; Portugal Cont., 190 PTE; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suiese, 2 FB; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 \$

## La première du «Soulier de satin»

par Michel Cournot

A salle, resplendissante de lumière et vrombissante de conversations, finit de se remplir. Soudain des sonneries retentissent, puis, de derrière le rideau, se répercutent les trois coups cognés par le hrigadier (le cylindre de chène à poignée de velours rouge elouté doré), suivis de l'annonce des abris en cas d'alerte (3 rue de Valois, pour l'orchestre, le parterre et les baignoires; 12 à 22 rue de Montpensier pour les premières et deuxièmes loges, ainsi de suite...). Des sandwiches saucisson seront disponibles, durant l'entracte, pour les spectateurs munis de tickets d'alimentation.

Ces ennonces à peine données, les instrumentistes arrivent de tous côtés. Premiers accords retentissent. Désordre et agitation, quelques partitions volent. Les instruments s'accordent peu à peu, puis a'échappe de ce bruit confus le son d'une rumba. Tout à coup la rumba hute, commence à se disloquer. Diminuendo. Presque silence. Attente.

On attend jusqu'à ce que l'annoncier apparaisse, solide gaillard barbu, feutre à plumes, qui fouaille de sa canne le trou du souffleur comme lorsqu'on ranime un fourneau. Il essaie de parler, mais, chaque fois qu'il ouvre la bouche, il est interrompu par un coup de cymbale, une clochette niaise, un trille strident de fifre, un rot de saxophone. Enfin, lorsque le silence règne, il tape fortement le sol de sa canne et annonce: «Le Soulier de satin, ou le pire n'est pas toujours sur, action espagnole en quelques journées. » A cbaque coup, la saile, restée éclairée jusque-là, s'éteint d'un tiers.

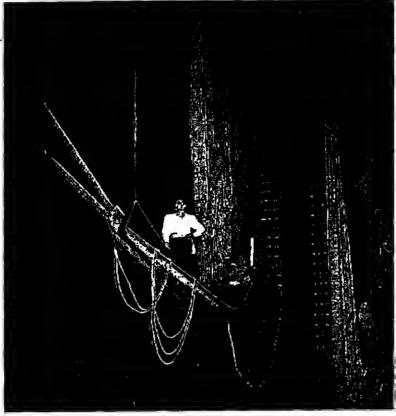
Jean-Louis Barrault et Paul Claudel ont tenu à donner à ces premières minutes du Soulier de satin, dans la saile comme sur la scène, uo climat de «savoureuse et bruyante jole».

Nous sommes le samedi 27 novembre 1943. Quand les trois coups ont résonné la première fois, il était 17 b 30. La fin est prévue pour 22 h 30. Vont défiler 33 tableaux, 90 ouméros d'éclairage, 100 costumes, et des changements à vue des décors « qui ne sont justifiables que dans un certain rythme». A cette première du Soulier de satin assistent la plupart des écrivains, dramaturges, metteurs en scène, acteurs, journalistes, enseignants, et claudéliens, qui vivent encore à Paris en cette troisième année et demie de l'occupation allemaode. Mais à présent, tous les esprits filent vers l'evant. Les victoires de Stalingrad et Leningrad sont déjà assez loin derrière, les armées soviétiques foncent, les Alliés sont en Afrique, en Italie, la Corse a été libérée.

A l'entracte, comme chaque jour, deux questions fusent: qui, de Staline oo Roosevelt, strivera le premier à Berlin? Et: à quand le débarquement? Cette dernière question est à ce point dans l'air que le journal pronazi Je suis partout n'e pas pu s'empêcher d'écrire, cette semaioc: « Depuis plusieurs mois la représentation ourait pu avoir lieu. Mais on attendait... Quoi?... Vous ne devinez pas? ... Mais oui! Bien entendu! ... L'arrivée des Américaire.

22 h 30: c'est la fin. La vieille religieuse, montée sur le pont du nsvire-amiral, s'en va, emportant, svec un lot de pots cassés et de drapeaux brûlés, don Rodrigue, vicilli et infirme. « Et loi, mon garçon, viens avec moi. Fais ottention à l'échelle, avec to pauve jambe. » Coup de canon dans le lointain. Le frère Léon dit: Délivrance aux âmes captives! » (Musique de finale).

La salle se dresse, bouleversée. Applaudissements



Don Rodrigue sur la proue de son bâtiment

infinis. Que ressentent-ils, tous? Oui, à quoi pensentils? L'un d'eux surtout oons intéresse, c'est nn homme aux cheveux hlancs, un peu voûté, il est assis eu premier rang d'orchestre, au milieu, et Marie Bell, qui joue Prouhèze, lui a fait signe de se lever. C'est Paul Claudel.

## La déception de Paul Claudel

Ah, ce qu'il pense n'est pas simple! Il est très ému lui aussi, forcément. Cette pièce, elle lui tient à cœur, elle raconte l'un des chocs les plus forts de sa vie, ce qu'elle dit à mots couverts : « Un merveilleux engin à explorer les profondeurs de l'âme... Un énorme drame en quatre journées, mélange incongru de bouffonnerie, de passions et de mystleité et qui touche à quelques points obscurs de l'âme et de la pensée.»

Et Claudel regarde affectueusement ce Jean-Louis Barrault, ce Rodrigue de son œuvre, qui salue. Il n'oublie pas la première visite de Barrault, le refus du comité de lecture du Théâtre Français le 11 juillet 1942, et l'entêtement de Barrault à «sculpter» avec Claudel une nouvelle version hien plus courte. Mais au-delà de ce contentement et de ce soutien, Paul Claudel, ce soir, est déçu, et même il souffre.

Tant qu'à joner le Soulier de satin, Claudel a cru que ce serait le «vrai» Soulier, celui qu'il a publié, en 1928-1929, en quatre volumes, chez Gallimard. Or ce qui est joué ce 27 novembre 1943, de par l'intransigeance de comité de lecture, ce n'est qu'un Soulier dépecé, dénaturé par les amputations, défiguré par certaines répliques un peu grotesques, gros comique, qui lui ont été demandées (il réussit cela parfois, pas toujours). Et les scènes auxquelles Claudel tenait le plus, comme celle des quatre saints à Pragne, celle de «l'ombre double», celle de Sept Epées et de le Bouchère naggeant en pleine mer sous la lune, et d'autres, ont été sup-

Autre motif de désenchantement, obez Claudei, ce soir de première: les choses qu'il n'a pas aimées. Il n's pas aimé les décors, les costumes (« La lune o l'air d'une reine de micaréme», dit-il per exemple). Il avait choisi le décorateur José-Maria Sert, mais Barrault, qui n'en voulait pas, s'est appliqué à l'éloigner, puis 8 proposé Rouanht à Claudei qui a répondu; « J'ai poussé un cri d'horreur, je ne veux à aucun prix de ce barbouilleur que l'ai en abomination. »

de cc barbouilleur que j'ai en abomination. »
Et Claudel s'est retrouvé avec les décors de Lucien Coutand, un ami de Barranit.

Il o'est pas convaincu par le jeu de plusieurs acteurs. «C'est une erreur d'avoir confié le rôle de l'Ange à une femme» (c'était Mary Marquet). «Almagro purie de la gorge (c'était Jean Chevrier). «Saint Jacques se remet à brâmer» (c'était Maurice Donneaud). Il pense que Barrault bonge beaucoup, il n'ose pas le lui dire. Etonné par un certain manque d'intensité chez Madeleine Renaud, il s'enhardit à en svertir le maître. Mais là, vraiment sur la pointe des pieds, et après une phrase d'éloges : «J'ai une haute idée du talent de Madeleine, intelligence, geste, diction, finesse. Je n'ai pu me rendre compte de ce qui est force et passion.»

## Interdit anx juits

Mais voici beaucoup plus grave. Le théâtre où Paul Claudel est joué et acclamé ce soir est, Claudel le sait, bien sûr, interdit aux juifs. Auteurs juifs, acteurs juifs, interdits de soène. Etoiles jaunes interdites de salle.

Le 25 décembre 1941, Claudel s adressé ou grand rahhin de France, Isaïe Schwartz, une lettre : « Je tiens à vous ècrire pour vous dire le dégoût, l'horreur, l'indignation qu'éprouvent à l'égard des iniquités, des spoilations, des mauvais traitements de toutes sortes dont sont actuellement victimes nos compatriotes israélites, tous les bons Français, » Cette lettre sembla si juste et importante à Isaïe Schwartz qu'il remercia

Clsudel, et qu'il la fit polycopier et distribuer en France. Vichy et la Gestapo, avertis, vinrent perquisitionner chez Claudel, qui était absent.

Autre situation fausse de Claudel : il y a, dans le retrait des loges et des baignoires, quelques Allemands. Les responsables de la Propaganda ont bloqué à leur usage les baignoires et les premières loges, depuis ls réonverture du 7 septembre 1940. Ils svaient, ce jour-là, réservé deux fauteuils d'orchestre au premier rang, et quand l'ouvreuse les a approchés de ces deux places, elles étaient prises déjà. Furieux, ils ont déchiré et jeté en l'air leurs billets, sont sortis, et ont convoqué, avec les plans de la salle, le secrétaire général, Cardinne-Petit.

Avec un crayon rouge ils ont entouré les baignoires et les premières loges, se les attribuant d'autorité.

Et si une chose atténue la gênc de Claudel, c'est le peu de prix qu'en son for intérieur il accorde à cette soirée, à ce Soulier, en comparaison des faits historiques ou mtimes qui l'obsèdent. Ce qui compte pour lui, ce soir comme tous les soirs et metins depuis jnin 1940, c'est « ce qui se passe sur un plateau plus étendu que celui de la Comédie-Française». C'est la déportation des juifs. Ce sont les fusillades des résistants. C'est l'evance des Soviétiques, il note aussitôt, dans son Journal, les reprises de Taganrog, Koursk, Orel, comme il notera, rentré de Paris, le coulage du Scharnhorst, le prise de Jitomir.

. - - g

Hantent aussi le cœur de Claudel les souffrances de ses proches. Sa sœur Camille est morte, de froid et de faim, à l'asile, le 19 octobre 1943. Neuf semaines evant la première du Soulier. Pour lui, c'est hier.

#### «Une œuvre de la force»

Le lendemain du 27 novembre, et les matins suivants, parurent les comptes rendus de presse. «Jamais pièce ne fut moins écoutée et plus applaudie», écrit Alain Laubreaux dans Je suis partout. Le plus avisé n'e-t-il pas été Claude Jamet, qui ne ménage pas ses éloges à Claudel, style: «Le poème dramatique qui ressuscite la France», mais que le spectacle e désappointé. «Les décors sont médiocres. Les acteurs jouent en dessous.»

L'article que Claudel a préféré est celui, dans Candide, de Claude Roy, parce qu'il fronde l'occupant: Claude Roy estime cette pièce « profondément occidentale, dans le sens fort du mot Occident, qui embrasse le meilleur de tous les messages des civilisations humaines. Le Soulier de satin est une œuvre forte l'une œuvre de la force. Cette force dont aujourd'hui on nous voudrait contraindre à exalter les faux-semblents ».

Paul Claudel quitte Paris le 2 décembre 1943. Rentré chez lui, à Brangues, il rouvre le Cantique des cantiques, et se remet au quatrième tome de ses Commentaires de là Bible, l'œuvre à laquelle il s'applique depuis 1929 (4700 pages de l'édition des Œuvres complètes). Mais, pour une fois, il insère, dans le texte même de l'Exégèse un petit «hors-sujet»: « Je reviens de Paris où l'on m'avalt appelé pour la représentation du Soulier de satin. Un ensemble d'hommes, de femmes, de moyens matériels et la musique conspiraient à hui donner apparence, mouvement et voix devant le public. A la fin on m'a poussé, vieillard ahuri et trébuchant, devant une salle qui griet le me seit et en

ANDRÉ LAURENS

# "GRAND JURY" RTL-Le Monde

# MINC

ANIMÉ PAR OLIVIER MAZEROLLE

AVEC THOMAS FERENCZI (LE MONDE) CATHERINE MANGIN (RTL)

18 H 30 DIMANCHE EN DIRECT SUR

DIFFUSION A 20 H SUU LA CHAÎNE CÂBLÉE PARIS-PREMIÈRE

## LIVRES POLITIQUES

ÉCOLOGIE DES VILLES, ÉCOLOGIE DES CHAMPS de Claude Allègre. Fayard, 232 pages, 98 F.

l'écols de l'écologis l'école de l'écologie enseigne le professeur Claude Allègre, universitsire, spécialists des sciences de la Terre, ancien conseiller de Lionel Joepin eu ministère de l'éducation nationale, mem-bre du conseil national du PS. Il propose, sous la forme d'un livre, uns esssion de formetion, das cours du soir en quelque sorte, histoire de faire le point sur le sujet et de savoir ce qu'il en est exactement des menecse qui nous ettendent, de l'étendue des perturbetions caueées per l'homme à son environnement proche et planétaire. C'est une initistion, ou une remise à jour, dans un domaine où chacun, se sentant plus ou moins concerné, ne pervient pes pour eutant à se faire une religion. Ne sereit-ce que perce qu'il y s plusisurs chapelles ou obédiences écologiques et qu'il n'est pes facile de trancher entre les risques réels ou supposés qu'elles dénoncent, ls qualité des informations eur lesquelles elles sa fondent et les creintes fentasmetiques qui perfoia semblent les sni-

L'écologie apporte-t-elle un progrès à l'idée que l'homme ae feisait du progrès ou blen n'exprime-t-elle, fût-ce à travers de justes causes, que le vieux fonds des peurs humaines, quend ce n'eet pas le refue des nantis de l'humanité d'eller plus loin, per

## A l'école de l'écologie

crainte de compromettre leur niveeu de confort? Ces questions et bien d'autres es posent, slors que l'écnlogie e'est imposée dens le champ politique par la populerité de ses motivetions et grâce au vide leissé par les conceptions jusque-là dominantes et entagonistes de la vie sociale, slors qu'elle n's pas tenu, en reison des embiguités attachées à son message, toutes ses promesses de diretrine messianique.

Cleude Allègre ne prétend pss formir des réponses défi-nitives, mais, plutôt, des connaissances, des propositions, une méthode, celle de la démarche ecientifique, et une vision, cells d'un homme politiquement engagé. L'intérêt de son spport est d'abord péde-gogique, puleque l'euteur reprend les thèmes de prédilection de l'écologie en les confrontant à l'état du sevoir ecquis et des recharches en coure. C'est l'occasion de faire le point sur la réalité de l'effet de serre, les éventuelles conséquences de le trouée dans le couche d'ozone, la poliution des océane, les dangers du nuclésire, le pénurie d'eeu douce, le hantise de le surpopulation, etc. Et, eu paseege, da corriger des idées recues, de cemer les vrais ris-ques st de considérer les épouvantsila pour ce qu'ils

Claude Allègre combet per

LE TECUTURE

Is maîtries de la conneissance

une ettitude généralement

désastreuse : celle qu'inspire le peur », et s'ettache à montrer que, là où existent « des dengers considérebles et urgents », comme c'est le cas pour les mers ferméee, lea zones côtièrea, les centrales nucléaires de l'Est, ils ne sont « ni irréperables ni imparebles ». Dans cet eaprit, l'exposé des fsits établis su regerd des craintes rassenties s'eccompagne, pour chaque champ d'ection, d'une séria de propositions techniques at politiqués.

L'euteur rappelle, par exemple, que l'immigration, si mel vécue dans les pays où elle se déverse, est eusei « le plus groe pillage du tiers monde », dans la mesure où elle mohi-liae les individus les plus entreprenante des populations et les détourne de fonder sur plece un nouveau modèle de développement edepté à leur société d'origine. «Le problème de la migration des campagnes vers les villes, et du sud vers le nord, est tout aussi préoccupant que celui de le netalité mondiele, et sene doute plue urgent », soulignet-il. D'où le nécessité de tarir l'immigration à le base en révisant le etratégie d'aide eu développement.

L'ouvrage de Claude Allègra a eusei un intérêt théorique, car l'euteur e interroge eur le ruptura avec « le conseneue

productiviste », à partir duquel se distingusient la gauche et la drolte, rupture qu'incerne l'écologie. Encore feut-il savoir de quelle écologie il a'agit : celle des fondementa-listes, pour lesquels l'homme n'est qu'un sous-produit de ls nature, celle dee environnementalistee, eux yeux deequele is protection de l'environnement participe au développement harmonieux de l'homme? Celle qui sspire à fonder une doctrine politique sur dea bases scientifiques, ou celle qui naît de la défisnce à l'égard de la ecience ? Les scientifiques ne sant pas neu-tree dans le débet, suivant qu'ila se réclament de la culture physico-chimique ou de la culture naturallete, bien que, essure l'euteur, le clivage

Aussi peut-on espérer voir éclora une écologie scientifique qui permettra de situer les problèmes à leur niveau véritable et de distinguer macroécologie et microécologie. Dès lora, aon intervention dans l'espace du politique n'en sera que plus cisire, invitent e à repenser l'économie en termee de partage : partage des richesses Nord-Sud, meilleur pertage au seln des pays du Nords et à agir eu niveau sdéquat. « Ce que noue apprend le système Terre, c'est qu'entre l'échelle des paye et celle du globe, il y a l'échelle continentele, à lequelle il nous feut travailler d'urgence », écrit Claude Allègre. Il auffit de se reppeler, per exemple, que l'Europe va de l'Atlantique à Tchernobyl.

2 MATHERE

SOUTIEN ASIATIQUE. Le pré-

sident Bill Clinton e obtenu, vendredi 19 novembre, des 15 participants eu sommet da ja

Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), réuni à Seattie, sur la côte quest des Etats-Unis, un appel à la conclusion

rapide du cycle de négociations

dit « da l'Uruguay » (Uruguay

Round) avant le 15 décembre.

date considérée comme un

butoir par les Américains.

Comme le souhaitait l'adminis-

tration de Washington, il s'agit

là, avec l'appui des pays asiati-

ques, d'un message pressant adressé aux Européens et plus

particulièrement aux Français.

CONVERGENCE FRANCO-

ESPAGNOLE, A l'occasion du

septième sommet franço-espa-

gnol, François Mitterrand et

Edouard Balladur ont capendant

évoqué avec Felipe Gonzalez les

chances d'un assouplissement

de la position américaine à pro-

pos du GATT,

---- Graden

## Le président Clinton obtient le soutien des Asiatiques face aux Européens

SEATTLE

Le président Clinton a obtenu ce qu'il voulait en convoquant à Seattle les dirigeants des pays d'Asie et du Pacifique dans une première réunion « an sommet » de l'APEC (Coopération écoco-mique Asie Pacifique). Hormis le bouillant premier ministre malai-sien, Mahathir Mohamad, tous nnt répondu à son appel. En outre, cette rencoetre procure au président des Etats-Unia, eprès le vote sur l'ALENA (1), one «exposition médiatique» de premier ordre. Enfin, et surtout, Washington e obtenu le soutien de ses partenaires dans le conflit sur l'Uruguay Round qui l'op-pose aux Douze de l'Union européenoe, oo plutôt, comme oo préfère l'exprimer ici, à «la France ».

Les participants à la réunion ministérielle ont rendu public, vendredi 19 novembre, un texte, qualifié par Mickey Kantor, le négociateur américain sur le GATT, de «ferme déclaration de détermination». Il appelle à une determination». Il appelle à une «action urgente» pour un accord sur l'Uruguey Round avant la date butoir du 15 décembre. On y lit encore : «Le temps des promesses est passé, des pas concrets sont nécessaires, (...) et les membres de l'APEC sont prêts à prendez leur part nour relever ce défi dre leur part pour relever ce défi dans les jours à venir» en propo-sant « d'éliminer, de réduire ou

d'harmoniser les droits de douane et les barrières non tarifaires» dans plusieurs secteurs couverts, ou non, par le GATT, qui, selon M. Kantor, portent sur 250 mil-liards de dollars.

« Nous méttons au défi les [autres] participants à l'Uruguay Round, ont-ils ajouté, d'améliorer l'accès à leur marché». Enfin, les signataires ont indiqué que l'ac-cord final da Seattle ne devrait comprendre qu'un minimum de changements, approuvés par tons. Tout cela ne pent que conforter les Etats-Unis. Encore convient-il de voir les limites de l'exercice : comment, par exemple, croire le Japon prêt à s'engager à ouvrir soo marché agricole alors que M. Clinton et le premier ministre Morihiro Hosokawa ne sont pas parvenus à uo accord sur le riz inrs de leur rencontre de ven-

Dans la partie de billard jouée par Washington entre l'ALENA, l'APEC et le GATT pour amener les Européens à résipiscence, l'eppui des Asiatiques était impor-tant. La menace représentée par un groupement économique même informel - « pesant », comme l'e rappelé M. Kantor, 40 % de la population et 50 % de la production industrielle moodiales, prenant l'Europe à revers, n'est pas à négliger. Même si plu-sieurs participants, tout en réaf-firmant leur appui à l'Uruguay Round, dont its ettendent beau-

conp., ont peu envie d'être de marchés encore en partie pro-entraînés dans un conflit améri-tégés. Avec ces pays qui, en trois cano-européen.

Dans le discours programme qu'il a prononcé vendredi. M. Clinton e énoncé les principes de sa politique asiatique, qui s'inscrit dans le cadre de sa stratégie de maintien de la sécurité dans le monde par le biais du développement. Si la sécurité des Etats-Unis dépend de ses forces armées, a-t-il indiqué, « elle dépend aussi de l'élargissement de la communauté mondiole des démocraties fondées sur l'économie de marché, car les démocraties sont des partenaires plus pai-sibles et constructifs ».

#### « Dominos » et «dynamos»

Dressant un hilan statteur de sa première snnée au pouvoir, M. Clinton s'est fait professeur : « Pendant dix ans, j'ai vu l'Amèrique se rendre aux réunions du G7 pour se faire rappeler avec insis-tance par les autres qu'elle devait réduire son déficit (...) Eh! bien, nous l'avons fait. Et maintenant, nous devons convaincre nos partenaires en Europe et au Japon de suivre à leur tour une stratégie de croissance globale ».

C'est dans ce contexte que Washingtoo cherche à s'accrocher au train de ces pays d'Asie-Pacifique dont les taux de croissance font rever de part et d'autre de l'Atlantique, et à forcer les portes

tégés. Avec ces pays qui, en trois décennies, « de dominas sont devenus des dynamos!» En même temps, M. Clinton a rappelé «l'inquiétude de nos travailleurs pour leur emplni», et le inurd déficit commercial des Etats-Unis evec la Chine et le Japon, « qui représente les deux-tiers de notre déficit commercial total ». Pour rassurer ses compatriotes, le président e rappelé que les exportations américaines vers l'Asic assuraient 2,5 millions d'emplois. Raison de plus pour « continuer de faire pression sur ces pays pour s'ouvrir davontage à nos pro-

Enfin, M. Clinton a appelé l'APEC à evoir une « vision », des « perspectives communes », à faire des « pas tangibles ». Il n'a pas pu contourner le blocage des pays de l'ASEAN (2), hostiles à toute institutionnalisation formelle de l'APEC et lout progrès trop rapide. Mais il a essayé d'« imaginer une nouvelle communauté du Pacifique dans une décennie», à la «compétition économique rabuste, source d'emplois sons devenir une source d'instabilité et d'hostilité », qui demeurerait, « malgré so diversité, une source de dynamisme et d'enrichissement... avec ses nouvelles libertés économiques s'accompagnant d'une plus grande liberté individuelle et politique». Et de

l'histoire, c'est notre responsabilité solennelle et une grande chance».

Mais le succès de Bill Clinton a été, en partie, éclipsé par celui remporté par le président chinois. Jiang Zemin anra en effet utilisé tnus les mayens pour montrer que sa rencontre avec le prési-dent américain – la première à ce niveau depuis l'écresement du Printemps de Pékin en 1989 - a eu lieu à ses conditions. En parti-culier, les Américains n'ont guère eu de satisfaction s'agissant de lenrs exigences relatives aux droits de l'hnmme, M, Jiang a répondn en substance que le monde était une palette colorée de multiples peuples aux diverses traditions, que personne ne pou-vait donc imposer ses vues à un eutre et que les Etats-Unis et la Chine devaient se concentrer sur les questions d'intérêt commun!

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'APEC devaient se retrouver samedi matin dans une île proche de Seattle, permettant ainsi aux habitants de la ville de suivre sans être autrement perturbés les deux entres événements qui retiennent leur attention : un match de fnotball eméricain entre deux universités locales et une «conventioo» de joueurs de

PATRICE DE BEER

(1) Accord de libre échange nord-amé-ricain (Canada, Etats-Unis, Mexique). (2) Association des nations d'Asie de Sud-Est: Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thallande.

Le septième sommet franco-espagnol

## Paris et Madrid estiment que la balle est dans le camp américain

de Nes andoyes specimic

C'est par une invitation à déjeuner du rol Juan Carlos, eu palais de la Zarzucla, à Madrid, que s'est ouvert, vendredi 19 novembre, le septième sommet franco-espagnol en présence de François Mitterrand et d'Edouard Balladur. Cette attention partientière à l'égard des dirigeants français est un signe des bonnes relations existant entre les deux paya. Le souverain espagnol a vouln répondre par ce geste «exceptionnel» à l'accueil qu'il avait reçu, le 7 octobre, à Paris, lors de son discours à l'Assemblée nationale.

Dans les deux entretiens que Felipe Gonzalez a eu successivement avec MM. Mitterrand et Balladur, le GATT a été l'une des principales questions abordées. La ratification par le Congrès américain de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) a été considérée, de part et d'eutre, comme un signe encourageant. «Le succès du président Clinton peut laisser expèrer une initiative américaine pour faciliter un accord», a estimé François Mitterrand.

Les Espannois comme les Fran-

Les Espagnois comme les Fran-çais indiquent que la balle est actuellement dans le camp des Etats-Unis, et ils attendent beau-coup de la rencontre, en début de

semaine prochaine, entre le représentant américain, Mickey Kantor, et le confiniissaire européen, Léon Brittan. «M. Kantor doit arriver le 23 novembre avec des biscuits, sinon il n'y aura pas d'accord sur le GATT le 15 décembre», a déclaré Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, en soulignant que du côté de Madrid on était aussi ferme sur la nécessité d'une réponse rapide de Washington.

Les Français se sont également félicités de l'identité de vues entre les deux capitales sur la question de l'exception culturelle. Si la posi-tion de l'Espagne sur le volet agri-cole est plus nuancée, la France ne doute pas pour autant de l'appui de son partenaire en dernier res-

Les deux délégations ont aussi préparé le sommet européen des 10 et 11 décembre à Bruxelles en évoquant la récession et le chômage. Felipe Gonzalez e exprimé la crainte que cette réunion des Douze n'aboutisse encore une fois qu'à des formules floues. M. Mitterrand lui a répondu : «Il faut qu'il y alt en décembre une vrate décision sur la croissance et les investissements européens, sinon l'Europe pendra du terrain dans l'opinion. Le chef de l'Etat français n'a cependant pas rappelé la proposition, qu'il avait faite lors de sa dernière intervention télévisée, Les deux délégations ont aussi

L'absence de contentieux entre

L'absence de contentieux entre les deux pays a permis de consacrer en partie la première journée de cette rencontre à une visite touristique de Tolède, à 70 kilomètres de Madrid. Le président de la République ainsi que M. Balladur et cinq membres du gouvernement ont visité, avec Felipe Gonzalez et quelques-uns de ses ministres, la ont visité, avec Felipe Gonzalez et quelques-uns de ses ministres, la cathédrale. Ils ont admiré le célèbre tableau du Greco, l'Enterrement du comte d'Orgaz. Certains membres des délégations out trouvé quelques instants, durant ce parcours de la vieille cité castillane, pour se rendre à la synagogue, haut-lieu du judaïsme en Espagne avant qu'Isabelle la Catholique ne décide, en 1492, de refouler cette communauté hnrs des frontières du royaume.

Unc séance plénière devait conclure, samedi matin 20 novembre, cette rencontre annuelle qui confirme, une fois encore, la bonne entente entre les deux nations. L'image populaire de Miguel Indurain, triple vainqueur du Tour de France, recevant des mains de François Mitterrand les insignes de chevalier de la Léginn d'honneur en fut une autre parfaite illustra-

> MICHEL BOLE-RICHARD et CLAIRE TRÉAN

## La culture, valeur marchande

Michel Serree s'était illuetré peu auparavant, an déclarant avoir remarqué « plus d'inacriptinns anglo-américaines dans Paris qu'il y en avait en allemand sous l'Oc-

L'irruption, dans les négociations sur le commerce internatio-nal, de la culture comme valeur merchande étonners seulement ceux qui ont oublié les prédictions da Marx et Engels dans leur Mani-feste : « Par son exploitation du marché mondial, la bourgeoisie e rendu cosmopolites la production et la consummation de tous les pays (...). Et ce pour les produc-tione matérielles aussi bien qua pour les productions intellactueffes »...

Les Américains sont d'autant moins sensibles à cette évolution qu'ils dominent largement le mar-ché de l'image. Leur savoir-faire lee met à l'abri d'un phénomène qui, ailleurs, a tué la cinéma. Entre 1960 et 1990, il y a su cing fois moins de spectateurs en saile dans les pays d'Europe occiden-tale et huit fois moins au Japon. Aux Etats-Unis, cette baisse a'est à peine fait sentir.

Lorsque le génie culturel améri-cain est moins manifeste, le fibre jeu de l'offre et de la demande a, jeu de l'offre et de la demande a, outre-Atlantique, des conséquences tragiques, auxquelles les Etats-Unis devraient, par analogie, se montrer sensibles. C'est le cas de l'éditinn, dont le sort a été abandonné lè-bas aux lois du marché. La distribution des livres y ast entra les meins de deux grandes chaines, qui contrôlent grandes chaînes, qui contrôlent plus de 60 % des librairies. Résul-tat : la librairie indépendente, celle qui fait vivre la littérature, est à l'agonie.

Le dialogue de sourds euquel semble voué le feuilletan du GATT a des racines profondes. Il ne s'agit pas seulement de gros sous. Aux Etats-Unia, depuis qu'Hollywood est Hollywood, un film est considéré comme un produit. En Europa comme una ceuvre. D'où l'infirmité des Américains à accepter les contrepoids tronds de soutien au cinéma, quotas de créations télévisuelles d'origina françaisa ou européenna...) concus de ce côté ci de l'Atlantique pour sauvegarder une origina-Ité audiovisuelle.

Las Américains n'ont pas découvert, à la faveur de cette dispute, les bénéfices, pour les œuvres de l'esprit, d'une écono-

une centaine de Presses universi-Le philosophe et académicien taines généreusement subventionnées (riches danetaurs, fonds fédéraux, eides Incalea, etc.). Pourquoi s'offusquent-ile quo la France défenda avec les mêmas

conclure: «En ce moment de

remèdes son cinéma? Car ils lui contestent ce droit. Peter Sutherland, le directeur général du GATT, e beau soutenir qua, dans sa version ectuelle, l'ac-cord-cadre sur le commerce et les services (GATS) autorise Peria à es protégar de le déferiente d'images américaines, l'espoir des Etats-Unis est bel et bien d'obtenir des Européens le démantèlement dee digues (subventione et quotas) que tolère cet accord-ca-

#### Une déréglementation broultlonne

menace. Le moment apprache sans doute où les pays de l'Union européenne et la Commission de Bruxelles revendiqueront officiellement une «exception» pour la culture, c'est-à-dire la mise entre parenthèsea dea mécanismee de libre-échange qui sont la raisan d'être du GATT. Dans un premier temps, les Douze avaient opté -implicitement nu explicitement, selon les cas - pour un simple eménegament de cas méca-nismes. Ila se seraient contentés de la reconnaissence de leur espécificité culturelle ». Reste à mesurer, comme le recommande inlassablament Leon Brittan, le principal négocieteur de la Commission Leonard de la Commission de la mission, les Implications d'una tella « exception ». Ecarter la culture dee accords sur le commerce international, c'est, à peu près certeinement, exposer la France et l'Europs à des représailes dont pâtiraient, à l'exportation, leurs créations – et pas seulement cellas-ci. Obtenir pour l'audiovisuel et le cinéma, eu nom d'une certaine «spécifité», un traitement particulier que les Etats-Unis seraient tenus da respecter, c'est, au moins, savoir où l'on

Héreut de cette croisade, la France a su railier à sa cause nombre d'Européens, comme l'a montré, vendredi 19 novembre, la rencontre en Espagne entre Fran-cols Mitterrand et Felipa Gonzalez. Maia elle a convaincu aussi les paye francophones réunis récemment à l'île Maurice. Un eoutien qui vaut absolution de le pert d'Africains dont la colonisation n'e

monde, ne dispense pas la France d'un exemen de conscience. Si, certains soirs, les écrans français sont saturés de téléfilms emériceins, c'est le résultet de le multiplication des chaînes et des privatisations décidées par la droite en 1986. Entre cette épaque et 1991, les ventes d'images made in USA ont atteint 518 millons de frencs par en. Elles ne présentalent rien d'alemant lusque la La majorité a béau jeu aujourd hui de sonner le tocsin. La France paie les conséquences d'une déréglementation brouillonne de son audiovisuel.

#### Remparts de papler

La bataille de l'«exception» doit être menée evec détermination pour qu'il ne soit pas dit que, malgré les apparances, la culture est à l'encan, soumise au plus offrant. Sans trop d'illusions, évidemment. On ne conjura pas une vague de fond avec des remperts de papier (un GATT renégacié, même fevarablement). Cette conclusion vaut pour le projet, conçu per Jacques Taubon, de s'ettaquer, eprèa d'autres, à l'abâtardissement du frençaie. Si le loi de 1975 «ralative à la langue française», qu'il s'emplois à compléter, passe pour un échec, c'est qu'on ne réforme pas le verbe par décret.

Une lengua, una culture, una civilisation, sont fortes de ce qu'elles ont à exprimer. C'est une stupidité de croire, comme on a pu le lire dans le Wall Street Journel, qua le qualité du cinéma fran-cais se ressent d'être trop aldé. Mais c'est une illusion de penser qu'il garde una aura intecta à l'étranger. Francophile a'il en est, l'écrivain naw-yorkaia Jarome Charyn est de ceux qui s'en aler-ment. A l'Express, qui l'interrogeait récemment sur le GATT, il e fait cetta répanse qui menta d'être retenue par ceux qui, à juste titre souvant, mettent en cause l'a impénelisme » d'Hollywood : « Dans les années 60, les Américains passionnés de chéma tenaient Truffaut at Godard pour des maîtres. La seule contre-offensiva de l'Europe, eujnurd'hui, serait de décnuvrir des réalisateurs de cette envergure.»

Le bataille de l'«exception» a un sens. Il réside dans le capacité de la France à affirmer son magistère culturel. Non à développer une mentalité d'assiégé. Fellini, qui avait vu mourir le cinéme italian comme la France craint de perdre le sien, e plaidé mieux que quiconque pour l'univarealité de le culture, un impératif catégorique, en rendant hommaga au cinéma reconneissait-ii, davantage qu'un point de référence, un creuset des

mervelles.» BERTRAND LE GENDRE

## Les Etats-Unis excluent toute renégociation sur le volet agricole

Les Américains ont tenu à met-Les Américains ont tenu à met-tre les choses au point. Ils ne rené-gociéront pas le préaccord de Blair House sur le volet agricole du GATT (Accord général sur les tarifs dousmers et le commerce) concin avec les Douze, s déclaré le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher, vendredi 19 oovembre, lors du Forum de coopération Asie-Pacifique qui s'est tenu à Seattie. Selon Gene Moos, le sous-secrétaire américain à l'agriculture, les Etats-Unis sont seulement prêts à éconter « les inquietudes des Européens» sur cet accord. Il a précisé que tout marchandage sur l'accès au marché et l'accord de Blair House était à écarter.

Des responsables américains et européens ont par ailleurs engage entre Européens et Américains à des discussions, vendredi à Genève, sur leurs différends commerciaux afin de préparer la rencontre, hundi

22 novembre à Washington, entre Miekey Kantor, le négociateur américain pour le commerce international, et son homologue européen, sir Leon Brittan, a indiqué le chef de la délégation de l'Union européenne au GATT, Hugo Pacmen. Les Etats-Unis ont ainsi présenté, comme ils l'avaient annoncé une nouvelle offre améliorée sur leurs tarifs domaniers. Ils proposent, concernant leurs pics tarifaires (tarifs douaniers supérieurs à 15 %), une réduction moyenne de

Hugo Paemen. Les négociations entre Européens et Américains à

dossier de l'audiovisuel, le volet institutionnel (création nu non d'une organisation multilatérale du commerce - MTO - pour succéder au GATT), le renforcement des mécanismes de règlement des conflits commerciaux, le maintien ou non par les Etats-Unis de leur arsenal de représailles commerciales et les services. Dans une intervention devant le comité des négociations commerciales (TNC), qui réunissait à Genève les chefs de toutes les délégations parties pre-De son côté, la Commission de l'Uniguay, le directeur général du GATT, Peter Sutherland, a une suggestions » sur le préaccord agricole de Blair House l'Union européenne amenent sur la table une contribution décistre qui me protégée. Ils doivent à un tel pae spécialement ménegé la mécanisme la survivance chez cultura... Pour providentiel qu'il ensemble équilibre nécessaire à la conclusion du Round». Un entretien avec le président d'Olivetti

## Carlo De Benedetti : «Nous sommes à la fin d'un régime extrêmement corrompu qui a dominé l'Italie»

Après avoir été en prison pandant quelques heures, au début du mois, dans la cadre du scandale des pots-da-vin découverts par l'anquêta « Mani Pulite », le président d'Olivatti. Carlo De Benedetti explique, dans un entretien au e Monde », ses rancœurs at sas espoirs. M. De Benedetti reconnaît avoir autorisé sa société à donner de l'argent à l'administration das postes pour « présarvar las marchés » da son entreprise mais ramarque que beaucoup d'autres dirigeants da multinationalas ont agi da mêma sans êtra inquiétés. Et s'il assume ses responsabilités, il est aussi décidé à prouver qu'on lui a fait payar son opposition à eun régime axtrêmament corrompu qui a dominé l'Italie» et qui est an bout de course.

ROME

de notre correspondante « L'expérience de la prison a-talle été pour vous un trauma-

- Tout a été tellement rapide. imprévu, que l'on peut difficilement parler d'«expérience». Certains auteurs ont écrit des livres qui s'appellent «Mes prisons», moi j'aurais du mal : j'ai passé seule-ment deux heures dans une vraie cellule, entre 15 heures et 17 heures, et encore, juste pour attendre mon deuxième interrogatoire. Là pourtant, j'ai ressenti une réelle émotion, je voyais les minutes passer et je n'avais qu'une hâte : rentrer dormir chez moi car j'étais certain que j'arriverais à coovaincre les juges. Et puis la nuit est tombée et dans la prison les détenus se soot mis à chanter : un moment très intense. Sur le plan personnel, je n'ai pas à me plaindre. Ils ont été très corrects, mais la cérémonie de l'immatriculation, ca, c'est très dur, tout est fait pour vous donner l'impression d'avoir abandonné le reste du

» Comment réagit-on à cela? Comme dans tous les moments très éprouvants, soit on s'effondre, soit on en sort humainement plus fort. Et je dois dire que je suis assez content de la façon dont j'ai réagi : d'une façoo rationnelle, screine et fioalcment rassurante sur moimême. Lai voulu être traité comme un citoyen ordinaire, c'est pour cela que je suis allé me présenter chez les carabiniers ce matin-là. Mais c'est surtout en tant que chef d'entreprise que je suis content d'avoir adopté cette conduite, car je pense que c'est un devoir absolu d'assumer ses responsabilités et toutes les conséquences qui en découlent. Et quand le suis rentré à lvrée, en voyant les réactions et l'appui des gens de mon entreprise et de la ville, j'ai compris que j'avais fait ce qu'il fallait.

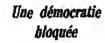
#### - Comment expliquer la décision du juge? Erreur? Calcul?

- Justement, des explications, je n'en trouve aucune : les dossiers sur lesquels j'ai été interrogé à Rome sont rigoureusement les mēmes que ceux que j'étais allé spontanément présenter au juge Di Pietro, en mai demier, ce qui rend la chose encore plus incompréhensible... Je reste pourtant convaincu que l'enquête « Mani Pulite» *[mains propres]* à laquelle j'ai été et ie reste favorable, meme si i'ai dù persoonellement on payer le prix, est un grand bien pour le pays. Et la justice a beaucoup de mérite. dans le moment de décomposition actuel. Encore qu'on ne puisse plus tellement parler de «justice» dans ces conditions, ni de «police» ou d'« entrepreneurs » au sens large : tout est réduit à des comporte ments individuels. Alors sans doute peut-on concevoir que, lorsque l'on cherche à faire la lumière sur un passé ponrri, se produisent aussi

» De toute façon, je ne me pose même plus de questions. La seule certitude, c'est que nous sommes à la fin d'un régime extrêmement corrompu qui a dominé l'Italie, surtout ces dix dernières années. Un régime contre lequel j'ai combattu, ce qui m'a valu d'être. « puni » dans le passè à cause de mon caractère individualiste, article de la loi sur la sécurité des

Ensuite, parce que j'étais uo oppo-sant à l'époque où ce n'était pas la mode, enfin parce que je suis l'ac-tionnaire d'un journal, La Repubblica, qui a toujours été contre le régime, au point que l'on m'attribue tout ce qui est écrit!

» Tout cela est connu en italie: il y a quelques années, M. Craxi, par exemple, est intervenu personnellement pour m'empêcber d'agir au moment de la privatisation de la SME, qui était l'industrie alimentaire italienne. Pas plus tard que l'été dernier, ce même M. Craxi est allé devant le Parlement déclarer que j'étais le plus grand corrupteur d'Italie, ou quelque chose d'approchant! Seulement le problème, aujourd'hui, n'est pas de savoir si Craxi m'en veut, on le sait depuis dix ans, mais de savoir si il a des chances de revenir au pouvoir comme il l'espère. Et franchement, je crois qu'il n'eo a



Entrepreneurs et politiciens ont-ils eu un traitemant égal dans cetta affaire « Mani

Dans les milliers de lettres, de télégrammes que j'ai reçus et aux-quels j'ai mis plus de temps à répondre que je n'en ai passé en prison, revenait toujours la même question: quand va-t-on envoyer en prison ceux qui ont pris l'ai c'est un problème qui échappe à la tion sur parlementaire est protégé, même si les règles viennent de changer, il faut toujours une autorisation pour l'arrêter. Donc, un parlementaire n'est pas comme un citoyeo normal. Juste? Injuste? c'est comme ça. Et dans le contexte de l'époque, cela se justifiait : cette Constitution faite en 1946, au lendemain du fascisme, était extrêmement «garantiste», il n'était plus question que quelqu'un soit persécuté pour ses idées. Mais aujourd'hui, franchement, c'est

devenu une absurdité de l'histoire - Comment est-on arrivé à

tant de débordements? - C'est très simple, presque banal: tout système socio-politique a un certain degré de corruption, plus élevé dans les dictatures, moins élevé dans les démocraties, car la possibilité d'un changement freine ce type de comportement. Or en Italie, nous avons eu une démocratie bloquée : 30 % votaient communiste, 10 % fasciste. Pour être au pouvoir, il suffisait donc de parvenir à 51 % de 60 %, et noo de 100 %. C'était enfantin d'arriver à trouver une majorité. Mais là encore c'était justifié, car l'alternance en Italie n'aumit pas été, comme chez vous, à l'intérieur du système avec l'arrivée des socialistes ou comme le passage du Parti Grande-Bretagne. L'alternance aurait signifié un changement du système même. Alors notre démocratie est devenue un «régime», et les hommes politiques en place ont fait ce chantage à l'impossible alternance pour assurer leur pouvoir et s'eorichir personnellement, ce qui n'a rien à voir avec le financement

des partis. Au Japoo c'est pareil, regardez les scandales : c'est le même pouvoir en place depuis

Vous vous posez en victime du régima, pourquoi ne pas avoir parlé plus tôt?

- C'est facile à dire aujourd'hui, mais il y a seulement cinq ans, rien qu'en osant critiquer, je faisais figure de révolutionnaire. D'autant que les eotrepreneurs italiens oe soot jamais parvenus à une vérita-ble cohésion entre eux : beaucoup d'individualisme, de concurrence. Et puis, il y a ceux qui n'ont pas versé de l'argent comme moi pour sauver les marchés de leur entreprise mais qui, au contraire, ont fait des profits énormes, ceux là ne voulaient pas que ça change. La justice, et qui reléve de la Constitu- | tous les bommes politiques des

> «Plus près d'un souk arabe que de Bruxelles» ...

» Pourquoi me suis-je décidé à aller trouver le juge Di Pietro en mai dernier? C'est parce que j'ai appris qu'un des managers d'Olivetti aurait pu aller en prison a cause de cette affaire de pots-de-vio versés à l'administration des postes. Et je m'étais promis que personne de chez moi ne serait allé en prison pour un acte commis avec mon autorisation. A ce propos, je voudrais faire remarquer que je suis le seul président de société italieone qui ait assumé toutes ses responsabilités, le seul aussi à avoir fait un passage en prison. Et pourtant, per-sonnellement, je n'ai jamais traité, oi oégociè le moiodre pot-de-vin. De plus, quand je lis la déposition de ce monsieur Giuseppe Lo Moro, assistant du directeur général des postes, que je n'ai jamais vu ni cntendu et dont j'ignorais jusqu'à l'existence, je comprends encore moins. Et je m'étonce en effet de voir qu'il a cité de grandes sociétés internationales, notamment fran-çaises, qui ont versé elles aussi, en Italie, des sommes égales à celles que oous avons versées [plus de 10 milliards de lires et qui ne sont pas inquiétées. Ca, je trouve que c'est très injuste! - Vous faites allusion à Alca

tel et à General Electric?

C'est du domaine public, vous avez pu lire les noms comme tout le monde dans les journaux... Moi,

en revanche, à la suite de mes mésaventures judiciaires de l'autre semaine, je suis en train de multiplier les explications à travers la presse étrangère pour rassurer les milliers de clients d'Olivetti dans le moode. Ceux qui me connaisseot bien o'ont aucun deute, les autres pourraient se poser des questioos. Les marchés, eux, soot restés rationnels: quand la nouvelle est sortie, il y a eu une baisse à la Bourse (4 %) mais depuis trois ou quatre jours, nos titres ont repris ce qu'ils avaient perdu.

- Dans le grand ménage ita-lien, le dossiar de la banqueroute du Banco Ambroslano qui vous a valu une condamnation à six ans en première instance est

The condamnation très lourde et très injuste, mais là aussi la vérité est en train de sortir, je peux vous l'affirmer. Eo attendant, la cour d'appel du tribunal civil de Milan vieot de nous donner raison et d'établir que pas une seule lire do Banco Ambrosiano ne m'a été versée. Alors, si les faits n'existent pas, les conséquences pénales de faits qui n'existent pas ne devraient pas non plus exister! Cette affaire pour moi a été la preuve qu'on me faisait payer mes positions politiques. Et je le prouverai.

\* Pour le reste, je ne sais pas sur quoi nous allons déboucher et il faudra trois ou quatre ans au moins, mais je suis content que nous sortions de ce système. Des solutions faciles? Il n'y en a pas, sculement une garantie de transpaet non ceux qui l'ont donné? Mais : pus était étroite : tous les indus- En un seus, «Mani Pulite» nous a tricis o'ont pas été des victimes, et aussi permis de faire un pas sérieux vers l'Europe, car parler de la construction européenne, jusque-là, relevait de la démagogie : oous étions plus près d'un souk arabe que de Bruxelles.....

> » Quant à imaginer uo «Parti des entrepreneurs» ou d'autres bêtiscs, j'ai plus de respect que mes collègues pour la politique, qui est un art et un métier indispensable à toute démocratie. A coodition de ne pas faire comme oous et de confondre la politique avec les partis. Sur le plan économique, le véntable problème, c'est ce pourcentage écorne de l'économie italienne qui appartient aux entre-prises d'Etat: 50 %. Une aberratioo sur le plan européen et qui doit absolument cesser.

> Raul Gardini s'est suicidé, Ferruzzi, Fiat même ont des problèmes. Est-ce le déclin du cepi-talisme familial italien?

- Gardini est responsable de sa propre mort, et lui seul. Il est allé jusqu'au bout de ses erreurs, en joueur qu'il était, et il a fait comme ces princes russes d'autrefois qui avaient perdu au jeu à Moote-Carlo et qui, rentrés à l'Hôtel de Paris, se brillaient la cervelle. Maiotenant, le capitalisme familial, moi je vois ça en outsider, en «nouveau venu». Je peux juste témoigner que cela m'a été très difficile d'arriver à créer en vingt ans le deuxième groupe privé ita-lien, sans avoir hérité de rien. Très dur. Il faut espérer pour la santé du pays qu'un système pluraliste permettra, à l'avenir, la croissance de mille De Benedetti et non plus

> Propos recueillis par MARIE-CLAUDE DECAMPS

**BOSNIE-HERZÉGOVINE** 

## Les convois humanitaires sont toujours bloqués

En dépit de l'accord conclu, jeudi 18 novembre, à Genève par les trois belligérants et qui devait entrer en vigueur immédiatemeot, les routes humaoitaires sont restées bloquées veodredi en Bosnie-Herzégovine, selon un responsable des Nations unies. De l'avis général il faudra attendre plusieurs jours pour voir s'il sera

Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a cepeodant donné son « feu vert» à la reprise des convois sur recomma odation du haut-commissaire pour les réfugiés, Sadako Ogata, et de son représentant spécial pour l'ex-Yougoslavie, Thorvald Stolteoberg (le Monde du 20 novembre). Les coovois bumaoitaires en Bosoio-Herzégovine étaient suspendus depuis le 25 octobre, à la suite de la mort

d'un chauffeur danois. Le leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, s'est, pour sa part, montré pessimiste quant à uoe amélioration de l'achemioement de l'aide humaoitaire en Bosnie, « Je ne crois pas que lo signoture de lo déclorotion conjointe [de Genéve] va contri-buer à améliorer les conditions de travail des organisations humanitaires en ce second hiver de guerre en Bosnie-Herzégovine », a-t-il

déclaré à l'agence Tanjug de Belgrade. Il a estimé que la situation « ne peut pas changer fondamentalement avant la signature d'un accord de paix».

Par ailleors, l'OTAN s'est déclarée « vivement préoccupée » par la violation, par des hélicoptères croates, de la zone d'exclusioo aérieone en Bosnie pour livrer armes et munitions à leurs forces. A Naples, l'amiral Jeremy Boorda, commandant les forces alliées d'Europe du Sud a laissé eotendre que l'OTAN préparait une réponse. - (AFP.)

Un Italien à la présidence du tribunal sur les crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie. - Le tribunal international chargé de juger les criminels de guerre dans l'ex-Yougoslavie a élu, jeudi 18 novembre, son président en la personne du magistrat italien Antonio Cassese. Les juges ont élu Elizabeth Odio-Benito (Costa-Rica) comme vice-président de ce tribunal. M. Cassese présidera également la chambre d'appel du tribunal, tandis que les deux chambres de première iostance seront présidées par Gabrielle Kirk MacDonald (Etats-Unis) et Adolphus Godwin Karibi-Whyte (Nigeria). - (AFP.)

## **ALLEMAGNE**

## Le SPD estime avoir mis fin à ses dissensions internes

Rudolf Scharping, le chef de file des sociaux-démocrates allemands (depuis onze aos dans l'opposition) a estimé que son pour se lancer dans la course au pouvoir. « Un congrès solidaire et des décisions claires ont donné le signal que le SPD o surmonté ses difficultés et a, des maintenant, un objectif : remplacer une coalition usée », a-t-il déclaré eo

döturant, vendredi 19 oovembre. le congrès à Wiesbaden. Donnant le coup d'eovoi de la campagne des électioos législatives qui auront lieu en octobre 1994, il a teou M. Kohl, qu'il tentera de détrôner, pour responsable du chômage le plus élevé qu'sit cooou l'Allemagoe depuis la deuxiéme guerre moodiale.

Le gouvernement eo place a « mis en donger lo cohésion sociale de l'Allemogne comme jamais depuis 1949», a ajouté M. Scharping, confirmé sans pro-blème, la veille, à la tête du parti par les quelque 500 délégués présents. Encore quasiment inconnu du graod public il y a peu, ce nouveau baron régional de quarante-cinq ans qui passe pour un pragmatique modéré, a déjà vu sa popularité dépasser largement celle de Helmut Kohl, qu'il soubaite détrôcer l'ao prochain, Selon un sondage de la télévision ZDF en début de semaioe, sa cote atteint 48 % contre 36 % seulement pour M. Kohl.

Les milieux politiques de Bono commencent d'ailleurs à eovisager sérieusement uue victoire de M. Scharping en octobre 1994. Les sondages placent actuelle-meot le SPD eo tête des intentioos de vote, à environ deux

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE :

points devant les Unions chrétiennes la CDU et la CSU alors qu'il avait été distancé de plus de dix points eo 1990. Depuis le parti, ayant « surmonté ses diffi- 25 juin, il a également repris en cultés», était désormais «paré», main un parti destabilisé par des dissensions internes et la démissioo de son présideot Björn Eogholm, éclaboussé par les retombées d'uo scandale politi-

> La lutte cootre le chômage, qui touche actuellement 3.5 millions de personnes, coostitue la priorité du programme écocomique du SPD, arrêté lors du congrès. Les sociaux-démocrates prévoieot ootamment la création d'un pacte oational pour l'emploi avec les partenaires sociaux. Le SPD est également favorable à uoe réductioo du temps de travail, rejoi-gnant ainsi les syodicats et uoe partie de l'industrie.

> Le parti a par ailleurs rejeté toute « militarisation de la politique étrongère ollemonde». S'il accepte une participation de l'armée allemande aux missions de maintieo de la paix des « casques bleus», il exclut catégoriquement toute participation de la Bundeswehr à des missions de combat. Il a exigé une oouvelle fois le retrait des 1700 «casques bleus» allemaods déployés depuis le mois d'août en Somalie.

La direction du SPD a été réélue ainsi que ses vice-présidents. Parmi eux, Johannes Rau, le ministre-président de Rhénanie-Westphalie et candidat à la succession de Richard voo Weizsacker au poste de président de la République, a été littéralement plébiscité, en recueillant 97,5 % des voix des délégués.

EN BREF

**BELGIQUE**: le Parlement vote la confiance au gouvernement à propos du plan d'austérité. -Le Parlement fédéral belge a accordé samedi 20 novembre dans la matinée sa confiance au gouvernement de centre gauche du premier mioistre Jean-Lue Dehaene, qui lui avait soumis son plan d'assainissement des finances publiques et de relance de l'emploi et de la compétitivité (la Monde du 19 novembre). - (AFP.)

ESPAGNE : le ministre de l'intérieur présente sa démission. - Le ministre de l'iotérieur, José Luis Corcuera, a présenté sa démission, vendredi 19 novambre, après l'annulation, jeudi, par le Tribunal constitutionnel d'un

citoyens qu'il avait fermement défendue, a annoncé à Madrid le président du gouvernement, Felipe Gonzalez (le Monde du 20 novembre). M. Gonzalez a cependant ajouté qu'il ne voyait pas de raison d'accepter la démission de M. Corcuera, considéré comme un des hommes forts du gouvernement et de la direction du Parti socialiste ouvrier au pouvoir. - (AFP.)

OUZBÉKISTAN : l'ambassadaur à Washington demande l'asile politique aux Etats-Unia - L'ambassadeur d'Ouzbékistan à Washington, Mobammed-Bogir Malikov, rappelé à Tachkent le 8 novembre où il a été accusé de détournement de fonds, a réussi à quitter la capitale ouzbèke « avec (AFP)

la connivence d'omis dans l'arméen et à retourner aux Etats-Unis où il a demandé l'asile politique, selon l'agence russe Interfax - (AFP.)

POLOGNE : démission du chef des services de renseignement. Jerzy Konieczny, chef des services de renseignement polooais (UOP, Office de la protection de l'Etat), a déposé sa démission, lundi 15 oovembre, a indiqué, vendredi 19 oovembre le bureau de presse de l'UOP qui s'est refusé à faire le moindre commentaire « pour l'instant ». Selon le quotidien Rzeczpospolito, M. Konieczny a déposé sa démissioo à la suite d'un conflit avec la présidence de la République. -

M. Mitterrand à Prague le 9 décembre. - Le président François Mitterrand se rendra le 9 décembre eu visite à Prague, où il déjeunera avec le président Vaciav Havel et inaugurera les nouveaox locaux de l'Institut français de Prague, a annoncé, vendredi 19 novembre, l'agence tchèque CTK. Ni la chancellerie présidentielle à Prague oi les services de l'Elysée n'ont voulu confirmer cette informatioo. -

START-1. - « Nous ne pensons pas que l'Ukraine puisse trouver en mettont des conditions à la . déclaré. - (Reuter, UPL)

ratification du traité de désarmement stratégique START-I », a déclaré vendredi 19 novembre un porte-parole du département d'Etat américain, Christine Shelly. A Kiev, où les députés justifiaient à nouveau leur vote de jeudi par l'absence de concrétisation des promesses d'aide de l'Occident, le président Kravtchouk a annoncé qu'il soumettrait à nouveau le traité START-1 et le traité de oon-prolifération nucléaire au parlement qui doit être élu en mars prochain. «Si nous ne pouvons UKRAINE: les Etats-Unis pas utiliser ou controler totalement déplorent le vote sur le traité ces armes, si nous ne pouvons pas les remplacer ou les entretenir, j'ai dit et le répète que nous devons une réponse à ses préoccupations nous en débarrasser », a-t-il

E ...

. .

-

22

5 11 to 28

- 110

---

ii water

-- a -- es come e

V. W. M.

es a se alle atoit mil

a secoles resions interes

i .

1.0

~ . . . .

10.04

Sec.

...

INTERNATIONAL

III. - Kaboul, toujours livrée aux factions

Après Hérat, à l'ouest de l'Afghanistan, et Mazar-i-Sharif, au nord, deux cités déjà très engagées dens leur reconstruction (le Monde du 19 et du 20 novembre), notre envoyé spécial e'est rendu à Kaboul. La guerre entre factions Islamistes est toujours à l'ordre du jour, mais la situation est loin d'être figée dans la capitale, ce qui autorise une lueur d'espoir,

#### KABOUL

de notre envoyé spécial Lorsqu'oo entend crépiter une arme automatique dans la capitale afghane aujourd'hui, ce n'est plus nécessairement qu'un combat s'engage. Ce peut être un joyeux évé-nement que l'on célèbre ainsi entre amis, en tirant quelques rafales en l'air. Les mauvais esprits prétendent que lorsque le canon tonne, c'est peut-être bien un commandant qui marie son fils!

Kaboul n'a plus le visage ballucine d'une ville en guerre même si des affrontement sporadiques oot encore lieu aux limites de ses quartiers méridionaux et occidentaux. Là, en dépit d'uo cessez-lofeu signé à la fin de l'été, les factions religieuses intégristes chiite (Wahdat) et sunnite (Ittehad) sont face à face dans ce qui est parfois décrit comme une véritable guerre

LOIN DES CAPITALES

« Ils nous envoient à peu près chaque jour, et parfois la mai, une demi-douzaine de roquettes», nons assure Abdul Ali Mazari, le leader du Wahdat, qui nous reçoit à Taj Beg, un château construit dans les années 20 par le roi Amanoullah sur les collines qui ferment la ville loin au sud. Pour y parvenir, il faut franchir la ligne de démarcation entre les troupes répondant au président Rabbaoi (en général d'anciens soldats du régime communiste, qui forment à présent la garnisyoun de la capitale) et les premiers points de cootrôle des chiites. Ceux-ci sont souveot des adolesceots à l'alture gavroche, cheveux longs et cigarette au bec; ils soot réputés les combattants les plus farouches de la capitale, « capables de se lancer à découvert au milieu de la plus acharnée des batailles pour tirer une roquette de leur RPG 7x, dit-on.

La plupart des chauffeurs de taxis «du Nord» refusent de franchir la ligne; « Ceux du Sud sont de très mauvalses gens », expli-queot-il. La « frootière » est bieo marquée par le terrain. Entre deux des collices qui ferment vers le sud la plus ancienne Kaboni (celle du poovoir politique et des édi-fices administratifs, celle, aussi, où s'arrêtaieot jadis les hippies et autres touristes), la rivière s'est creusé une gorge par où passe la roote. Sur le versant méridiocal des collines, des milliers de maisons sont aujourd'hui vides : leurs ral Massoud) contre les chites et

habitants, cibles aisées tant pour les troupes du général Massoud qui tiennent les hauteurs que pour ses adversaires, ont fui vers le nord, ou vers Jelalabad et le Pakis-

#### Une vision d'apocalypse

Passé le rood-point de Dema-zang, un spectacle d'spocalypse apparaît : de part et d'autre de la route et sur plusieurs rues de profondeur, ce de soot que maisons éventrées, édifices effondrés, échoppes crevées. La, les gouvercementaux se sont acharnés sur les quartiers chiites avec une violence qui laisse pantois. Plus loio, sur l'avenue de Dauralam – naguère la voie triomphale de Kaboul, menant eo 6 kilomètres vers la ville nouvelle imaginée par le roi réformateur Amanoullah - le cen-tre culturel soviétique, écorme bâtiment couleur sienne, et solide comme oo s'en doute, semble tordu sur ses bases. Les marbres blancs de l'ex-ambassade d'URSS sont noircis par les iocendies. Un lycée, le ministère des finances, l'ancien édifice abritant la Sécurité d'Etat, des casernes, oot aussi conou la violence des batailles livrées par les troupes du ministère de la défense (c'est-à-dire du génécontre le Hezh de Gulbuddin Hekmatyar.

Au bout de l'avenue, le palais de Daraulaman, lui aussi de l'époque d'Amanoullah, a ses toits effoodrés, ses quatre clochetons de style ottoman ruioés et deux de ses façades porteot les stigmetes de joutes brutales. L'édifice est reste au Hezb lors des combats de mai, de sorte que les rares pièces qui demeurent utilisables servent de pied-d-terre au premier ministre, M. Hekmatyar, lorsque, raremeut, il descend de son village capitale, Charasyab, à 15 kilomètres plus eu

Face au palais, un bâtiment à demi-effondré était, il y a dix-buit mois encore, le riebe musée de Kaboul. Un portrait de l'imam Khomeioy, ao-dessus de l'entrée, signale qu'il «appartieot» désor-mais au Wahdat. Trois adolescents le gardent. L'uo d'eux oous accompagne à l'intérieur. L'ancien hall d'entrée «abrite» encore oeuf statues préco-bouddhiques du Gan-dhara et du Foodoukistao, et la belle inscription eo gree dite de «Surk-Khotal» - toutes pièces découvertes par les missicos archéologiques fracçaises en Afghanistan. En face, s'ouvre une béance : ce qui était l'escalier montant au premier étage.

Le reste a été, pout l'essentiel, avolé par des groupes et emmené au Pakistan », dit ootre guide

improvisé. Quels groupes? «Je ne sais pas, ils sont partis vers Charasyab. » Au sous-sol, une salle abrite des tessons de poteries de Shortugaī. Aī-Khaooum, Mundigak et autres hauts lieux de l'histoire ancience du pays. D'autres sailes, nous dit-on, receleraient des objets places là pour les protéger, mais le petit gardien à la kalachnikov n'e pas de elé.

Si l'on prend à présent la route de Kandahar, qui passe devant l'université, elle aussi très meurtrie, on arrive a Kot-i-Sanghi, qui fut le théatre des batailles les plus aebarnées eotre chites et pro-Saoudiens alliés aux troupes de Massoud. Le quartier est lui aussi déserté par sa populetioo. Les postes de surveillance sont ici plus oerveux qu'ailleurs à Kaboul : le froot, il est vrai, est le plus «vivaot» de le capitale, comme on le voit aux nombreux nids de mitrailleuses camouffés eu premier étage des maisons restées debout, «Vous n'avez rien à faire ici», finit par nous dire un chef de poste du Wahdat, peu dispose à la discus-sion. Près de lui, un jeune homme porte dans une sorte de carquois, sur son dos, un bouquet de six roquettes de RPG 7.

#### Des points de contrôle moins nombreux au nord

Retour eu oord. Derrière les mootagnes qui marquent désoreu visage bien plus débonnaire les points de eootrôle sont moios nombreux, plus souples aussi. Le jeune soldat est souvent assis sur une chaise au milieu du carrefout. mitraillette sur les genoux.

La ouit est plus nerveuse. Pour s'y avecturer au-delà des 22 heures fatidiques du couvre-feu, il faut connaître les postes afio de les éviter, ou alors circuler dans soo quertier, dont on fioit per connaître les anges gardiens. Mais les jeunes sentioelles sont souvent apeurées, ou sous l'emprise du hachisch. Un bruit causé par uo chien errant peut faire retentir le sinistre . deresh » (halte!), puis faire partir le rafale.

Quoi qu'il en soit, la moitié septentrionale de Kaboul est à présent en relative sécurité. L'ambassade de France pourrait bientôt rouvrir. et l'ONU s'eppréterait à annoncer le retour de quelques-uns de ses représentants. Le risque demeure, certes, que M. Hekmatyar, en un geste de désespoir, reprenne un jour ses bombardements à l'aide de ses terribles camions laoceors de «Sukar» (roquettes à moyenne | ses environs. - (AP.)

portée). L'bôtel lotercontinectal. sur une colline au nord-ouest, n'e que peu souffen des combets de janvier, lorsque les chûtes assiégeaieot les troupes du comman-deot Massoud. Un portier façon maharajah accueille toujours le visiteur par uo « Comment allez-vous aujourd'hui Monsieur. Belle journée n'est-ce pas?». Le vaste hall de marbre, avec ses tapis, est désert à l'exception d'uo bidasse affalé dans un canapé, soo arme posée sur une teble basse. Au comptoir, le cours du dollar demeure figé à cioq cents afghanis (cootre mille sept cents aujourd'hui). Des terrasses, la vue est superbe sur l'immensité d'une ville qui e triplé de population en vingt ans, pour atteindre un million cinq ceot mille babitants lors de la

chute du communisme eo 1992. Désormais plusieurs centaines de milliers de Kaboulis ont déserté leut maisoo dans la capitale. Un grand combre se sont repliés vers Khairkhane, une métropole-bis située juste au nord de l'ancieone ville, en bordure de l'aocicooc route menant au tunnel du Salang qui permet la traversée de l'Hin-dou-Kouch (une autre route, plus à l'est, hors de portée des irrégu-liers du Hezb qui rançonocot camions et autobus, est devenue la «voie oormale» vers Mazat et l'Asie centrale). Kairkbana, qui compte peut-être un demi-million d'habitants, est aujourd'hui le lieu où l'oo retrouve le mieux une atmosphère aneienne - avec des bazars bien pourvus eo légumes, viande de mouton, épiees et céréales, et des rues grouillantes de monde, comme une tranquille ville

JEAN-PIERRE CLERC

Violents combats à Serobi. -L'aviation de Kaboul a bombardé, vendredi 19 novembre, une base tenue par le premier ministre Gulbuddin Hekmatyer à Sarobi, à 65 kilomètres à l'est de la capitale. L'ettaque e fait plus de 25 morts, doot plusieurs eivils, selon la formetion iotégriste Hezb. Dans cette zone, la faction du chef du goovernement est, depuis le 2 novembre, sous la pression des forces répondant au président Rabbani et à l'ex-ministre de la défense, M. Massoud, qui teotent de dégager le route du Pekistan et le centrale électrique alimentant Kaboul. Eo dixhuit mois, les combats cotre islamistes ont fait plus de 10 000 mons dans la capitale et

## Watakano l'île aux filles

de Stritteneria are ann a con-WATAKANO

- .....de notre envoyé spécial

« Vous voulez dire l'ile eux, filles ? » La serveuse de ce café du port de Tsu (préfec-ture de Mié) n'e pas cherché longtemps. Qu'importe qu'on écorche le nom : le lieu est connu de toute le région depuie des siècles. Les vieux en parlent evec nostalgie et les habdomedeites pour hommes y consacrent des articles.

Qui sait? Un succédané de cette «le des fammes » vers laquelle s'embarque, au soir de son existence, à bord d'un bateeu nommé Bon-Plaisir (Yoshiiro-maru), le héros de la Vie d'un emi de la volupté du grand romancier Salkaku (1641-1693)? Watakano est une lle minuscule (0,7 kilomètre carré), en forme de cœur, lovée dans la beie de Matoya, au sud de la péninsule d'ise.

Il faut cinq minutea de bateau pour s'y randra. A première vue, un banal petit port avec ses bateaux, ses hôtele en bord de mar et ses venelles menant eu senctuaire où est érigé un monument eux pilotee de torpille humaine -- version marine des kamikaze - qui y résidèrent peu avant la fin de le

La patronne d'un petit café à l'eir surprise per le présence d'un étranger dens ces ruelles. « Venez, je vais vous expliquer. Watakano est une ile spéciale : il n'y a rien à voir », dit-elle. En dix minutes devant une bière, Atsuko, qui est arrivée il y e quatorze ans de son Kyushu natal et doit avoir derrière elle une vie mouvementée, nous e e mie eu perfum » de sa voix rauqua de femme qui boit et fume. Un repide calcul (prix d'un hôtel et d'un dîner) et elle s tôt fait de démontrer qu'il eat plus économique de choisir une des filles qu'elle propose et se faire monter un repae dans une chambre de son établissement.

Watakano compte sept cents habitants et près de deux cents prostituées, originaires essentiellement d'Asie du Sud-Est, qui travaillent dans dix-huit bars et snacks. Légalsment, la prostitution est interdite au Japon. Aussi, les établissements de Wetakano antils calqué leur organisation sur le système des agences de geisha (okiya), qui foumis-sent celles-ci à la demande. Si l'on ne peut assimiler les geisha à des prostituées, cer-taines d'entre alles, de basse catégorie, appelées « geisha de l'oreiller » (makura geishe), s'y apparentent.

li n'y e pas de poste de police sur l'île et les autorités préfectorales préfèrent fermer les yeux sur les activités qui s'y découlant : Watakano est la municipalità qui paya la plus d'impôts. Plus que cette complaisance que l'on retrouve, à des degrés divers, un peu partout au Japon en matière de prostitution, c'est la vie en symblose des habitants et des filles dans ce microcosme qui est étonnante.

Le commerce du plaisir est une tradition à Watakano. Il commença lorsqu'au dix-septième siècle l'île devint une escale our la route maritime reliant Osaka, la grande ville

marchande, - à la capitale enogunale, Edo, (ancien nom de Tokyo). La baie de Matoya éteit réputée pour être un esile par-gros temps. A faobe, sur la terre ferme, un sancwaire dédié eux divinités de la mer attirait

> «Aucune conscience de culpabilité »

en outre les matelots de tout l'archipel.

Dans cette région perdue, que aeul un chemin reliait à la ville d'Ise, cet afflux de matelots fut une aubaine qui encouragea les femmes de pêcheurs de Wezakano à faire commerce de leurs charmes. On les appelait neuri (les vendeuses de légumes). Elles veneient en barque près des beteeux et faisaient affaire evec l'équipage. A partir du milieu du dix-neuvième siècle se développe une prostitution reconnue par les autorités. On conetrulsit sept bordels drainent des femmes des quatre coins de l'archipel et la réputation de Wetekeno grendit. Ces éta-blissements furent fermés à la suite de la loi de 1956 Interdieant la prostitution. L'a industrie locale » se poursuivit sous d'au-



«L'histoire a donné à la population de certe île une mentalité plus ouverte qu'ailleurs, alliée à un grand sens de la solidarité, explique Isao Nishimura, qui écrit une histoire de Watakano. Nous sommes une terre de passage, un lieu de transit : les filles, les clients se succèdent. Mais ceux qui s'installent ici comprennent vite que de la solidarité dépend notre vie. Vivre avec les filles fait partie des mœurs locales. Il n'y e de leur part aucune conscience de culpabilité et de la nôtre aucun jugement moral : lci la commerce du plaisir est une tradition séculaire. »

Assie en tailleur dans un profond fauteuil

du hall d'un des six hôtels de l'île, M. Usno

. était pêcheur. Aujourd'hui, il s'est reconverti dans l'hôtellerie, s plus rentables. Le bar d'è côté appartient à l'hôtel dont la direction ne feint même pas d'ignorer de qui s'y passe. « Si voue evez besoin de compegnia... », propose l'imposeme matrone en kimono de le réception.

Pretiquement toute la population de l'île travaille pour «l'industrie» locale, jusqu'à la coopérative, qui ne vend que des alcools et de la bière. L'essociation d'okiya tient lieu de chambre de commerce locale décidant, outre le prix des passes, uniforme pour tous les établissements, des relations de la municipsilté evec la direction dee hôtels. Wetakano e développé un petit tourisme familia pour les mois d'été. Mais les véritables revenus ont une eutre origine. Chaque fin de remaine, les hôtele se remplissent des salenés en goguetts des voyages d'entreprise.

A la nuit tombée, lorsque e'illuminent les enseignes et que les venelles s'eniment, deux mondes se côtoiem : les enfants se poursuivant encore dans le rue, tandis que les racoleuses e'activent délà, tirant la chaland par la manche. Après diner, on croise les couples formés d'una fille et d'un homme revêtu du yukata (peignoir de coton) fourni par lee hôtels, que lee Jeponeis elment porter dans la rue les soirs d'été at dans les lieux de détente. Le ve-et-vient des couples se poursuit jusqu'à une heure avan-

Elisa a vingt-sept ens. Lee week-ends, elle a quetre ou cinq clients. Elle e passé deux ans à Taïwan et quatre au Jepon. Elle vient de Dumegueta, ville somnolente du sud de l'île de Negros, aux Philippines. Elle s été recrutée per un Jeponeis comme « danseuse», puis découvrit eur piece un eutre métier. Elle s'ast «habituée». Dens son sac, un chapelat côtole avec des articles devantage en relation avec ses ectivités. La plupart des eutres filles viannent de Thatlande et de Malaisie, Certainee du Laos, Sane eutre langue commune, elles se parlent an japonais.

Le recrutement se fait da bouche à oreille entre las filles. Lea tenancières refusent, disent-elles, de passer par les réseaux de merchanda de femmes nippons, qui ratiscent l'Aeie. Avec la récession, le chiffre d'affaires a brusquement baissé de 20 % à 30 %, et les filles cherchent à partir ou sont débauchées par les voyous d'Osaka, qui leur promettent de meilleures places.

Dans la matinée, Watakano a rapris l'atmosphère de n'importe quel petit port. Les bars ont leurs rideaux fermés. Una des tacoleuses fait son marché en promenant son chien. Des filles passent en pyjame, des bigoudis sur la tête : «Mata ne la (« A la prochaine 13), disent-elles dene un bel ensamble à celui qui quitte cette Cythère quelque peu proseïque.

PHILIPPE PONS

## **BOSNIE: ENCORE UN EFFORT!** (suite et fin)

Les lecteurs de l'encart publicitaire du « Monde » paru le 8 novembre daté du mardi 9 novembre 1993 et intitulé « Pas d'accord sur le partage ethnique de la Bosnie-Herzégovine » auront compris que son contenu nous concernait nous-mêmes autant que les Bosniagues. Nous n'avons guère de conseils à donner à quiconque, cependant, à la suite de la publication de notre rèclame pour ce nouveau produit : la citoyenneté non discriminée, notre souhait le plus pressant est que les dirigeants bosniaques musulmans mettent dès maintenant sous leur protection les sept cent mille civils bosniaques non musulmans, serbes et croates, vivant dans les régions sous leur contrôle (les mille cinq cent civils pris au piège dans Vares, les cinq mille civils croates prisonniers dans la carrière de Dastanko, etc.), et de les reconnaître comme citoyens à part entière de l'Etat bosniaque, encore à ce jour juridiquement fondé.

Outre l'économie réalisée par l'ONU quent à la protection de ces populations, outre le camouflet cinglant infligé aux signataires de l'accord Vance-Owen-Stoltenberg, qui ont promu la séparation ethnique dans cette region, cela rendrait plus difficile de ne pas défendre cette fois le droit contre la barbarie.

Malgre la haine accumulée, le gouvernement bosniague le fera-t-il?

\* BPA (Bosnie Pas d'Accord), 10, rue Duvergier, 75019 PARIS)

#### **ÉTATS-UNIS**

## Le Sénat a adopté une législation plus sévère contre la criminalité

Le Sénat a voté vendredi 19 novembre, à la quasi-unanimité, une «loi contre le crime» qui prévoit des dépenses d'uo montant de plus de 22 milliards de dollars (129 milliards de francs). Cette loi prévoit d'élargir le champ d'application de la peine de mort, d'accroître les peines de prison paur des dizaines de délits, de construire de nouvelles prisons et de mellre 100 000 nouveaux policiers dans les rues. A l'initiative du sécateur démocrate Dianne Feinstein (Californie), les parlementaires ont aussi adopté l'interdiction de 19 armes d'assaut semi-automatiques, dont les AK-47 et les Uzis.

La Chambre des représentants avait déjà voté une versinn plus modeste de cette lai anti-crime. Les deux Assemblées daivent se mettre d'accord sur un texte de compromis. Le Sénat va examiner mainteoant une autre propositinn, beaucoup plus controversée, prévoyant un délai de cinq jours avant l'achat défioitif d'une arme à feu. Cette mesure, votée le 10 novembre par la Chambre,

## Un ex-pacifiste au Pentagone

Le président Bill Clinton, qui a au à plusieure reprisas des difficultés avec ses nominations de hauts fonctionnaires, voit un de ses choix à nouveau contasté au Sénat, calui du futur secrétaire adjoint à la défense chargé des opéra-tions de maintien de la paix et du respect de la democrac Pour ce nouveau poste du Pantagone créé par la secrétaire à la défense Les Aspln, l'administration a choisi Mortan Halperin, un spécialiste das queations militairea Inconnu du grand public mais bête noire des républicains.

M. Halpenin n'ast pas un choix anodin. Ancian responsabla du tràs pragrassiste Mnuvement de défensa des droits civiques ACLU (Aman-can Civil Liberties Uninn), il avait travaillé dana l'administration républicaine da Richard Nixon, avant d'en démissionner an raisan da désaccards sur la guerre du Vietnam. Pire, ses adversairas républicains l'accuaant d'avnir pria pusition an faveur d'un « aspion ranégat ». Philip Agas, un agent de la CIA qui avait divulgué dans las annéas 70 les noms de ses ancians col-lèguas. Catta imprudenca vnlnntaira evalt facilité l'assassinat an 1977 da l'un d'eux, Richard Walch, en pasta à Athènas. «Ja n'ai iamais aidé Philip Agae, et j'ai condamné son action», s'aat indigné vandradi 19 nnvam-bre M. Halperin Inrs des premièrae auditinns. Le vote du Sénat ne devrait avoir lieu que l'an prochain. - [AFP.]

doit permettre de vérifier les antécédents des acbeteurs potentiels dans l'attente de la mise sur pied d'un fichier national infor-

Snumis à la pressino de la National Rifle Associatino (NRA), le puissant lobby favorable à la liberté des ventes d'armes, le Congrès a longtemps été réticent à se saisir du problème. Mais la hausse continue des meurtres par arme à feu a fait évoluer les mentalités. En 1966, 16,5 millions d'armes de pning étaient déjà en circulation aux Etats-Unis et le nombre de meurtres commis avec ce type d'armes dépassait les 4 200, Vingl-cinq ans plus tard, les chiffres sont passés à 70,6 millions d'armes et plus de 13 000 meurtres. Le nambre total de morts par arme à feu atteint 37 000 par an. Selon uo sondage du Washington Post, le crime est devenu le problème numéro un du pays pour 21 % des Américains, loin devant le chômage (9 %) et la santé (8 %). - (AFP.)

Le Sénat débat à son tour de l'ALENA. - Après la Chambre des représentants, le Sénat a commencé à déhattre de l'Accord de libre-échange nord-américain, et la chambre haute du Congrès devrait adopter l'ALENA samedi 20 oovembre. Les dirigeants démocrates et républicaios du Sénat reconoaisseot que l'approbatioo de l'accord qui lie les Etats-Unis, le Canada et le Mexique ne devrait poser aucun proagence de presse américaine, cioquante-quatre sénateurs devraient voter pour l'ALENA, trente-cinq contre, ooze étant eocore indécis vendredi matin. - (AFP.)

Un tycéen new-yorkais blesse dix-sept personnee en jetant da l'acide. - Uo lyceco de dixsept aos a blessé dix-sept per-sonnes vendredi 19 novembre en jetant de l'acide sur un groupe dans un couloir d'uo lycée du quartier des Queens, à New-York. Uo membre de l'administration du lycée, brûlé au deuxième degré au visage, et trois élèves oot dû être bospitalisés. L'auteur du jet d'acide, Andrea Henry, qui a été ioterpellé et mis en exameo, voulait se veoger d'uo de ses camarades, mais ne l'a pas atteint avec le liquide. -

La justice ordonne eu Penta-gane de réintégrer un élève nfficiar hamosexuel. - Pour la première fois, uoe cour fédérale a ordooné, mardi 16 novembre, au Pentagone, de réintégrer uo militaire exclu pour cause d'homosexualité. La cour d'appel du district de Columbia a exigé de la Marine la réintégration d'un élève aspirant, Jnseph Steffan, militaire en 1987 après qu'il eut recnnu son homosexualité.

#### AFRIQUE

## Protestations et fatalisme après le retour au pouvoir des militaires Dans les trente Etats de la fédé-

**NIGÉRIA** 

Lagos reprenait lentement son visage normal - emboutellleges et foules effairées -, dans la matinée du samedi 20 novembre, après une comaine de haute tension. La classe politique en était encore à digérer le discours du nouveau chef de l'Etat, le général Sani Abacha et la dissolution de toutes les instances démocratiques (le Monde du 20 novembrei, tandis que la presse, d'ordinalre si remuante. se montrait curieusement avare de commentaires. Un certain fatalisme est venu s'ajouter aux protestations.

LAGOS

de notre correspondante Occupés avant tout à survivre, la plupart des Nigérians acceptent avec fatalisme le retour au pouvoir des militaires, avec l'indéracinable espoir qu'une «main forte» par-viendra à les tirer hors du marasme économique. «Pourru qu'on ait la poix, c'est tout ce qu'on demande!» s'exclamait à la télévision une « marketwoman », l'une des mar-chandes en boubou qui contrôlent le commerce alimeotaire dans les

La centrale syndicale, le Nigerian Labour Congress (NLC) a pourtant appelé veodredi à poursuivre la grève genérale, pour contraindre le nouveau régime à revenir, au moins partiellement, sur la hausse des prix des carburants. Le fait que le général Abacha ait ordonné la reprise du travail sans mentionner vraiment daos son discours la cause de la grève est « totalement inacceptable» a déclaré un respon-sable du NLC. Ce mot d'ordre a

de lundi, la pénurie de carburants dotée de « pleins pouvoirs constidans les stations-services retenant de toute façoo beaucoup d'em-ployés chez eux. Mais il s'agissait de montrer aux militaires que de montrer aux militaires que nombre de Nigérians qui oot fait au cours des derniers mois l'ap-prentissage, même balbutiant, de la démocratie, ne rentreront pas faci-lement dans le rang.

#### Un mort et de nombreux blessés

De violents incidents ont encore opposé, vendredi matin, étudiants et policiers dans trois villes du sudouest yorouba, Abeokuta, Akure et surtout Ogbomosba, dans l'Etat d'Oya, où l'oo aurait relevé un mort et « de nombreux blessés » selon le mouvement Campagne pour la démocratie.

Dans les rangs de l'opposition, oo se raccroche maintenant à la « conférence constitutionnelle.» tuants », promise par le général Abacha. Ce serait l'occasion de mettre à plat les problèmes posés par les revendications des micorités ethniques, notamment pour un partage plus équilibré de la reote pétrolière, sans remettre en cause le cadre fédéral.

Sans quitter ses luncttes noires et le stick qu'il tient toujours à la main, le général Abacha a gagné Abuja où il mène d'intenses consultations en vue de former soo équipe gouvernementale, qui sera composée de ministres, et ooo de secrétaires d'Etat, preuve qu'elle est appelée à durer. Comme à soo habitude, le général se tieot soigneusement à l'écart des journalistes. Mais le très détendu porteparole de l'armée, le colonel Fred Chijuka, a indiqué que le nouveau résime a n'est pas un reiston du régime « n'est pas un rejeton du régime Babangida ».

L'Union européenne et les Etats-Unis envisagent des sanctions

le général Sani Abacha, vendredi 19 oovembre, qu'elle étudiait avec ses partenaires étrangers des sanctioos à l'encootre du gouvernemeot oigérian. Le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, a déclaré au Pariement que la patience de la Grande-Bretagne vis-à-vis de son ancienoe colonie était arrivée à soo terme.

«En liaison ovec ses portepeu de chance d'être suivi au-delà | France examine les conséquences riso. - (Reuter.)

La Grande-Bretagne a prévenu du recul démocratique ou Nigéria», a déclaré le porte-parole du mioistère fraoçais des affaires étrangéres, seloo lequel Paris « déplore vivement la prise du pouvoir par les forces armées et la dissolution des institutions élues ou Nigéria ». « Les choses empirent», a estimé à Washington vo porte-parole du département d'Etat, lequel avait déjà indiqué qu'il eovisageait des sanctions cootre le nouveau pouvoir nigé

ratioo, les gouverneurs ont commencé, vendredi, à remettre leurs pouvoirs aux commandants de la police ou de l'armée, en attendant la nomination d'administrateurs civils. Les quelque 680 députés et sénateurs de l'Assemblée nationale nnt jusqu'à luodi pour restituer vnitures, laissez-passer et téléphones cellulaires, tous le attributs des hommes «importants» qu'ils ne sont plus. Selno le magazine Tempo, qui a eu des contacts avec de « jeunes officiers ». l'armée était particulièrement irritée par «l'avi-dité et le manque de fiabilité» des élus du peuple devenus à ses yeux des « professionnels de la corrup-

Des gens qui connaissent person oellement le général Abacha affirment que celui-ci a pris le pouvoir sous la «très forte pression» de deux groupes coocurrents au seio de l'armée : des « patriotes » soucieux de «parifier» les mœurs politiques, qui menaçaient de passer au crible la gestion du président Ibra-him Babangida, créant ainsi un dangereux précédent; et des nfficiers plus préoccupés de leurs pro-pres intérêts.

L'archevêque de Lagos, Mgr Olu-bunmi Okogie, indomptable prési-dent de l'Association des chrétiens du Nigéria, résume sans doote le sentiment de nombre de ses compatriotes lorsqu'il déclare au quotidien The Guardian: « Ceux qui arrivent maintenant ou pouvoir, beaucoup d'entre eux ont faim [de s'enrichir]. Mointenant la voie est largement ouverte. Vont-ils eux aussi piller l'économie?»

MICHÈLE MARINGUES

## COTE-D'IVOIRE

## Retour du président Houphouët-Boigny après six mois d'absence

de notre correspondant

C'est par uo communiqué lacooique, lu vendredi 19 novembre à

la télévision, que les Ivoiriens ont appris le retour de leur président après 189 jours d'absence. A bord d'uo appareil sanitaire en proveoance de Geoève, Félix Houphouet-Boigny (quatre-vingt-huit ans) est arrive, dans l'après-midi, à Yamoussoukro, soo village oatal deveoo capitale politique. Ce retour s'est effectué dans la

plus grande discrétion. Seuls quelques membres du gouvernement, cooduits par le premier mioistre Alassane Ouattara et des proches du «Vieux» - appellation familière de ses compatrioles -, ont été admis à l'aéroport. Les rares journalistes présents ant été resoulés. Le président a regagne sa résidence à bard d'une ambulance. Aucuoe précision n'a été fournie sur son état de santé, qui suscite une vague de rumeurs sans précédent à Abidjan.

M. Houpbnuet-Boigny avait quitté l'aéroport de Genéve allongé sur une civière, selon des témoins cités par l'AFP. Il était officiellement en convalescence dans uoe clioique geoevoise depuis le 1º oovembre. Opéré de la prostate le 2 juin dernier à Paris, il avait été de nouveau admis à l'hôpital Cocbio le 9 octobre à la suite d'un malaise provoqué, seloo de bonnes sources, par uo jeune qu'il aurait observé sur les cooseils de certains membres de son entourage. Sa derniére apparition publique remonte au mais d'août dernier. Il avait alors recu dans son bôtel particulier de la rue Masseran, à Paris, une équipe de la télévision nationale. Il avait à cette occasion déclaré qu'il se portait bien et qu'il reviendrait bientôt.

## SOMALIE

## Alliance contre le général Aïdid

Douze factions opposées au général Mobamed Farah Aïdid ont annoncé, vendredi 19 novembre, qu'elles avaient formé une Alliaoce pour le salut de la Somalie (SSA) et demandé à l'ONU et aux Etats-Uois de maintenir leurs troupes sur place. «Nous n'ottaquerons pas, mais si Aidid tente d'attaquer un mouvement ou une organisation les douze sont prêts à se défendre », a affirmé Ali Mahdi, chef de l'une des factions de l'Alliance.

Les dirigeants de la SSA not décidé de ne pas oégocier avec le général Aïdid avant qu'il ne respecte le cessez-le-feu, désarme ses miliciens, et recoooaisse les conseils locaux mis en place sous les auspices de l'ONU. « Nous vaulans la paix, mais Aidid attend le départ des Américoins, nous devans donc préparer notre défense», a déclaré l'un des fon-J.-K. F. dateurs de l'Alliance. - (AFP.)

### BURUNDI L'OUA a décidé l'envoi d'un contingent

L'Organisation de l'unité afri-caine (OUA) a décidé d'envoyer prochaioement au Burundi uo contingent de 200 persoones -180 militaires et 20 civils - pour uce durée de six mois, a-t-on appris, vendredi 19 oovembre, au siège de l'OUA. L'organisation a également décidé, à la demande du gouvernement burundais, d'établir « une commission internationale pour enquêter sur le coup d'Etat manqué du 21 octobre et les assassinnts qui nnt eu

D'autre part, une neganisation humanitaire britannique, Actionaid, a demandé à l'ONU d'engager une action d'urgence au Burundi. « Une tragédie humaine, comparable dans son ampleur avec les souffrances de la Bosnie et de la Samalie, pourrait se produire en Afrique centrale, à moins que les Nations unies n'organisent une action efficace», a plaidé Actionaid. - (AFP, Reuter.)

\* 14 A\* ...

## EN BREF

BRÉSIL: le pulice expulse 6 000 peyaans sana terre. -La police brésilienne a eu recours aux chiens, aux grenades et aux gaz lacrymngène vendredi 19 oovembre pour expulser 6 000 paysans sans terre qui occupaient deux fermes depuis six semaines, ont dit la police et des témnios. Quelque 2 000 policiers, appuyés par des bélicoptères, ont investi les propriétés Jangada et Ribeiro dos Bugres, dans l'Etat de San- Paulo, lors de la plus grande npératinn de ce genre après que les propriétaires terriens eurent obtenu un arrêt de justice autorisant l'expulsion des squatters. Les membres des 2 500 familles de paysans concernées ont tenté dans uo premier temps de résister mais ont dû reculer. - (Reuter.)

COMORES : nauveau raport des élections législatives. -Les élections législatives, dont le premier tour devait avair lieu dimanche 21 novembre, oot été reportées pour la quatriéme fois en cinq mois, à des dates qui

n'unt pas été fixées, a-t-on appris vendredi de source diplomatique à Mnroni. L'opposition avait l'intention de boycotter le scrutin de dimanche, le gouvernement ayant dissous la commission électorale natinnale et nommé à sa convenance un nouveau bureau électoral. - (AFP.)

ÉGYPTE : accurd evec Israël pour la construction d'un gezoduc. - L'Egypte et Israël se sont mis d'accord pour lancer immédiatement les préparatifs à la construction d'un gazoduc entre les deux pays pour le traosport de gaz oaturel égyptieo, a annoncé, vendredi 19 novembre, le ministre israélieo de l'énergie, Moshé Shahal. Les deux pays vont s'adresser à une société européenne a/m qu'elle mette au point l'aspect technique de l'apération. - (AFP.)

GUINÉE-ÉQUATORIALE : une « parodie de démacretle ». selon Waahington. - Le département d'Etat a estimé, vendredi 19 novembre, que les élections législatives du 21 novembre (le

Mande du 20 navembre) risquaient d'être « une parodie de démocratie », conforme au bilan de « brutalité et de répression » du régime et a appelé le gouvernement à libérer les prisonniers pulitiques. Les responsables des partis qui contestent ces élections nnt été harceles physiquement et n'ont pas eu un accès équitable aux medias audinvisuels, a souligné Christine Sbelley, porte-parole du département d'Esat. -

(AFP.) HATTI: le général Cédras dénance le plen de « mart lente» de la communauté Internationale. - Le géoéral Raoul Cédras, chef de l'armée baltienne, a denonce jeudi 18 oovembre à Port-au-Prince l'embargo contre Halti, le qualifiant de «plan cynique de mort lente par la faim » mis au point par la commuoauté ioternationale. Le général, qui s'exprimait à l'occasion de la fête de l'armée. a appelé celle-ci à l'unité, à la vigilance et au maintien de sa « détermination et de so séré-

nité». «Nous sommes à in veille du dernier combat qui scra gagné grace à voire discipline, votre lovauté, voire sens de lo responsabilité et votre lucidité» a déclare le général Cédras. - (AFP.)

INDE : fin de la grève au Cachemire. - Les dirigeants musulmans de Srinagar ont décidé, veodredi 19 novembre. de mettre fin à une grève qui paralysait depuis le 16 octobre la « vallée » do Cachemire. Mais l'un des priocipaux dignitaires religieux de la commuoauté, Abbas Ansari, a averti Delhi qu'oo mouvement serait relancé dans six juurs si les forces indiences ce démantelaient pas leurs postes aux entrées de la mosquée de Hazratbal. La grève marquait une protestation contre le siège de ce sanctuaire, qui s'est achevé le 16 novembre par la reddition des séparatistes qui s'y étaient retranchés. - (AFP.)

MALI: violente manifestation de commarçants accusés de frauda. - Cent dix personnes ont été ioterpellées, mercredi 17 et

ieudi 18 novembre à Bamako, à la suite d'une manifestation violente, nreanisée par des commercants soupconnés par les autorités de se livrer à la fraude fiscale. Les manifestants qui entendaient protester cootre la saisie mercredi, de leurs marchandises au marché de Bamako, oot brisé des feux de signalisation, attaqué des véhicules de transport en commun et brule deux véhicules appartenaot à l'Etat. Seino les estimations des milieux informés, le Mali perd 100 milliards de francs CFA (2 milliards de fraocs) par an à cause de la fraude. - (AFP.)

PÉROU: trois biessés graves dans un nouvel attentat à la voiture pieges à Lima. - Une voiture piègée contenant 30 kilos de dynamite a explosé vendredi 19 oovembre dans le oord-est de Lima, faisant trois blessés graves et des dégâts matériels importants, a-t-on appris de source policière. L'explosinn, qui s'est produite très tôt le matin, a pro-jeté des débris de la voiture sur

les édifices de la place Camacho dans le district de Surco. -(AFP.)

TOGO: report des élections législatives. - Le gouvernement a indirectement annoocé, vendredi 19 novembre, le report des élections législatives, prévues pour les 19 décembre et 2 janvier. sans fixer de oouvelles dates. Dans uo communiqué, il a iodiqué que les nouvelles listes électorales devront être « mises au propre par bureaux de vote». avant le 22 décembre, et les cartes d'électeur distribuées avant le 2 janvier. - (AFP.)

VÉNÉZUELA: eu moins dix soldats tués dans une embuscade près de la frontière colombienne. - Ao moins dix soldats vénézuéliens, peut-être quioze, nnt été tués jeudi 18 novembre dans une embuscade dans l'Etat d'Apure près de la frontière avec la Colombie, ont iodiqué des responsables mili-

## La mise en cause du Conseil constitutionnel indigne les socialistes et embarrasse l'UDF

Congrès, vendredi 19 novembre, à Versailles, a adopté par 698 voix contre 157 le projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'esile». La majorité des trois cinquièmes (513 voix) requise pour valider toute modification de la Loi fondamentale a ainsi été confortablement atteinte. La vive critique du Conseil constitutinnnel à laquelle s'est fivrá M. Balladur a été sèchement condamnée par les socialistes. Si une partie de l'UDF partage l'analyse du premier ministre, une autre n'entend pas que soit remise en cause une Institution qui doit son essor à M. Giscard d'Estaing.

«Gouvernement des juges»: l'accusation courait depuis trois mois dans les rangs de la majorité. Le premier ministre, en la reprenant clairement à snn compte, vendredi 19 novembre à

### L'anaiyse du scrutin

Le projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internatinnaux en matière de droit d'asile a été adnpté par le Congrès du Parlement réuni, vendredi 19 novembre, à Versailles, par 698 voix contre 157 et 20 abstentions. La majnrité requise - les trais cinquiémes des suffrages exprimés - était de 513

• PARMI LES DÉPUTÉS Ont voté «pour» !
- 250 RPR sur 257;

11.00

الشخ

. ••

- 202 UDF sur 215

- 2:PS sur 57 : Martine David et André-Labarrère: - 13 République et liberté (exnon inscrits) sur 22;

- 1 non inscrit sur 1: Michel Noir. Out voté « coutre » : - 4 UDF : Jean-Louis Beau-

mnnt, Christine Boutin, Jean Desanlis et Philippe de Villiers; - 53 PS; - 22 PC sur 23;

- 4 République et liberté : Bernard Tapie, Paul Vergès, Aloyse Warhouver et Emîle Zuc-- 3 RPR : Raoul Béteille,

Xavier Deniau et Pierre - 6 UDF : Yves Bonnet, Laurent Dominati, Alain Griotteray,

Hervé Mariton, Pierre Micaux et - 5 République et liberté: Jean-Louis Borloo, Bernard Charles, Régis Fauchnit, Gérard Saumade et Christine Taubira-Delan-

non; N'ont pas participé au vote: - 4 RPR: Patriek Labaune, Simone Rignault, Philippe Séguin, président de l'Assemblée

nationale, qui présidait la séance, et Yves Van Haecke;

3 UDF: Jean-François Denian, Valéry Giscard d'Estaing et Clande Malhuret; - 2 PS: Jack Lang et Marius

Masse;

- 1 PC : Louis Pierna;
• PARMI LES SENATEURS Out voté « pour » : - 20 RDE sur 24;

- 89 RPR sur 91; - 3 PS sur 69 : Michel Charasse, Jacques Rocca Serra, et Robert-Paul Vigouroux;

- 64 UC sur 64; - 45 R1 sur 47;

9 non inscrits sur 10; Out voté « contre » :

- 1 RDE: François Abadie; - 57 PS; - I non inscrit : Joelle Dus-

Se sont abstenus:

- 2 RDE : André Boyer et Yvon Collin; - 2 PS: Gérard Delfau et Jean Peyrafitte;

- 2 RI: Michel Ponistowski et Bernard Sellier; - 15 PC sur 15.

N'ont pas participé an vote:
- 1 RDE : François Giacobi; - 2 RPR: Erie Boyer et Jac-

ques Delong; - 7 PS: Gry Allouche, Marcel Bnny, Robert Castaing, Marcel Charmant, William Chervy, Aubert Garcia et Roger Quilliot.

velle force. Sous les applaudisse-ments d'une majorité ravie de se vnir restaurée avec un tel éclat dans ses prérogatives ennsti-tuantes, Edouard Balladur s'est livré à une charge énergique. « Depuis que le Conseil constitu-tionnel o décide d'étendre son contrôle au respect du préambule de la Canstitution, cette institution est conduite à contrôler la conformité de la loi au regard de principes généraux, parfois plus philo-suphiques et pulitiques que juridiques, quelquefuis contradic-toires et, de surcroit, conçus à des époques bien différentes de la

#### Le refus de vote de M. Giscard d'Estaing

Le chef du gouvernement se souvient probablement que cette « extension » a débuté le 16 juillet 1971, snus la présidence de Georges Pompidou - il était lui-même à l'époque secrétaire géné-ral adjoint de l'Elysée - lorsque le Conseil constitutionnel, saisi par Alain Poher, alors président du Sénat, de la loi sur le droit d'association, a inclus pour la première fois le préambule de la Constitu-tinn dans le «bloc de constitutionnalité»; l'Elysée, à l'époque, avait été fort mécontente de cette leçon dumée par une institution présidée par un fidèle du général de Gaulle, Gaston Palewski. Bien peu de parlementaires de la majorité unt rappelé que cet épisode de juillet 1971 est à l'origine de la « dérive » qu'ils dénnncent. Le senateur Etienne Dailly (Rass. dém.; Seine-et-Marne) a été, en fait, le seul à rafrasehir la mémoire de ses amis.

Cette mise en cause du Conseil constitutinanel a en tout cas sou-

socialistes qui ne s'étaient déjà pas privés, ces dernières semaines, de rappeler qu'ils n'étaient jamais allés eussi loin lorsque les gardiens de la Constitution leur avaient causé, à eux aussi, hien des traças en 1982 lors de la loi sur les nationalisations. « C'est la première fois qu'on assiste à une charge oussi violente v, s'est indigné Laurent Fabius, vendredi soir an micro de France-Inter, soulignant que la France est « dans un État de droit » et accusant Ednuard Balladur de ebercher « probablement à faire pression » sur le Conseil. Martin Malvy, pré-sident du groupe PS de l'Assem-blée nationale, a également jugé, dans les couloirs de Versailles, les

prapas du premier ministre

extrémement graves ».

Mais aurait-on oublié que l'objet initial de cette révision était le droit d'asile? Car la journée de Versailles a confirmé à quel point ce droit sort notablement redéfini de la révision. M. Balladur a en effet expressément indiqué que la Constitution fera désormais de al'octrol de l'asile une prérogative de l'Etat et non plus seulement un droit de l'individu», alors que le préambule ne reconnaît que le adroite du apersécutée. D'autre part, le premier ministre a précisé que ala protection constitutionnelle de ce pouvoir souverain ne se limitera plus aux seuls combat-tants de la liberté, elle s'étendra à toutes les autres catégories de

Cet « élargissement » sans conditions du champ des bénéficiaires de l'asile - crûment appelé « amendement Duvaller» (1) par Julien Dray (PS, Essonne) - avait pourtant été rejeté lors des débats de l'Assemblée constitutante en

bule aujourd'hui controversé au motif que l'on pouvait être « persécute a tout en ayant été « fasciste » (le Monde du 19 novembrek

Le troisième fait untable de cette jnurnée, enfin, aura été le refus de Valery Giscard d'Estaing de prendre part au vote. Dès le début de cette affaire, il avait souligné qu'il ne souhaitait pas que la Constitution soit trop souvent révisée. L'ancien président de la République a peut-être aussi été froissé par la mise en cause du Conseil constitutionnel, lui a qui avait suscité la réforme de 1974 permettant la saisine de Conseil par les parlementaires. Charles Millan a confirmé cet embarras d'une partie de l'UDF en invitant à «la raison», sur France 2, avec son autorité de président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, les membres de la majorité qui orchestrent la fronde contre le Conseil constitutionnel.

L'ancien président de la République n'a pas toutefnis été le seul à s'être démarque des ennsignes de vote des groupes de la majo-rité. Les députés bustiles aux accords de Schengen se sont nu abstenus - enmme Pierre Mazeaud (RPR), Alain Griotteray (UDF) - ou ont voté contre, tels Philippe de Villiers (UDF). Quant aux socialistes, ils ont eux aussi leurs «dissidents» en la personne d'André Labarrère et de Michel Charasse, nntamment, qui nnt approuvé le texte de révision.

FRÉDÉRIC BOBIN

(1) Le gouvernement français avait accordé l'asile, le 7 février 1986, à l'ancien dictateur initien Jean-Chude Duvalier.

Après la validation de la loi organique

## Les anciens ministres peuvent être poursuivis devant la Cour de justice de la République

vient de connaître son épilogue constitutionnel. Ce drame avait en effet prouvé que le mécanisme de responsabilité pénale des membres du gouvernement pour les crimes et délits commis dans l'exercice de leurs fonction était inadapté. Imposant une « mise en accusation » votée par les deux chambres du Parlement, il transformait tout dossier pénal en problème politique.

Pnur sortir de ce dilemme, le président de la République avait inclus dans le projet de révision constitutionnelle, qu'il promettait depuis longtemps, et qu'il a fait déposer par Pierre Bérégovoy en mars 1993, une réfirme de la Haute Cour de justice. Avec la modification de la composition et du rôle du Conseil supérieur de la magistrature, c'est le seul élément de ce projet qu'a retenu Edouard Balladur. Il a donc fait

L'affaire du sang contaminé l'objet d'une révisinn de la rient de connaître son épilogue Constitution votée par le Congrès constitutionnel. Ce drame avait le 19 juillet 1993. La lni organique qui en tire les conséquences a été vite préparée puis votée par le Parlement – le 6 octobre par l'Assemblée nationale et le 20 nctobre par le Sénat. Comme tout texte de cette nature, elle a été obligatnirement soumise an Conseil constitutionnel,

> Dans sa décisinn rendue vendredi 19 oovembre, le Conseil l'a validée sans aucune difficulté. Il a simplement souligné que la possibilité nuverte d'action en réparation de dommages par les plaignants devant les juridictions de droit commun permet «l'exer-cice d'un recours sans méconnaître» l'interdiction posée par la loi constitutionnelle de eonstitution de partie civile devant la nouvelle Cour de justice de la République. U a aussi précisé que les jugements de

celle-ci devrait « être motivés » et que, la réforme de la Constitution ne l'ayant pas inrmellement interdit, malgré les demandes de députés RPR, c'est à bon droit que la loi organique prévoit la possibilité de pourvnis en cassa-

Les victimes des transfusions sanguines vont donc pouvoir à nnuveau poursnivre les anciens ministres socialistes qu'ils jugent responsables de ce drame, et cela sans que leur plainte soit soumisea un vote du Parlement. Elle devra simplement être acceptée par une a commission des requêtes », composée de magistrats de la Cour de cassation, de la Cour des comptes et du Conseil d'Etat. C'est elle qui décidera souverainement s'il y a lieu de transmettre le dossier à la Cour de justice de la République.

Les travaux du Parlement

## Les députés adoptent la réforme du statut de l'Imprimerie nationale

Les députés ont adopté, vendredi 19 novembre, en première ecture, le projet de loi modifiant le statut de l'Imprimerie natio-nale, qui deviendra une société nationale détenue par l'Etar alors qu'elle est actuellement nne directinn centrale du ministère du budget. Le RPR et l'UDF ont voté pour, le PC et le PS contre. Le projet avait été approuvé au Sénat, en première lecture, le 19 octobre dernier (le Monde du 21 octobre). Le ministre du budget, Nicolas Sarknzy, en défendant son projet, a rappelé devant les députés qu'il avait trouvé cette idée de réforme dans les cartons de Michel Charasse, un de ses prédécesseurs socialistes.

«La réforme est rendue nècessaire par les directives européennes, qui ne permettent plus le privilège d'impression pour le compte des administrations », a expliqué Jean-Jueques Jégou (UDF, Val-de-Marne), rapporteur du projet au nom de la commission des finances. En revanche, le monnpole sera maintenu pour la réalisation des « documents déclarés secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures

particulières de sécurité» comme les cartes d'identité, les passeports ou les visas, et le « patrimoine notional » que constitue l'Imprimerie nationale sera pré-

Bien oue M. Sarkozy ait à plusieurs reprises assuré que « cette réforme ne s'inscrit pas dans une logique de privatisotion», les députés de tous les groupes ant souhaité que soit inscrit dans le projet, confirmément à un amendement de la enmmission des finances, que « lo sotalisé du capital» de la société natinnale sera « détenu, directement ou indirectement, par l'Etat v. Le ministre a accepté cette dispositinn d'autant que le terme « indirectement » permettra à des partenaires publies, tels la Poste ou France Télécum, elients privilégiés de l'Imprimerie nationale, d'entrer ultérieurement dans le capital de la nnuvelle société. « Mais la part de l'Etat ne descendra pas en dessous de 51 %», a précisé M. Sarkozy à la demande de Louis Mexandeau (PS, Calvados).

## La loi quinquennale sur l'emploi a été approuvée

18 novembre, par un vote à main l'obligation de formation, introlevée, le texte élaboré, lundi 15, duite par les sénateurs, lors du par la commission mixte pari-taire Assemblée-Sénat sur le pro-sertion professionnelle pour les plni. Le RPR et l'UDF ont voté : pour, le PS et le PC contre. Les sénateurs unt approuvé ce texte vendredi, au scrutin public, par 224 voix (RPR-UDF) contre 88

Devant l'Assemblée natinnale le ministre du travail s'est félicité que «l'appel du premier ministre à complèter le projet » ait bien été « entendu » par le Parlement. a L'apport du Sénat a été particulièrement riche, natamment en ce qui concerne les créations d'entreprises ou lo réduction, à titre expérimental, de la durée du travail », a-t-il précisé au palais du Luxembourg. « C'est la raison pour laquelle le gouvernement n'a présenté aucun amendement aux conclusions de la CMP [commissinn mixte paritaire)», devait souligner Michel Giraud devant les deux Assemblées.

L'envie ne lui en a pourtant pas manqué, sur deux points an mnins. D'une part, le gouverne-

FORMATION PROFESSION-NELLE: les députés créent une commission d'enquête. - Les députés RPR, UDF et PS (les communistes s'abstenant) out adopté, vendredi soir 19 novembre, une proposition de résolution présentée par une soixantaine de députés centristes, visant à créer une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds affectés à la formation professionnelle. Cette proposition signée natamment du président de la commission des finances, Jacques Barrot, observe « une inadéquation évidente entre les efforts financiers entrepris et la faiblesse des résultots obtenus» dans ce domaine.

Les députés ont adopté, jeudi ment aurait aimé supprimer ies: d'autre part, il aurait on féré, d'autre part, ne pas accorder le benéfice, puur les salariés ayant des enfants à charge et qui en font la demande, d'une répartirinn de la durée annuelle du travail sur tout ou partie de l'année. Cette dernière disposition avait été réintroduite..en CMP par les députés, alors que le gouvernement vnulait la mettre en réserve pour la future loi sur la famille promise pour une dale

indéterminée. Mais Michel Péricard (RPR) et Jean-Pierre Fourcade (Rép. et ind.), respectivement présidents des enmmissinns des affaires snciales de l'Assemblée et du Sénat, avaient, avec détermination, fait savoir à Matignnn qu'ils n'accepteraient pas d'amendement gnuvernemental lors de l'examen de la CMP, sous peine de refuser de voter le texte.

CLAIRE BLANDIN

SÉCURITÉ DANS LES STADES : la loi est définitivement adoptée. - Le Parlement a entériné, jeudi 18 novembre, les conclusions de la commission mixte paritaire Assemblée nationale-Sénat sur le projet de loi relatif à la sécurité des manifestatinns sportives, présenté par Michèle Alliot-Marie. La version finale du texte renforce les sanctinns frappant les auteurs de troubles provoqués dans les enceintes sportives et institue une incrimination contre toute personne exhibant des insignes, signes ou symboles faisant référence ou rappelant une idéologie raciste nu xénophobe.

## A la veille du congrès départemental

## Les rivalités persistent au sein du FN des Bouches-du-Rhône

eu de chance avec sa fédération des Bouches-du-Rhône. Objet de convoitises et de rivalités personnelles entre potentats locaux, elle a longtemps été ballottée au gré des crises de direction. Depuis deux ans environ, Brunn Mégret s'en est affirmé le vrai « patron » après que Jean-Marie Le Pen eut renoncé à vivre « l'histnire d'amour » qu'il envisageait avec Marseille.

Cependant, le résultat obtenu aux élections régionales de mars 1992 par le délégué général du FN, largement devance par Bernard Tapie; et son éehec aux législatives de mars dernier ne lui unt pas encore permis de construire l'assise locale qu'il recherche. Malgré les revers électoraux de M. Megret, la fédéra- la trésorerie de la fédération des parisiens, charge des « engage-

Le Front national n'a jamais tion des Bouches-du-Rhône du parti d'extrême drnite semblait avoir rompu avec les guerres de elans et les règlements de comptes qui avaient fait ses délices à la fin des années 80.

Or, voiei qu'une «fuite» concernant la situation financière de la fédération rappelle, à la veille d'un congrès départemental - il doit se tenir le 21 novembre - préparatoire au neuvième congrès natinnal de février prochain, que ces pra-tiques n'ont pas totalement disparıl.

« Fiction politico-financière» La « fuite » consiste en un

document de six pages intitulé

Bouches-du-Rhone », dont le rédacteur pourrait être Maurice Gros, secrétaire départemental et conseiller régional

Il fait état de difficultés financières telles qu'elles ont conduit l'auteur « à faire une demande de découvers au Crédit lyonnois à hauteur de 200 «KF», soit 200 000 F. Daté du 21 juillet dernier, ee « rapport » ne pouvait préciser que cette facilité de caisse - elle a été effectivement demandée - a été refusée par la banque. Ce document, qui mêle la confusion et la naïveté, tend à mettre en cause Hubert Savon. conseiller régional et trésorier d'une association de financement do Front national, tout en essayant d'atteindre M. Mégret «Rapport historique concernant et l'un des ses collaborateurs

ments finonciers », c'est-à-dire de récolter l'argent pour les campagnes électurales du parti.

Le « rapport » parle d'une « situation financière cotastrophique », qui frisc la « cessation de paiements », en avançant un déficit de 315 000 F. Interrogé par le Monde, M. Savon admet que la trésorerie fédérale est « en difficulté à la suite des régionales et de Moastricht », mais il affirme que le «rapport» est «un roman de fiction politico-financière». M. Gros. pour sa part, assure qu'il a été « fabrique », car « il n'y a pas de rapport Gros ». Il précise que la fédération a traversé une période difficile, mais que celle-ei est révolue nu en passe de l'ètre.

OLIVIER BIFFAUD | de 1959.

## Polynésie: rejet de la requête en révision du procès de Pouvanaa a Oopa

La commission de révision de la Cnur de cassation a rejeté, jeudi 18 novembre, la requête des avocats de la famille de Pouvanna a Oopa, le chef autnno-miste polynésien, aujourd'hui décédé, qui avait été condamné, en octobre 1959, à Papeete (Pnlynésie française), à huit années de réclusing criminelle pour le rôle qui lui était prêté lors d'une nuil d'émeute dont Papeete avait été le théâtre un an plus tôt.

La commission a reconnu que les deux avocats, Me Michel Tubiana et Français Roux, avaient verse au dussier des « faits nouveaux » (le Mande du 13 août), mais elle a jugé que ces derniers ne suffisaient pas à motiver une révision du procès

## M. Pasqua s'évertue à rassurer les policiers en civil

■ ENGAGEMENT. Le ministre de l'intérieur et de l'amanagement du territoire a'est engage à moderniser le polica nationala, vendredi 19 novembre, devant le congrès de la Fédération nationale autonoma da la police (FNAP, majoritaire chez les policiers an civil), réuni à Dijon du 15 au

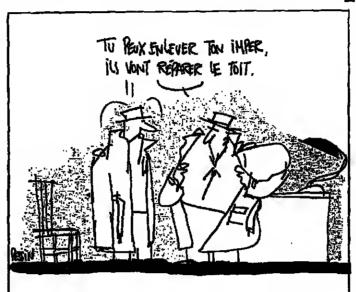
■ ÈLECTION. Alain Brillet a étè élu secrétaire général de la FNAP, à l'unanimité des composantes fédérales. Il a até remplacé par Michel Albin è la tête du SNAPC, le syndicat des inspecteurs.

DIJON

de notre envoyé spécial Charles Pasqua connaît trop les policiers pour ne pas s'inquiéter de le grogne qui monte dans leurs rangs. Le ministre d'Etat a trop d'ambition politique pour laisser le climat se détériorer dans uce police que le crise économique et la délinquance placent au premier rang du maintien de l'ordre social. Vendredi 19 novembre, M. Pasqua a donc quitté à grande vitesse le Parlement réuni en congrès à Versailles pour la révision constitutioonelle. Le temps d'un long discours improvisé, suivi d'un déjeuner au milieu de quelques centaines de syndicalistes, le ministre e tenu à venir « au contact ». Il entendait visiblement rassurer une police qu'il s'engage à moderniser en lui donnent les moyens de fonctionner.

« Des promesses, les policiers en ont lo mémoire pleine, a prevenu Alain Brillet, secrétaire général de la FNAP. Un nouvel échec provoqueroit une grove crise de confiance qui ebranlerait toute la police nationale. » L'organisation majoritaire chez les «civils» ne rend évidemment pas M. Pasque responsable de la «crise que traverse la police nationale» depuis ces dernières ennées. Mais le fédération n'e pas du tout eppré-cié de voir M. Pasqua rayer d'un trait de plume, à son retour place Beauvau, deux réformes - la départementalisation des services et l'application aux inspecteurs des accords Durafour sur la fonction publique - essentielles oux yeux des policiers eo civil. Aussi, comme pour couper court à ce mécontentement, M. Pasqua aveit-il pris soin d'acconcer, quelques jours avant l'ouverture du congrés fédéral, la mise en place d'une « mission de réflexion » sur l'aveoir de la police netionale.

Cette anoonce a suscité « des espérances, mais oussi un grand scepticisme», a commenté Alain Brillet. Des agents administratifs et techniques aux commissaires, des enquêteurs aux inspecteurs,



les «civils» sont gagnés par la « démotivation et lo perte de foi dans leur métier. » La fédération participera toutefois à la mission de réflexion confiée par le ministre à l'un de ses proches collaborateurs, le conseiller d'Etat Pierre Bordry, venu au congrès en compagnie du directeur général de la police nationale. Edouard Lacroix: la FNAP compte sur le ministre d'Etat et son « poids politique » pour « faire avancer les

Les talents d'orateur de M. Pasqua et surtout sa coopaissance des arceoes de la « maison» n'out pas été de trop pour rassurer les policiers. « De nombreuses années seront nécessaires pour combler les locunes et la doter des movens d'une police moderne», a-t-il constaté. Reconnaissant que le budget pour 1994

n'e constitué qu'e une étope, à peine une remise o niveau», il a précisé que « le principal effort porterait d'abord sur l'immobilier et les moyens de lo police nationales. A plus long terme, et afio d'accompagner l'« entreprise révolutionnaire » qui doit remodeler la France de demain, le ministre e seit état des « ambitions » qu'il oourrit pour la police. D'une résérence implicite ou

projet avorté de son prédécesseur socialiste Pierre Joxe, M. Pasqua n'a pas caché sa volooté d'aller dans le sens d'une « grande loi de sécurité intérieure », assurant le complémenterité des diverses forces cooccurant à la sécurité des Français. Au passage, le ministre e apaisé les ioquiétudes des fonctionnaires vis-à-vis des polices municipales: « Il n'y aura pas de confusion avec la police nationale, ni dans les pouvoirs, ni dans les uniformes, ni dans les moyens. Applaudi par les congressistes, M. Pasqua s'est enfin dit fermement opposé à toute « cogestion » de la police avec les syndicats. Il a toutefois indiqué qu'il agirait en concertatioo avec les organisations les plus puissantes, appelées « à la participation, dons le sens gaulliste du terme ».

La venue du mioistre au congrès de Dijon a donc marqué la reconnaissaoce d'une fédération créée trois ans plus tôt pour

feire peodant à la Fédération autonome des syodicats de police (FASP, majoritaire du côté de la « teoue », c'est-à-dire des gros bataillons de gardiens de la paix et de gradés). « Je me moque éperdument de la couleur ou de la sensibilité politique des hommes et des syndicots, e déclaré Pasqua, par un sous-entendn signifiant que les dirigeants de la FASP sont proches de la gauche socialiste, tandis que ceux de la FNAP sont, pour certaios, socialistes, pour d'eutres, proches de la droite. La seule chose qui doive me conduire dans mes relations ovec les syndicats, c'est leur repré-sentativité, et rien d'autre.»

De quoi coosolider les positions d'une fédération de «civils» qui, pour la première fois, réunisseit l'ensemble des syndicats la composant et qui est sortie renforcée du coogrès de

Cette dynamique fédérale d'est poursuivie à Dijon avec l'élection d'Alain Brillet à la tête de la fédération, à l'uoanimité de ses composantes: cumulant jusqu'à présent les casquettes de diri-geant fédéral et de secrétaire général du SNAPC, Alain Brillet est désormais un «patron» à part entière, et non plus le représentant d'un syndicat à la directioo de la fédération.

**ERICH INCIYAN** 

## ENVIRONNEMENT

## La Guyane malade de l'or

Suite da la première page

«L'or ast dilepidé», constete M- Taubira-Delannon, en demandent qua le fiscalité locala soit portée à 7 % da la valeur du

L'axploitation sauvaga de certeins sites provoque perallèlement des troubles socieux. Les rixes et les exactions ne sont pas rerea, commises par des « jungle-commandos » et des « garimpeiros », et la recrudescence de tensions a culminé cat été avec l'assassinat de deux orpaillaure français. Une exploitation anarchique qui endommage aussi gravement le patrimoine forestier : arbree ebettus, sole décapée, fleuves et niviàres, comme le Maroni et l'Inini, charriant dee torrents de boue, eaux polluées.

Face à l'inartie, pour ne pee dire plus, de certaine maires, des opérations « coups de poing » aont réguliàrement menées, comme récemment à Dorlin et à Pompidou-Papatchton, à l'instigation du préfet de région, Jean-François Cordet. Mais ce dernier dans une réponse adressée début septembre à M- Taubira-Dalennon, reconnaissait : «La proximita du Surinam voisin, la délimitation imprécies de la frontière sur le Maroni, lee coutumes traditionnelles des populations du fleuve, la mobilité des barges d'orpalllaga (...), le simple kilométrage linéaire da la frontière ainsi que la distance avec Cayenne, tous ces élémente rendent extrêmement difficile l'action sur le terrain des forces d'application de la loi.»

Le préfat de région ejoutait même : « Aussi indiepeneables soient-elles, ces actions de police seront insuffisantas tant qu'allas ne ee doubleront pae d'une réflexion d'ensemble sur l'orpaillage et sur la place qu'il doit tenir dans le développement de la Guyena. > C'eet bien ce que réclame la député da République et Liberté.

« Associer la population guyanaise à l'aménagement de son territoire et à la protection de son environnement, dans un climat de réelle transparence at da vrais participation», tel est le principal thème da la campagne que veut lancar le WWF-France, avec le concours de la LPO (Ligua de protection des oisaeux). En clair, pour Philippe Poiret, quelques administrations, parfois rivalas, at quelques lobbies locaux, dont les orpailleurs, les foreetiers ou las chasseurs font la pluie et le beau tamps, dana un dépertament situé à 9 000 kilomàtres de Peris, grend (91 000 km²) comma la sixlàma da la métropola, at où

90 % des quelque 120 000 habi-tants eont concentrés sur le littoral atlantiqua. Sans compter l'immigretion irrégulière (Brésilians, Surinamiens, Haltiens, etc), évaluée à anviron 30 000 personnes. qui grossit dengereusement les bidonvilles de Kourou at da Cayenne.

Unique anclave d'Amérique du Sud à appartenir encore à una puissence européenne, la Guyane était aussi la seula, jusqu'à présent, à posséder, sur sept à huit millions d'hectares, une forêt tropicale humide, vierge et presque inhabitée. La rereté d'essences recherchées l'evait égelament mise à l'abri da grandes convoitises économiques. Or, au lieu de servir de modèla eux résolutions internetioneles prises avec la sommet de Rin sur la forêt tropicale at le développement durable, ce patrimoine naturel est aujour-

Du caiman noir au menu des restaurants

Outre les méfaits dus à l'orpaillege, le brencha françeies du Fonds mondial da le netura dénonce pêle-mêle : la délivrance laxiste des permis forestiere, une rizicultura Intensive, le développement d'un réseau de voies pénétrentes, l'édification envisegée d'un deuxième barrage hydroélec-

Déjà, le premier barrege de Petit-Saut, qui sera mia en eau en janviar prochain, e auscité de vives critiques, surtout chez les écologietes... métropoliteins. EDF, pour des raisons techniques financièrea, n'a pae procédé à la déforeatation des qualque 340 km² (trois fois la surface de Paris) oui vont être recouverts par l'eau, at la décomposition du bois entraînera de aérieuees nulsances. Plus grave, la faune sera décimée à cet endroit at, remarque amàrement Philippe Poirat, « ce n'est pas le sauvetage télévisé de quelques parasseux » qui

peut consoler. Sur place, la controverse a été moine viva : les Guyanais ont besoin d'électricité et l'importation de fuel est dispendieuse. De plus, la création d'un barrage est, aux vaux de la mouvance indépendantiste, synonyme d'autonomis, même si celui de Petit-Saut risqua d'être seturé dans trante ens et si, comme la préconise le WWF-France, d'eutres modee énergétiques (solaire, éoilennes...) seraient mieux adaptés au pays.

D'une façon générale, la popu-

lation edulte guyenaisa n'a pas pris conscience de la nécaseité de protéger son environnement, e par manque d'information », souligne M. Poiret. Et la projet de création d'un parc naturel, dans la partie méridionela du département (aux confins du Brésil at du Surinam), n'avance qu'à patits pas : son « comité de pilotaga » est régulièrement an proie à des querelles Intamas. Aussi, toute une campagna da seneibilisation a-t-ella été entreprise, depuis plusieurs années déjà, par le WWF-Franca et le LPO, surtout au niveau dee jaunes, « Dane les écoles, précise un enimateur sur place, nous remolacons l'éducation nationele en metlare de découverte et de protection de la

La chasse, que presque tout le monde pratique bien qu'il n'y ait que... quetre profaesionnals déclarés, ast l'exemple même de ce moindre souci écologique des Guvaneis: non seulement, il n'axista coucune réglementa tion», affirme M. Poiret - et cela est du ressort du gouvemement -, mais encore des espèces protégées par la loi continuent d'être abattues. On sert ouvertement du calman noir dans les restaurants et l'ibis rouge est toujours pourchassé pour ses plumes. L'oiseau est maintanent en voie d'extinction, comme se reréfie la tortue luth. Le trafic animelier, un moment freiné, e repris de plua belle vera les pays voisine, les

Etats-Unis et l'Europe. Enfin, la base spatiale de Kourou n'est pas non plus un modèla écologique. Les pollutions chimi-ques qu'engendra enn ectivité sont emal connues en raison du secret entretenu», observe le président du WWF-France. Selon ce demier, on sait toutefois qu'avec la mise en pleca, en 1995, du progremme Ariana V - una étude d'impact est en cours -. ce sont 48 tonnes d'ecide chiorhydrique, 78 tonnes d'elumina et 64 tonnes d'oxyde de cerbone qui seront rejetées à chaque lancement. Qu'en restera-t-il exacte-

ment dans l'etmosphère? Pollution et discrimination, accusa Me Taubira-Delennon Devant l'Assemblée nationale, en octobre demiar, la député s'est indigné : «Noue vivnns, en Guyane, dans une société duale, où la ligne de démarcation principale est celle qui sépare l'écono-mie spatiale de l'économie non spatiela. Une plete-forma qui lance chaque mois une fuséa at deux satellites, une tremaine d'organismes de recherche : oui, la Guyena ast généreusement dotée, mais les Guyanais le sont bian mal. » Et l'élue d'outre-mar d'insister pour que soit « placée sur orbite économique durable cette Guyane qui lance des satellites sur fond de bidonvilles.»

MICHEL CASTAING

## CORRESPONDANCE

## Les journalistes et le secret de l'instruction

## Une lettre de Michel Noir

A la suite de notre commentaire sur les mises en examen de quatre journalistes pour «recel de violation du secret de l'instruction», dans le cadre de plaintes déposées par Michel Notr (le Monde daté 7-8 novembre), le maire de Lyon nous a fait parvenir la lettre sui-

Votre journaliste Edwy Plenel s'insurge contre la mise en examen par le doyen des juges d'instruction de Lyon de quatre de ses collègues, dont le correspondant du Monde, pour recel de violation du secret de l'instruction. Il y voit une manœu-vre d'intimidation sans valeur juridique (I), me critique pour avoir choisi cette voie de défense (2), fait l'apologie du rôle de la presse dans mon affaire comme deos d'autres (3), pour en conclusion commettre une erreur (4). 1. La loi interdit aux avocats,

juges, greffiers, policiers, experts, de parier d'une instruction en cours et naturellement d'en distribuer les pièces à des tiers. Et ceci pour deux raisons : l'une technique : ne pas provoquer le dépérissement des preuves; l'autre, morale : ne pas souiller les citoyens par un soupcon public insuffisamment constitué. Le journaliste qui, sciemment, publie une information qui lui est communiquée par une des personnes énumérées plus haut et qui n'ont pas le droit de le faire, commet donc une infraction : celle de recel. Voilà la cause juridique de ces mises en examen. On peut espérer que vntre jouroal, comme moi-même, considère qu'il appartient au juge, seul, de déterminer les qualifications à retenir pour des poursuites, et il est pour le moins hasardeux de considérer sans fondement, et sans aucune chance d'aboutir, une procédure que l'au-torité judiciaire e décidé d'ouvrir. 2. J'ai choisi cette voie procé-

durale après avoir constaté des faits inadmissibles et gravement préjudi-ciables oux intérêts de ma défense. Ainsi ma mise en examen a-t-elle été annoncée par le presse avant même de m'avoir été notifiée. Des pièces du dossicr ont été publiées par la presse avant même d'être jointes au dossier de l'instruction mis à la dispositino de mes avocats. Un rapport confidentiel attribué au parquet qui m'est encore inconnu a fait l'objet de citations dans la presse. La télévision s'est faite l'écho de prétendues déclaratioos d'enquêteurs, bien entendu hostiles à mon égard. Un procureur adjoint a eu un comportement suffisamment etrange pour motiver une investigation et une sanction disciplinaires. Enfin de nombreuses informations ont été publiées alors qu'elles émanaient de source seulement accusatrice, et dans des conditions de précipitation empêchant un travail suffisant de recoupement et de vérification

3. S'agissant du rôle de la presse. ici comme ailleurs, il se doit d'être encadré par deux nécessités, dans uoe démocratie :- d'une part, la liberté; d'autre part, la sauvegarde d'uoe procédure équitable. Le «procès à la petite semaioe» fait par et dans les médias, dans mon affaire comme dans d'autres, est tout sauf équitable. Il n'obéit pas à un idéal de justice mais beaucoup plus aux lois de la concurrence du marché de la presse ainsi qu'on peut le voir eujourd'bui dans la tragique affaire de Dijon. Enfin, les journalistes ne sont pas des juges et les médias n'offrent oucune des garanties que fixent les règles de la iustice dans uo Etat de droit. Ces anomalies et cette interactivité toxique entre l'instruction indiciaire et «l'instruction médiatique» m'ont obligé à réagir en déposant plainte, ce qui, contrairement à l'affirma tion de M. Plenel, oe m'empêche pas de me défendre devant la justice par les voies normales et dans la presse par le droit de réponse (mon quatrième dans ce journal).

tionoe que, d'après la Charte des devoirs professionnels des journalistes, « un journaliste digne de ce nom tient la calomnie, les accusations sans preuve, l'altération de documents, la déformation des faits, le mensonge, pour les plus graves fautes professionnelles». Que penser alors de la fin de son article qui déforme les faits relatifs au règle ment le 24 décembre 1992 d'une dette ou moyen d'un versement en espèces de 500 000 francs? M. Plenel, en parlant de moi, dit «ses» comptes bancaires, et l'une de « ses » associations. Cc compte n'était pas l'uo de «mes» comptes, mais celui de la liste département tale des randidats RPR de l'élection législative de 1986; il ne s'agissait pas d'une de «mes» associations mais du mouvement politique auquel j'appartenais à l'époque. et dont, en tant que président de la fédération, j'ai dû honorer le découvert. Comment qualifier cet amalgame entre mes comptes personnels et ceux de la campagne du

4. M. Plenel, par ailleurs, men-

RPR de 1986? Au lieu de monter sur ses grands chevaux, M. Pienel devrait profiter de ces mises en examen de journalistes pour réfléchir au fonctionnement du couple justice-médias en France aujourd'hui autrement qu'en termes de toute-puissance, de toute impunité ou d'autojustification. Nous avons tous des progrès à faire dans ce domaine, le pouvoir politique, le pouvoir judiciaire, le pouvoir médiatique, si l'on veut atteindre le souverain bien de la démocratie qu'est la séparation des DOUVOITS.

[Face aux mésaventures judiciaires que lui valent l'affaire Botton et ses développements, M. Noir a décidé de rendre «compour comp », alasi-que l'oriconfient ses proches. Font commentaire et toute aux lyse contraires à ses vies, par lesquels la presse exerce un droit de critique légitime, se voient donc opposer, immédiatement us droit de réponse du maine de Lyon. C'es son droit, et nous le respecture, pe sou droit, et uous le respectous, ne serait-ce que pour démentir sou affirmation coxessive selon laquelle «les médias n'officent aucune des garanties que fixent les règles de la justice dans un État de droit». Toutefois, l'Etat de droit suppose aussi une information complète des citoyens. De ce point de vue, la règle unilatinale édictée par M. Noir, selon laquelle les journalistes ne peuvent publier une information, fêt-elle la plus banale, communiquée par ceux qui out accès à un information, fit-elle la plus banzie, com-muniquée par cerx qui out accès à un dossier d'instruction, sauf à commettre une infraction, s'oppose clairement à la liberté d'informer. Prise à la lettre, elle signifie l'interdiction pure et simple de rendre compte d'une procédure judiciaire en cours, même dans le respect des règles déuntoi-siques élémentaires du métier de journa-liste. Est-il besoin de préciser que tel a'est pas, en l'état actuel de la jurisprudence, l'espait du droit de la puesse?

Pesprit da droit de la presse?

Enfin, pour que l'information de nus lecteurs suit complète, les countes benemeséroqués dans notre article sont les suivants. Il s'agit, d'abord, du compte «Noit-de Chaignon (Comité pour le Rassemblement)» à la Lyonnaise de Bauque qui, fin 1992, était déhiteur de 1 049 000 francs. Selon le nouvenn président de la 
banque, M. Noir peusait que son prédécesseur avait «abandonné» ce compte, ce que l'intéressé, contacté par son saccessour, a démenti. Finalement, un accord fut 
trouvé avec le naire de Lyon sur le resstrouvé avec le maire de Lyon sur le remboursement de la moitié de la somme, ce règlement valant transaction. Ce qui fut fait le 24 décembre 1992, M. Noir remetant tant au président de la banque 500 000 francs en espèces, sant hil donner tant au président de la banque 500 000 francs en espèces, sans hi donner d'explication sur l'origine de cette somme. Il s'agit, essuite, de deux comptes ouverts au nous de M. Noir au Crédit fromais : le compte t04517976T, sar lequel 56t t00 francs en espèces out été déposés entre janvier 1987 et avril derzier; le cempte 189375Y, sur lequel 166 000 francs ce espèces out été versés entre lan vier 1988 et février dernier. – E. P.}

AMNISTIE: Philippe Le Frient demanda sa réintégration dans la magistrature. - Mis à la retraite d'office en 1988 pour atteinte à l'honneur de la magistrature après s'être installé en concubinage avec Marie Arbant, une ex-prostituée, Philippe Le Friant, quarante quatre ans, a bénéficié d'un décret d'amnistie individuelle signé il y a peu par le président François Mitterrand ct contresigné par le garde des sceaux, en vertu de la loi d'amoistie de juillet 1988, Philippe Le Friant a immédiatement domandé à être réintégré su seio de la magistrature dont il avait été radié à la suite de sa mise à la retraite. La Chancellerie l'a informé que sa demande de réintégration serait soumise, en sévrier prochain, à la commission de magistrats qui statue en la

....

1111

. . . . . .

ACCIDENT

Déraillement d'un train à Baillargues

Une information judiciaire pour blessures involontaires et infrac-tion à le réglementation de le SNCF e été ouverte, vendredi 19 novembra, par le perquet de Montpellier, après le déraillement Montpeller, après le cerailement d'un train de voyageurs à Baillargues (Hérault). Vingt-deux des cent solicante passagers du Corall qui assureit le liaison Toulouse-Marseille ont été légèrement blessés dans cet accident. Selon les premiers éléments de l'enquête, le train, qui aurait dû changer de voie à 60 km/h, circulait à une vite plus de deux fois supérieure. Placé en garde à vue durant quelques heures, la conducteur e affirmé ne pas avoir reçu sur son tableau de bord le signal devant lui annoncer l'epproche de l'eiguillage. Cette thèse d'une défaillance technique sera vérifiée ce week-end par l'examen de la bande grephique, véritable boîte noire du train. Philippe Varni, procureur-adjoint de Montpellier, e refusé que cette bande soit démontée par la SNCF et e nommé pour le faire l'expert qui avait notamment traité les accidents de le gare de Lyon et de ta gare de l'Est. - (Corresp.)

#### ANTISÉMITISME Un professeur de Castres

mis en examen Un enseignant du lycée d'enseignement professionnel de Borde-Basse, à Castres (Tam), e été mis en examen, vendradi 19 novem-bre, pour incitation à la haine raciale et laissé en liberté sous contrôle judicieire. Ancien Institutaur, agé de soixante-deux ens, Paul Mattel, en poste au lycée de chargé de l'enseignement du fran-çale et des mathématiques eux apprentis, a profité d'une manifestation de lycéene, jeudi 18 novembre, pour interpeller les jeunes menifestants en leur demandant de l'aider à esauver la Frances et pour faire circuler des tracts signés du Mouvement chré-tien antisémite. Caux-cl s'en prenaient violemment à «Mitterrand. l'homme des juiss dont ils récle-maient la démission einel que celles du préfet du Tern et du sous-préfet de Castres, nommément désignée. Invité à quitter l'établissement sur le champ par le proviseur, M. Mattei finit par obtempérer en promettant de recommencer ailleurs». Ce qu'il faisait dans l'eprès-midi même, elors que 1 500 lycéens environ

## MANIFESTATION

EN BREF

Castres. - (Corresp.)

#### Deux cents personnes dénoncent l'opération contre le PKK

Trente et un Kurdee, sur lee cent onze qui avaient été interpellés la veille lors de la vaste opéra-tion de police dirigée contre les sympethisants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistran), étaient toujours maintanus en gerde à vue vendredi eoir 19 novembre, en vertu des textes concernant les affaires de terrorisme. Gultekin Kavak, vingt-sept ens, et Aydin Sercan, vingt-neuf

BLANCHIMENT: le juge Thierry Jean-Pierre reçu à Matignon. Le juge manceau Thierry Jean-

Pierre e été reçu, vendredi 19 novembre, par un collaborateur

du premier ministre Edouard Balla-dur, auquel il a présente son projet de constitution d'un office de lutte

contre le blanchimeot de l'argeot

sale. Le juge a expliqué qu'il fallait

sfaire un audit de tous les orga-

nismes » intervenant en la matière.

Auteur d'un ouvrage paru à l'au-tonne, Crime et blanchiment (Edi-

tions Fixot), le juge Jean-Pierre enquête, depuis plusieurs mois, sur les comptes de l'industriel Roger-

Patrice Pelat, un proche du prési-dent Mitterrand décédé en 1989.

CATASTROPHE: plusieurs

dizaines de morts dans l'incen-

die d'une fabrique de poupées

chinoises. - Au moins 81 per-

sonnes seraient mortes et 31

auraient été blessées, le 19 novem-

bre, au cours de l'incendie d'une

fabrique de poupées qui s'est pro-duit dans le sud de la Chine, à

Kuiyong à 50 km au nord-est de

rité des victimes sont des femm recrutées dans d'autres provioces du pays. Les quotidiens précisent que le bilan est lourd parce que les feoêtres et issues de secours de l'usioe Zhili Handicrafts Co. étaient fermées pour prévenir les

vols. ~ (AFP.)

RECTIFICATIF: la campagne pour le renouvellement du consistoire de Paris. - A la suite de l'article consacré au renouvellement, dimanche 21 novembre, du consistoire juif de Paris (le Monde du 19 novembre), Moise Cohen et Roger Pioto, présidents de l'Association pour la défense des valeurs éthiques du consistoire (AVEC), nous demandent de préciser qu' « il est feux d'affirmer que le président du consistoire, Benny Cohen, a fait construire une dizaine de synagogues, deux centres communautaires. ouvert des écoles, etc.» Ils ajoutent que « le consistoire n'a construit aucune école, car cela relève de la responsabilité du Fonds social juif unifié, et que les synagogues inau-gurées par Benny Cohen pendant son mandat ont été initiées par le Hongkong Selon les journaux qui son mandat ont été init out révélé la catastrophe, la majo-consistoire précédent ».

considérée per les enquêteurs comme les dirigeents du PKK en France, figurent permi les personnee meintenues en garde à vue. De source judiciaire, on indique que la plupart des interpallés sont en situation régulière en France et exercent un tra-vail régulier. En quise de protesta-tion, quelque deux cents nommes, femmes et enfants, ont occupé la cathédrele Notre-Deme de Peris pendent quelques heures avant d'en être chassés par les CRS à la demende du clergé de le cathé-drele. Les manifestante eoten-

#### L'extradition de Jacques Médecin demandée à l'Urugay

Paul-Louis Auméras, procureur de la République à Nice, e indiqué, vendredi 19 novembre, que l'ex-tradition de Jecques Médecin, réfugié à Punta-del-Este depuis le mois de septembre 1990, e été réclemée le 12 novembre eux autorités uruguayennes, Cette démarche fait suite à un mandat : d'arrêt délivré en juillet contre l'arcien maire de Nice, après la mise en examen de Francis Guillot, PDG de la SEREL (Société d'études et de réalisation électriques et étecde réelisation électriques et électroniques), qui utilisait une ceisse noire à des fins de corruption. Jacques Médecin aurait ainsi recu une somme de 4 millions de francs provenent da cette caisse noire, ce qu'il e démenti depuis son exil sud-américain. Le demande e été transmise par voie diplometique eux eutorités de Montevideo, a fait sevoir le procureur, selon lequel il n'existe pas de convention d'extradition entre les deux pays, mais il e précisé qu'elle « pouvait eboutir dans le cadre de la réciprocité et da l'entraide entre les deux Etats ». Cette demande est assortia de l'arresta tion provisoire de Jacques Méde-cin, à Punta-del-Este.

## RELIGIONS

## dénonce le drame

manifestalent dans les rues de

# dalent observer une grave de la faim pour obtenir la libération de leurs competriotes interpellés.

pline). Uo effort avait été porté, l'an dernier, sur le dispositif en lycée. L'option «histoire des erts» y côtoie désormais le cioémaaudiovisuel, le théâtre-expression dramatique, les erts plastiques et la musique, les quatre domaines ertistiques doonsot lieu à un enseignement optionnel en classe de seconde et en première et ter-minale de la filière littéraire. Créé officiellement par un arrêté du 9 oovembre 1993 (JO du 18 novembre), cet enselgnement fera l'objet d'une évaluation au

## Le cardinal Etchegaray des enfants-soldats

Au cours d'une conférence internetionele consecrée eux enfants, le cardinal Roger Etchegerey e déploré, vendredi 19 novembre, au Vatican, que les enfants soient lee principales vic-times des conflits et dénoncé le drame des enfants-soldats, «victimes et outils de guerre... Ambessadeur itinérant du pape dans lee zones de guerre et lee régions à risques, il e souligné qu'au cours des dix dernières années plus d'un million d'enfants ont été tués. Quatre millions ont été mutilés et sont restés handicapés. Cinq millions ont été déplacés ou se sont retrouvés dens des camps da réfugiés, et plus de douze millions sont des orpheins de guerre. Evoquant les enfants à peine âgée de dix ens intégrée dans des groupes armés, le cardinal e déclaré : ell s'agit lè d'une forme odieuse de serviruda. Ces enfants sont souvent soumis à des traitements cruels ou à des rites sauvages visant à les endur-cir au combet».

## EDUCATION

Visant notamment à assurer une formation obligatoire en arts plastiques et en musique

## Quatre ministères relancent l'enseignement artistique à l'école

nationale, cultore et francosité, les arts bénéficient désorphonie, enseignement supérieur mais d'un diplôme d'études uniet recherche, jeunesse et sports oot signé, le 17 oovembre, un versitaires générales (DEUG). Les quatre mioistres souhaitent protocole d'eccord relatif eux enseignements artistiques. Décidésormais renforcer leur ection des à leur donner uo « nouvel sur l'école, eo développaot par exemple, des 1994, des « plans locaux pour l'éducation artistiélan », les quatre «parrains» enteodeot, tout d'ebord, faire eppliquer le loi du 6 janvier 1988, votée sous la première cohabitation, afio d'assurer à chaque élève la formation obligaque», cooclus entre les collectivités territoriales et les professioooels de la culture, en mettaot à cootribution plus oettement les toire eo arts plastiques et eo cootrats d'eménagement du musique eu collège (une heure temps de l'enfant promus par le hebdomedaire pour chaque discimioistère de la jeunesse et des sports en primaire.

### Le plan de Jack Lang ieté aux oubliettes

S'appuyant sur près de quinze anotes d'acquis et de constats, le nouveau protocole d'accord jette, eo revaoche, aux ouhliettes le plan quinqueonal de promotion des enseignements artistiques qu'evait ficele in extremis Jack Laog evant mars 1993. Celui-ci evait comme objectif d'assurer, à terme, la présence d'uo atelier de pratique artistique daos chaque

Quatre mioistres - édocation cours de l'année scolaire école ou collège. Or, on o'en ationale, cultore et franco- 1994-1995. En outre, à l'univer- compte ectuellement que 2 600 comple ectuellement que 2 600 en France. Par ailleurs, le ministère de l'éducation nationale ne reprend pas à soo compte la promesse faite aux 9 000 enseignants d'arts plastiques el de musique d'aligner leurs temps de service, dejà pénalisant du fait du comhre élevé de classes à prendre en charge, sur celui des eutres disciplines. Cela provoque, depuis la reotrée, des grèves à répétition dans les collèges.

> Pour le mioistère de l'éducation, il s'agit tout d'abord de repérer les pratiques a qui ont fait leurs preuves », afin de susciter des pistes de recherche, Assisté d'une mission chargée de travail-ler « au plus près du terrain », un groupe de travail, composé des représentants des directions des quatre mioistères concernés, devrait se pencher périodiquemeot sur le dossier. Et rendre compte au Heut Comité aux coscigoements artistiques, une instance créée par la loi de 1988 qui oe s'est quasimeot jamais

#### FAITS DIVERS

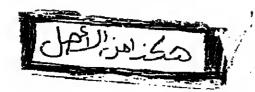
### Une étudiante tuée à l'arme blanche à Paris

Laure Tamalet, une étudiante des Beaux-arts, âgée de vingt ens, e été découverte morte, jeudi 18 oovembre vers 19 beures, dens le hall de son immeuble, rue Riboutté à Paris (9°), le corps lardé de coups portés à l'aide d'une arme blanche. La victime, qui rentrait de ebez sa grend-mère, menait apparemment une vie sans histoires. Selon les enquêteurs de la 2º division de police judiciaire (DPJ), le meurtrier semble « s'être acharné sur la jeune semme durant de bress inslants ».

La sœur du préeident de le SNCF trouvée morte à son domicile. - La sœur de Jecques Fournier, président de le SNCF, Raymonde Fournier, âgée de soixante-douze ans, a été trouvée morte, le visage tuméfié, le 19 novembre, à son domicile, rue de Bellevue à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), a-t-on appris de source autorisée. Seloo les premières informations, il s'agirait d'un homicide voloctaire. La brigade criminelle à J.-M. Dy. Paris a été chargée de l'enquête.



Michel Noir





## novembre 1993

Drogue: libéraliser ou réprimer?

Face aux ravages provoqués par la drogue les Elais sont profondement désarmés : doivent-ils légaliser l'usage des stupétiants ou rentorcer la répression des vendeurs et des consommateurs?

## Australiens: temment les toire vivre ensemble?

Comment faire vivre ensemble les dixaines de conditionaires our fabilités de territoire? Mutir du la la communaux de débat est suveri immense

## La culture américaine menace-t-elle la culture française?

Au centre de la polémique sur l'exception currurelle une guestion de fond: la France et l'Europe sont-elles menacées par le rouleau compresseur de la culture américaine?

A lire dans





ARTS

LES TROIS « DANSES » DE MATISSE au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

## Apollon et Dionysos

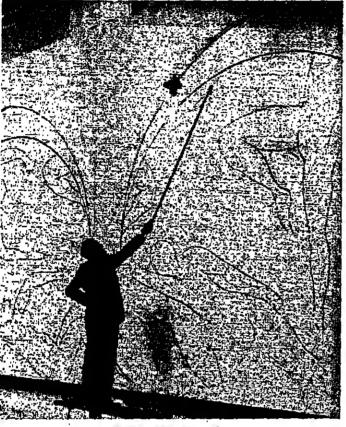
La réunion inédite des trois ver monomentales de la Danse est pins qu'un régal: un bonheur. Bonheur de découvrir la Danse ina-cherée et sa fougue d'ébauche, encore inconnue il y a moins de deux ans. Bonheur de voir à Paris, pour la première et presque certai-nement la dernière fois, la Danse de la fondation Barnes et ses figures libres. Bonheurde retrouver la Danse de Paris et sa tenue, du Danse de Paris et sa tenue, qu'on avait depuis longtemps tout le loisir de contempler sans presque rien savoir de sa genèse, qui nous est précisée à travers l'exposition et

L'histoire de la Danse qu'Albert Barnes a demandé à Matisse, en Barnes a demandé à Matisse, en 1930, pour décorer la salle principale de sa fondation de Merion, est compliquée. La commande a posé bien des problèmes. Ceux-ci oe sont pas venus, contrairement à ce qu'on pourrait croire, de l'orageux docteur-collectionneur, qui aimait fort l'œuvre de Matisse et laissa an peintre les mains libres, mais de Matisse l'instable, l'éternel insatisfait. Celui-ci affrontait, à soixante ans, pour la première fois, un espace monumental, y a soufiert et s'y est régalé pendant trois ans an cours desquels il n'a pratiquement y rien fait que chercher à maîtriser cet espace nouvean, compartimenté et des plus malcommodes; trois lunctes séparées par les pendentis du plafond volté an-dessus de trois de plafond volté an-dessus de trois de la lumière et le vert du jardin.

L'endroit n'était pas fait pour déplaire au peintre des fenêtres amenant le dehors dans ses intérieurs. L'idée d'uoe décoration murale non plus, qui allait le sortir de la peinture intimiste dans laquelle il était confiné à Nice. De plus il reprenait un theme qui lui était cher, apparu pour la première fois – en petit – au fond de la clairière dans le Bonheur de vivre (1905-1906), justement acquis par Barnes, actuellement exposé au musée d'Orsay. Soo premier problème est d'ailleurs venu de là, de cette ronde devenn motif unique dans les Danses de 1909, pour Chtchoukine, que le peintre en un premier temps essaie de faire rentrer dans les trois lunettes. Les premières esquisses rassemblées en complèment des décorations le montrent suffisamment. La Danse inachevée, retrouvée en mai 1992 par les héritiers Matisse, aussi.

#### Un effet surprenant.

C'est elle que l'on voit d'abord, restaurée – elle avait souffert d'avoir passe soixante ans emoulée, d'avoir passe soixante ans emotité, des caves du Régina, eu garde-meuble où elle avait échouée. Magnifique de par son inachèvement même, pleme de la force prometteuse d'une ébauche qui va chercher dans les 50 mètres de long, elle émeut par ses tracés plus ou moins gommées, par la vibration des répentirs dans la toile crue, non encore recouverte de ce i crue, non encore recouverte de ce jus bleu qui monte eo oblique, crue, non encore recouverte de ce jus bleu qui monte eo oblique, accompagnant le mouvement des figures grises, jusqu'à couvrir tout le fond dans la lunette de gauche. L'effet est suprenant. On a la, à la fois do corps, de la chair, du volume, du trait, un traitement pictural, des aplats, et partout, apparents dans la toile, des milliers de petits trous. On en sait le pourquoi. Les photos, de tournage pourrait-on dire, en provenance des archives de la Fondation américaine, en attestent: Matisse qui o'était plus un jeune homme et ne pouvait physiquement monter et descendre sans cesse de son tabouret, pour dessiner et corriger le travail, un fusain ou un pinceau fixé au bout d'uo long bâton, avait trouvé le moyen de faciliter sa tâche en recourant à des papiers colorés, découpés, puis épingles, qu'il faisait déplacer par oo assistant. Cette technique improvisée va aider le peintre à tailler un costume de plus en plus strict à sa composition, à éliminer tout modelé, fout élan charnel, toute picturalité de tableau de chevaiet, à lier les figures coupées—qui par le hant, qui par le baa, qui pilonnées par les retombées du plafond, — et le fond fait de bandes disposées en obliques de trois couleurs; un rose, un hien, du noir disposées en obliques de trois con-leurs: un rose, un hleu, du noir pour trancher. Des couleurs que Matisse peut justifier en regard des hautes fenêtres: sa décoration doit être « le ciel de la verdure qu'on voit à travant allan de la la etre «le ciel de la verdure qu'on voit à travers elles». On ne le savait pas, maintenant on le sait : la Danse de Paris est née de ces feuilles mille fois épinglées par desus les formes encore lourdes, pas vaiment désincarnées, de l'étrange Danse inacherée.



Matisse dessinant, 1931.

hmettes, pois remonté les figures au sol, tout en évacuant par le haut celles qui étajent debout, Matisse tient de mieux en mieux ses figures attachées au fond et en dépendance de la composition d'ensemble COMPOSITION Celle-ci y gagne une formidable dynamique de danse moderne, loin de la farandole.

Coup dur : Matisse apprend que sa Danse, qui est encore à l'état de papiers, repose sur des mesures erronnées, que l'espace entre les lunettes est deux fois plus grand que prévu. Tout en ayant l'inten-tion de réaliser la version en cours, il céde à la tentation de recommenr une danse, autrement. Ce sera Danse installée à Merioo co la Danse installée à Merico eo 1933, en sa présence. Elle est moins belle, moins forte que la Danse de Paris, exécutée peu après, «à compte d'auteur», mais datée de 1932. Pour ne pas faire de peine à Barnes? Pour montrer que c'était la conception qui comptait et non sa réalisation mécanique d'après le calque? Matisse se disait satisfait de sa version pour Merion, qu'il disait « dyonisiaque » alors que l'autre était « guerrière ». Guerrière ou apollimenne?

« Dionysiaque » la Danse de Merion? Certes. Matisse, fort de ses tatonnements antérieurs, et des problèmes plus qu'à moitié résolus,

THÉATRE

bouscule la disposition antérieure, coupleles figures à l'intérieur de chaque hmette, place, pour faire le lien, une figure assise au pendentif. En fait ce n'est plus de danse qu'il s'aoit mais de futtes, et, dans les esquisses dessinées au crayou, de vrais pugilats. La composition plus classique, davantage soumise à la classique, davantage soumise à la courbe des lunettes libère les figures. Elles sont plus déliées, plus rondes, ont la souplesse des dessins (contemporains) qui illustrent les Poèmes de Mallarmé. Parfois oo ne sait trop si se sont des femmes ou des hommes. Matisse se défoule. Sans perdre la dignité murale, l'intégration des figures au fond est moins réussie.

#### Nouvelles orientations

Et la lunette de droite accuse une faiblesse amusante, avec cette figure propulsée vers le haut, mal tenue par un triangle qui lui pique les fesses. La nécessité de faire vite a du jouer. Il fallait fournir: Barnes avait payé deux tranches de la commande et n'avait toujours rien vu venir. Il commençait à s'impatienter, d'autant que Matisse o'avait pas osé lui montrer son chantier de papiers épinglés. On eppreud beaucoup dans cette

ment que la Danse de Paris, recon-oue ponrtant comme un jalon important dans l'œuvre de Matisse, o'avait jamais fait l'objet de recherches acharnées, que l'inaccessibilité aux archives Barnes ne saurait complètement justifier. Passons, pour ne retenir que la chance de ponvoir comparer, pour quel-ques mois, les trois versions réunies à Paris. Grâce aux nouvelles orien-tations de la Fondation américaine. tations de la Fondation américaine. Grâce au remue-ménage provoqué par la dation Pierre Matisse, à laquelle on doit la découverte de la Danse inachevée. Grâce à l'énergie persuasive de Suzanne Pagé, la directrice du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, qui n'a pas compté ses efforts pour obtenir ce qu'elle voulait : conserver la trouvaille (1) et la présenter, en permanence vis à vis de la Danse acheneuce, vis à vis de la Danse ache-tée pour décorer le musée qui allait s'ouvrir en 1937. Une fois lo Danse de Merion

confrontation des Danses, notam-

retournée à ses lunettes, on aura donc encore et toujours le loisir de confronter la première et la dernière version monumentale, dans la grande salle Matisse spécialement aménagée pour les recevoir digne-

On oubliera Barnes, mieux évo-qué ici que dans l'exposition d'Orsay, on oubliera, on les oublie déjà, les portes fenètres de Merion, et le gris des murs qui a probablement conduit au gris des corps. Et l'on regrettera que les études, les dessins, les esquisses, les photos que Mansse faisait prendre à toutes les étapes du travail qu'il jngeait importantes soieut à nouveaux dis-persés. On pourra se consoler au Musée Matisse de Nice, d'où sont tant d'y voir plus clair dans cette grande affaire qu'est la commande de Mr. Barnes. Celle-ci aura joué un rôle essentiel dans l'évolution Pouvre de Matisse, lui permetiant de concrétiser son désir de « faire de la peinture une chose collective», de conduire une réflexion sur la peinture décorative, et d'en dessi ner les premiers grands signes, par papiers découpés interposés. Ces trois années de travail préfiguraient les grandes gouaches découpées de la période de Vence.

## GENEVIÈVE BREERETTE

(1) Le panneau de gauche de la Danse inachevée est entré au musée d'art moderne de la Ville de Paris par la dation Pierre Matisse, les deux autres ont été achetés aux héritiers Matisse par

Autour d'un chef-d'œuvre de Matisse, les trois versions de le danse Barnos (1930-1933). Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson. Tél.: «VILLA(S) 4», à Clisson (Loire-Atlantique)

## Pensionnaires au travail

CLISSON (Loire-Atlantique)

de notre envoyé spécial k Pensioonaire à la Villa Médiris (Rome)». La mention a de 'allure dans le CV de l'artiste en herbe. Elle sons-enteod : un an dans une ville et uoe villa de rêve avec un logement, un atelier et un salaire de rêve. La sélection étant sévère, la Villa - avec son jeu de relations dans le moode de l'art - ouvrirait les portes des galeries et musées aux pensioonaires encore tendre, dont le « retour sur terre » (en France) s'avère cependant dououreux poor nombre d'entre eux sans ressources.

A Rome, les pensioonaires tra-vaillent aussi. Pour preuve, cette exposition autour des œuvres qu'ils ont réalisées duraot leur séjour. Les sept lauréats (pein-tres, photographes, seulpteurs) exposent dans une élégante villa talienne au milieu des arbres, à Clisson, village charmant à une vingtaine de kilométres de

Associer sept persoonalités fort opposées est un exercice périlleux. Le mérite d'Olivier Kaeppelin, le commissaire, est commun : « Ce sont des expérimentateurs. & C'est vrai, notam-ment pour Laurent Saksik, Fabien Lerat, Thierry Urbain et Thibaut Cuisset (1).

Scientifique de formation, Laurent Saksik depose sur une toile, au moyen de projecteurs, des bandes de couleur qui, associées, dessinent des formes geométriques. La réflexion de ce « peintre» porte sur la forme, la couleur (« la couleur dans le noir n'est pas noire »), la transformation du «tableau» en fooctioo de la lumière ambiante, la relation avec le spectateur qui, passant devant le projecteur, voit soo ombre s'inscrire et bouger sur le tableau. C'est beau, sensuel, ludique.

Fabien Lerat presente uoe sculpture étrange, car «transformeble » : un grand ovale rouge oxydé et gris ayaot « dans l'in ventaire actuel, trente-six possibi lités d'existence », à partir d'un plateau en huit morceaux. Nous avons vu : le plateau plat, plié, relevé, replié... « Un objet qui o en mémoire ses possibles, qui offre la stabilité de sa présence et projette le déploiement de ses formes, »Astucieux,

Avec Babylone, Thierry Urbain e developpé, à Rome, ses

## un coin de soo appartement, il

d'avoir trouvé entre ces œuvres disparates un rythme et un point

archéologies imaginaires : dans

construit maquettes et décors où l'oo perd, uoe fois l'image concoctée, tout rapport à la réalité et au temps. Portes et feoêtres noires, escaliers lumineux, murs graioeux... le travail est minimaliste, ascétique et rigonreux, à l'image de leur auteur et de soo périple entre réalité et rêve.

#### Un décor pour l'éternité

Thibaut Cnisset est bieo plus qu'un photographe prometteor. De Lausanne (1991) à Arles (1992), il s'est révélé comme l'un des meilleurs de sa géoération. Voyageur comme Bernard Plossu (même goût pour l'errance), admirateur de Lee Friedlander et de Walker Evans (le passage de la voe documentaire à l'image plastique), passionné par les paysages iotermédiaires (entre la ville et la campagne), ce paysagiste-coloriste a développé daos le Sud italien son thème favori : comment un lieu vide, apparemmeot acodin, voire rebutant, peut-il devenir pictural?

Broussailles, gravats, palissades, barrières, murs, immeubles s'accumulent ou se superposent, par plans borizontaux, sous le ciel. Cuisset multiplie les clins d'œil : à Pasolini (la banlieue), à Baltbus (ta couleur douce), à Wenders (sites urbains), à Raymood Hains enfin. Comme le oouveau realiste, Cuisset «colle» et «décolle», découpe laires de matières. Il fait surgir d'incroyables tours colorées rose, rouge, bleu, jaune - comme des blocs de Lego. Soot-elles eo construction ou déjà désertées? Nul oe sait. Voilà bien en tout cas un décor pour l'éternité.

MICHEL GUERRIN

(1) les autres pensionnaires qui expo-sent à Clisson sont le sculpteur Elefthe-rios Amilitos et les peintres Krzysztof Chara et Gildas Le Reste.

➤ «Ville(el 4, peinture, photo-graphie, sculptures, villa Lemot, domeine de le Gerenne-Lemot, Gétigné Cilesnn. Tél.: 40·03·96-79. Juequ'au 12 décembre. Catalogue, 122 pages, 150 francs.

## EN BREF

EUROPE: 300 films dens 100 villea. - Sous l'intitulé «L'Europe se reocontre au eioéma», la branche Médiasalle du programme Média qui coordonne les initiatives européennes en faveur du cinéma et de l'au-diovisuel organise jusqu'au 23 novembre la préscotation de 300 films dans 100 villes de la Communauté. En France, 16 villes moyenoes bénéficient de cette opération : Auxerre, La Rochelle, Brive, Fontainebleau, Limoges, Orléans, Thionville, Romorantin, Cannes, Gaillac, Nancy, Cesson-Sévigné, Issnu-dun, Nice, Roanne et Ris-Oran-

RECTIFICATIF: les irrégularités à la FEMIS. - Contrairemeot à ce qui était iodiqué dans un article consacré aux irrégularités commises peodant les examens de la FEMIS (Institut de formation et d'enseignement aux métiers de l'image et don son) (le Monde du 30 octobre), le haut fonctionnaire dont la fille a bénéficié d'une modification de notes o'est pas membre de la Cour des comptes, comme nous demande de la préciser Bernard Menasseyre, président de l'Association des magistrats et anciens magistrats de la Cour des comptes.

**CABARET VALENTIN saile Gémier** 

## Les joies de l'existence

Une boule de cristal tourbillonne dans la pénombre ; sur la scèce, il y a des chaises entremèlées, un escalier lumineux, une estrade. Sobrement, le décor de Jean Haas, évoque à la fois le cabaret et la cuisine d'un apparte-ment HLM. Il sert de cadre aux élucubrations de Karl Valentin, entrecoupées de chansons d'avant-

« Quand dans n'importe quelle brasserie brisyante Karl Valentin s'avançait, mortellement sérieux, au milieu des bruits douteux des pois à bière, des chanteuses et des pieds de chaise, on avait aussitôt le vif sentiment que cet homme ne raconterait pas de blagues. Il est lui même une blague», a écrit Brecht. Il vénérait ce clown impitoyable, sorte de Charlot munichois qui a même reussi à faire rire Beckett : « Je l'ai vu en effet en 1937, j'ai beaucoup ri bien tristement v

Karl Valentin enlise le quotidien, le fait glisser vers une drôle de folie douce, le retourne à 180 degrés, montre l'envers de la normalité. D'une certaine façon, il préfigure le Théâtre de l'Absurde. On le redécouvre actuellement, on Après avoir cassé la ronde pour habiter ses panneaux latéraux, fait pivoter ou tomber les figures, risque une paire de jambes - l'une bien droite comme un pivot, dans le vide du panneau central, tente une disposition en frise dans la partie basse reliant les trois

choisi quelques sketchs et mis en scène l'étirement du réel vers un no man's land brumeux où se dissolvent les repères des comportements, où suruagent des paroles calmement insensées, des gestes Entre nostalgie

## et attendrissement

Les personnages sont des gens

de tous les jours, petits-bourgeois bornes, mais de bonne volonté, prisonniers de leur logique étroite, attirés par tous les pièges que leur tend un monde extérieur auquel ils ne comprennent rien. Plutôt gentils, ils se débattent comme ils peuvent, s'en sortent par incons-cience. « Karl Valentin nous démantre les rapports qui existent entre lo placidité, lo bêtise et les joies de l'existence», a écrit Brecht. A certains moments, on approche l'onivers apathique de Jérôme Deschamps. C'est le parti-pris de Hans-Peter Cloos. Il ne la joue pas trépidante. Il utilise les signes du cabaret comme un masque de comédie pour installer une ambiance un peu fourbe, grincante, et construire une sorte de pastiche impeccable, plus beau, plus troublant que la vérité.

Le spectacle s'appelle Cabaret passé qui, comme des photos de bleu. La révélation, c'est Mona famille oubliées, b'rent des rires et Heftre, susurrant en robe à bustier

théâtrales) Hans-Peter Cloos a des sourires entre oostalgie et attendrissement, il évoque un art que l'on ne connaît pas, que l'on ne voit plus, sauf peut-être dans les films en noir et blanc des cinéclubs télévisuels. Aux sketchs d'origine, Hans-Peter Cloos a ajouté la scène famense du film de Maurice Tourneur Avec le sourire, dans laquelle Maurice Chovalier (Yann Collette) chante le Chapeau de Zozo, pour enseigner à Marie Glory (Patrice Praxo) comment on accroche les différentes couches de public en changeant de style à chaque couplet. Uo bonneur.

Les acreurs interprétent une infinité de personnages, à travers les-quels ils maintiennent une continuité - ce que l'oo appelle, au théâtre et an music-hall, les «emplois». Patrice Praxo (jeuoc fille noire très bien faite) joue les abnries. Yann Collette, avec panache et émotion, les braves types, victimes désignées et capables du pire. Denis Lavant surprend sans cesse, dans les apparences et les postures les plus extravagantes, voyeur acrobate ou travesti sorti du Trokadero Ballet. Katja Rupé, ménagère en peignoir rose, se transforme en vamp allemande entre Marlène et Caven, pour chanter - avec tonte son âme de ménagère en peignoir rose -Valentin. Avec ses chansons d'un Der Wind et la chanson de l'Ange

le Rififi, petite bonne femme près de ses sous, fausse mioeure à tresses et en bas noirs, pour une chanson de Mireille, (Papa n'a pas voulu et maman non plus). Elle charme evec aplomb. Elle qui a fait ses classes au Magie Circus tient la scène de tout son corps. met le public dans sa poche. Elle aurait pu dooner des leçons à Maurice Chevalier.

**COLETTE GODARD** 

► Théâtre national de Chaillot, salle Gémler, ploco du Troca-déro, métro Trocadéro. Du mardi au samedl à 20 h 30 (le 25 décembre à 17 heures). Dimanche à 15 heures. Relâche le 1= janvier. Jusqu'au 15 jen-vier. Tél.: 42-27-81-15. Minitel: 3615-code Thea. Pleces 80 F, 110 F, 150 F.

LA CHAIRE DE L'IMA CYCLE "L'ORIENT ANCIEN ET NOUS" novembre 1993 - mars 1994 RAISON ET RELIGIOSITE EN MESOPOTAMIE par Jean BOTTERO \* MARDI 23 et 30 NOVEMBRE MARDI 7 et 21 DECEMBRE 5 18h30 \*Jean Bottero sera l'invité de G. Gromer sur France Culture en public et en direct de l'IMA le 21 novembre à 17h45 (rés 42-30-19-19) à lire : entretien avec J. Bottero in Quantara a 9 (dossier spécial Orient Aucien ) INSTITUT DU MONDE ARABE 1. RUE DES FOSSES-SAINT-BERNARD PARIS 56 TEL 40 51 38 38

basse reliant les trois dhe

ensemble?

### LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHARLOT (47-04-24-24)

DIMANCHE Hong Kong: les dix demières années: foarran Cometh (1989, v.o. e.t.f.), de Fok Yieu-Leung, 19 h; Histoines de famtômes chinois II (1990, v.o. e.t.f.), de Ching Siu

LUNDI

Hong Kong : les dix dernières années. CINÉMATHÈQUE SALLE RÉPUBLIQUE (47-04-24-24) **OMANCHE** 

Histoire permanente du cinéme : l'Anne Pastore permanente du cheme : 1 Angle exterminateur (1962, v.o. s.t.f.), de Luie Bunuel, 17 h.; Sam Peckinpeh : la Horde aeuvage (1969, v.o. s.t.f.), de Sam Peckinpah, 18 h 30 ; Un nommé Cable Hogue (1969, v.o.), da Sam Peckinpah, 22 h.

#### CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

DIMANCHE La Cinéme coréen : Adada (1988, v.o. balle pardue (1961, v.o. a.t.f.), de Yu Hyonmak, 17 h 30 ; la Raute de Semp'o (1875, v.o. a.t.f.), de Yi Menhui,

LUND

Le Cinéma coréen : Vive le liberté (1848. v.o. s.t.f.), de Ch'es in'gyu, 14 h 30; Mandala (1881, v.o. s.t.f.), d'im Kwon-t'esk, 17 h 30; la Jour de la mariée (1855, v.o. e.t.f.), de Yi Pyongil,

#### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, parte Saint-Eustache Forum des Halles (40-28-34-30)

**OMANCHE** Montmartre - Pigalle, seconde partie : les Plaisirs : Céleri rémoulade (1990) de les Piaisirs ; Celer remoulade (1990) de Jean-Pierre Blezzotti, Zig Zig (1974) de Leszlo Szabo, 14 h 30 ; Lohr de Pigelle (1978) de Claude Ventura, Strip School (1980) de Pichard Olivier, 18 h 30 ; Zoé la boxeuse (1992) de Karim Oridi. Un coeur qui bet (1991) de François Dupeyron, 18 h 30; Montmartre noctume (1954) de J.-C. Bernerd, Parts, jeunesse et rock'n roll (1966) de Michel Parbot et Philippe Lebro, Pigalle su rayon X (1992), 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS Gaumont Les Halles, 1+ (36-68-75-55); L'Arlequin, 6+ (45-44-28-60); Racine Odéen, 6+ (43-26-19-68); La Pagode, 7+ (47-05-12-15; 36-68-75-55); Publicus Champs-Elysées, 8+ (47-20-78-23; 36-68-75-55); Max Linder Panorama, 9-(48-24-88-88); Escurial, 13-(47-07-28-04); Gaumont Parresse, 14-(36-68-75-65); Gaurnont Kinopanorama, 15- (43-08-60-50); 36-68-75-55); v.1.: Gaurnont Opéra, 2- (36-68-75-55); Gau-mont Gobelins, 13- (36-68-75-55). ALADDIN (A., v.f.) : Rex (le Grand Rex), 2- (42-36-63-93; 36-65-70-23). AMOK (Fr.-Por.-All.) : Gaumont Opéra, 2- (38-6-75-55); Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36); Europe Parthéon (ex-Re-flet Parthéon), 5- (43-54-15-04); Ely-sées Lincoln, 8- (43-59-36-14). Sees Choom, & (43-95-96-14).

ARIZONA OREAM (A.-Fr., v.o.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-28; 36-85-70-87); Cinochea, 8\* (46-33-10-82); Grand Pevois, 15-ATTACHE-MOI ) (Esp., v.o.) : Studio Galande, 6 (43-54-72-71; Galande, 6 (43-54-72-71; 38-65-72-05); Grand Pavois, 15-(45-54-46-85). BAD LIEUTENANT (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-35); Studio des Ursulines, 5 (43-26-18-09); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). BASIC INSTINCT (A., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71 ; 36-85-72-05) ; Saint-Lambert, 15 LA BATAILLE DE SALAMMBO (Fr.) : Le Géode, 18- (36-68-29-30).

BEAUCOUP DE 8RUIT POUR RIEN
(Brit., v.o.) : Studio dee Ursulines, 5(43-26-19-09) ; UGC Triomphe, 8(45-74-93-50 ; 38-85-70-78) ; Denfert, 14<sup>-</sup> (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15- (45-32-61-68). BEIGNETS DE TOMATES VERTES (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50 ; Triomphe, 8 (45-74-93-50; 38-65-70-78); Grand Psvoia, 15 (45-54-46-85); Saint-Lambert, 15

(45-32-91-88). 8LADE RUNNER-VERSION INEDITE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-38) ; Grand Pavoia, 15-(45-54-48-86) ; Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68), C'EST ARRIVÉ PRÈS QE CHEZ VOUS

C'EST ARRIVE PRES QE CHEZ VOUS (Bel.): Utopie, 5· (43-26-84-65). CLIFFHANGER (A., v.o.): Gaumont Marignan-Concorde, 8· (36-88-75-65); UGC Normandie, 8· (45-63-18-18; 36-85-70-82); v.f.: Rex, 2· (42-35-83-93; 38-65-70-23); UGC Montpamasse, 8 (45-74-84-84; 38-85-70-14); UGC Gobelins, 13-(45-81-94-95; 36-85-70-45); Pathé Cichy, 18- (36-68-20-22).

DANS LA LIGNE DE MIRE (A., v.o.) :

George-V, 8 (45-52-41-48; 36-65-70-74); Sept Pemessiens, 14-(43-20-32-20). DENIS LA MALICE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-65); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68).

DRACULA (A., v.o.) ; Ciné Besubourg, 3-(42-71-52-38) ; Saint-Lembert, 15-45-32-91-68 L'ÉCRIVAIN PUBLIC (Fr.-Suis.) : Sept Parnessiens, 14 (43-20-32-20). EL MARIACHI (A., v.o.): Images d'elleurs, 5 (45-87-18-09); Cinoches, 6 (46-33-10-82).

L'ENFANT LION (Fr.) : Forum Orient Express, 1" (42-33-42-28; 36-65-70-87); Images d'ailleurs, 5" (45-67-18-09); George V, 8" (45-62-41-46; 38-65-70-74); Denfert, 14" (43-21-41-01); Grand Pavois, 15" (45-54-46-85); Saint-Lambert, 15-

45-32-61-68). LES ÉPICES OF LA PASSION (Mex., LES EFICES OF LA PASSION (MBX., v.o.): Lucernaire, 6: (45-44-57-34).
ÉPOUSES ET CONCUBINES 67.-Chin., v.o.): Clné 8eaubourg, 3: (42-71-52-38); Lucerneire, 8: (45-44-67-34); Grand Pavole, 15: (45-64-68). (45-54-46-85). ET AU MILIEU COULE UNE RIVIÈRE

(A., v.o.) : Ciné Sesubourg, 3-(42-71-52-35) ; Saint-Lambert, 15-LA FIRME (A., v.o.) : George V, 8-(45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Sept Per-nessiens, 14- (43-20-32-20). LA FRONTERA (Chil., v.o.) : Letine, 4

LA FRONTERS (42-78-47-86); LE FUGITIF (A., v.o.) : Forum Orient (42-33-42-28 ; 42-33-42-28 ; 42-33-42-8); LE FUGITIF (A., v.o.): Forum Unem Express, 1 4 (42-33-42-28; 36-86-70-67): Publicts Seint-Germain, 6 (42-22-72-80): Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08; 36-68-75-75); George V, 8 (45-82-41-46; 35-65-70-74); v.f.: Perentount Opére, 9-(47-42-56-31; 38-85-70-18); Montper-

nasse, 14 (36-68-75-65). GALERES DE FEMMES (Fr.) : Utopia, 6-(43-25-84-65); Reflet République, 11-(48-05-51-33); L'Entrepôt, 14-

(45-43-41-83).
GARÇON D'HONNEUR (A. Tafwanals, v.o.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26; 36-85-70-87); Les Trois Luxambaurg, 8 (46-33-97-77; 36-65-70-43); UGC Rotonde, 8 (45-74-84-94; 36-65-70-73); UGC Blerritz, 8 (45-52-20-40; 38-65-70-81); UGC Opére, 9 (45-74-96-40; 36-85-70-44); Gaumant Grand Estan Italie, 13 (36-68-75-65).
LES GENS NORMAUX N'ONT RIEN D'EXCEPTIONNEL Gr.): Gaumant Les D'EXCEPTIONNEL (Fr.): Geumont Les Halles, 1- (36-68-75-55); Bretagne, 6-(36-68-73-7); Gaumont Hautofeuille, 6-(36-68-75-55); Elyeéee Lincoln, 8-(43-59-36-14).

(43-39-30-14). GERMINAL (Fr.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-28; 38-65-70-67); Gaumont Opéra, 2- (36-68-75-55); Gaumont Hautsfauille, 3- (36-88-75-65); Gaumont Hautsfeuille, 8r (38-88-75-55); Gaumont Marignan-Concorde, 8r (38-68-75-55); Gaumont Gobelins, 13r (38-68-75-55); Gaumont Alésia, 14r (38-68-75-55); Les Mantparmos, 14r (38-68-76-55); Les Mantparmos, 14r (38-68-76-55); Pathé Wepler II, 18r (36-68-20-22). HÉLAS POUR MOI (Helvético-Fr.): Ciné Beaubourg, 3r (42-71-52-35); Epée de Bois, 5r (43-37-57-47).

HENRY V (Brit., v.o.): Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-36); Oenfers, 14-(43-21-41-01). L'HOMME SUR LES QUAIS (Fr. AL-Can., v.o.) : Lucemetre, 6- (45-44-57-34), L'INCROYABLE VOYAGE (A., v.f.) :

#### LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

CHASSE A L'HOMME. Film américale. de John Woo, v.o. : Forum Horizon, 1" (45-08-57-67 : 36-66-70-83) : UGC Odéon. 6- (42-25-10-30 : 38-85-70-72); Gaumont Marignan-Concorde, 8- (36-68-75-55) ; George-V. 8- (45-52-41-46 ; 38-85-70-74) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93 : 38-85-70-23) : UGC Montpamasse, 8- (45-74-94-94; 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12. (43-43-01-58; 38-65-70-84) ; Gaumont Gobelina bis, 13-(38-68-75-55); Miramar, 14-(38-65-70-38); Mistral, 14 (35-65-70-41); UGC Convention, 164 (45-74-93-40; 38-65-70-47) : Pathé Wepler, 18- (36-68-20-22); Le Gambetta, 20- (48-38-10-98 ; 36-65-71-44).

CHASSE GAROÈE. Film français de Jean-Claude Siette : Raflet Médicis II (ex-Logos II), 5- (43-54-42-34). LE FIL OE L'HORIZON. Film portugeis

Rex, 2: (42-38-83-93; 38-65-70-23); Gaorge V, 8: (45-62-41-45; 36-65-70-74); UGC Lyon Bestile, 12: (43-43-01-59; 38-65-70-84); UGC Gobelins, 13: (45-81-84-85; 38-65-70-45); Denfert, 14: (43-21-41-01); Les Mompernes, 14: (38-85-70-42); Mistrel, 14: (38-85-70-41); Causseries

(38-65-70-41) ; Gaumont Convention, 15- (36-66-75-55) ; Grand Pavois, 15-

(45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 16-

JAMBON JAMBON (Esp., v.o.) ; Lucer-

neire, 6 (45-44-57-34); Grand Pavois,

JURASSIC PARK (A., v.o.) ; Forum

JURASSIC PARK (A., v.o.): Forum Orient Express. 1 (42-33-42-28; 36-65-70-67); Gaument Marignan-Concorde, 8 (36-68-75-56); UGC Normandle, 6 (45-63-16-16; 38-65-70-82); Gaument Grand Ecran Instie, 13 (38-68-75-56); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-93; 36-65-70-23); Gaorge V, 8 (45-62-41-48; 38-65-70-74); Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31; 36-65-70-18); Las Nation, 12 (43-43-04-67; 36-65-71-33); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59; 36-65-70-84); UGC Gebelins, 13 (45-61-94-95; 38-65-70-45); Gaument Alésie, 14 (36-68-75-55); Miremar, 14

Aldein, 14 (36-68-75-55) : Miremar, 14

(36-65-70-39); Montparmass, 14-

(36-68-76-55); Gaumont Convention, 15- (36-68-75-56); Pathé Clichy, 18-(36-68-20-22); Le Gambetta, 20-

LATCHO DROM (Fr., v.o.) : Ciné Beeu-LAICHO DHOM 91, Vo.): Che Beet-bourg, 3- (42-71-52-36); Le Saim-Ger-main-des-Frés, Saite G. de Beetragent, 6-(42-22-57-23); Le Balzac, 8-(45-61-10-60).

LA LECON DE PIANO (Austr., v.o.) :

Cind Sesubourg, 3- (42-71-52-36); La Champo Espace Jacques-Tatl, 5-(43-54-61-60); UGC Triomphe, 8-(45-74-93-50; 36-65-70-78); Saint-Lambart, 15- (45-32-91-68); v.f.: Les

LOUIS, ENFANT ROI (Fr.) : Denfert, 14

(43-21-41-01); Grand Pavoia, 15.

LE MAL DU PAYS OF WALERJAN

WROBEL (AL-Pol., v.o.) : Espece Saint-

Michel, 5 (44-07-20-49).

LES MARMOTTES (Fr.): Forum Horizon, 1- (45-08-57-57; 38-68-70-83); Rex. 2- (42-38-83-93; 38-68-70-27); 14 Julier Odéon, 6- (43-25-59-83); USC Montparnasse, 6- (45-74-94-94; 38-65-70-14); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08; 38-68-75-75); Salm-Lazere-Paequier, 8- (43-87-35-43; 35-65-71-88); UGC Normendle, 8- (45-63-15-18; 38-65-70-82); Gaumont Opéra Français, 9- (36-68-75-55); Les Metion, 12- (43-43-04-87; 36-65-71-33); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59; 36-68-75-55); Gaumont Gobelins, 13- (36-68-75-55); Gaumont Alésia, 14- (35-68-75-55); Montparnasse, 14- (35-68-75-55); Gaumont

nass, 14 (35-68-75-55); Gaumont Convention, 15 (36-68-75-55); UGC Meillot, 17 (40-58-00-18;

Meillot, 17" (40-58-00-18; 38-55-70-51); Pathé Clichy, 18" (35-68-20-22); La Gambetta, 20" (46-36-10-86; 36-65-71-44).

Montparnos, 14 (36-65-70-42).

Michel, 5- (44-07-20-49).

(46-36-10-96; 36-65-71-44).

(45-32-91-68).

15- (45-54-48-85).

de Fernando Loges, v.o.: 14-juillet Odéon, 8 (43-25-59-83).

LIBERA ME. Film français d'Alain Cavelier: Ciné Beaubourg, 3- (42-71-62-36); UGC Denton, 8- (42-26-10-30; 38-65-70-68); UGC Blemiz, 8- (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; La

Bastile, 11. (43-07-48-60). NUITS BLANCHES A SEATTLE. Film eméricain de Nora Ephron, v.o. : Gaumont Les Haffes, 1= (36-68-76-65); Gaumont Opére, 2- (35-68-75-55); UGC Odean, 8- (42-25-10-30; 36-85-70-72) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; UGC Biarritz. 8- (45-82-20-40 : 36-65-70-81) : 14-Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81); 14-Juillet Beaugranelle, 15 (45-75-79-79); Bienvanue Montpamasse, 15 (36-85-70-38) ; UGC MeiBot, 17- [40-88-00-18; 36-65-70-81); v.f.: Rex, 2-(42-36-83-93; 36-65-70-23); UGC Mentparnesse, 6 (45-74-94-94; 36-

MEDITERRANEO (t., v.o.) : Cinoches,

8 (46-33-10-82); Studio 28, 18 (46-08-36-07).

LA NAISSANCE DE L'AMOUR (Fr.) :

NAKED (8nt., v.q.): Sourcent Halles, 1 = (38-68-75-55); Gaumont Opére Impériel, 2-(36-68-75-55); Seint-André-des-Arts I, 8 = (43-28-48-18); Seint-André-des-Arts II, 8

André-des-Arts I, 8 (43-28-48-18); 8: (43-28-80-25); Geamont Ambassada; 8w (43-28-80-25); Geamont Ambassada; 8w (43-59-19-08; 36-88-75-75); La Bestile, 11 (43-07-48-60); Gaumont Gobens, 13 (36-68-75-55); Gaumont Parnasse, 14 (36-88-75-55); Gaumont Alésia, 14 (36-88-75-55); v.f.: Les

Montpamos, 14 (36-85-70-42). LE NOMBRIL DU MONDE (Fr.) : Forum

LE NOMBRIL DU MONDE (Fr.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26; 36-65-70-87); Garmont Ambassade, 8" (43-69-19-08: 36-68-75-75); George V, 8" (45-62-41-46; 38-85-70-74); Garmont Opéra Françeis, 8" (38-68-75-55); Geumont Alésia, 14" (36-68-70-38); Garmont Convention, 15" (36-68-75-55).

15 (35-63-75-55). LES NUITS FAUVES (Fr.) : Ciné Beau-bourg, 3- (42-71-52-36) : L'Entrepôt, 14-(45-43-41-83). L'ODE LA PAPAYE VERTE (Viet-nemien, v.o.) : 14 Juillet Pamesse, 8-(43-26-58-00).

L'OMBRE DU DOUTE (Fr.): 14 Juiffet Parnasse, 8- (43-26-58-00).

ORLANDO (Brit., v.o.); Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-36); Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09).

PAS D'AMOUR SANS AMOUR (Fr.) :

George V, 8 (45-52-41-48; 36-65-70-74); Sept Parnassiena, 14-(43-20-32-20).

(43-20-32-20).
PETER'S FRIENDS (Brit., v.o.):
Cinoches, 6- (46-33-10-82); Seim-Lambert, 15- (45-32-61-68).
PRESIDENT D'UN JOUR (A., v.o.):

Rex, 2- (42-38-63-93; 38-65-70-23); UGC Montparriesse, 9- (45-74-94-84; 38-65-70-14); Paramount Opérs, 9- (47-42-58-31; 38-65-70-18); UGC Lyon Bustille, 12- (43-43-01-59; 35-85-70-84); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95; 36-65-70-45); Mistral, 14- (38-65-70-41); UGC Convention, 15- (45-74-93-40; 38-85-70-47); Pathé Wepler B, 18- (36-88-20-22); Le Gembetts, 20- (45-38-10-96; 38-65-71-44). Oth 381 UNE FEMME CHINOISE

Clu Ju. UNE FEMME CHINOISE (Chin. v.o.): Ciné Beaubourg, 3-(42-71-62-36): Lucarnetre, 6-(45-44-57-34); Grand Pavois, 15-

RAINING STONES (Brit., v.o.): Gaumont Opéra Impérial, 2-(36-68-75-65); Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Saīnt-André-dee-Arts (, 6-

(43-25-48-16); UGC Ratonde, 6-(45-74-94-94; 36-65-70-73); Le Bel-zac, 8-(45-61-10-80); 14 Julier Bestile, 11- (43-57-90-81); Geumont Grand Etran Italie, 13- (36-68-75-55). REQUIEM POUR UN BEAU SANS-

CUR (Can., v.o.): Action Christine, 6-(43-29-11-30; 38-65-70-62). RESERVO(R DOGS (A., v.o.): Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-36); Utopia, 5-(43-26-84-65); Grand Pavoia, 15-

(45-54-48-85).

14 Juliet Parmere, 8 (43-28-58-00).

143-25-59-831

85-70-14) : Saint-Lazere-Pasquier, 8 (43-87-35-43; 36-65-71-68); Paramount Opera, 9- (47-42-56-31; 36-65-70-18); UGC Lyon Bastille, 12-(43-43-01-69; 36-65-70-84); Geumont Gobelins bis, 13 (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14 (36-68-75-55) UGC Convention, 15- (45-74-93-40) 36-65-70-47) ; Pathé Wepler II, 18-(36-68-20-22) ; Le Gembette, 20- (46-

36-10-98 : 36-65-71-44) LA PLACE D'UN AUTRE. Film fran cais de René Féret : Gaumont Hautefeuille, 6. (38-68-75-56).

TWIST. Film canadien de Ron Mann, v.o. : Reflet Médicis salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34).

ZOMBIE AND THE GHOST TRAIN. Film finlandais de Mika Kaurlemaki, v.o. ; Gaumont Les Hatles, 1- (36-68-75-55); Utopia, 5. (43-28-84-65); Gaumont Opéra Français, 9- (38-68-

(45-62-20-40 ; 36-85-70-81) ; Sept Par-MAZEPPA (Fr.); 14 Juliet Odéon, 6nessiens, 14 (43-20-32-20); v.f.; Paramount Opérs, 9. (47-42-85-31; 38-55-70-18); UGC Gobeline, 13. (45-61-84-85; 38-65-70-48). SI LOIN, SI PROCHE (All., v.o.): (46-08-36-07).
MEURTRE MYSTÉRIEUX A MANHATTAN (A., v.o.): Forum Horizon, 1\*
(45-08-57-57; 36-65-70-83); Ciné
Beaubourg, 3\* (42-71-52-36); LGC Denton, 6\* (42-25-10-30; 38-85-70-88);
UGC Rotonde, 8\* (45-74-84-84;
36-65-70-73); La Pegode, 7\*
(47-05-12-15; 35-68-75-55); UGC
Champs-Elyeére, 8\* (45-62-20-40;
36-65-70-88); UGC Opérs, 8\*
(45-74-95-40; 36-65-70-44); 14-Juillet
Bestille, 11\* (43-57-80-81); Les Netdon,
12\* (43-43-04-87; 38-85-71-33); Excurial, 13\* (47-07-28-04); UGC Gobelins,
13\* (45-61-84-85; 38-65-70-45); Mistral, 14\* (36-65-70-41); 14\* Juillet Besugranelle, 15\* (45-75-79-78); UGC Mailiot, 17\* (40-68-00-16; 38-65-70-51);
v.f.: Saint-Lazare-Pesquilar, 8\*
(43-67-36-43; 36-85-71-88); Gaumont
Opéra Français, 9\* (36-88-75-55); Gaumont Pamesse, 14\* (38-88-75-55); UGC
Convention, 15\* (45-74-63-40;
36-65-70-47); Pathé Wepler II, 18\*
(36-68-20-22).
MOI IVAN, TOI ABRAHAM Fr., v.o.):
Images d'alleurs, 5\* (45-87-18-09);
Lucarnaire, 6\* (45-44-57-34).
LA NAISSANCE OE L'AMOUR (Fr.);
14\* Laiber Parverse Re (43-78-58-00) MEURTRE MYSTÉRIEUX A MANHAT-Images d'alleurs, 5. (45-67-18-08); Raffet Médicis ( (ex Logos I), 5. (43-54-42-34); Studio 26, 18. (46-06-38-07).

SLIVER (A., v.o.) : George V, 8-(45-62-41-48; 36-65-70-74). SNAKE EYES (A., v.o.): Geumont Hautefeulle, 6 (36-68-75-55); Elysées Lincoin, 8- (43-59-36-14). LA SOIF DE L'OR (Fr.) : Gaumont Mari-

gren-Concorde, & (36-68-75-55), SOLEL LEVANT (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; Bretagne, & (36-65-70-37) : USC Denten, 5 (42-25-10-30; 36-65-70-88); Geumont Marignen-Concorde, 8 (36-69-75-55); UGC Normandle, 8 (45-63-18-18; 38-65-70-62); UGC (45-63-18-18; 38-85-70-62; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40); 36-85-70-44); 14 Julilet fleaugranelle, 15 (45-75-79-79); v.f.: UGC Montperness, 6 (45-74-94-94; 38-85-70-14); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31; 38-85-70-18); Les Nation, 12 (43-43-04-87; 38-65-71-33); UGC Nacille, 12 (43-43-01-56 13-43-04-87; 36-97-1-37; 065-Lyon Bastille, 12\* (43-43-01-56; 38-55-70-64); UGC Gobelins, 13\* (45-61-94-95; 36-65-70-45); Mistral, 14\* [38-65-70-41); Montpernasse, 14\* [38-68-75-65]; Gaumont Convention,

(38-68-20-22); Le Gambetta, 20-(46-36-10-96; 38-85-71-44). LE SOUPER (Fr.) : Lucerneire, 6-(45-44-57-34), STAND OF TIR (Hongrole, v.o.) : Epée de 8ois, 5- (43-37-57-47), TALONS AIGUILLES (Esp., v.o.): Studio Gelende, 5. (43-54-72-71; 38-55-72-05); Oanfert, 14-(43-21-41-01); Seint-Lambert, 15-45-22-41-01);

15- (36-68-75-55); Pathé Wepler, 18-

45-32-91-68) LE TEMPS OF L'INNOCENCE (A., v.o.): Gaumont Opéra, 24 (36-68-75-56); Les Trois Luxembourg, 8- [48-33-97-77; 36-65-70-43); Gau-mont Ambassade, 8- [43-58-19-08; 36-68-75-75); v.f.: Montparriesse, 14-

THE MUSIC OF CHANCE (A., v.o.): 14

THE MUSIC OF CHANCE (A., v.o.): 14
Auliet Parusse, 6: (43-26-58-00).
THE SNAPPER (8rt., v.o.): Gaumont
Les Hales, 1\* (36-86-75-55); Gaumont
Opéra Impérial, 2\* (38-88-75-65); 14
Juliet Odéon, 6\* (43-25-59-83); Les
Trois Lucembourg, 8\* (48-33-97-77;
36-85-70-43); Gaumont Champs-Elysées, 8\* (43-59-04-67); La Bastille, 11\*
(43-07-48-60); Gaumont Parusse, 14\*
(36-68-75-55); Gaumont Alésia, 14\*
(36-68-75-55); 14 Juliet Beaugranale,
15\* (48-75-78-79); v.f.: Gaumont
Gobeline, 13\* (38-68-75-55); Montpernesse, 14\* (36-68-75-55); Gaumont
Convention, 15\* (36-88-76-55);
THELMA ET LOUISE (A., v.o.);
Cinoches, 6\* (48-33-10-82).

Conches & I48-33-10-821 LES TORTUES NINJA 3 (A., v.f.) : Cnoches, 6- (46-33-10-82)

Cnoches, 6- (48-33-10-82).
TOUT CA POUR CA Fr.): Sept Parmessiens, 14- (43-20-32-20).
TROIS COUTEURS-BLEU (Fr.-Helvético-Pol.): 14 Juillet Odéon, 8- (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-06: 36-88-75-75); Gaumont Opéra Françaia, 8- (35-68-75-55); 14 Juillet Besugrenelle, 15- (45-76-78-79).
TRUE ROMANCE (Fr., v.o.): Forum Horizon, 1-- (45-08-57-87; 38-55-70-83); UGC Denton, 6- (42-25-10-30; 38-65-70-88); George V. 8- (45-82-41-46; 36-85-70-74); UGC Blerritz, 8- (45-62-20-40)

V, 8: (45-82-41-46; 36-85-70-74); UGC 8ierritz, 8: (45-82-20-40; 36-85-70-81); Sept Pernessiens, 14: (43-20-32-20); 14 Juillet Seeugranelle, 16: (45-75-79-78); v.f.; Rex, 2: (42-36-63-83; 36-85-70-23); UGC Montparnease, 8: (45-74-84-84; 36-85-70-14); UGC Opéra, 8: (45-74-86-40; 38-85-70-44); UGC Opéra, 8: (45-74-86-40; 38-85-70-44); UGC Opéra, 8: (45-74-86-86); 38-85-70-48); 38-85-70-48]; UGC Opéra, 8: (45-74-86-86); 38-85-70-48]; 38-85-70-48]; 38-85-70-48]; 38-85-70-48]; 38-85-70-48]; 38-85-70-48]; 38-85-70-48]; 38-85-70-48]; 38-85-70-48]; 38-85-70-48]; 38-85-70-48]; 38-85-70-Lyon Bastille, 12 (43-43-01-56; 36-55-70-84); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95; 36-65-70-45); Mistrel, 14 (38-65-70-41).

UN, OEUX, TROIS, SOLEIL (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3\* (42-71-52-36); Studio des Ursufines, 5\* (43-26-19-09).
UN JOUR SANS FIN (A., v.o.); UGC Triomphe, 6\* (46-74-63-50; 36-65-70-76). UNE BRÈVE HISTOIRE DU TEMPS

(Brit.-A., v.o.) : Ciné 6esubourg, 3-(42-71-52-36) ; Denfert, 14-(42-71-92-97) Definer, 143-21-41-01), UNE NOUVELLE VIE (Fr.): Studio des Ursulines, 5- (43-26-16-09); Denfert, 14- (43-21-41-01), VAL ABRAHAM (Por., v.o.): Epés de Bols, 5- (43-37-57-47). VERSAILLES RIVE GAUCHE (Fr.) : Uto-

(45-54-46-85).

SAILOR ET LULA (Brit., v.o.): Studio Galende, 5. (43-54-72-71; 38-65-72-05); Grand Pavols, 15. pia, 5: (43-26-84-65). VIDEO SILIES (Hongrols, v.o.) : Epée de LE SAINT DE MANHATTAN (A., v.o.): Cné Bearbourg, 3- (42-71-52-35); UGC Bols, 5- (43-37-57-47).

Odéon, 6- (42-25-10-30; LES VISITEURS (Fr.): Gaumont Opéra, 35-85-70-72); UGC Blernitz, 8- 2- (36-58-75-55); Club Gaumont (Publicie Matignon). 8º (42-56-52-76; 36-68-75-55); Publicis Champs-Bystes. 8º (47-20-78-23; 38-88-75-55); Les Montpernos, 14 (36-65-70-42). LE VOYAGE (Arg., v.o.) : Especa Saint-Michel, 5- (44-07-20-49) ; La Baltac, 8-(45-61-10-60).

#### LES SÉANCES SPÉCIALES ALPHA SRAVO (A., v.f.) : Cinexe, 19-

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.): Grand Pavols, 15- (45-54-46-85) 18 h 30. ANNIE HALL (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 18 h 40. 8LUE VELVET (A., v.o.) : Ciné Beau-bourg, 3: (42-71-52-36) O h O5. 8RAINDEAD (Néo-Zélendeis, v.o.) : Ciné Beeubourg, 3- (42-71-52-38) 0 h 25. LES CADAVRES NE PORTENT PAS

🛬 مانونانس

1 ( 4 d

ي. 14 هند درياس

4 ...

- Improved

-

Section 4

11. - 10. 12.

- 1- PE

11,000

- A

- T. T.

the man

-

\* FAD 17 - 7-

Years a

4

- July

- Contractor

era i desemble : mai

74Marine

- -

- A Marie ---

and religion to

\* \*\*

-

W. W.

· TANK S. ST. 1

10 E. Barre

yat

- Lead

7-150

DE COSTARD (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-86) 20 h 30. CERCLE DE FEU (A.) : La Géode, 18-(36-68-29-30) 17 h, 20 h. CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 21 h. CHARULATA (Ind., v.o.) : Reflet Módicis (ex Logos I), 5- (43-54-42-34); L'Entrepôt, 14- (45-43-41-83) 18 h 30.

CHRONOS (A.) : La Géode, 19-(36-68-29-30) 21 h. LA COMTESSE AUX PIEDS NUS (A. v.o.): Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 18 h 46. LES DÉCOUVREURS (A.) : La Géode, 19- (36-68-29-30) 18 h, 18 h.

EXCALIBUR (A., v.o.) ; Saint-Lambert. FAUX-SEMBLANTS (Cen., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-48-85) 22 h 15. HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KIL-LER (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36) 0 h 20.

HISTOIRE OF LA VITESSE (A.) : La Géode, 18- (38-68-29-30) 18 h. NDOCH(NE (Fr.) : Saint-Lambert, 15-45-32-91-68) 21 h. JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉ-LAND (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15-(45-32-91-88) 17 h.

JUSTINIEN TROUVÉ OU LE BATARO OE D(EU (Fr.) : (mages d'ailleurs, 5-(45-87-18-09) 18 h 50. KALIFORNIA (A., v.o.) : images d'ail-leurs, 5- (45-87-18-09) 21 h 50. LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : La Bany Zèbre, 11- (43-57-51-55) 16 h 30.

LAST ACTION HERO (A., v.f.) : Saint-Lambart, 15- (45-32-91-68) 15 h 30. LE MAITRE DE MUSIQUE (Bel.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 17 h. L'AVION (A., v.f.) : Seint-Lambert, 15-(45-32-61-68) 18 h 45. MÉTISSE (Fr.) : Images d'ailleurs, 5-

(45-87-18-09) 18 h. MEURTRE OANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Studie Gelende, 5- (43-54-72-71 ; 38-86-72-05) 16 h. MONTY PYTHON, LE SENS OE LA VIE (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15-(45-54-46-85) 22 h 30.

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit., v.o.): Grand Pavols, 15-(45-54-48-85) 18 h, 20 h 45. NIGHT ON EARTH (A., v.o.): Images d'aileurs, 5- (45-87-18-09) 21 h 40. PEPI, LUCI, BOM ET AUTRES FILLES DU QUARTIER (Esp., v.o.): Studio Galande, 5. (43-54-72-71; 38-85-72-05) 18 h.

PINK FLOYD THE WALL (8rit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (46-54-46-65) 22 h 30. PRINCESS BRIDE (A., v.o.): Grand Pavols, 15- (45-54-46-85) 18 h 40. LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.): L'Entrepôt, 14- (45-43-41-83) 21 h 30. LE TESTAMENT DU DOCTEUR MABUSE (All., v.o.): Utopia, 5-(43-26-84-65) 20 h 15.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) : Studio Galande, 5-(43-54-72-71 ; 36-65-72-05) 22 h 30. TINA (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5-(45-87-18-09) 19 h 45. TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS (Fr. Bel.): Seint-Lambert, 15- (45-32-91-68)

UN CADAVRE AU DESSERT (A., v.o.): Grand Pavois, 15. (45-54-46-85) 18 h 45.

## LA DOCUMENTATION DU TITOTTE

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux nouveaux services sur Minitel, avec plus de 100 000 textes en ligne.

## **3617 LMDOC**

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc

36 29 04 56

lecture en texte intégral

Tout article identifie peut être commande par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carle bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrira (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles,

## Le Monde

Comité de direction : Comma de carección :
Jecques Lesotarre, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappet
directeur de la rédection
Jecques Gulu
directeur de la gestion
Manuel Luobert
escritaire général

Edité per la SARL Le Monde

Jesn-Marie Colombani Robert Solé radioints su directour

Rédacteurs en chef :

Deniel Vernet

ubert Beuve-Méry (1944-1988) Jeoguse Feuvet (1989-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15, RUE FALGUIÈRE
76501 PARIS CEDEX 15
Td.: (1) 40-65-25-25
Tdiscopieur: 40-65-25-99
ADMINISTRATION:
1, PLACE HUBERT: BEILVE-MÉRY
94652 IVRY-SUR, SEINE CEDEX
Td.: (1) 40-55-25-25
Télécopieur: 45-60-20-10

farent montrer une usine entière-

ment finie plutôt qu'un chantier

en cours d'achèvement. Ils accé-

lèrent les travaux pour être prêts,

quitte à les refaire ansuite »,

constate surpris un des respon-

sables suisses du chantier, Mal-

gré la nécessité de reprendre cer-

taines finitions, les dirigeents

considèrant que la première phase est terminée. L'investisse-

ment de 34 millions de francs

suisses (130 millions de francs)

est achevé, la production va

«Le plus dur commence aujour-

d'huix, affirme Hans-Beat Gürtler,

directeur de la branche santé ani-

male du groupe, conscient

comme ses concurrents des mul-

tiples défis, dont deux d'entre

eux, le prospection du client et

«le maillage du terrain», ne sont

pas des moindres. Si tous les

industriels apprécient le boom de

l'économie chinoise (12 % de

croissance en 1992), cette

ouverture est une aubaine, mais

aussi une eource de problèmes.

Comment répondre rentablement

à la demande, dans un pays aussi

vaste qu'un continent sur lequel

les régions en développement

sont non seulement clairsemées

meis aussi très éloignées? La

recherche du client solveble est

aussi un cesse-tête qui ferait

presque regretter aux défenseurs

du libéralisme une économie diri-

que avec ses contrats planifiés à

DOMINIQUE GALLOIS

Sans doute ne fsut-il rien exa-

gérer. Les autorités britanniques

semblent toujours très réticentes

sur l'objectif même de ls mon-

naie unique, tandis que Français

et Allemands en sont les promo-

teurs. Un ministre apparaît par

définition plus politique qu'un

banquier central poussé par son

métier an conservatisme et l'op-

position entre d'un côté

M. Alphandéry et de l'eutre

MM. Tietmeyer et George, était

due en partie à leurs fonctions.

Néanmnins le différence était

nette. M. Alphandéry a décrit la

phase deux de l'union monétsire

qui commence le 1ª janvier pro-

chain et doit aboutir à la mon-

naie unique avant la fin du siè-

cle, comme une étope de

préperation coordonnée des

politiques économiques. L'insti-

tut monétaire européen (IME)

doit être l'instrument du renfor-

cement de cette coordination.

Le ministre français s'est féli-

cité, à nouveau et longuement,

de la présentation communa

franch-allemande du « programme de convergence » d'ici à

Effet

laisse chaque pays conduire de

démarter.

## Les chimistes à la recherche de clients en Chine

se trouve le marché. » Forts de ce principa, les chimistes sont, comme de nombreux industriels, attirés par les pays de l'Est asiatique, les seula pour l'instant à offrir de véritables perspectives de croissance, contrairement à l'Europe, aux Etats-Unis ou eu Japon. Les investissements sont importants depuis plusieurs années et s'intensifient, spécialement en direction de la Chine.

LES SEANCES SPEC

er er er samme

+ 1

TO NEED

7711116

1.7

1.00

 $(v_1,v_2,v_3)$ 

SHANGHAT

de notre envoyé spécial Nul doute : la firme Ciba e apprécié le geste de son voisin chinois quand celui-ci a décidé de stopper son usine pour ne pas gêner l'inauguration du nouveau site suisse. Mercredi 20 octobre, aucun bruit et surtout aucune fumée aux effluves nauséabonds ne sont venus incommoder les participents à la cérémonie d'ouverture de ce centre qui fabriquera bientôt des produits pour traiter les meladles des porce, des buffles ou des poules.

Face à ce bâtiment flambant neuf, autour duquel flottent différems idéogrammes géants célé-brant l'amitié sino-suisse, les dirigeants de la petite unité chimique locale se sont empressés de faire badigeonner de blanc les murs. Posée à la hâte, en l'espece d'une nuit, cette couche de peinture ne pervient cependant pas à

EDES IS PUREY PROPER

Le PDG da LVMH, Bernard

Arnault, reprend en main se

branche champagne, déficitaire,

et en bouleverse la direction.

Le groupe LVMH, présidé par

Bernard Amault, a annoncé une

réorganisation de sa branche cham-

pagne. Yves Bénard, anparavant président de la filiale Moët &

Chandon-Mercier, devient directeur

général des activités champagne, directement rattaché à M. Arnault.

Il assurera la « coordination » des

trois filiales, Veuve Clicquot, Pom-

mery et Moët & Chandon, dont les trois présidents hi seront rattachés. Il confie la présidence de Moët &

Chandon à Pierre Letzelter, actuel-lement directeur général d'Yves Rocher, après avoir exercé aupara-

vant des responsabilités chez L'Oréai et présidé Petit Bateau. En

clair, cela signifie que Bernard Arnault et sa directrice des res-

sources humaines, Ma Lanciaux, sur les conseils de la firme McKin-

ser, conseiller en organisation, qui vient d'effectuer un audit, out décidé une areprise en main» des trois filiales éprouvées par la crise du champagne, et les ont confiées à des hommes de management qui product compare au sièce central.

rendront compte au siège central. Chez Moët, c'est fait.

Pour Veuve Clicquot, le PDG

actuel, Joseph Henriot, homme de caractère, n'e pas voulu entériner la

nouvelle configuration de la

nouvelle configuration de la branche champagne, dans laquelle le poste de PDG n'est plus doté du niveau de responsabilité antérieur. Il négocie evec le groupe LVMH pour reprendre, en fin d'année, l'essentiel des activités du «périmètre Henriot», stocks et fonds de com-

merce, la marque étant restée sa

propriété. Le champagne Henriot (un million de bouteilles par an)

avait été apporté par la famille du

RENAULT-VOLVO : la France a

donné des assurances écrites

aux Suédois. - L'Hôtel Mati-

gnon a confirmé vendredi que le

premier ministre Edouard Balla-

dur avait écrit à son homologue

suédois Carl Bildt au sujet de

l'opération de fusion entre

Renault et Volvo. Ce message

garantit solennellement que

Renault sera bien privatisée et

donne des clarifications sur l'ac-

tion specifique. Le premier

ministre suédois a confirmé qu'il

avait bien reçu cette lettre, sans

plus d'indications sur son

INDUSTRIE

« Nous devons investir là où due à la pollution, qui altère prématurément cette installation.

Cette exquise courtoisie de la part des autorités chinoises n'est cependant pas totalement désin-téressée. Sous le soleil, et dane le calme ambiant, l'anvironne-ment de Wusi Farm, dans la banlieue de Shanghei, offre un cadre bucolique avec ses rizières vertes d'un côté, la mar da Chine de l'autre et, au milieu, des usines. La vitrine est parfaite, et même peut faire rêver les quelques 300 invités présents ce jour-le... Rien de tel pour séduire les Investiaseurs étrangers comme l'e demandé en 1992 Deng Xisoping lors d'une visite dans le sud de la

Aussitöt dit, aussitöt fait I A en

croire les différentes statistiques officielles, l'objectif a été immédiatement atteint. L'an demier, le nombre de projets e été supé-rieur au total de ceux enregistrés tout au long de la décennie pré-cédente... Et ca n'est pas fini. «Sur les neufs premiers mois de l'année, nous en sommes déjà à 2 800 projets, alors que l'année dernière nous en evons dénombré 1 800 », énumère non sans fierté Chen Zhili, l'une des adjointes au maire de Shanghaī. «Le total des investissements e déjà doublé cette ennée, pour atteindre 6 milliards de dollars.» Comme d'autres grandes métropoles, cette cité entend profiter à plein de l'ouverture de l'économie chinoise vers l'extérieur, grâce au développement de zones économiques spéciales offrent des ntages fiscaux aux étrangers.

En raison de la crise

LVMH réorganise sa branche champagne

absorbée ensuite par le groupe Louis Vnitton de M. Racamier, lui-

Toutes les ectivités industrielles semblent être eollicitées et, en matière chimique, la proxi-mité du grand complèxe national Shanghaf Petrochemical Cnrp. (SPC) est présentée comme un etout. Si les grands groupes internationaux sont présents dans l'empire du Milieu depuis des années, chacun faisant remonter son ancienneté le plus loin possible, le passage d'une simple pré-sence commerciale à une véritable implantation industrielle est blen souvent plus récent. «Le mouvement s'est eccéléré depuis deux ans , affirment les différents acteurs de l'industrie chimi-

> Pas de bas de gamme

Les réalisations se multiplient, et chaque groupe a au moins une quinzaine de projets dans le pays, Rien qu'à Shanghai par exemple, l'américain Du Pont fabrique désormais des produits phytosanitaires, tandis que l'ellemand BASF, déjà très présent, e décidé de construire à Pudong la nouvelle zone industrielle, une entreprise de pigments et colorents pour l'industrie textile.

Pas question d'être des fournissaurs de matières premières de bas de gamme », reconnaissent l'ensemble des intervenants, qui misent « sur une chimie de spécialités plutôt que sur des produits de base » pour s'installer et rentabiliser leurs installations. Et même si l'investissement est alourdi par les normes de protection de l'environnement exigées, « bien ecuvent supérieures à celles imposées eux firmes locales», constatent les indus-triels, sans toutefois le déplorer, les bas niveaux de salaires permettent d'atténuer les coûts

Mais avant d'en arriver là, il faut pouvoir prendre pied dans le pays. Pour cela, l'investisseur doit obligatoirement s'associer à des partenaires locaux, s'effor çant chaque fois d'être majoritaire pour en assurer la gestion. L'étout supplémentaire est ensuite de confier la responsabilité de l'entreprise è un eutoch-

«Dans cette usine de 167 per sonnes, quelques poetes-clés seront tenus per des expatriés, meis sussi per das Chinois diplômés qui sont revenus eu pays eprès six ou sept ens d'études en Europe», indique Jian Jun Li, qui en est l'exemple psrfait. A querante ans, ce Chi-nois, responsable aujourd'hui de l'implantation de la nouvelle unité Ciba à Shanghai, e auparavant été imprégné de culture suisse, au siège, à Bâle, avant de rejoindre Hongkong pour développer la branche santé enimale. « Au cours de ces vingt-deux mois de construction, nous avons rencontré quelques difficultés meis jamais de véritables problèmes», confie-t-il avec un large sourre, sa conneissance du pays ayant sans doute permis d'aplanir beaucoup d'obstacles.

«La grande différence entre les Chinois et nous, c'est qu'ils préREPÈRES

ALLEMAGNE

Le syndicat des mines favorable à la semaine de quatre jours

Tandis que les négociations se poursuivent chez Volkswagen pour l'introduction d'une semaine ds 28,8 heures de travail avec réduction de salaire — la procheine rencontra est fixée à mardi 23 novembre — un autre syndicat de branche emboîte le pas en Allemegne. Le syndicat IGBE des minea et de l'énergle propose à son tour de réduire conjointement le temps de travail et les rémunérations : «Chacun doit temporairement renoncer à une part de son revenu mensuel pour conserver à chacun un emploi», indique-t-il dans un bulletin interne. Dens le secteur du charbon, très déficitaire et qui manque ds débouchés, 22 000 emplnis sont menacés dans les deux ans à venir. Pour en sauver 10 000 l'an prochain, IGBE propose d'introduire la semaine de propose d'introduire la semaine de quatre jours de travail, compensée par un renoncement à toute eug-mentation des salaires en 1994 (soit 5 % d'eprès le syndicat) et par une coupe nette de 5 % sup-plémentaire. — (Corresp.)

TRANSPORTS AÉRIENS

La grève se poursuit à American Airlines

Plusieurs milliers de passagers ont été bloqués au sol aux Etats-Unis, vendredi 19 novembre, par la grève des personnels navigants d'American Airlines (le Monde du samedi 20 novembre). Par ailleurs, samed 20 novembres, l'ar alleurs, la compagnie aérienne eméricaine e décide d'engager des poursuites contre l'APFA, le syndicat des personnels navigants, qu'elle accuse d'organiser «une campagne malveillante et diffamatoire» sur la sécurité des vols.

Des négociations manées denui plusieurs mois entre les syndicats et la direction de la compagnie ont été rompues dans la nuit de mer été rompues dans la ruit de mer-credi à jeudi. Lee représentants des personnels navigants s'oppo-eent à un projet de la direction visant à augmenter leur producti-vité. La compagnie proposait une augmentation annuelle moyenne du personnel navigant de 7,8 % pen-dant quatre ans, moyennant une réduction des effectifs en fonction du remplissage des avions.

INFORMATIQUE

Nouvelles structures de direction chez Bull

Le constructeur informatique français Bull e dévoilé, vendredi 19 novembre, sa nouvelle organi-sation, avec pour cobjectif de sur-vie » l'équilibre des comptes dès 1994. Un comité da direction rabaptisé « Bull Executive Board » compte onze, membres dont le nouveau PDG, Jean-Marie Descarnouveau PDG, Jean-Merie Descarpentries, et Thierry Breton, auteur
c'un récent rapport sur le télé-travsil et désormeis chergé de
conseiller le président sur le stratégie du groupe. Un conseil opérationnel (Bull Operating Council) réunit « cent femms » et
hommes-clés » du groupe.

D'eutre part, selon le journal japonais Ninon Keizai Shimbun, Bull e demandé au groupe japonais NEC Corp. d'accroître sa participation dans son capital, qui est actuellement de 4,4 %, NEC e été actuellement de 4,4 %. NEC e été sollicité pour acheter pour 65 milions da doltars (370 millions de francs) d'ections nouvelles eur une recapitalisation totale de 1,6 miliard de dollars. Le journal cite un dirigeent da NEC qui affirme que sa société « étudierait » la demande de Buil.

**EMPLOI** 

Manifestation silencieuse de 200 salariés du Club Méditerranée

Pour la pramière fois de son his-toire, le Club Méditerranée, premier organisateur français de voyages, risque de licenclar des membres de son personnel. Ressemblée en « sit·in », place de la Bourse, devant le siège social du groupe, plus de 200 employés et cadres parisiens ont manifesté, vendredi 19 novembrs, leur opposition eu plan de restructuration qui prévoit 293 suppressione de postes en 1994. Une intersyndicale réunissant les trois syndicats représen-tés dans l'entreprise (CFDT, FO, et SIPCM, Syndicat indépendant du personnel du Club Méditerranée) à demandé l'ouverture de nouve négociations pour éviter les «licenciements secs» qui, selon eux, pourraient concerner 200 salariés.

De son côté, la direction assure est le meilleur moyeo, à ses qu'unne offre de reclassement sera faite à chaque eslarié concerné par le plan social », sans yeux, de se préparer chacun de pouvoir assurer la satisfaction de chacun.

Au congrès de la banque européenne

## Convergence germano-britannique sur l'union monétaire

FRANCFORT

de notre correspondant

Les tiraillements franco-allemands amorcent des rapprochements entre Allemands et Britenniques. Melgré les déclarations officielles de Paris et de Bonn, la profonde divergence d'analyse de la crise des deux côtés du Rhin conduit à des positions française et allemande opposées sur le commerce comme sur la monnaie. On a pu en avoir une nouvelle confirmation, veodredi 19 novembre, an cours du congrès de la benque euro-

péenne de Francfort. La France, par l'intermédiaire de son ministre des finences Edmond Alphendéry s'est montrée volontariste sur le mise en application du traité de Maastricht, tsndis qu'Allemands et Britenniques, représentes par leurs banquiers centraux, Hans Tietmeyer et Eddie George, se sont retrouvés dans une grande

Avant l'abandon de plusieurs lignes

excistante ».

## TAT European Airlines supprime 339 emplois

SOCIAL

de notre correspondant

Après avoir exploré vainement la voie de la baisse des salaires pour ses 1 579 salariés, la direction de TAT European Airlines, détenue à 49,9 % par British Airways, a présenté vendredi au comité d'entreprise un plan social qui prévoit 339 suppressions de postes, soit près de 22 % du personnel de la compagnie aérienne du groupe TAT.

La perte nette de TAT-EA, de 132 millions de francs en 1992, sera encore plus lourde cette armée. Les pilotes sont globalement les plus touchés avec 114 suppressions de postes sur 339. Deux syndicats, le SNPL et le SNPAC, ont aussitôt annoncé un préavis de grève pour les 25 et 26 novembre. Le plan prévoit également de supprimer 100 emplois d'hôtesses et de stewards, amsi que 125 postes de personnel as sol

Alors que le réseau européen d'ouvrir les deux lignes françaises à fonction publique ».

Copenhague, Stockholm, Londres et evril 1995 et 1996, et une ligne prévues, TAT-EA prévoit de suppri-mer les lignes Paris-Castres-Albi et a été déposéa par TAT-EA à la Limoges-Lyon. Subventionnée par les collectivités locales, la première, qui affiche un taux de remplissage de 62 %, a une recette médiocre. Le comité d'entreprise a désigné un expert pour examiner le plan social. De son côté, le PDG, Michel Marchais, assure que 60 personnes sont d'ores et déjà reclassées dans les autres activités du groupe (maintenance des avions, et messagerie avec TAT Express). Par ailleurs, les hôtesses et les pilotes bénéficieraient de préférences d'embauche dans le groupe British Airways. TAT-EA, qui n'a pas vraiment exploité ses droits de trafic sur Roissy-Marseille et Roissy-Toulouse, aimerait en obtenir depuis Orly sur les mêmes destinations et vers Londres. Or le ministre des transports e prevu

Munich n'a pas apporté les recettes Orly-Londres en 1994 devrait être Commission de Bruxelles. Le seul espoir pour Michel Marchais réside dans un développement des lignes européennes.
ALEXIS BODDAERT

RATP : le Syndicat indépendant eppelle à cesser le travail le 26 novembre. - Le Syndicat indépendant de la RATP a appelé «l'ensemble des agents à cesser le travail vendredi 26 novembre», à la suite d'une réunion sur les salaires avec la direction vendredi 19 novembre. Le Syndicat indépendant indique que, lors de cette réunion, la direction a propose un «cadrage de 1,8 % pour 1994 dont 1 % versé en janvier et 0,8 % en décembre, blen en dessous de cehu proposé à la

de présentation Or cette présentation communa n'a guère d'importance aux yeux des Allemands. Elle n'est qu'effet de présentation et

1997.

façon entièrement sutonome sa politique budgétaire. Quant à la politique monéteire : « elle demeure fermement aux mains des autorités nationales » s rappelé M. Tietmeyer. L'IME n'e qu'un rôle très secondaire durant la phase deux. Chacun chez soi : telle est également le philosophie développée par Eddie George, gouverneur de la Banque d'Angleterre, L'élargissement de le bande de fluctuation du SME permet à chaque pays de relâcher ses objectifs de change pour se concentrer sur le stabilité interne de sa monnaie (la lutte contre l'inflation), qui

> son coté, à la monocie unique. ÉRIC LE BOUCHER

bert Louis, patron de Ponmery, Enfin, Pascal Andriveau, PDG de Canard-Duchène, trossème marque du groupe Veuve Clicquot, s'en va pour « divergences stratégiques ». Une ampleur

même nom à Veuve Clicquot, avec des rémunérations supérieures

surprenante -

L'ampleur de cette restructura-tion a surpris à Reims et à Eper-nay, où certes les rumeurs couraient déjà, notamment sur le départ de M. Henriot. Certains voyaient même M. Bénard partir chez Laurent-Perrier. Certes la branche champagne de LVMH (5 milliards de chiffre d'affaires) perd de l'argent cette année, surtout Pommery, Veuve Clicquot étant un peu au-dessus de l'équi-libre et Moët & Chandon ue gagnant de l'argent que par son produit de tête, la cuvée Dom Pérignon. Elle souffre de sureffectifs,

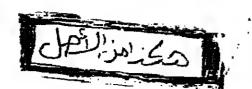
même fusionné ultérieurement avec réputée vivre sur un grand pied. L'état-major de M. Arnault avait, au premier trimestre, pratiquement Moët-Hennessy pour former LVMH. A sa place, on pade d'Huimposé aux filiales un plan social assez brutal (quatro-vingt-huit suppressions d'emplois) avec des licenciements, qui a été annulé par la direction départementale du travail et de l'emploi, la justice devant bientôt trancher, sans que LVMH soit sûr de gagner. En Champagne, les mauvaises langues estiment que l'adoption de la nouvelle structure est une sanction pour M. Bénard, qui surait réagi trop tard à la crise, à l'inverse de la maison Mumm (groupe canadien Seagram) et de Pipper-Heidsieck qui, l'an dernier, avait procédé à vingt-neuf licenciements dans des conditions beaucoup moins douloureuses. Elles qualifient de « placard doré » son nouveau poste de coordinateur alors que chez LVMH, on parle d'eofficialisation de situation déjà

à la moyenne nationale, surtout

chez Moët & Chandon, société

FRANÇOIS RENARD | prudence.

lancé au début de l'année sur un seul concurrent et pas evant



14 Le Monde • Dimanche 21 - Lundi 22 novembre 1993 •

SEMAINE DU 15 AU 19 NOVEMBRE 1993

d'hui est encare ineufficante.

Tout comme l'eppartion de mar-

chés électroniques, non pas les marchés réglementés de type

CAC, mais les merchée privés per le biele desquels un opéra-

teur peut offrir à des interve-

nants institutionnels la possibilité

d'effectuer des transactions pour peu qu'ils aient ecquis le droit

La COB e'est également inter-

rogée sur les progrès effectués

en matièra de gestion collective :

ne reete-t-il pes des zones,

notemment en metière de

démerchage ou de sollieitation

du public pour lesquelles la régu-

A toutes ces questions, Pierre Fleuriot, directeur général de le

COB, e répondu que le « gen-darme de le tour Mirabeeu »

ellait, au cours des douze mois è

venir, mener une réflexion eppro-

fondie à laquelle seront associés toue les professionnels concer-

Les ectionneires minoriteires

n'ont pes été oubliés. La COB

continue de réfléchir sur des

mécanismes d'évaluetion Indé-

pendente ou « fairness opinion » qui, dans le cadre d'apérations de fusion, d'offre publique d'échange, d'offre de retrait per-

mettralent de donner une opi-

nion indépendente mettant en évidence l'intérêt ou non de par-

ticiper à telle ou telle opération.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

Métallurgie, mécanique

19-11-93 Diff.

+ 4,90 + 23,90 + 50 + 12 - 0,80 - 0,46

+ 35 + 1,50 + 15

222 +16 72.8 + 0.80 114 - 2.80 71.70 - 1.70 9.90 - 0.20 28 - 1.50 43.65 - 9.65 58 - 4.45 258.90 +11.80

nés.

lation est trop absente?

**PARIS** 

## Bienvenue

INDICE CAC 40 Si Mickey e éteit feit tirer lee oreilles tout eu long de semeine demière, evec une beiese de 21,1 % pour

Euro Dieney, et

pour cette simple raison a tenu le devent de le seène cinq séancee durent (le Monde daté 14-15 navembra), l'elchimiete dant le nom était sur toutes les bouches au cours de la période écoulée n'éteit pes Merlin l'Enchanteur mais Rhône-Poulene, Le lancement de la privatisation du groupe chimique e lergement mobilisé l'attention des opéreteurs qui l'ont trauvée plutô1 bienvenue. Amorcée depuls quinze jours, eprès la rude cor-rection du début du mois de novembre, le raprise s'est poursuivie tout au long des cinq séences écoulées. Dès lundi, le redressement observé à la veille du week-end s'est confirmé les valeurs françaises réussissaient à engranger au terme des transac-tions un gain de 1 %. Le len-demain, le caractère très technique de le séance en raison des arbitrages dus è le recomposition de l'indice CAC 40 (trais entrants, trois sortants) e non seulement eu pour effet d'accraître le volume des échanges de façon très sensible (6,5 milliards de francs) mais eussi de créer des distorsions sur l'indice CAC 40 qui a pro-gressé jusqu'à 1,4 % avent de

Agroalimentaire

19-11-93 Diff.

alement s'établir en retrait de

0,10 %. En revanche, mercredi fut réellement une belle journée. En heusse de 1,04 %, les valeurs françaises terminaient la séence sur une hausse de 1,52 % avec un volume de transactions avoieinant 4,5 milliards de francs. La légère diminution des conditions du crédit en Frence, en Allemegne et en Belgique e danné de l'espoir aux intervenante sur un mouvement plus prononcé de le pert de la Frence en la metière, qui, rappelone-le, n'e toujours pas répercuté la baisse d'un demi-point décidée le 21 octobre par la Bundesbank.

#### Rhône-Ponlenc privatisé

Jeudi, des prises de bénéfice eprès cinq séances consécutives de hausse - si l'on exclut celle de mardi pour les raisons précitées - ont queique peu érodé les gains eccumulés par l'indice CAC 40 qui, eprès avoir ouvert en hausse de 0,62 %, s'est insent en clôture en evence de 0,08 %. La demière séance de la semaine fut ralativement heur-16e : hausses et baisses se sont alternées et les valeurs francaises devaient finalement s'éta-

blir en repli de 0,21 %. Avec ce dernier effritement, les valeurs françaises ont malgré tout gagné 2,31 %, l'Indice CAC 40 s'établissant à la cote 2 145,23. Depuis le début de

Electricité et électronique

19-11-93 Diff.

l'ennée, le principal indicateur de la plece s'inecrit en hausse de 15,47 %, Mieee à pert lee valeurs qui se sont croisées cette semaine pour compléter la composition de l'indice CAC 40 - l'arrivée de la BNP, de Promodès et du Crédit local de France et le départ de Chargeurs, Cap Gemini et de Club Méditerranée - Rhône-Poulenc e également retenu l'ettention. Son prix, 135 francs par titre, rendu public

les inveetisseura. L'offre publique de vente (OPV) devrait se poursuivre jus-qu'eu 23 novembre. Le titre e terminé la eemeine à 159 francs, en hausse de 17,78 % sur son cours d'OPV.

lundi, e été très bien accueilli par

Enfin, la Commission des opéretions de Bourse e orgenisé jeudi ses troisièmes entretiens annuels. Si le thàme en était : a 1983-1993, sécurité et trens-parence des merchés», e'est résolument et heureusement vers l'evenir qu'om été orientés les débats et non pas sur le décennie écoulée.

Comme l'a relevé Jean Saint-Geours, « que nous réservent les merchés, quel sera le rôle dee intermédieires pour l'evenir, et surtout sommes-nous bien préparés pour l'affronter?»

Pour le président de la COB, le développement des produits dérivés, perticulièrement ceux négociés de gré à gré, nécessite une réflexion epprofondie pour pellier une visibilité qui eujour-

Immobilier et foncier

19-11-93 Diff.

**NEW-YORK** 

HOKE DOW JOHES Record en anticipation de l'adop-tion de l'Accord de

libre-échange nord-

e mérieein (ALENA) puis liquidations face à une très nette remontée des taux d'intérêt à long torme : Weil Street n'e réusei à finir le semaine en heusse que grâce à une vague tardive d'achats infor-metisés vendredi. L'indice Dow Jones des valeurs vodettes e elôturé vendredi à 3 694,01 points, en hausse de 9,50 points, soit une progression de 0,26 % par rapport à la semaioe der-

Les craintes d'eccélération de l'inflation, alimentées par la publication cette semaine de statistiques signalant un redresse-ment solide de l'économie américaioe, ont été à l'origioe de la remontée des taux. Ainsi, la pro-duction industrielle (octobre), les veotes des entreprises (septembre) et les mises eo chantier de logements (octobre) se sont établies eo housse alors que les demandes hebdomadaires d'allocation-chomage diminuaient.

« Ce que nous observons est une transition heurtée d'un marché mené par une baisse des taux d'intérêt à un marché dirigé par des bénéfices en hausse», a indi-qué James Solloway, directeur de

Légère avance

recherche ehez Argus Research. M. Solloway teble sur unc certaine faiblesse dans le court terme, mais Wall Street devrait par la suite reprendre du terrain grâce eu redressement de l'écono-

Selon Ed La Varnway, analyste ehez First Alabany, les taux d'intérêt à long terme pourraient eontinuer à grimper jusqu'à 6,50 %, ce qui va provoquer une nervosité accrue our le marché boursier en raison des transferts de capitaux vers le marché obli-

gataire. Indice Dow Jones du 19 oovembre: 3 694,01 (e.

|  | Cours<br>12 nov. | Cours<br>19 nov. |
|--|------------------|------------------|
| Alcos  | 69 1/4           | 70 t/4           |
| ATT  | 57 1/4           | 56 1/4           |
| Boeing   | 35 3/4           | 38 1/2           |
| Chase Man. Bank                                  | 32 5/8           | 32 1/4           |
| Du Pont de Nemours .                             | 48 1/2           | 49               |
| Eastmen Kodsk                                    | 63 1/4           | 61               |
| E100017  | 63 5/8<br>62 1/4 | 64 1/4<br>61 3/4 |
| Ford   | 93 5/8           | 98 1/4           |
| General Motors                                   | 51 3/8           | 54 1/4           |
| Goodyser   | 42 t/4           | 4t 3/4           |
| IBM  | 52 1/4           | 51 7/8           |
| T  | 91 3/4           | 93 1/8           |
| Mobil Oil  | 78               | 77 7/8           |
| PERSONAL PROPERTY PROPERTY PROPERTY AND RESTRICT | 84 1/4           | 65 3/8           |
| Schlimberger                                     | 60 7/E           | 61 7/6           |
| Texasco  | 95               | 88               |
| UAL Corp. (ex-Allegia)                           | 147 3/4          | 140              |
| Union Carbida                                    | 20 1/4           | 20 7/8           |
| United Tech                                      | 64               | 62 7/8           |
| Westinghouse                                     | 14 1/8           | 13 1/2           |
| Xerox Corp                                       | 80 1/4           | 82 3/8           |

### TOKYO

## Au plus bas depuis huit mois

oiveau le plue bas depuis huit mois alors que de nom-

breuses compagnies japonaises faisaient état de mauvais résultets intérimaires, L'indice Nikkei a clôturé vendredi à 17 941,19 points, passant sous la barre des 18 000 points pour la première fois depuis le 16 mars. Il s'agit d'une baisse de 3 % par rapport à la clôture de vendredi dernicr à 18 493,55 points. Les transactions sont restées léthargiques, le volume quotidien des échanges s'élevant en moyenne à 250,8 millions d'ec-tions contre 338,5 millions d'actions la semoine dernière.

Les opérateurs ettendent pour la plupart l'issue des discussions que le premier ministre japonais Morihiro Hosokawa aura ce week-end evec le président américain Bill Clinton, à Seattle, en merge du Sommet des peys membres du Forum de coopération économique Asie-Pacifique

La Bourse de occasion, révéler les grandes Tokyo e terminé la lignés d'uo oouveau programme semaine à son de relance éconor tant notammeot une réduction de l'impôt snr le revenu, alors que

les perspectives de reprise restent

peu, encourageantes eu Jepon

après l'annooce veodredi de

résultats semestriels très médio-

THE WAY

cres de plusieurs sociétés. « Il est difficile d'escompter des mesures économiques de grande envergure d'ici à l'an prochain, alors que M. Hosokawa donne la priorité à la réforme politique », estime pour sa part le président de Taiyo Investment Trust, Yo shihiro Tanaka.

Indices du 19 novembre: Nikkei, 17 941,19 (e. 18 493,55); Tonix, 1 539,59 (c. 1 566,07).

| 1000, 1 229,25   | (0. 1.30   | 0,077 .  |
|--|--|--|
|  | Cours<br>12 nov.                                   | Cours<br>19 nov                                    |
| Alinomoto. Bridgestone Canon Full Bank Honde Metors. Matunitis Electric. | 1 280<br>1 320<br>1 460<br>2 280<br>1 520<br>1 450 | 1 270<br>1 290<br>1 450<br>2 250<br>1 460<br>1 420 |
| Mitsubishi Heavy<br>Sony Corp<br>Toyota Motora                           | 849<br>4 890<br>1 790                              | 844<br>4 840<br>1 910                              |

## FRANCFORT

#### En flèche + 3 %

La Bourse de Francfort est repar-

tie en sièche cette semaine, malgré les prévisions pessimistes des experts allemands, surnommés les «Cinq sages», qui pronostiquent une croissance zéro pour 1994 dans l'ouest de l'Allemagne. L'indice DAX des 30 valeurs vedettes e progressé de 3 % en quatre séances - mercredi étant férié eo Allemagne – pour terminer vendredi à 2 077,37 points.

Le rapport de conjoncture des «Cinq sages» e en effet encouragé de nouvelles anticipations sur une baisse des taux directeurs par la Bundesbank, espoirs qui poussent la Bourse à la hausse

Scion les analystes de la banque Westi.B, «le marché a prouvé une fois de plus sa capacité à transformer de mauvaises nouvelles économiques en bonnes nouvelles pour les toux ».

Indice DAX du 19 novembre:

| Cours<br>12 nov. | Cours<br>19 nov. | 2 077,37 (c. 2 0) | 2,56).           |
|------------------|------------------|-------------------|------------------|
| 5,49<br>3,60     | 5,71<br>3,40     | j ·               | Cours<br>12 nov. |
| <br>3,62<br>4.69 | 3,57<br>4,58     | AEG               | 182,80           |
| <br>13,50        | 13,13            | Bayer             | 267,80<br>319,80 |
| <br>8,57<br>5,35 | 5,78             | Commerzbank       | 368,50<br>827    |
| <br>6,83         | 6,85             | Hoseber           | 268,70           |
| <br>16,67        | 16,35            | Kerstadt          | RIA              |
| <br>6,40         | 6,75             | Menneumen         | 358.40           |
| <br>7.03         | 6,85             | Siernens          | 712.90           |
| <br>11           | . 11,12          | Volkswegen        | 396,50           |

| Pernod-Ricard  | 3 753<br>388,10<br>212  |                       | + 221<br>- 11,80<br>+ 4,20   | į                                       |
|--|---|-----------------------|--|---|
| Selat-Looks  | 1 321   |                       | - 64   | 1 2 5 5                                 |
| Assurance  |   |                       |  | 5                                       |
|  | 19-11-93  | ┝                     | Diff.  | -                                       |
| AGF  | 679<br>1 527  | ];                    | 26<br>42<br>7  | 1                                       |
| Groupe Victoire<br>SCOR SA   | 526<br>NC   | -                     |  | _                                       |
| SCOR SA  | 590<br>640  | •                     | 10<br>14   |   |
| Bätiment   | et matéi  | ria                   | <u>ux</u>  | A B C C C C C C C C C C C C C C C C C C |
|  | 19-11-93  |                       | Diff.  | Č                                       |
| Contents trançais  | 660<br>335  | :                     | 5<br>15  | 0                                       |
| Colas  | 975<br>38,7S  | =                     | 19<br>0,65   | 6                                       |
| GTM Entrepose  | 1 154<br>491  | *                     | 24<br>8,50   | G                                       |
| traded   | 526   | 11++1                 | 1 0.90   | 2                                       |
| Joan Lefebyre  | 123<br>1 240  | :                     | 13   | R                                       |
| Letarge-Coppée<br>Poliet   | 418,20<br>362   | -                     | 5.30<br>17   | 5                                       |
| Saint-Gobain   | 536<br>244  | =                     | 1,20   | r                                       |
| Spie-Batignolles   | 380,60  | +                     | 5.60   | 1                                       |
| <u>Chimie</u>  | 19-11-93  | _                     | Ditt.  | 1                                       |
| Air Squide (1.7  | 789   | <del>-</del>          | 3  |   |
| ELF Sancti   | 955   | •                     | 22   | 1                                       |
| Gascogne   | 419<br>2 390  | :                     | 19   | ł                                       |
| Plautic Oronium  | 184,30<br>633   | -                     | 2,50<br>22   |   |
| Rhône-Poulenc A.,<br>Rhône-Poulenc CI.,  | 158,20<br>182   | -                     | 8,10<br>13   | - 1                                     |
| Roussel-Uclat<br>Synthillabo   | 714<br>222  | :                     | 25<br>6,90   |   |
| Consommat  | ion non al  | im                    | entaire  |   |
|  | 19-11-93  |                       | Diff.  | _                                       |
| BIC  | 1 195<br>1 151  | -                     | 15<br>42   | 1                                       |
| Chargeons  | 1131  | , •                   | 7  | - 1                                     |
|  | 325   | +                     |  | ſ                                       |
| OMC  | 325<br>504<br>331   | *                     | 9<br>20.50   |   |
| DEAC   | 504<br>331<br>665   | * * * *               | 9<br>20,50<br>31   |   |
| CRIF   | 504<br>331<br>665<br>665<br>661   | *                     | 9<br>20.50<br>31<br>1<br>8   |   |
| CARC   | 504<br>331<br>665<br>665<br>661<br>1151<br>86,20  | *                     | 9<br>20.50<br>31<br>1<br>8<br>12<br>9.90   | 1                                       |
| Offic  | 504<br>331<br>665<br>805<br>661<br>1151<br>96,20<br>1780<br>473   | *                     | 9<br>20,50<br>31<br>1<br>8<br>12<br>9,90<br>55<br>1,50   | ľ                                       |
| Offic ERF Esulor Int. Groupe André L'Oriel Modificet. Salemon SEB. Sta Respignol   | 504<br>331<br>665<br>865<br>661<br>1 151<br>96,20<br>1 780<br>473   | *                     | 9<br>20.50<br>31<br>1<br>8<br>12<br>9.90<br>55<br>1,50   | ľ                                       |
| ORAC  ERF  Essilor Int.  Groupe André  L'Ovés  Modifices.  Selemon  SEB  Somme-Alibert.  Zodiec.   | 504<br>331<br>605<br>605<br>601<br>1 151<br>96,20<br>1 780<br>473<br>1 934<br>1 875<br>1 850  | *** 1 + 1 1 1 +       | 9<br>20,50<br>31<br>1<br>8<br>12<br>9,90<br>55<br>1,50   |   |
| Offic. ERF Exellor lat. Groupe André. L'Ovies Moulinet. Salemon SEB Sta Reseignol Sonner-Alibert.  | 504<br>331<br>605<br>605<br>601<br>1 151<br>96,20<br>1 780<br>473<br>1 934<br>1 875<br>1 850  | *** 1 + 1 1 1 +       | 9<br>20.50<br>31<br>1<br>8<br>12<br>9.90<br>55<br>1,50<br>40   | ľ                                       |
| Office Elif Sector Int. Groups André 1'Orlei Moulines. Stelmon Stell Stell Roseignel Stell Commer Alibert. Zodiec Créclit et   | 504<br>331<br>605<br>605<br>601<br>1151<br>96.20<br>1780<br>473<br>1934<br>1875<br>1850<br>banques  | *** 1 + 1 1 1 +       | 9<br>20.50<br>31<br>1<br>1<br>12<br>9.90<br>55<br>1.50<br>40<br>64<br>114  |   |
| ORAC  ERF  Essilor Int.  Groupe André  L'Ovés  Modifices.  Selemon  SEB  Somme-Alibert.  Zodiec.   | 504<br>331<br>605<br>605<br>609<br>601<br>1151<br>96,20<br>1780<br>473<br>1934<br>1875<br>1890<br>Danques   | *** 1 + 1 1 1 +       | 9<br>20.50<br>31<br>1<br>8<br>12<br>9.90<br>55<br>1,50<br>40<br>64<br>114  |   |
| OMAC ERF Englar bet. Groupe André 1, 'Orlei Moulinest. Saleman SSB Sta Ressignel Sommer-Affibert. Zodiec Crédit et   | 504<br>331<br>605<br>605<br>609<br>1151<br>96.20<br>1750<br>473<br>1934<br>1875<br>1890<br>0anques<br>19-11-93<br>510,50<br>1175  | *** 1 * 1   1 * * 1 * | 9 20.50<br>31<br>1 1<br>12 9.90<br>55 1.50<br>40<br>64<br>114<br>Diff.   |   |
| OMAC  ERF  Escilor Int.  Groupe André  1'Ovide  Modifices.  Salomon  SSB  Somme-Alibert.  Zodiec  Crédit et  Comp. bancaire  ENP CI  Cotalem  CPR  CDE   | 504<br>331<br>605<br>605<br>601<br>1151<br>96,20<br>1780<br>473<br>1934<br>1875<br>1830<br>0anques<br>19-11-93<br>511<br>280,50<br>1175<br>520<br>219   | *** 1 * 1   1 * + 1 * | 9 20.50<br>31 1 8 12 9.90<br>55 1,50 40 64 114 Diff. 9 3,40 16 inch.   |   |
| OMAC  ERF  Escalor Int.  Groupe André  1'Ories  Modifiest  Selemon  SEB  Somme Alibert  Zodiec  Crédit et :  Comp. bancaire  BNF CI  Cotalen  COFF  COFF   | 504<br>331<br>605<br>605<br>6061<br>1151<br>96.20<br>1780<br>473<br>1934<br>1875<br>1850<br>02.000<br>02.000<br>19-11-93<br>511<br>280,50<br>1175<br>520<br>219<br>219<br>225<br>1090               | *** ***               | 9 20.50<br>31 1 8 12 9.90<br>55 1.50 40 64 114 Diff. 9 3,40 16 inch. inc |   |
| Crédit et  | 504<br>331<br>605<br>605<br>605<br>601<br>1151<br>96,20<br>1780<br>473<br>1934<br>1875<br>1890<br>02 nques<br>19-11-93<br>511<br>280,50<br>1175<br>520<br>219<br>285<br>1990<br>471                 | *** ***               | 9 20.50<br>31 1 8 12 9.90<br>55 1,50 40 64 114 9 3,40 18 18 6,70   |   |
| Comp. bancaire  Bar C  Comp. bancaire  Bar C  Comp. bancaire  Core  Core | 504<br>331<br>365<br>565<br>565<br>661<br>1151<br>96.20<br>1780<br>473<br>1934<br>1875<br>1850<br>02.00<br>1875<br>1850<br>1175<br>280,50<br>1175<br>220<br>219<br>225<br>1090<br>471<br>669<br>662 | *** ***               | 9 20.50 31 1 8 12 9.90 55 1.50 40 64 114 Diff. 9 3,40 16 inch. lach. 18 8 6,70 56 4  |   |
| Comp. bancaire  ENP Cr Comp. bancaire  ENP Cr Cottlete  Cort. Cottlete  Cott | 504<br>331<br>605<br>605<br>605<br>601<br>1151<br>96.20<br>1773<br>1934<br>1875<br>1850<br>02 10 02 02 02 02 02 02 02 02 02 02 02 02 02   | *** ***               | 9 20.50 31 1 2 2 9.90 55 1.50 40 64 114 Diff. 9 3.40 inch. i       |   |
| Comp. bancaire  ENF Credit et  Comp. bancaire  ENP Cr  Cotalam  CPF  Credit pyon Cl  Credit netionals  Credit netionals  Credit netionals  Credit netionals  | 504<br>331<br>365<br>565<br>565<br>661<br>1151<br>96.20<br>1780<br>473<br>1934<br>1875<br>1850<br>02.00<br>1875<br>1850<br>1175<br>280,50<br>1175<br>220<br>219<br>225<br>1090<br>471<br>669<br>662 | ***!*!!!**!*          | 9 20.50<br>31 1 8 12 9.90<br>55 1.50 40 64 114 9 3.40 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16 16   |   |

COURS

|  | 19-11-93            | Diff.                |                                   | 19-11-93                      | DIVE.              |                              | 19-11-93          | <u> </u> |
|--|---------------------|----------------------|-----------------------------------|-------------------------------|--------------------|------------------------------|-------------------|----------|
| Alcatel-Alsthon                        | 750                 | - 4                  | CFI                               | 300                           |                    | Carraudiferation.            |                   | + 4      |
| CSEE                                   | 830<br>554          | + 4                  | GFC                               | 496<br>135                    | - 2                | Descript Aviation            | 519               | + 23     |
| lotertechnique                         | 505                 | + 21                 | Olicas                            | 135<br>32,10                  | ~ 1,60             | De Dietrich                  | 1970<br>458       | + 50     |
| Labinal                                | 850                 | - 25                 | Rue Impériale                     | 4000                          | - 60               | Legris Industrie             | 183,20            | - 0,     |
| Legrand                                | 4 765<br>136,80     | + 3.80               | Self-neg                          | 517<br>840                    | - 2                | Packing Cl                   | 68,80<br>365      | + 35     |
| Redictochnique                         | 320                 | - 8                  | Simco                             | 588                           | - 3                | Pechiney lat                 | 205               | + 1.     |
| Sagem                                  | 2 400               | - 85                 | Sogepart                          | 863                           | + 25               | Progent SA                   | 681               | + 15     |
| Sextant Avionique<br>Thomson CSF       | 300<br>152,80       | inch.<br>- 3.20      | UF                                | 644                           | - 10               | Strafor, Facons              | 570               | + 21     |
| iddined fol                            | 192,00              | - 0,EV               | Investisse                        | ment                          |                    | Valoure                      | 1111              | + 4      |
| Distributi                             | ion                 |                      | et portefei                       |                               |                    | Mines d'a                    | r diom            | ont      |
| DISU IDULI                             | <u> </u>            |                      |                                   | 19-11-93                      | Diff.              | Trines u c                   | t, Ulama          | 201      |
|  | 19-11-93            | Diff.                | Armuit et Assoc                   | 250                           | inch.              |                              | 19-11-93          | <u> </u> |
| Atsecieone Sup                         | 2 326               | + 25                 | Bollori                           | 348                           | + 11               | Anglo-American               | 222               | +16      |
| Bon Merché<br>Carratour                | 642<br>3 645        | - 9<br>+ 143         | Cons                              | 107,20                        | + 1,90             | De Brers                     | 72,8<br>114       | + 0.     |
| Casino                                 | 167,80              | - 2,40               | CGIP                              | 1 192<br>2 2 3 1              | + 5                | Driefontain                  | 71,70             | - 2      |
| Castorams Debois                       |                     | + 19                 | Gaz et Entr                       | 1968                          | + 35               | Gencor                       | 9,90              | - 0,     |
| Compt. Modernes.<br>Damert             | 1 650<br>4 700      | - 21<br>- 99         | Lagerdère MIMB                    | 138,80                        | + 3,30             | Handfortels                  | 28<br>43,55       | - 1      |
| Docks de France                        | 865                 | + 9                  | Marine-Wendel<br>Navigation micro | 422,50<br>1 038               | + 5,50             | Salota-Helena                | 58                | - 4      |
| Sal. Lafayetto                         | 1 841               | - 9                  | Hord-Est                          | 150,90                        | - 1,20             | Western Deep                 | 258,90            | +110     |
| Suibert SA                             | 1 450<br>1 780      | + 30                 | Orlgay Desurcise_                 | 882                           | + 29               | D/41-                        |                   |          |
| Picault Pr.                            | 812                 | - 5                  | Parliance                         | 215<br>475,70                 | + 14,90<br>+ 15,50 | <u>Pétrole</u>               |                   |          |
| Primagaz                               | 930                 | + 46                 | Pinauk                            | NC NC                         | - 10,40            |                              |                   |          |
| Promotile                              | 1 151<br>820        | + 53                 | SPEP                              | 381,20                        | + 11,50            |                              | 19-11-93          | D        |
| SCOA                                   | 10,20               | - 0,10               | Worms                             | 345,60<br>300                 | + 14,70<br>+ 7,10  | 8P-France                    | NC                |          |
|  |                     |                      | 1741112                           | 340                           | - 1.10             | El-Aquit                     | 444.10            | + 1      |
|  |                     |                      |                                   |                               |                    | Esso                         | 384               | + 13     |
| VALEURS LI                             | PLUS ACT            | IVEMENT              | LES PLUS FO                       | CHIES VAR                     | NATIONS            | Géophysique                  | 990<br>579        | + z      |
| TRA                                    | ITÉES AU R          |                      | DE COURS HE                       |                               |                    | Total                        | 328               | - Z      |
|  | Nombre<br>de titres | Valeur en cap. (MF)  |                                   | Vales                         | Seizze             | Sicomi ou                    | ex-Sico           | omi      |
| 887                                    | 8047018             | 2353771              |                                   | 18,7 SDR Sud-                 |                    |                              |                   |          |
| Alcatel Alathon<br>East (> génicale de | 1703530<br>248840   | 1 296 835<br>510 848 | Lagrand Priv ) + 1                | 11,4 Rochette                 | (La) 7.5           |                              | 19-11-93          | D        |
| Ристовів                               | 731 950             | 856 436              |                                   | 10,3 Epro Dist                | ey   - 6,7         | Bail Investig,               | 1140              |          |
| ELF-Aquitains                          | 1860710             | 816885<br>719755     | Packing CP +                      | 8,9 Contract                  | 5,8                | Gertellin                    | 331               | I -      |
| Suz-                                   | 2020375             | 676774               | Class. Fr. Print. S               | 9.4 Moulinur<br>8.3 Chiefe ho |                    | Immeball BTP                 | 498               | +        |
| LYNH                                   | 184890              | 667 535              | Zodec                             | 7,3 AGF                       | - 45               | Interbul                     | 530<br>698        | [ ] 3    |
| Société générale                       | 791 770<br>280 290  | 553419<br>552828     | Schneider +                       | 7.2 Semme C                   | obert 4            | Locindus                     | 1035              | ] 🗓      |
| Tetal                                  | 1 697 125           | 549 693              | Radne Poul A                      | 6.6 Metrologic                | - 3.8<br>led - 3.5 | Selectitunque                | 202,90            | l + .    |
| Carefour                               | 154 585             | 547 076              | Azz                               | 5.2 GOM Entre                 | 25                 | VCD04                        | 534               | + 1      |
| Schneider lex-SPEP<br>BSN              | 1472339<br>633900   | 545 787<br>544 613   | Setroper                          | S.S Syntheliab<br>S.S Cyles   | - 33               | Transports                   | . loisirs         | serv     |
|  |                     |                      |                                   |                               |                    |                              |                   |          |
| LE                                     | VOLUME D            | S TRANSAC            | TIONS (en millien                 | s de francs                   | )                  |                              | 19-11-93          | <u>D</u> |
|  | 12-11-93            | 15-11-93             | 16-11-93   17                     | 7-11-93                       | 18-11-93           | Accor                        | 613<br>153,50     | . 3      |
| RM                                     | 3 915 872           | 3 401 632            | 6 954 295 4                       | 892 320                       | 4 043 095          | Canal Plus                   | 1 227<br>168,50   | - 1      |
| Comptant                               |                     |                      |                                   |                               | - 15 - 55          | CEP Comm.                    | 411               | :        |
|  |                     |                      | 33 031 839 44                     | 254 956 3                     | 39 469 254         | Club Midditerrande           | 315               | -        |
| Actions                                | 182 333             |                      | 299 876                           | 334 025                       | 264 365            | Douplain Ota                 | 251               | l: /     |
| Total                                  | 24 520 380          | 15 840 573           | 40 286 010 49                     | 481 301                       | $\overline{}$      | Génér, des seux              | 2815<br>549       | * 4      |
|  |                     |                      |                                   |                               |                    | From Pileman                 | 36,30             | l 🛦      |
|  | IND                 | ICES CAC Ide         | lundi au vendredi)                |                               |                    | Filipacchi Médiae .<br>Haves | 796<br>460,60     |          |
|  | 15-11-93            | 16-11-93             | 17-11-93   18                     |                               | 19.11.03           | Lyongoise-Dursez .           | 536               | + 3      |
| <u>,</u>                               |                     |                      | <del></del>                       |                               |                    | OGF                          | 708<br>946        | + 3      |
| Indice gen                             | 587,4               | 592,5                | -                                 | <b>602,1</b>                  | 599,3              | Debnes Vieljenz<br>SI7A      | 940<br>540<br>739 | - 3      |
|  |                     |                      | Sécembre 1987)                    |                               | [                  | S\$004                       | 505               | - k      |
| indice CAC 40 .                        | 2 117,90            | 2 115,85             | 2 147.99 2                        | 149,57                        | 2 145,23           | Soderbo                      | 1 008<br>536      | -<br>În  |
|  |                     |                      |                                   |                               |                    | Valeurs à                    | POVOTER 1         |          |
|  |                     |                      | TIF                               |                               | ]                  |                              |                   | TXC      |
| Notionnel                              | 10 %. ~ C           | otation en po        | purcentage du 1                   | 9 novembr                     | a 1993             | <u>ou indexé</u>             |                   |          |
|  | N                   | ambre de con         | trats : 142 386                   |                               |                    | ———— <sub>—</sub>            | 40 44 00          |          |
|  |                     |                      |                                   |                               |                    |                              | 19-11-93          | מ        |

ÉCHÉANCES

MARS 94

128,32

JUIN 94

127,70

127,70

CH 5 000 F...

DÉCEMBRE 93

124,36

124,50

1

| 4,70<br>7.10   | 89-France<br>EM-Aquit.<br>Exp-Eff.<br>Esso<br>Géophysique<br>Total.  | NC<br>444,10<br>384<br>990<br>579<br>328   | + 13.10<br>+ 13<br>+ 4<br>- 22<br>+ 5                                | membres du Fotion économique<br>(APEC).  M. Hosokewe  | e Asie-I   | Pacifique  |
|--|--|--|--|---|--|--|
| 7.9<br>7.5<br>6.7<br>8<br>5.8<br>5.6<br>4.5<br>4.3<br>4  | Sicomi ou  Bail Investia   | 19-11-93<br>1140<br>331<br>498<br>830<br>688<br>1035<br>202,90<br>534                  | Diff.<br>+ 19<br>- 15<br>+ 5<br>- 25<br>+ 4<br>+ 9<br>+ 3,40<br>+ 13 | Pru( + 0 L'indice Foots Londres a oscil seuil de résistanc cette semaine, le  | lé eutou<br>e des 3 1<br>s investis  | r de son<br>00 points<br>seurs gar-  |
| 33<br>33<br>32<br>33<br>32<br>35<br>35<br>35<br>35<br>35<br>35<br>35<br>35<br>35<br>35<br>35<br>35<br>35 | Accor  | 19-11-93<br>613<br>153,50<br>1227<br>168,50<br>411<br>315<br>251<br>2615               | Diff.  32 - 0.50 - 38 - 2 + 8 - 7 - 1 + 49                           | dant leurs positi de la présentati d'unc possible d'intérêt britanni 100 plus grande 8,9 points, soit 0, vendredi à 3 108 Tout en restar quelques jours du budget, le | on du li<br>baisse d<br>ques. L'i<br>s valeurs<br>3 %, pou<br>l points.<br>It assez p<br>de le pré | oudget et<br>des taux<br>indice des<br>s a gagné<br>ir clôturer<br>orudents à<br>sentation |
| 14   | Soco Survey Surv | 549<br>38,30<br>796<br>480,60<br>536<br>708<br>940<br>540<br>739<br>608<br>1008<br>536 | - 3,95<br>+ 5,5<br>- 0,40<br>+ 22<br>inch.<br>+ 39<br>- 12<br>lech.  | opérateurs ont so<br>tistiques de l'écol<br>Indices «FT»<br>100 valeurs, 3 16<br>valeurs, 2 357,6 (d'or.245,3 (c. 246<br>103,65 (c. 102,74                            | nomie bri<br>du 19 or<br>)8 (c. 3 0<br>(c. 2 343,<br>),6); fond                                    | itannique.<br>ovembre :<br>99,1); 30<br>7); mines  |
|  | Valeurs à ou indexé  | 19-11-93<br>100,90<br>NC<br>NC<br>NC   | Diff. + 0.06   | Affied Lyons  | Cours<br>12 nov.<br>5.49<br>3.60<br>3.62<br>4.69<br>13.50<br>6.67<br>5.35<br>6.83<br>16.67         | Cours<br>19 nov.<br>5,71<br>3,57<br>4,58<br>13,13<br>6,44<br>5,78<br>8,85<br>16,35<br>6,75 |
| $\dashv$   | CNS Per. 5 000 F.<br>CNS Sonz 5 000 F  | 100,41<br>NC   | - 0,29   | Shell   | 6,40<br>7,03   | 6,75<br>6,85   |

100,46

## Une accalmie satisfaisante

Il n'y a pas eu de nouvelle émission en francs français la semaine passée. Survenant après une période très animée, l'accalmie est bienvenue. Un répit était nécessaire, et les spécialistes s'en félicitent d'autant plus qu'ils ont l'occasion d'observer les désordres provoqués sur nn marché voisin par une accumulation soudaine de nouvelles transactions internationales.

or Corn Wance

1000

-----

13.7.2 E.

· : \*\*\* 55

Total Control

44 A 5 ¥ 🛬

or the street

inem de ligar Tinne tempe ten en tiede

the second second

.....

22 S

Les Etats régionaux allemands ont découvert l'attrait des longues durées. Ils ont été nombreux, ces derniers jours, à lever des fonds qu'ils n'auront à rembourser que dans vingt ou trente ans. Ces opérations émises en deutschemarks out toutes vu le jour à des conditions sévéres, mais il est difficile d'en juger précisément. Certaines ont visiblement de la peine à se placer et il faudra du temps pour que tous les titres qui viennent d'être émis en Allemagne trouvent le chemin des portefeuilles internationaux auxquels ils sont destinés. De fait, les spécialistes de l'eu-

tionaux auxquels ils sont destinés.

De fait, les spécialistes de l'eurofranc français ont de bonnes raisons de s'intéresser de près à l'évohtion récente du marché allemand.
Plusieurs des banques qui ont
contribué à la réputation internationale du marché français se préparent, depuis de longs mois, à
mettre leur expérience au service
de la République fédérale. Elles
sont prêtes à contribuer au développement du marché allemand
lorsque les autorités de Bonn décideront à leur tour d'emprunter
pour des durées très longues.
Actuellement, le Trésor public de la
République fédérale limite pour
l'essentiel à dix ans la durée de ses
nouvelles obligations.

nouvelles obligations. En France, au contraire, on a volontairement et systématiquement étendu jusqu'à trente ans les durées des obligations d'Etat, constituant ainsi une ossature très développée, qui soutient l'ensemble du marché. Les emorunteurs autres que l'Etat viennent s'y appuyer, et sence de références en Allemagne, peu plus de 8 %. les meilleurs peuvent, comme le on s'est tourné vers les marchés des CHRIS

MATIÈRES PREMIÈRES

gouvernement lui-même, prétendre à des durées très longues. Il est probable que si on disposait outre-Rhin d'un échéancier réparti comme l'est celui de la dette française, les collectivités locales allemandes ne se seraient pas précipitées en aussi grand nombre la semaine passée. Elles auraient en à leur disposition une référence solide qui leur aurait permis de mieux évaluer la situation. Elles auraient procédé comme elles le font normalement pour des durées plus courtes. Les régions doivent offirir davantage que l'État central, et cette hiérarchie des rendements, telle qu'elle existe par exemple dans le domaine des titres de dix ans, aurait aisément pu être transposée pour des échéances plus éloignées.

cela aurait permis aux investisseurs de se faire une idée d'ensemble. Pour leur part, les emprunteurs
auraient mieux vu quel était le
juste prix de leurs opérations. Certains auraient peut-être dû payer
plus cher, et il est probable qu'ils
'aient renoncé à leurs projets. Le
marché dans son ensemble aurait
en tout cas gagné en transparence.
Et, finalement, on aurait évité de
donner une impression de confusion et d'improvisation, comme
cela a parfois été le cas la semaine
passée.

#### Une construction cohérente

En plus des régions allemandes, un pays étranger, l'Autriche, a également levé des fonds à très long terme en deutschemarks. Ses titres ont une durée de trente ans. Emis mardi pour 1,5 milliard de DM, l'emprunt autrichien a été augmenté vendredi à 2 milliards. L'alfaire est intéressante à bien des égards. Elle échappe aux critiques ambiantes, car elle a vu le jour de façon beaucoup plus cohérente que les autres. Pour déterminer quel devait être son rendement en l'absence de références en Allemagna ca I ao

pays voisins, en particulier ceux de France et de Hollande. On y a mesuré les rendements respectifs des fonds d'Etat de dix et trente ans de durée. Les plus longs rapportent davantage que les plus courts, ce qui est logique. Et c'est en tenant compte de cette différence que les conditions de l'emprunt autrichien ont été arrêtées. Il a finalement été proposé sux investisseurs une rémunération supérieure de 65 points de base à celle que procurent les fonds d'Etat allemands de dix ans de durée.

L'Antriebe est un emprunteur particulièrement exigeant, qui jouit d'un grand prestige. La valeur extérieure de sa monnaie est liée à celle du mark, et il n'emprunte qu'en monnaies fortes auxquelles sont associés des taux d'intérêt très bas. L'essentiel de sa dette en devises est libellé en marks, en francs suisses et en yens, et une place plus modeste est faite au florin néerlandais. Pour que le franc français figure dans cette liste, il faudrait que les choses évoluent comme le figure dans cette liste, il faudrait que les choses évoluent comme le prévoient certains experts, qui tablent, pour l'an prochain, sur une nouvelle diminution du niveau de l'intérêt en France, au-dessous du miveau allemand, et sur un raffermissement du franc. Si cela devait se produire, une foule d'autres emprunteurs de qualité ne manqueraient pas de snivre l'exemple autrichien, et le compartiment français serait un des plus animés de tout l'euromarché. tout l'euromarché.

En Autriche même, les investisseurs ne sont pas encore prêts à acquérir des titres de longue durée. Les caisses de pensions placent leurs fonds à moyen terme, et les particuliers veulent des échéances très proches. Le Venezuela, qui s'est annoncé pour cette semaine, devrait réunir tous les suffrages, Il va lancer pour 750 millions de schillings autrichiens d'obligations, qui seront remboursées dans deux ans déjà. Les titres rapporteront un peu plus de 8 %.

CHRISTOPHE VETTER

#### **DEVISES ET OR**

## Grande fermeté du dollar et du franc

Un dollar plus que jamais le mark, avec la poursuite de la dimi- à 3,4560 francs, avant de remonter, vent en poupe, le mark moins recherché et, même, un peu attaqué, le franc français en grande forme, tels sont les finits saillants pour le billet vert, face à un mark occurs de la semaine précédente. d'une semaine assez animée sur les marchés des changes.

Pour le dollar e'est bien parti. Les signes de reprise de l'économie se multiplient (voir ci-dessous en rubrique « Marché monétaire et obligataire») et le vote favorable de la Chambre des représentants sur l'Acord de libre-échange nord-amé-ricain (ALENA) a dopé la monnaie américaine, qui a poussé, jusqu'à près de 1,72 DM, avec pour objectil pas trop éloigné de rejoindre et de dépasser le record de l'année, établi en juillet à 1,7480 DM.

Bien plus, la perspective d'un pivot de 3,3538 francs. La devise rééquilibrage des taux d'intérêt allemande a même glissé, un entre la zone dollar et la zone moment, en dessous de 3,46 francs,

PLACE

Londres. New-York\_

un peu déprimé (pas trop!) par la baisse des taux des pensions de la Bundesbank et la forte réduction du taux actuel de la Banque de Belgique, ramené de 9,40 % à 8,30 %, après la mise au point d'un plan d'austérité.

Le franc français a profité à la fois des mesures de la Bundesbank et du repli du mark, dont le cours ment net, toujours en devises, reveest à son plus bas niveau depuis le 2 août 1993, date à laquelle la marge de flottement entre les deux monnaies a été portée de 2,25 % à 15 %, de part et d'autre d'un cours pivot de 3,3538 francs. La devise

| E | Liure   | \$ E.U. | Franc<br>français | Franc     | D. mark  | Franc<br>beige | Florin   | Lire<br>Itulianne |
|---|---------|---------|-------------------|-----------|----------|----------------|----------|-------------------|
| _ | -       |         | -                 |           |          | -              | -        | -                 |
|   |         |         |                   |           | -        |                |          | -                 |
| , | 1,4730  | -       | 16,8350           | 66,401t   | 58,4556  | 2,7518         | 52,0498  | 0,0059            |
| _ | 1,4790  | -       | 17,9099           | 64,4894   | 58,8695  | 2,7624         | 52,4384  | 8,8060            |
|   | 8,7496  | 5,9400  | -                 | 394,4223  | 347,2263 | 16,3456        | 389,2945 | 3,539             |
|   | 8,7394  | 5,9890  |                   | 392,8856  | 341,8542 | 16,3132        | 369,8584 | 3,557             |
|   | 2,2183  | 1,5060  | 25,3535           | ,         | 88,0341  | 4,140          | 78,417)  | 0,897             |
| _ | 2,2244  | 1,5840  | 27,3932           | •         | 88,5383  | 4,1547         | 78,8673  | 0.965             |
|   | 2,5199  | 1,7107  | 18,7997           | 113,5923  | -        | 4,7075         | 89,0758  | 1,015             |
|   | 2,5124  | 1,6987  | 25,5334           | 112,9455  |          | 4,6925         | 39,9771  | 1,822             |
|   | 53,5288 | 36,34   | 6,1178            | 24,1301   | 21,3184  | -              | 18,9222  | 2,165             |
|   | 53,5396 | 36,20   | 6,8947            | 24,8691   | 21,2372  |                | 18,9827  | 2,179             |
|   | 2,8209  | 1,9265  | 323,3164          | 1,2752    | 117,2623 | 5,2848         |          | 1,144             |
|   | 2,8205  | 1,9676  | 333,4879          | 1,2679    | 112,2679 | 5,2679         |          | 1,148             |
|   | 2471.00 | 1678    | 282,4916          | 1114,2006 | 980,8950 | 46,175         | 873,7308 | -                 |
| _ | 2456,62 | 1661    | 275,9918          | 1104,3883 | 977,9866 | 45,8839        | 871,8016 | -                 |
|   | 250,38  | 288,29  | 18,2154           | 71,8459   | 63,2489  | 2,9774         | 55,3394  | 0,064             |
| ٦ | 157,37  | 106,40  | 21,5724           | 70,7446   | 67,6361  | 2,9392         | 56,7944  | 0,064             |

A Paris, 100 yens étaient cetés le vendredl 19 novembre 1993 5,489833 F contre 5,55357 F le vendredi 12 novembre 1993.

Après une pointe à 3,5480 francs (record historique) le 15 octobre dernier, en hausse de 3,5 % sur son précédent cours plafond de 3,4305 francs, le mark est revenu à 1 % au-dessus de ce cours plafond. Au 10 novembre, la Banque de France a récupéré pour 5 milliards nant à 14 milliards de francs.

| 1   | 19<br>10V.<br>1993 | EN OWNERS BY | inent    | de l     | par<br>S (Se | ngoe<br>ogoe | do Fo  | r cours              |
|-----|--------------------|--------------|----------|----------|--------------|--------------|--------|----------------------|
| 200 | I I                | \$           |          | *        | 1            | £ .          | e<br>[ |                      |
| ۱.  | -                  | -            | $\vdash$ | $\vdash$ | -            | -            | -      | of he time their our |
| 2   | 4                  | +            | L        |          | L            | L            | H      |                      |
| 8   | +                  | +            | -        |          | -            | -            | -      | ting (- 16,24)       |
| 4   | +                  | +            | -        | -        | H            | -            |        | Tree after           |
| 6   | +                  | +            | L        | Ľ        | L            | Ľ            |        | 1, 961               |
| 8   | -                  | _            | _        | Ц        | _            | _            |        | levabre.             |
|     | - 1                | -            | l        | 1        |              |              | l      | puls to 17 sep       |

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

## Les oléagineux dans l'euphorie

Les experts et anglystes de d'été, lorsque les inondations du putes tendances avaient tort : les Mississippl et les rumeurs de léagineux en contact direct avec désastre étaient à leur comble. l'année dernière. Un dollar fort toutes tendances avaient tort : les oléagineux, en contact direct avec le marché mondial depuis le le juillet 1992 – date de l'appli-cation de la réforme de la PAC (politique agricole commune) pour ces produits - se montrent d'une rare fermeté : le colza coûtait environ 138 francs le quintal cette semaine, le tournesol 158, francs. Quant au soja, il valait, an Chicago Board of Trade (ce baromètre des échanges agricoles), environ 250 dollars (près de 1 500 francs) la tonne. De toute évidence, le soja américain stimule le colza et le tournesol de la Communauté.

Cette influence ne date pas d'hier. L'année dernière (le Monde du 19 octobre 1992), les cours déprimés de l'un entraînaient la chute des autres. Au moment où Etats-Unis et Europe s'entre-déchirent sur le dossier des céréales, ces deux puissances sœurs ennemies se trouvent inextricablement liées sur le marché des oléagineux. Car à chacun sa référence : colza ou tournesol pour la France - leader incontesté sur le marché européen - et soja pour les Etats-Unis, qui assurent la moitié de la production mondiale.

Le soja retrouve ses niveaux

|                       | ·                |
|-----------------------|------------------|
| PRODUITS              | COURS DU 19-11   |
| Cuivre h. g. (Louise) | 1 650 (- 16)     |
| Trois mois            | Dollars/toune    |
| Aluminium (Londes)    | i 963 (- 13)     |
| Trois taois           | Dollars/tonne    |
| Nickel (Londes)       | 4 730 (+ 138)    |
| Trais mois            | Dollars/tonne    |
| Sucre (Puit)          | 286,39 (+ 4,89)  |
| Décembre              | Dollars/tonne    |
| Cuff (Loadies)        | 1 264 (+ 44)     |
| Janvier               | Dollars/tonue    |
| Cacao (Nea-York)      | 1 256 (+ 125)    |
| Décembre              | Dollars/tount    |
| Blé (Cricops)         | 357 (+ 14)       |
| Décembre              | Cents/baissesu   |
| Meis (Chicae)         | 281 (+ 4)        |
| Décembre              | Cents/boissesu   |
| Soga (Chicago)        | 211,30 (- 1,90)  |
| Décembre              | Dollars/L courte |
| Pétrole (Lucies)      | 15,90 (+ 9,36)   |
| Décembre              | Dollars/baril    |

L'USDA (département américain de l'agriculture) publiait alors ses premières estimations des dégâts : la production américaine ne s'établirait plus qu'à 51,76 millions de tonnes (contre 59,5 la saison précédente). Les opérateurs, aussitôt, entonnèrent en chœur le « beau-coup de bruit pour rien», de Shakespeare. Pour eux, il ne s'agissait que de cela, et les cours descendi-rent en même temps que le niveau du Mississippi. Et ceei plus inexorablement encore parce que les Américains, «à force d'nvoir clamé leur problème climatique, n'avaient presque plus d'en-gagements à l'exportation», comme le constataient les professionnels du secteur.

Tout à coup - début novembre exactement - voilà le soja réconcilié avec la hausse. L'USDA encore est la cause de ce retournement de conjoncture : la récolte s'achève, aussi les dommages reels sont-ils mieux évalués. Il ne s'agit plus d'une production de 51,76 millions de tonnes, mais de 49,9 millions de tonnes. Ce qui prend les opérateurs de court.

#### Les triturateurs en panne de marchandise

La demande est d'autant plus fiévreuse que le mais américain, qui sert souvent de substitut au soja dans l'alimentation animale, se renchérit également; pour les mêmes raisons, à cause des débor-dements du Mississippi.

Le département américain de l'agriculture - encore lui - révise à la baisse pour le mais aussi ses estimations de récolte : 165 millions de tonnes contre 176 prévus en octobre, et 240 récoltés au cours de la saison précédente. De plus, il faut attendre le mois d'avril pour qu'arrivent, à terme, les récoltes d'Amérique du Sud. Affolement. Recherche de couver-ture immédiate. Des le début du mois, les cours progressent de 20 dollars la tonne environ. Que reste-t-il aux opérateurs? Le colza er le tournesol curopeens. Les prix haussiers de Chicago gagnent rapidement les autres pays produc-teurs d'oléagineux : le Brésil, l'Argentine, le Canada - mais ces trois pays ne sont pas en mesure, pour l'instant, de fournir de la Le chiffre entre parenthèses indique la marchandise - et, bien sur, l'Europe. Aussi, le colza se traite-t-il, renforce les cours.

Mais, contre toute attente, la réforme de la PAC favorise égale-ment le marché hexagonal. Bien que Bruxelles verse nne aide à l'hectare. Au lieu d'encourager la production comme auparavant, les surfaces eultivées en oléagineux diminuent. Les agriculteurs estiment la eulture des céréales plus rentable. A cet égard, les der-niers chiffres publiés par la SIDO (Société interprofessionnelle des oléagineux, protéagineux et cul-tures textiles) sont significatifs : en France, les surfaces de colza auraient diminué cette année de 17 % par rapport à l'année précédente, la production de 12 %, et les rendements, par contre, auraient augmenté de 5 %. La situation est similaire pour le tournesol (surfaces en baisse de 19 %, production diminuée de 14 %, rendements en hausse de 5 %).

La France, et plus globalement la Communauté, déjà déficitaire en oléagineux (9,7 millions de tonnes contre 11,7 millions l'année dernière), importera probablement l'essentiel de ses besoins (plus de 20 millions de tonnes de... soja américain). Un facteur supplémentaire de tension des prix au moment où le marché prend connaissance de la situation de l'Argentine; les superficies ensemencées dans ce pays seront inférieures aux prévisions (moins de 2 millions d'hectares cette année contre 2,2 l'année der-

MARIE DE VARNEY

| MARCHÉ LIBRE DE L'OR  |                          |                         |  |  |  |  |
|---|--------------------------|-------------------------|--|--|--|--|
|   | Cours<br>12-11-83        | Cours<br>19-11-83       |  |  |  |  |
| Or the fello an heavel  | 71 250<br>71 350<br>410  | 71 900<br>71 950<br>416 |  |  |  |  |
| Pièce trançaise (20 F)<br>e Pièce trançaise (10 F)<br>Pièce subse (20 F)    | 307<br>410               | 310<br>411<br>410       |  |  |  |  |
| Pièce tatine (20 P)   | 410<br>405<br>523<br>571 | 404<br>517<br>520       |  |  |  |  |
| Surveyin Simbeth F     Deni-syntexin     Pièce de 20 dellers     10 dellers | 283<br>2.640<br>1.250    | 285<br>2 800            |  |  |  |  |
| • - 5 dellert   | 708,28<br>2 580<br>514   | 708,25<br>2 800<br>514  |  |  |  |  |
| - 10 forter   | 430<br>236               | 425<br>290              |  |  |  |  |

ment des taux directeurs de la Réserve fédérale américaine : le grand rééquilibrage du loyer de l'argent de part et d'autre de l'Atlantique, amorcé, du côté allemand, dès septembre 1992, et en gestation à New-York, se poursuit en se dessinant plus nettement. Les conségueres ne servicet rese neutres quences ne seraient pas neutres, notamment sur le dollar, que peut doper une réorientation partielle des flux de capitaux mondiaux en sa faveur (voir ci-dessus en rubrique a devises et or »).

Mercredi, tout d'abord, la Ban-que fédérale d'Allemagne (Bundesbank) accélérait un peu la cadence bank) accélérait un peu la cadence de l'abaissement de ses taux de pensions à 14 jours (REPO), les ramenant de 6,38 % à 6,29 %. Cette décision était inattendue, par son ampleur tout au moins, car, les deux dernières semaines, la diminution avait été chaque fois très réduite, de 6,40 % (depuis le 21 octobre 1993) à 6,39 %, puis 6,38 %. Le lendemain, jeudi, la 6,38 %. Le lendemain, jeudi, la Bundesbank, comme prévu, ne touchait pas à deux de ses taux directeurs, l'escompte et le Lombard, fixès à 5,75 % et 6,75 % depuis le 21 octobre, mais annonçait que le taux de son REPO serait ramené à 6,25 % la semaine prochaine.

Cette accélération semble contredire les déclarations plutôt pessimistes du président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, à la fin d'octobre, selon lesquelles son éta-blissement «n'estime pas nécessaire une nouvelle baisse des taux d'intérêt». Le même Hans Tiet-meyer précisait, vendredi, que les récentes réductions de taux d'intérêt avaient été décidées « en anticipation de ce qui devrait être fait dans les secteurs public et privé allemands, pour corriger les erreurs du passé». Lisez le creuseanent du déficit budgétaire et les fortes aug-mentations de salaires. Ayant ainsi «anticipé, la Bundesbank s'en tien-dra, désormais, à la prudence».

En fait, le dégonflement régulier de la masse monétaire, dont le rythme annuel de progression pour-rait revenir à 6,3 %-6,7 % en octobre, la modestie des revendications salariales des syndicats et le timide effort du gouvernement sur le défi-cit budgétaire autorisent la Bundesbank à aller un peu plus vite dans l'assouplissement de sa politique. Selon François Chevallier, économiste à la BFCE, l'objectif proposé par les cinq grands instituts de pré-

Aux Etats-Unis, la remontée des

Le grand rééquilibrage

taux à long terme s'est accélérée cette semaine. Les rendements des bons du Trésor (T honds) qui étaient tombés le 15 octobre à 5,17 % à dix ans et 5,77 % à trente ans (contre 7,30 % au début de 1993), avant de remonter d'un bon demi-point à 5,74 % et 6,24 % puis de fléchir à 5,66 % et 6,17 %, ont fait un requesu bond à 5,00 % et fait un nouveau bond à 5,80 % et 6,32 %. Cette hausse des rendements est provoquée par l'affermis-sement de la reprise aux Etats-Unis qui, à tort ou à raison, fait redouter qui, à tort ou à raison, tait redouler un redémarrage de l'inflation. Le recul (20 000) des nouvelles demandes d'indemnités de chômage (338 000) a frappé : jus-qu'à présent, l'emploi a été le chaînon manquant (missing link) de la reprise. Un retournement de la situation dans ce domaine, la situation dans ce domaine, conjugué avec d'autres indicateurs favorables (hausse de 2,7 % des mises en chantier de logements en octobre, contre 2,3 % prévus, et l'augmentation des importations en septembre (3,5 %), signe de reprise de la consommation), fait redouter un prochain durcissement de la politique monétaire de la Réserve politique monétaire de la Réserve tédérale (Fed).

#### Pas de hardiesse!

Pour Jean-Michel Charpin, direcrour Jean-Miche Chapin, direc-teur des études économiques de la BNP, le début de ce durcissement pourrait avoir lieu dès le premier trimestre 1994, et cela pour deux raisons. La Fed doil organiser son calendrier de façon à éviter absolu-ment de devoir resserrer brutalement sa politique, c'est-à-dire de relever ses taux directeurs, les federal funds, fixés à 3 % depuis deux ans. Dans ce cas, en effet, les marchés obligataires et boursiers pourraient être victimes d'un krach (NDLR, sans oublier les banques, qui ont accumulé un portefeuille de plus de 700 milliards de dollars de bons du Trésor, refinances sur le marché monétaire). La meilleure façon d'inciter à un « débouclement paisible» des positions de taux (spéculation sur une baisse des (speculation sur une dates des marchés) est de commencer de bonne heure et avec doieté. bonne heure et avec doigté.

Par ailleurs, la Fed pourra démontrer à un Congrès très sus-

Nouvelle baisse des taux courts en Allemagne, remontée confirmée des taux longs aux Etats-Unis, qui font présager à certains un relèvesont moins optimistes, prévoyant un peu plus de 5,30 % en mars, et 4 1/2 % en septembre. croissance (peut-être 4 % au qua-trième trimestre 1993). En France le MATIF a d'abord

En France, le MATIF a d'abord réagi très favorablement à la diminution du taux des pensions de la Bundesbank, montant à 124,70 sur l'échéance décembre, avant de revenir en arrière sur la remontée des rendements du long terme aux Etats-Unis, et se stabiliser à 124.50. à 0.85 point au-dessus de la semaine dernière. Le rendement de l'OAT dix ans, qui avait poussé un point à 6,13 % il y a quinze jours, pour revenir à 6,05 % il y a huit jours, a glissé sous la barre des 6 % à 5,94 %, soit un écart de 0.14 point avec le Bund allemand à dix ans. Le loyer de l'argent au jour le jour a fléchi à 6 3/4 %-6 7/8 % (- 1/8 %) et la Banque de France pourrait l'abaisser encore la semaine prochaine, à défaut de ses taux directeurs, mais en restant soi gneusement alignée sur la Bundesbank : pas de hardiesse! Sur le marché obligataire, la

Compagnie française de développe-ment (CFD), ex-Caisse centrale de coopération économique, a levé milliard de francs sous l'égide du Crédit lyonnais. Le bénéfice de la garantie de l'Etat autorisait des conditions très «tirées», 0,14 point au-dessus du rendement de l'OAT correspondante, conditions médio-crement appréciées par les réseaux de placement et les souscripteurs. En revanche, la Banque La Hénin, qui demandait 860 millions de francs sous la houlette de la Ban-que Indosuez, chef de file, a obtenu un vif succès grâce à une prime de 0,95 point au-dessus de l'OAT, soit un rendement de 6,89 % pour un nominal de 6,50 %. De même, la Compagnie parisienne de réescompte a bénéficié d'un préplacement efficace pour ses 800 millions de francs, grace à une prime de 0,60 % au-dessus de l'OAT.

Dans les deux cas, les souscripteurs onl pris en compte l'appartenance des deux organismes au groupe du Suez, toujours bien coté. Enfin, l'offre d'échange Mammouth lancée par le Crédit foncier de France sur 65 milliards de francs de lignes anciennes (11), trois nou-

COMMUNICATION -

## Un vote de l'Assemblée de Strasbourg

## Le Parlement européen veut protéger les journalistes qui rendent compte des «situations à risques»

Le Perlement européen e demendé, jeudi 18 novembre, à l'executif de l'Union européenne [Consell des ministres des Douze et Commission de Bruxelles) de prendre l'initiative, eur le plen international, afin que la protection des journalistes soit mieux essurée lorsqu'ils exercent leur mission a dans le cedre de conflite ou d'eutres situetions à risques ». Un rapport établi en ce sens par Jen Willem Bertene, député libéral néerlandais, et voté per l'Assemblée de Strasbourg, préconise notamment l'établissement d'une « liste noire » répertorient les paye qui ne respectent pes le liberté de le

#### **STRASBOURG** (Union européenne)

de notre correspondant Soixense et un journalistes ont été assassinés en 1992 et ceot vingt-trois étaient en prison eu l' janvier de cette ennée. Le rapport du député libéral oéerlandais Jan Willem Bertens, adopté, jeudi soir 18 novembre, par le Parlement enropéen, établit un lieo entre ce constet et le fait que les Douze ont conclu des eccords commercieux ou de coopération evec la quasi-totalité des pays membres des Nations unies. Il recommande oux gouverne-ments des pays de l'Union européeque d'inclure des « clouses spécioles sur lo protection des droits des journolistes » dans les traités existants.

Désireuse d'exercer sinsi uoe « pression psychologique » sur les gouvernants de ces régions, l'Assemblée de Strasbourg estime que l'Uoion européenne pourra ensuite s'appuyer sur ces dispo-sitions pour établir une « liste

noire » des régimes qui ne res-pectent pas la liberté de la

Guy Guermeur, élu du RPR, eveit demendé, pour sa part, que les correspondents et les envoyés spéciaux régulièrement accrédités à l'étranger bénéficient d'une immunité comparable à celle des diplomates, mais sa requêle n'a pas été reteoue per le majorilé des eurodéputés.

#### Aides financières

Dans l'immédiet, le Parlement européen cherche à assurer eux journalistes une protection aussi efficace que possible y compris contre les organisetions terroristes « pour lesquelles ils constituent une cible en roison de leurs activités professionnelles, même en dehors des missions dangereuses ». Dens les régions en guerre, l'Assemblée de Strasbourg espère oblenir des mesures susceptibles d'assurer aux journalistes des déplacements « en toute sécurité » et souhaite l'ouverture d'uoe enquête « en profondeur » chaque fois qu'un journaliste trouve la mort en mission dans des conditions suspectes afio que les responsables d'exécutions de journalistes soieol, le cas échéant, traduits eo justice.

Le Parlement demande, en outre, une intervention du bud-get européen pour l'octroi d'aides financières à toutes les catégories de médias (presse écrite, radio, télévisioo) dans les pays où « une information independonte et objective » n'est pas assurée, ainsi que le déblocage de crédits communautaires des tinés à accompagner « les initia-tives et actions des associotions internationales visant à protéger les journalisies lors des missions ingereuses P.

MARCEL SCOTTO

#### Jean Miot nouveau président de la Société de gestion du «Figaro»

Jean Miot, directeur délégué du Figaro, meis aussi president de la Fédération nationale de la presse française (FNPF), de Diffusion contrôle (ex-Office de justification de la diffusion, OJD) et du Syndical de la presse pari-sienne (SPP), e été oommé prési-dent du conseil de surveillance de la Société de gestion du quotidieo phare du groupe Hersant, vendredi 19 novembre. Il succède à André Boussemart, nommé au directoire de la société de ges-

Jeao-Claude Lévêque a été oommé à la vice-présidence et remplace Michel-Pierre Hamelet oommé à l'unanimité président d'honneur. Les membres du conseil de surveillance élus par l'assemblée générale du 16 novembre demier sont, pour la direction, Yves de Chaisemar-tin, Jean Cuburu, Xavier Ellie, Michel Jevelle, Jacques Racaud. Les représentants de la rédaction à ce conseil de surveillance sont Michèle Biétry, Charles Lambroschioi, Domioique Pagnoud, Jean-Luc Wachtheusen. Pierre Res-

### Les grévistes de «Marie-France» demandent au gouvernement d'intervenir dans le conflit

En grève depuis le 8 novembre, la cinquantaine de salariés du mensuel Marie-France ont demandé aux ministères de le commuoication et du travail d'intervenir afin de trouver une solution au conflit qui les oppose à leur direction. Neuf salariés, protégés en tant que représentants du personnel, attendent toujours leur transfert de l'ancien propriétaire, les éditions Bauer, au nouvel éditeur, Marie-France SA. Les trois associés de Marie-France SA, qui ont racheté cet été le magazine féminin, sont divisés. Gérard Soulas et Marcel Titoulet tableraient sur un dépôt de bilan pour rompre le pacte qui les lie au troisième associé, Alain Taillar, qu'ils ont déjà démis de la présidence du journal (le Monde du

Le Syndicat netional des journalistes CGT « refuse que les salaries soient pris en otage entre Marie-France SA, qui n'a pas les moyens financiers « de faire vivre le monsuel, et les éditions Bauer, «qui s'en lavent les mains ». Le ouméro de Marie-France de novembre a été plandy y représente les cadres du tiré à 220 000 exemplaires, mois celui de décembre ne paraîtra pas.

## Huit candidatures potentielles à la privatisation de RMC

retirer le cahier des charges de la privatisation de RMC. Il s'agit de RTL, Europe 1 (via Clinvest), TF 1, VSD, la Générale occidentale (filiele communication du groupe Alcatel-Alstbom), Havas, NRJ et la Baoexi, baoque d'af-faires de la BNP, ont retiré un

Ce retrait ne préjuge pourtant pas d'uoe candidature définitive à l'appel d'offres qui devrait aboutir, début 1994, au désengagement de l'Etat de RMC, de sa filiale Nostalgie, el de la régie publicitaire commune, Génére-

Huit candidets seraient venus tion expertise medie (GEM). Les offres d'achat pour la reprise des 83 % du cepital que possède la SOFIRAD devroot être déposées avant le 13 décembre,

Les deux experts gouvernementeux, Jean-Loup Arnaud el Guy Delorme, disposeront ensuite de quinze jours pour examioer les candidatures. Saisi pour examen, le ministère de l'économie pronoocera un evis sous dix jours, puis transmettra le dossier pont avis défioitif à la Principauté de Monaco, actionnaire de 17 % de RMC, mais qui peut jouer de son

<u>Décès</u>

M. et M Jean-Claude Champion. ses enfants, Ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de la

générale André AMRILHAUD,

survenu à Paris, le 17 novembre 1993.

Une messe sera célébrée le lundi 22 novembre, à 8 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce, Paris-5. - Sa famille.

Ses amis, Et ses collaborateurs, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Richard LANCESTRE, survenu le 17 novembre 1993, dans s

Les obsèques auront lieu le mardi 23 novembre, à 14 heures, eo l'église Saint-Wandrille, au Pecq (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-nart.

La Rocheville

80, avenue du Général-Leclerc, 78230 Lo Pecq. - Versailles, Paris, Orgerus.

On nons prie d'annoncer le décès

M= Elisabeth MÉRAND-HANOUN,

survenu le 16 novembre 1993, dans sa

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 22 novembre, à 11 heures, en l'église de Semur-en-Brionnais (Saône-ct-Loire), et sera suivie le même jour, à 15 heures, d'une incinération au centre funéraire Rolet, à Sancé (près Mâcon).

De la part de Sa famille, Et de ses amis,

Cet avis tient lieu de faire-part.

CARNET DU MONDE Télécopieur : 45-66-77-13

CARNET DU MONDE Renseignements: 40-65-29-94

### - M= Georges Gilbert Nonneuma cher, Les familles parentes et alliées,

M. Georges Gilbert NONNENMACHER, avocat honoraire, ncien batonnier de l'ordre des avocats président d'honneur de l'Association des auditeurs et anciens auditeurs de l'Académie de droit international

de La Haye, survenu le 19 novembre 1993.

La cérémouis religieuse sera célébrée le mardi 23 novembre, à 14 h 30, en l'église Sainte-Marie-Notre-Dame-de-la Paix de Colmar.

Selon la volonté du défunt, ni lleurs

Les fleurs pourront être remplacées par des dons au profit du Registre des cancers du Haut-Rhin, ARER 68 Mul-

10, rue de Mulhouse, 68000 Colmar,

 Ses amis ont is tristesse d'annoncer que

M. Raymond ROUSSAT, secrétaire général de l'Association France-URSS de 1961 à 1981,

les a quittés, le 7 novembre 1993. 62, avenue Guy-Môquet, 94220 Vitry-sur-Seine.

**Anniversaires** - Le 21 novembra 1991

Gérard GARROS

ous quittait, volontaire,

e Tu étais et es un père merveil-

Dominique, Vérosique

- Le 21 sovembre 1985.

M. Rest GEORGES-ÉTIENNE

Que ceux qui ont connu et estimé le ient une pensée pour lui.

## Soutenances de thèses

- M. M. de Bellet soutiendra sa rieure roumaine et l'Europe de l'Onest eutre 1965 et 1972. Présentation offi-cielle et perception occidentale », le 23 novembre 1993, à l'université Paris-23 novembre 1993, à l'université Paris 1-Sorbonne, salle S 113, à 14 heures.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

## MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 6175 HORIZONTALEMENT

I. Font de grands mouvements. - II. Qui n'eat pea fait pour le plaisir. Pronom. - III. Envié quand il est groe. Lieux communa. Sert pour une vérification. - IV. Pour une enquête. Ouelque chose de plus. - V. Feiseit blenchir. Symbole.

Quand on l'essuis, il n'y a aueun egré-ment. -- VI. Font des pieds er des mains. - VII. En Grèce, était moins apprécié que le talent. Peut être utilisée pour tirer une carotte. - VIII. En Frenca. Mesure. Demière couche. -IX. Permet d'evoir de très bonnes poiree. Etendue d'eau. - X. Symbole. Quand il est pieux, c'est de l'utopie. Pleteau. -XIV.

XI. Une grande ermoire. Meladie dont les rets eont atteints. - XII. En entier. Nourriture qui donne beeucoup d'énergie. Conjonction. Fleur. -XIII. D'un auxiliaire. Des amas de ruines. - XIV. Plus facile è extraire quand on e une table devant soi. Endroit où l'on n'a eucune chance de trouver une aiguille. Partie de la Tunieie. -XV. Où il n'y a rien à prendre. Au-dessus du trône. Port inter-

XII

## VERTICALEMENT

 1. Est généralement précédé du signe de la Croix. – 2. Affaires de femmes. Matière pour un soulier. Est divisible par douze. -3. Soumises à un traitement chimigue. Pièce ancienne. - 4. Pronom. Note. Relatif à un fruit. Lui. - 5. On peut le prendre quend on attend. Pour lui, le coquelicot fait un peu fleur bleue. - 6. Dens un alphabet étranger. Un petir exposé. Coule en Afrique. - 7. A de l'ergent et de l'autorité. En train de pousser un cri. - B. Pour qu'il soit nourni, il faut beeucoup de pruneaux. Matière pour un livre. Mot de réprobetion. -

9. Un vieil ennui. Entrent dens le monde en dansant. -- 10. Qui n'e pee besoin d'âtre heeucoup maché. Habitent d'une lle. -11. En Mésopotamie. Terme musicei. Perfoie clos en 9re-tegne. - 12. Pas occupé. En Orient. Une plante diurétique. -13. On les fait travailler pour le galerie. - 14. Frappes fort. Symbole. Sans effets. - 15. Batiment encien. Quend il n'y en e pas, on ne fait pes de cadeaux. Circulaire pour débiteurs.

#### Solution du Nº 6174 Horizontalement

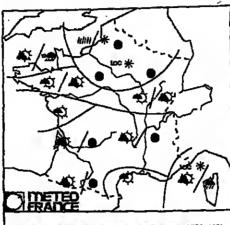
Cannibale. - II. Aciérage. III. Tempérés. - IV. Crée. Sète. -V. Hesse. En. -- VI. Néent. -VII. Urbaniete. - VIII. Sollera. --IX. Eme. Mende. - X. Se. Pl. Ale I - XI. Nasse. Ae.

## Verticalement

1. Catcheuses. - 2. Acéré. Roman. - 3. Nimes. Bus. -4. Nepes. Al. PS. - 5. Ire. Ennemis. - 6. Bars. Eire. - 7. Agée. Asane. - 8, Leetent. Dia I - 9. Entêtées.

**GUY BROUTY** 

### MÉTÉOROLOGIE



Dimanche : toujours du froid mais avec plus

de grisatile. - Sur le Nord, le Haute-Normendie, la région parisienne et jusqu'en Lorraine, toute la journée se passara sous un ciel gris. Des chutes de pluie et neige mêlées es produiront près des côtes de la Manche. A l'intérieur, on pourra voir par endroits quelquee petits flocons. En cours d'après-midi, cette grisalle a étendra jusqu'en Bourgogne, eu Centre et à la Norman-

Sur la Bretagne, le ciel sera mitigé et près des côtes, les ruages donneront quelques averses de pluie et neige, Près de la Méditerranée, le golfe du Lion profitere du soleil ; le Côte d'Azur et le Cores seront moins gâtéee : des averees pourront

seront moins gâtéee : des averees pourront donner quelques flocons de neige.

Sur le reste du pays, le soleit aura parfois du mel à ee montrer. Les brouillerds, souvent givrants, seront fréquents dans les valléee de la Saône, des Alpes, du Massif Cantral et sur le Sud-Ouest. Its se dissiperont lentement. Les températures seront toujours au-dessous des normeles saisonnières. Au lever du jour, le thermomatre Indiquere le plus souvent – 3 à- 5 degrés dans l'intérieur. L'après-midi, il fere O à -2 degrés sur le moitié nord du pays. O à O à -2 degrés sur le moltié nord du pays, O à 4 degrés sur le sud, jusqu'à 6 degrés sur le sud-ouest et 8 degrés près de la Méditerranée. (Document établi avec le support technique spécial de la Méthorologie nationale.)

TEMPÉRATURES FRANCE AJACCIU.
BIARRITZ ...
BONDEAUX ...
BOURGES ...
BREST ...
CABN ...
CHERBOURG ...
CLERMONT-FER ...
DUON ...
GRENOBLE ... LILE
LIMOGES
LYON, BRON
MARSEILE
NANCY, ESSEY
NANTES PARIS-MONTS....

ÉTRANGER ALGER .....

فأفهله ببر

12;3

.6

.: 25 7

.⊒1<sup>5</sup>€2

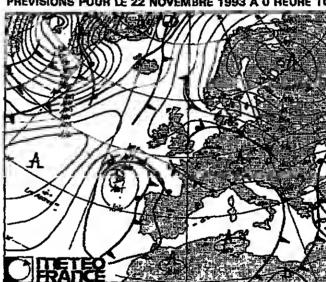
S ......

GENEVE ISTANBUL JÉRUSALEM LE CAIRÉ USBONNIE LONDRES LOS ANGELES LIDIEMBOURG MARRAKECH MARRAKECH

VEROCO . MILAN...... MONTREAL. MOSCOU.... ALMA-DE-MAJ... PÉKIN.....

STOCKHOLM ....... SYDNEY ...... TOKYO ...... ARSOVIE .... februs monitores relateira activi 19-11-1993 à 18 haures TUC et 1 20-11-1993 à 6 heures TUC

PRÉVISIONS POUR LE 22 NOVEMBRE 1993 A 0 HEURE TUC



## LE TEMPS DES EXCLUSIONS

En France comme dans le reste de l'Europe, prolongation de la crise et extension du chômage précipitent des millions de personnes dans la pauvreté et l'exclusion.

> Le nouveau numero de Manière de voir présente un dossier complet son le flot montant des inégalités et sur les tentations extremistes.

## Au sommaire:

Un crime social, par Ignacio Ramonet. La fabrique des exclus, par Denis Clerc. Quartiers défigurés, par Agnés Sinai. Ces immigrés, si coupables, si vulnérables, par Alain Gresh. Mur de la honte sur le détroit de Gibraitar, par Juan Goytisolo. L'Allemagne malade ses étrangers, par Brigitte Pátzold. Jours d'angoisse en banlleue, une nouvelle d'Ammer Korpphi etc. Koroghi, etc.

100 pages, 42 F chez votre marchand de journaire

Manière de voir LE MONDE LE TRIMESTRIEL EDITE PAR

L'ÉCONOMIE



16.00 Série : Département S.

18.45 Magazine : Les Enquêtes

de Capital (rediff.).

19.15 Magazine : Turbo. Présenté per Dominique Cha-patte. Spécial Nissan. A le

conquête de l'Europe.

19.54 Six minutes d'informations

Stars at couronnes

20.50 Téléfilm : La Nuit du harem.

FRANCE-CULTURE

Jacques Danullat, p

22.35 Musique : Opus. 9ix Siederbeck, le jeune

homme à la trompette.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Soiree lyrique (en direct de Gand) ; Semson et Dallla,

Enfoncures, texte écrit et mis

en scène par Didier-Georges

Rencontre evec Jean Portante : l'édition et la littérature

au Grand-Duché de Luxem-

opéra en trois actes, de Saint-Saëns, par le Chœur et l'Or-

chestre de l'Opéra fiamand, dir, Imre Pallo; sol. : Florence

Chiver, mezzo-soprano, Vladi-mir Popov, Gregroy McLeod, ténors, Roger Heynen, Her-man Bekaert, Christian Serre,

et historien d'art.

17.00 Série : L'Aventurier.

17.30 Série : Le Saint.

Météc.

20.35 Magazine:

20.00 Série : Classe mann

De Billy Dale.

20.30 Photo-portrait.

20.45 Dramatique.

Gabiy.

0.05 Clair de nuit.

bourg.

RADIO-TÉLÉVISION

#### TF 1 14.15 Divertissement : Ciné gags (et à 17.25). 14.20 La Una aet à vous. Avec la série : Agence tous risques. 17.30 Magazine : Trente millions d'amis. 18.00 Divertissement : Les Roucasseries 18.30 Divertissement : Vidéo gag. 19.00 Série : Beverly Hills.

SELVINE .

111/12

19 (19 m) 13 (1) 7 (1)

1996

· 1. 中国基

...

.....

.

.

The second secon

The second secon

and the second s

James of the second

Ψ.

20.00 Journal, Tiercé et Météo. 20.45 Variétés : Super nane.
Emissien présentée per Patrick Sébastien et Pierre Perret. Election de la Super nane 1994. Les régions Mid-Pyrénées, Lenguedoc-Roussil-

23.05 Téléfilm : Brigade de choc. Plège à conviction, de Rob Cohen.

#### **FRANCE 2** 14.15 Magazine ; Animalia.

15.20 Magazine : Samedi sport. A 15.25, Tiercé, en direct de Vincennes : A 16.00, Foot-beil : Nice-Rennes. 18.00 Série : Matt Houston. 18.45 INC.

18.55 Magazine : Frou-frou, Présenté par Christine Bravo. Invité : Philippe Gildas. 19.50 Tirage du Loto (et à 20.45). 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.

20.50 Jeu; Que le meilleur gagne. Animé par Negul.
Au profit des Compagnens
d'Emmeüs, l'association créée
par l'abbé Pierre.

22.25 Série : Kojak.

L'Affaire Belorus, de Robert 0.00 Journal et Météo. 0.20 Magazine : La 25 Heure. Présenté par Jacques Perrin. Igor, voyage intérieur d'un toucomane, de Jean-François Gallotte.

## FRANCE 3

14.00 Série : . La Conquête de l'Ouest. 17.40 > Magazine : Montagne.

SAMEDI 20 NOVEMBRE Alexandre Minkowski; Repor-tage : le Train céleste, de Malek Sahraoui. 18.25 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers. 18.50 Un livre, un jour. La bibliothèque des tout-pe

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journe de le région. 20.05 Divertissement : Yacapa.
Présanté par Pascal Brunner.
Invitées : Merthe Villalonga,
Mélody, Julie Amold.

20.30 Le Journal des sports. 20.50 Série : La Guerre blanche. La Bai des menteurs, de Pedro Maso Paulet. 22.20 Journal et Météo.

22.45 Sport : Patinage entistique.
7 Trophée Lafique : dense (programme libre), dames, couples, hommes.
23.50 Magazine :

Masique sans frontière.

Musique sans frontière.

Trois villes en Afrique ; Dekar,
Bamako, Abidjen. Avec la
zouglou (dense rap), un clip de
Roch Bl, les Potes de la rue,
Meiway ; La fête de la musique à Dakar, un clip sur le
sida, Youssou N'Dour, Wassis Goo. Ournou Sanohare. sis Diop, Oumou Sanghare, Habib Kotté, Paris-métisse, avec Safi Boutelle.

## CANAL PLUS

14.00 Téléfilm : La Rage d'aimer, De Francis Mankiewloz. 16:00 Documentaire: Jackie Kennedy. De Maurice Paleau. 16.45 Surprises. 17.00 Sport : Football américain. 17.50 Canaille peluche.

- En clair jusqu'à 20.30 -18.00 Décode pas Burny. 18.55 Série animée : Chipie & Clyde. 18.05 Dessin animé ;

19.30 Flash d'informations. 19.35 Magazine : La Plein de super. Présenté par Yvan Le Bolloc'h et Bruno Solo.

20.30 Téléfilm : L'Obsession

de Pat Bennett. De John Nicolelia 22,00 Flash d'informations.

22.05 Surprises. 22.15 Magazina : Jour de foot Buts et extraits des matches de la 18 journée du Chem-pionnet de France de D1. 23.00 Cinéma : Psycholotter. o

Film américain de William Lus-tig (1989). Avec Judd Nelson, Robert Loggia, Leo Rossi. 0.30 Cinéma : Hamlet. Plm américain de Franco Zef-firelli (1990).

ARTE - Sur le câble jusqu'à 19.00 -17.00 Documentaire : Au Louvre avec les maîtres (rediff.).

18.00 Magazine : Mégamix (rediff.). 19.00 Magazine : Vie Regio. La tour de Babel européenne. Berne-Fribourg, Fourons, Luxembourg,

Le Dessous des cartes. La Colombie. 19.35 Documentaira : Histoira parallèle. Actualités soviétiques et amé-ricaines de la semaine du 20 novembre 1943.

19.25 Chronique:

20.30 8 1/2 Journal. 20.40 Documentaire : La Fin d'un voyage. De Heiner Stadler, 22.10 Téléfilm : Voyage à Tunis. De Peter Goedel.

23.50 Cinéma d'animation : Snark.
Rotracer, de Michael Langoth;
Kertons, de Reman 'Lang;
Cow-boys, ça c'est rien, de
Phil Mulloy; Carnaval, de
Michael Geurnnitz; Déjeuner
du matin, de Patrick Boka-

23,00 Maestro. M 6 Ernest Ansermet, per François Castang. 13.55 Série : Tonnerre mécanique

0.05 Carrefour de la guitare. 15.00 Série : Covington Cross. Par Robert Vidal. KONTAGNES, DESERTS plus de 100 idées de voyage pour les découvrir 49, rue Mantagne - Ste Geneviève 75005 Paris - 46 33,71,71

#### **IMAGES**

## Post-scriptum

Si l'on en juge par la carte postele que la caméra d'« Uehuele » nous a erwoyée, vendredi soir, de Mauritanie, rien n'a changé à Chin-guetti, depuis notre dernière

caravane il y e quatre ans. les dunes avancent toujours. Leur fonction naturelle n'est-elle pas de belayer l'illusion de l'em-preinte humaine? La « Cité aux mille caravanes» chantée par les poètes, la légendaire septiame ville seinte de l'islam n'est plus que l'ombre de son prestigieux passé. Un dérisoire enclos de petites maisons couleur ocre, peuplé de farmes, d'enfants, de chèvres, privé d'hommes par les mirages de Nouakchott. Un brin de vie voué à l'inexorable, c'est-à-dire à la mort. Ce n'est qu'une question de temps. On ne brise pas les yagues du désert. Elles caressent, envoltent, puis tuent, délicieusement, parce qu'elles jouent avec l'homme comme l'eau de source evec le fétu de paille. Il suffit de contempler l'océan de ces dunes, à l'infini, pour savoir que la Chinguetti d'eujourd'hul finira comme la

Chinquetti antique, ensevelie. Rien n'a changé, sauf Mohamed, il e maintenant sept ans. La caméra ne s'est pas attardée sur lu). Elle était fascinée per ce qu'elle venait de découvrir : le fabuleux trésor de Chinguetti. Mille quatre cent cinquante menuscrits. Tous origineux, jamais traduits, jamais copiés. Entassés depuis des siècles sur des étagères poussiéreuses. Des traités de littérature, sciences naturelles, médecine, astronomie, poésie, achetés, au cours des ages lointains, aux caravaniers de passage, per la famille Habbott. L'ouvrage le plus ancien date de l'an 480 de l'hégire. L'an 1102

de l'àre chrétienne l'On ne sait nien de son auteur, un Egyptien du nom d'Abou Hilal Askary.

Ces joyaux de la littérature médiévale sont à la disposition de l'humanité tout entièra. A condition qu'elle consente à se rendra è Chinguetti. Suivant les règles édictées par le fondateur de cette bibliothèque, chaque ouvrage est mis à la portée de chacun à la condition de l'étudier sur place. Aucun de cee livres n'est è vendre; aucun ne doit quitter la ville. Car la fonction vitale de Chinguetti la secrète est d'être le puits de le science au cœur du désert. Si la caméra était ellée jusqu'è l'école, elle aurait eperçu la maxime tracée au mur de l'une des classes : « Il faut chercher le savoir de la naissance à la mort».

Depuis que l'imam de la mos-quée voisine est mort, c'est Mohamed que les héritiers des Habbott préparem à devenir le gardien de ces livres. Ainsi le veut la tradition : le soin de préserver la bibliothèque incombe au plus sage de la famille. C'est à cet enfant que reviendra la res-ponsabilité de transmettre ce trésor aux générations futures. Il sait déjà qu'il ne devra compter que sur lui-même, Beaucoup de visiteurs se sont apitoyés devant ces manuscrits à la merci des vents de sable, l'UNESCO e promis son concours, quelques uni-versitaires se sont mobilisés, mais c'est si loin Chinguetti... Mohamed fera face. Quand le désert eura tout englouti il sera encore là pour poser la question de confiance à l'étranger assoiffé de savoir : « Dessine-moi un mouton...»

**ALAIN ROLLAT** 

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiée chaque semaine dans notre supplément deté dimanche-lundi. Signification des symboles : > Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; u Film à éviter ; « On peut voir ; » Ne pas manquer ;

TF 1 6.00 Série : Passions (et à 0.40).

6.00 Série : Passions (et à 0.40).
6.30 Club mini Zig-Zag.
7.10 Club Dorothée.
8.00 Le Disney Club.
10.25 Magezine : Auto Moto.
Résumé super-crose de Bercy : Rétrospective du championast du monde des railyes ; Résumé du railye des Cévennes ; Rétrospective des courses de super-tourisme ; L'ectualité de le formule 1.
11.03 Métée (et à 12.18).
11.06 Magezine : Téléfoot.
Championnat de France : Marseille-Auxerre ; Lee autres matches du championnat ; Retour sur le match France-Buigarie.

Bulgarie. 11.55 Jeu : Millionneire. 12.20 Jeu : Le Juste Prix.

12.50 Magazine : A vrai dire. 12.55 Météo et Journal. 13.20 Série : Hooker (et à 13.20). 14.15 Série : Arabasque. 15.10 Série : Starsky et Huten.

15.10 Série : Starsky et Hutch.
15.55 Série :
Enquêtes à Palm Springs.
16.55 Dieney Parade.
18.00 Des millions de copains.
19.00 Magazine : 7 sur 7.
Présenté par Anne Sinciair.
Invité : Charles Pesque, ministre de l'intérieu.
20.00 Journal, Tiarcé et Météo.
20.45 Cinéma : L'Addition. E rim français de Denis Amer (1983).
122.20 Magazine : Ciné dimanche.
22.30 Cinéma :
La Chevauchée des sept sarcemaires. O rilm eméricain de George McGowan (1971).
0.15 Journal et Météo.
0.20 Magazine : Le Vidéo Club.

0.20 Magazine : Le Vidéo Club. 0.55 TF1 ruit (et à 2.35, 3.45, 4.45). 1.05 Documentaire : Constant Permecke. 2.45 Téléfilm :

Téléfilm : La Vignoble des maudits (1° perie). Documentaire : Histoires naturelles.

4.50 Série : Mésaventures. 5.15 Musique. 5.35 Documentaire : L'Aventure des plantes. Sur un arbre perché.

## FRANCE 2

6.00 Magazine : Animalia (rediff.). 8.50 Dessin animé. 7.00 Debout les petits bouts. 8.45 Conneltre l'islam. 9.15 Emission israélite.

Gardez les yeux ouverts : Avec le nouveau supplément radio-telé du Monde

9.30 Source de vie. Les Calendes juives, le musée juit de Buda-pest. 10.00 Présence protestante. 10.00 Présence protestaires.

10.30 Le Jour du Seigneuir.
Parcours avec le général Morillon; A 11.50, Midi moins sept, présenté par Noël Copin.

11.00 Messe. Célébrée en l'égise Seint-Cyr à Seint-Cyr-su-Mont-d'Or (Rhône).

DIMANCHE • MIDI Alain CARIGNON à l'Heure de Vérité.

12.00 L'Heure de vérité (et à 2.15).
Présenté par François-Henri de
Virieu. trivité : Alain Carignon,
ministre de la communication,
maire de Grenoble.
12.58 Loto, Journal, Météo
at Point route.
13.25 Dimanche Martin.
14.55 Série : L'Equipée
du Poney Express.

Série : L'Equipée du Poney Express. Dimenche Martin (suite). 17.25 Documentaire : Cousteau à la redécouverte du monde. La Machine à remonter le

La Machine è remonter le temps.

18.15 Magazine : Stade 2.
Footbell : Rugby : Résultats : Images de la semaine : Basket-bell : Hockey sur glace : Magazine : portrait de Devid Douiller, champion du monde de ludo : Patinage artistique : Rugby à XII; Ski alpin : Tennis : Volle.

19.25 Série : Maguy.
20.00 Journal Journal des courses et Météo.

Journal, Journal des courses et Météo. Cinéme : Les diamants sont éternels. # Plim américain de Guy Hamil-ton (1971). Cinéma 20.50

ton (1971).

22.50 Cinéma:
Fatale obsession. 
Film d'Antonio Drove.

0.45 Journal at Météo.

1.05 Magazine:
Le Carole de minuit.
Les melleurs moments de la

3.05 Desain animé (et à 4.15). 3,10 Magazine : Frou-frou (rediff.).
4.00 24 houres d'info. Magazine : Stade 2 (rediff.).
Magazine :
D'un soleil à l'autre
(rediff.).

FRANCE 3

7.15 Bonjour les petits loups. 8.00 Les Minikaums. 10.30 Magazine : D'un soleil à l'autre. Le Mississippi : les terres humides, de Jean-Marc Cho-

**DIMANCHE 21 NOVEMBRE** let, Franck Poiner et Pavick de Conninck 8.30 Documentaire: 11.00 Magazine : Mascarines. Présenté par Gladys Says. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.46 Journal.

13.00 Expression directe. CGT; UDF. CGT; UDF.

13.25 Magazine: Musicales.
Présenté par Alain Duault.
Cycle Tchalkovskí (3º volat).
Symphonia nº 6 « Pathétique »,
par l'Orchestre symphonique
de la Radie de Moscou, dir.
Vladimir Fedossev: Métodies, par l'Orchestre philharmonique de Saint-Pétersbourg, dir.: Yeuri
Temirkanov, eel. Jessye
Norman.

14.25 Série : La Conquête de l'Ouest.

La Conquête de l'Ouest.

15.15 Magazine :
Sports 3 dimanche.
A 15.20, Basket : Lyon-Antibes; à le mi-temps. Tiercé, en direct d'Auteull; A 17.05, Patinage artistique : 7\* Trophée Lallque, le gale, en direct.

18.00 Magazine : Repères.
Présenté par Jeen-Pierre Elicabbach en direct. Invités : Plecido Dorningo, Jean Guitton, Lettres ouvertes, Albert Ducrocq, le Changement global.

19.00 Le 19-20 de l'Information.

19.00 La 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de le région. 20.05 Divertiasement :

Yacapa. Présenté par Pascal Brunner. Invités: Valérie Pascal, Vin-cent Perrot, Lova Moor, Manuel Gélin. 20.50 Serie :

Serie:
L'Heure Simenon.
La Mort d'Augusta, de Milan
Dor, evac Leopoido Trieste,
Mario Colli.
Le propriétaire d'un restaurant
italien meurt. Ses fils recherchant le clé qui donne accès à
con coffie. son coffre. 21.45 Documentaire :

Planète chaude.
Présenté par Bernard Rapp.
Les années kalachnikov, de Gilles Du Jonchay. 2. La révo-lution dans le chargeur. 22.45 Journal et Météo.
23.15 Magazine : La Divan.
Présenté par Henry Chapier.
Invité : Archiguille, peintre.
23.40 Cinéma :

Lucky Star. #1 Film américain de Frank Borzage (1929) (N., muet).

**CANAL PLUS** 

— En clair jusqu'à 7.25 = 7.00 CBS Evening News-Journal américain présenté par Den Rether et Connie Chang. 7.25 Décode pas Bunny. 8.20 Série animée : Chipie & Clyde. 8.25 Canaille peluche.

National Geographic m 1.
Lions et Invèries, face-à-face morrel, de Dereck et Beverty Joubert.
9.25 Cinéma: JFK. 0 Film américain d'Oliver Stone [1991].

- En clair jusqu'à 14.00 -12.30 Flash d'informations. 12.35 Magazine : Télés dimanche. Présenté par Michel Denisot. 13.30 Divertissement : La Semaine des Guignols. 14.00 Téléfilm : 14.00 Telesini :
La Demier Sous-marin,
De Frank Beyer, avec tilrich
Mushe, Ulrich Tukur.
15.40 Documentaire :
La Véritable

Histoire de JFK. De Danny Schechter et Bar-bare Kopple. L'assessinet, la

16.30 Documentaire : Les Maîtres pêcheurs de l'Okavango. De Tim Liversedge. 16.55 Dessin animé : Les Simpson. Les Simpson. En clair jusqu'à 18.30 ----17.15 Documentaire : La Forêt des géants.

18.05 Cinéma : Les Mamies. Q Film français d'annick Lance (1992).
19.25 Flash d'informations.
19.35 Ca Cartoon.
Présenté par Philippe Dans.
20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 Cinema: Ruby, a Film américain de Jehn MacKenzie (1992).

22.25 Magazine : L'Equipe du dimanche. Football ; Baskett eméricain. 1.00 Cinéma ; Le Revanche du prince noir. « Finn franco-italian de Sergio Grieco (1956). Avac Frank Latimore, Fiorela Mari, Gérard

Landry. 2.20 Surprises. ARTE - Sur le câble jusqu'à 19.00 -

17.00 Série : Algéries. Les Yeux de Cécile, de Jean-Pierre Denis (rediff.). 18.25 Cinéma d'animation : Snark.
Retracer, de Michael Langoth;
Kertons, de Roman Lang;
Cow-boys, ça c'est nen, de
Phil Mulloy; Carnaval, de
Michael Gaumnitz; Déjeuner

Les interventions à la radio RMC, 13 heures : Charles Fiterman la Forum RMC-L'Express »). RTL, 18 h 30 : Alsin Minc (a Grand jury RTL-Le Monde ».

du matin, de Patrick Boka-nowski (rediff.). 19.00 ▶ Documentaire : La Ville Louvre. De Nicolae Philibert.

20.30 8 1/2 Journal. 20.40 Soiree thémat Soirée thématique : Federico Fellini ou les vérités du mensonge. Présentée per Frédéric Mitte-20.45 Cinema:

Et vogue la navire, EEE
Film italien de Federico Fellini
(1983). 22.50 Documentaire :

portrait. De Brigitta Ashoff.

De Brigitta Ashoff.
Rencontre avec le « Maître » à
Cinecitte, au moment du tournage de Ginger et Fred. Avec
des interviewe de Giuliera
Massina, de la réalisatrice Lina
Wermalier (qui fut l'élève de
Fellini), de Giuseppe Rotuno,
chef opérateur.

23.30 Fellini et Cinecitta.
Entretien réalisé par JeanChristophe Rose. Extrait de
Mémoire Fellini.

0.25 Documentaire:

0.25 Documentaire : Les acteurs de Fellini. Gianfranco Angelucci

<u>M 6</u>

8.40 Les Aventures de Tintin. 8.40 Les Aventures de Tintin.
La Sceptre d'Ottoker; Le
Crabe aux pinces d'or.
10.10 Magazine: Ciné 6.
10.40 Magazine: E = M 6.
Le texol pour le cancer; Le
bulle d'orage; Des fournis
pour la planète rouge; La fièure.

vre.
11.10 Magazine : Turbo (rediff.).
11.50 Série : Les Années coup de cœur.

Les Années coup de cœur.

12.20 Série :
Ma sorcière bien-almée.

12.50 Série : Brigade de nuit.

13.45 Série : Rock and Love.

14.50 Musique : Flashback.
L'Année 1967. The Bee Gees,
Anteine, Johnny Hallyday.
Small Faces, Joe Dessin, The
Doors. Nino Ferrer.

15.20 Magazine : Fréquenstar.
Catherine Lara.

16.25 Magazine : Culture rock.

16.25 Magazine : Culture rock.
La saga de 1973.
17.00 Série :
Les Cadavres exquis

de Patricia Highsmith. 18.05 Serie : Le Fugitif. 19.00 Série : Flash. 19.54 Six minutes d'informations, Metéc. 20,00 Série : Classe mannequin. 20,35 Sport 6 jet à 1.05). 20,45 ➤ Magazine : Capital.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO LE Monde L'ÉCONOMIE

Presse, en vous promet la

22.20 Magazine : Culture pub. Spécial Québec. 22.50 Cinéma : Les Tentations de Marianne. 🗅 Film français de Francis Leroi

11972). 0.30 Six minutes première heure. 0.40 Magazine : Métal express. 1.10 Boulevard des clips (et à 6.10).

2.10 Rediffusions E = M 6; Salsa opus 2 [Colombie]; Destination le monde (La beie de Naples)...

FRANCE-CULTURE

20.30 Ateller de création radiophonique. 22.25 Poésie sur parole.

Les poètes de Bernard Noèl. 22.35 Musique: Concert (donné en septembre, eu festivel Musica de Strasbourg): Soirée accordéon. Œuvres de Drouet, Lindberg, Aperghis, Cage, Gubaiduline.

0.05 Clair de nuit.

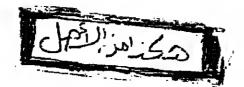
FRANCE-MUSIQUE 20.32 Concert (donné le 22 mai 1992 à Copenhague) : Prélude to Breaking, de Norgerd ; Introduction et variations sur un thème de la Belle Meunière D 802, de Schubert ; Quintette pour clarinette et cordes en si bémol mejeur op. 34, de Weber: Zenevera Sesio, de Nordentoft.

22.03 L'Oiseau rara. Per Michèle Lejeune et Jean-Claude Blette. Sonete pour piane n° 4 ep. 56, de Casadeeus, Alexandre Newski, cantate pour mazzo-soprano, chœur et orchestre, de Prokoflev. 23.00 Autoportrait. Michael Jarrell. 0.05 Atelier de création musi-



LÖĞĞİÄ

Le spécialiste du gain de place 30, bd Saint-Germain (54, 46-34-69-74 4, rue Saint-Honoré (1+), 40-26-13-55 11, rue Chebenais (2+), 42-60-26-45 Vincennes (94), 49-57-99-90



18 • Dimariche 21 - Lundi 22 novembre 1993

## Le Monde

Les pressions, notamment

monétaires, de la Russie sur les

Republiques de l'ex-URSS susci-

tent de plus en plue d'irritation

en Asie centrale et en Ukraine.

Fece eux mesuree uniletérales

prises par Moscou concernant le

rouble, plusieurs de ces Républi-

ques ont décidé de créer leur

MOSCOU

de notre correspondant

Trop, e'est trop. Confrontés à

l'attitude de plus en plus intransi-

geante des dirigeants russes, les principaux pays d'Asie centrale ex-soviétique – le Kazakhstan et

l'Ouzbekistan - ont ouvertement

manifesté leur irritation. M. Andrei Kozyrev, le ministre

russe des affaires étrangères, qui a achevé, jeudi 18 novembre, uoe tournée dans la région, l'e constaté à ses dépens. Lorsqo'il a voulu

aborder la question de la minorité

russe en Ouzbekistan avec le prési-

dent Islam Karimov, ce dernier a

réagi par des propos très vifs, « émotionnels » selon l'expressioo

de M. Kozyrev. Et à Alma-Ata, le

président kazakh Noorsulten

Nazarbaev - pourtant partisan très zélé de la coopération evec la Rus-

sie - e eu un geste encore plus

éloquent ; prétextant une subite

angine, il s'est abstenu de recevoir l'émissaire de Moscou.

Ces signes de mauvaise humeur

sont essentiellement dûs à la

sévère douche écossaise que les

leurs partenaires en matière moné

taire. La Russie, qui s'était appro-

priée l'ensemble des movens

d'émission de monnaie de l'URSS.

en juillet dernier, les roubles

«anciens», manœuvre qui revenait en fait à chasser ses partenaires,

dépourvus de nouvelles coupures,

de la zone rouble. Après quoi,

contraints et forcés, cinq pays de la CEI (Kazakhstan, Ouzbekistan, Tadjikistan, Biélorussie, Arménie)

ont accepté la proposition russe de

type nouveau », prévoyant notam-

ment une harmonisation des poli-

tiques économiques et permettant

l'émission de monnaie. Cependant,

à la suite du retour au gouverne-

ment d'Egor Gaïdar, les responsa-bles russes ont ensuite considéra-

blement durci leurs positions, et

imposé à leurs parteoaires des

eonditions draconiennes: les

«nouveaux» roubles feraient l'ob-

jet d'un prêt, gagé sur les réserves d'or et de cevises des pays consi-dérés, et portant intérêt. De plus.

Moscou se réservait le droit d'ap-

précier si les politiques écomiques

et mooétaires conduites par ses

partenaires étaient conformes à

Réalisant que ces « règles »

leurs obligations.

Moscou de contrôler en fait

propre monnaie.

au jour le jour

## Cacophonie

L'Espagns va détacher quelques-uns de ses soldats à l'Eurocorps, créé à l'origins per l'Alternagne et la França. Déjà, ls Bsigiqus s'est relliée à es corps d'armée. Mais son minis-tre de la défense a exigé qu'on y parle is fismand sn même temps que la français st l'allemand. Forts de es précédant, les Espagnois pourraient à leur tour réclamsr que les ordres soient sussi donnés dans la langue de Don Quichotte.

Pour l'instant, les chefs militairee, alismends st surtout

français, de l'Eurocorps font de la résistance. Au nom de l'sffi-cacité opérationnsile, ils se voient mal en train de haranguar leurs hommss dans un concert de languss qui serait plus escophoniqus qu'suro-

A moins que, toutes réflexions faites, la solution ne soit l'adoption de la seule langue de Shakespeare, celle d'un pays suropésn qui, pes un moment, n'e songé à entrer

**PROCYON** 

17353337131

#### DATES

## La première du «Soulier de satin»

Il est 17 h 30, ce samedi 27 novembre 1943. La salle du théâtre, sis 3, rue de Valois à Peris bruisss. Les instruments s'eccordent peu à peu. Soudein, les trois coups, le silence et l'annoncier qui prononce d'une voix forte : «Le Soulier de satin ou le pire n'est pas toujours sûr, action espagnole en quelques journées. » (page 2).

#### INTERNATIONAL

### Le puzzie afghan

Nous publions la troisième et dernière partie de notte enquête sur l'Afghanistan. Après evoit visité Hérat, à l'ouest, et Mazer-l-Sherif, eu nord, deux cités déjà très engegées dans leur reconstruction, notre envoyé spécial s'est rendu à Kaboul. La guerre entre factions islamistee y est toujours à l'ordre du jout, mais la capitale afghane n'e plus le visage halluciné d'une ville en guerre. On dit mêms que l'embassade de France pourrait y rouvrir ses portes et l'ONU y ternener quelques-uns de ses représentants (page 5).

## Fatalisme au Nigéria

Alors que l'Union européenne et les Etats-Unis étudient des sanctions è l'encontre des militaires de retour au pouvoit à Lagos, le plupart des Nigérians, occupés evant tout è survivre, font preuve de fatalisme. Après une semaine de hauts tension, la capitale a rapris son visage normal (page 6).

## POLITIQUE

## Polémique à Versailles

Le Pstlement, téunl en Congtàs à Vetsailles, e, certes, edopté, evec une confortable majorité, la réforme constitutionnelle du droit d'asile. Maie le vive entique du Conseil constitutionnel à laquelle s'est livté M. Balladut indigne les socialistea et smbarraese l'UDF (page 7).

## SOCIÉTÉ

## Policiers en congrès

«Des promesses, les policiers en ont la mémoire pleine, avait prévenu le secrétaite général de la Fédération nationale autonoms de le police, réunie sa congrès à Dijon. Un nouve échec provoquerair uns grave crise de confiance qui ébranlerait toute la police nationale. » Message reçu. M. Pesqua a quitté à grande vitesse le Parlement réuni à Versailles pour venir reasurer les congressistes (page 8).

## CULTURE

## Pensionnaires au travail

«Pensionnaire à le Villa Médicie (Rome) » : pour nombre d'ettistes, comme pour ls public, ls msmion soue-sntend un séjout de rêve. Qui est aussi, cependant, un séjour de travail. Pour preuve, cetts sxposition qui précente, dens une élégants ville italienns eux environs ds ... Nantee, à Clieaon, les œuvres de sapt ds cse privilégiés, peintres, sculpteurs ou photographes (page 11).

## ÉCONOMIE

## Les chimistes à l'assaut de la Chine

Nous devons investir là où se trouve le marché» ; fort de ce ptincipe, lee industriels de la chimie sont, comme leuts homologues d'autres branches, attirée par l'Asie et, spécialement, la Chine. Reportage à Shangai, où, selon un responsable local, «le total des investissemente a déjà doublé cette année pout etteindre six milliards de dollars » (page 13).

## Services

#### Abonnements. Carnet ..... Mátéorologie ..... Mots croisés. Télévision..... Spectacles.. La télématique du Monde :

3615 LEMONDE 3617 LMDOC et 36-29-04-56

Ce munéro comporte deux cahiers « Heures locales » (1 à VIII) at « Radio-télévision » (1 à 40)

## Lundi

## L'Economie

Melajae à La Posts. Trois ans après le changement de statut, l'Etat reate la vrai maître du jeu, et l'exploitant public, dépourvu da véritable autonomis, ast pourtant sommé d'équilibrer ses comptes. Uz seul moyen de gestion : les suppressions

Le numéro du « Monde » daté samedi 20 novembre 1993 e été tiré à 474 908 exemplaires

## près totale de souveraineté, Tachkent et Alma Ata ont donc du changer leur fusil d'épaule, et introduire, en toute hâte, une

conduisaient à une perte à peu

moins provisoire dans le cas de l'Ouzbekistan, où des «coupons» ont été mis en circulation, tandis que le Kazakhstan optait pour une véritable monnaie, le «tengue». Le Kirghizstan et le Turkménistan, plus prudents, étaient, pour leur part, sortis «à froid» de la zone rouble en instaurant le som et le manat, et faisaient ainsi l'économie de cette crise. En Asie centrale, seul le Tadjikistan - où un brutal régime néo-communiste o'a pas grand chose à refuser à une Russie qui le maintient à bout de bras - a accepté le schéma imposé par Moscou. Certes, le pays ne possède pas les «actifs liquides» susceptibles de garantir les coupures fournies par la Russie, mais le vice-premier ministre russe Alexandre Chokhine a fait savoir que Moscou était disposé à pren-

dre en gage « des ressources natu-relles, des terres ou des usines »... De leur côté, l'Arméoie et la Moldavie se préparent à intro-

Les dirigeants russes sont sans doute en droit de considérer qu'ils ne risquent pas grand chose à brusquer ainsi leurs partenaires, même ceux qui, comme le prési-dent kazakh Nazarbaiev ont toujours été le mieux disposés à leur égard : les velléités des Etats de la région de créer une sorte de com-

duire, d'ici quelques jours, leurs

propres monnaies - le dram et le lei. Reste la Biélorussie - étroite-

ment dépendante de Moscou - où

circulent, depuis un certain temps,

de jolis «coupons», représentant

des bisons et autres animaux

locaux : le Parlement a ratifié.

jeudi 18 novembre, on accord sur

la création d'une « union moné-

taire russo-biélorusse». Les députés

n'ont pas teno compte des mises en garde du président Chouchke-vitch, qui les a averti que leur vote

revensit à «acheter un chat dans

un sac», c'est à dire à signer un chèque en blanc avant même de

connaître les intentions exactes de

Quand Kiev

se rebiffe

### Vingt-huit jours après son demier tir

En Asie centrale et en Ukraine

L'attitude impériale de la Russie provoque

une irritation croissante

## La fusée Ariane a placé sur orbite le satellite Météosat-6

ne Ariane, dont le soixante et unième exemplaire une Ariane 44LP - e été lancé du centre spatial de Kourou (Guyane française), samedi 20 novembre à 2 h 17 (heure de Paris), pour mettre deux satellites en orbite.

Largué dans l'espace vingt-six minutes eprès le tir, le satellite Météosat-6 (704 kg, 450 millions de francs) est le sixième représentant du programme « Météosat opérationoel» (MOP), commun à l'Agence spatiale européenne (ESA) et à l'Organisation europécune pour l'exploitation des satellites métérologiques (Eumet-sat). Construit par le groupe fran-çais Aérospatiale, cet eogin, comme ses aînés, fournira, pendant cinq ans, des données sur la totalité du globe terrestre, à raison d'une image actualisée toutes les demi-heures. Elles sont destinées aux services publics, aux chercheurs et aux télespectateurs de toutes les chaînes européennes. familiers depuis longtemps des animations météorologiques fournies par Météosat.

Quatre minutes plus tôt, la fusée européenne avait placé sur orbite le satellite mexicain de télécommunications Solidaridad-1 (2,8 tonnes). Premier engin de deuxième génération de la compa-

Nooveau «sans faute» pour la gnie Telecomunicaciones, celui-ci e américain Hughes Space and Communications. Une fois place en orbite géostationnaire, il devrait transmettre ses données, quatorze ans durant, vers la majeure partie de l'Amérique latine et vers les Etats-Unis. Ce satellite et son jumeau Solidaridad-2, prévu pour être lancé par Ariane en mars 1994, sont, en effet, deux fois plus puissants en masse, en énergie et en puissance de communication que leurs prédécesseurs Morelos 1

et 2, qui termioeront respective-

ment lenr mission en mars pro-

chain et en 1998. Vingt-huit jours après son der-nier tir (le Monde du 22 octobre), la fusée Ariane enregistre ainsi son vingt-sixième succès d'affilée. Celui-ci était d'autant plus important pour ses exploitants qu'il s'agissait de la première prestation d'Arianespace pour le Mexique, qui a iovesti, pour la construction et le lancement des Solidaridad 1 et 2, près de 1,2 milliard de francs. Une réussite que le minis-tre mexicain des télécommunications, Emilio Gamboa Patron, a qualifié de a nouvelle révolution, technologique cette fois», en rappe-lant qu'il intervenait le jour anniversaire de la révolution mexi-

#### munauté des pays d'Asie centrale, qui se sont manifestées, par exem-ple, quand Moscou faisait mine de constituer une « communauté slave», n'ont jamais été bien loin, et, à vrai dire, ni Tachkent ni Alma Ata ne peuvent s'offrir le iuxe d'une brouille durable et profonde avec la Russie. Cependant, l'épisode laissera sans aucun doute

des traces.

Il est d'autant plus mal ressenti qu'il coîncide avec une campagne de «oettoyage» de Moscou à caractère ouvertement raciste, qui vise prioritairement les Caucasiens, mais aussi les ressortissants d'Asie centrale. En introduisant une taxe de séjour dans la capitale pour les non-russes, en annonçant, comme l'a fait récemment Boris Eltsine, la possible mise en place d'un système de visas pour l'ensemble des pays de la CEL les dirigeants russes donnent un peu l'impression de jouer evec le feu : les Russes d'Asie centrale, qui se plaignent déjà de oe plus tenir le haut du pavé dans ces anciennes colonies, risquent de subir le contrecoup de cette ettitude. La réaction de colère de M. Karimov, lorsque M. Kozyrev e abordé le sujet devant lui, en dit long. Et, au Kazakhstan, ses demandes concernant la reconnaissance aux Russes établis dans le pays d'une double

heurtées à une fin de oon recevoir. Leur attitude à l'égard de l'Ukraine aurait pu, pourtant, servir de leçon aux dirigeants russes. Lorsque Boris Eltsine, lors de sa dernière rencontre avec Leonid Kravtchouk, a profité des très graves difficultés économiques de l'Ukraine pour annoncer, à la hussarde, un «accord» à propos de la flotte de la Mer coire et de la remise à la Russie des armes nucléaires, le président ukrainien a d'abord laissé dire. Mais il est vite apparu que Kiev se rebiffait, que «l'interprétation» de ces accords posait problème, et qu'en d'autres termes le fruit ukrainien n'était toujours pas mûr pour tomber dans la corbeille russe.

2000

7-4

nationalité se sont apparemment

La résolution sur les armes nucléaires adoptée jeudi par le Parlement de Kiev en témoigne (le Monde du 20 novembre). L'Ulcraine n'acceptera de renoncer à sa force nucléaire qu'en échange, non seulement d'un engagement de « non agression nucléaire », mais aussi d'nne promesse « de non-pression économique». L'exigence peut sembler naïve, voire irréaliste, mais illustre les limites d'une politique: à trop bousculer ses partenaires sous prétexte qu'ils sont en position de faiblesse, Moscou risque de gâcher ses chances son empire.

JAN KRAUZE

## La situation au « dépôt » des étrangers Le Monde de Paris n'est pas satisfaisante

reconnaît la préfecture de police

rétention des étrangers au «dépôt» situé dans les murs du Palais de justice de Paris (le Monde du 19 novembre) a fait réagir, ven-dredi 19 novembre, la préfecture de police de Paris. Celle-ci était absente de l'audience du tribonal de grande instance de Paris qui examinait, mercredi 17 novembre, une plainte à son encontre déposée pour voie de fait. Cette absence, a indiqué, vendredi, le service de presse de la préfecture, «ne traduit pas un sentiment d'indifference sur le fond», mais une « position technique» selon laquelle le juge judiciaire, saisi, n'était pas compétent pour connaître de cette affaire.

Cette position, précise la préfecture, a été prise par le ministère de l'intérieux, «en plein accord avec le ministère de la justice». D'où le « déclinatoite de compétence» remis jeudi au tribunal, et confirmé par les réquisitions écrites du procureur. A propos du fonctionnement du centre de rétention, que

La révélation, par plusieurs avo-cats, des sordides conditions de convention européenne des droits de l'homme prohibant les «traitements inhumains et dégradants», la préfecture de police indique qu's en dépit des importants travaux effectuès (...), on ne peut pas dire que la situation actuelle soit satisfaisante».

Selon elle, 6 millions de francs

ont été consacrés, depuis 1988, à la réfection et à l'entretien des sanitaires du «dépôt» créé en octobre 1981, ainsi qu'à l'aménagement d'une cuisine et d'une infirmerie. « Dans les centres de rétention comme ailleurs, les étrangers ont droit au respect et à la dignité». poursuit la préfecture, qui précise que le préfet a donné des instructions pour trouver d'autres locaux (Aubervilliers est l'une des possibilités à l'étude), qui supposent l'af-fectation de 16 à 20 millions de francs au budget de 1994. Le tribunal de grande instance de Paris doit rendre, mercredi 24 novembre,

## LA JUSTICE DÉBOUSSOLÉE

Lenteur, encombrement, non-exécution des décisions : depuis quelques années la iustice fait l'objet de critiques de plus en

## LE RECUL DE L'ÉCOLOGIE

La crise économique et l'échec des écologistes aux élections législatives ont fait passer au second plan les préoccupations écologiques.

> Economie de l'environnement : la nouvelle donne

Numéro de novembre 1993

DEVELOPPEM . . . . . . 200 miles . ---الإستان - Carlot

WENAGEMENTS HAUX PARISIENS

2.485

----

وأخادها والمعار

التوسوري الأراري

Les gratte-ciel de Villeurbanne. ace sur la rehabilitation de 1400 logements sociaux 111

La province aux portes de la banlieue Pour se développer la région doit s'appuyer sur la grande couronne V

des agences d'urbanisme

Elles veulent participer au débat sur l'aménagement du territoire

Sarreguemines aux pieds de faience

ressent les effets de la crise

Fini le « miracle attemand ». La cité

## LE DÉVELOPPEMENT A PETITS PAS

La DATAR fait le bilan de l'opération menée dans douze sites pilotes pour favoriser la formation des hommes et améliorer l'attrait des territoires

t si le développement économique ce pouvait désormais que résulter d'un travail de fourmi mené sur le terrain? Au moment où l'espérance d'implantations spectaculaires d'entre-prises est aléatoire, mieux vaot essayer de tirer le maximum de celles qui soot déià installées. C'était en tous les cas l'idée qo'avaient les responsables de la Délégation à l'aménagement du terri-toire et à l'aménagement réglocal (DATAR) en lançant, en 1990, l'opération «Formation des hommes et développement des territoires» doot les actes viennent d'être publiés (1).

«La formation n'a été que le mobile, la cible réelle est le développement teurs de cette opération. Il s'agit en effet d'améliorer l'attrait des territoires eo valorisant la formation et les capacités des hommes qui y travaillent. « Car après une longue période de taylorisme où la logique de la machine dominait les organisations, les technologies remettent la qualité des hommes au premier plon des facteurs de performance globale de l'économie et de la compétitivité des entreprises s, explique Noël Lebel, directeur à la DATAR.

Les douze sites expérimentaux choisis pour mener ces expériences représentent chacun une spécificité de l'Hexagone. Sedan (Ardeones), Vendôme gone. Sedan (Argeones), vendome (Loir-et-Cher), Aurillac (Cantal), Laon (Aisoe), Lens (Pas-de-Calais), Quimper (Finistère), Issoire (Puy-de-Dôme), Cambrai (Nord), Argentan (Orne), Millau (Aveyron), Limoux (Aude), Valence (Drôme): antant de zones rurales ou de régions de vicilles industries qui soot à la recherche d'un mode de développe-

#### Création de clubs

A chaque fois, un chef de projet a été nommé pour imaginer et coordonner les actions les mieux adaptées au tissu écocomique local. Leur mission a souvent consisté à faire travailler ensemble des entreprises qui n'ont pas l'habitude de se parler alors qu'elles sont géographiquement proches. A Lens, le chef da projet, Gérard Glangetas, nn ancien ingénieur de Charbonnages de France, a créé deux clubs où les dirigeants des sociétés peuvent réfléchir à leurs plans en matière de formation et même plus largement à leurs stratégies de dévelop-



pement. « Ces structures ont été mises en place à la suite des travaux d'un comité de pilotage qui s'est réuni à la préfecture, explique Gérard Glangetas. La première chose à éviter est de réunir des entreprises qui travaillent sur le même secteur et sont donc en concurrence sur les marchès. Dans ce système, les entreprises devlennent formatrices entre elles. » Eo dix-huit mois, queique 800 entreprises ont ainsi été mises en contact.

Dans le Vendômois, l'action menée sous la houlette de la DATAR a entraîné la mise en place d'un ceotre de ressources informatiques dans le domaioe de la conceptioo et do dessin assistés par ordinateur (CAO et DAO) qui devrait être utilisé par au moins cinq entreprises. Uo centre de formatioo d'apprentis (CFA) devrait aussi être créé, particulièrement desticé à l'industrie mécanique et automobile.

Mais les choses n'ont pas tnujours été faciles. Ainsi à Aurillac, où l'opéra-

tioo a été dirigée par le bassin d'emploi. les résultats soot jugés modestes. Les cootacts ooués avec les salaisonneries, les scieries, les abattoirs, les entreprises de bâtiment et les garages de ce bassin de 40 000 habitants o'ont abouti qu'à une identification des besoins, «Le chef de projet est bien seul dans cet environnement nouveou. C'est à lo fois sa force et sa grande faiblesse. Les expérimentations dérongent parfois l'institution mais elles déstabilisent aussi les chefs d'entre-prise», oote Jean-Paul Vuillermoz, du comité de bassin d'Aurillac.

#### Les donneurs d'ordres

Responsable de l'opération menée à Argeotan, Mercal Roland, a dû, lui aussi, faire preuve de persévéraoce. « Lorsque je me suis adressé aux PME-PMI pour établir un diagnostic des besoins de formation, j'oi été un peu déçu des réponses que je recevais. Notamment leurs respansables ovoient des difficultés à se projeter trois à cinq

ans dans l'ovenir », reconnaît-il.
Du coup, Marcel Roland a réorienté sa mission. D'ebord, il s'est installé à la chambre de commerce de Flers et il a décidé de se tourner vers les dooneurs d'ordres. « Après avoir rencontré 14 res-ponsables de ces entreprises, j'ai pu établir des lignes d'action de formation à court et moyen terme », poursuit-il. Et pour permettre aux entreprises de se rencootrer, il a, lui aussi, créé deux

#### Le particularisme local

Eo réalité, la maoière de faire ne peut qu'être différente puisqu'elle doit être le mieux possible edaptée au site concerné et eo particularisme des octeurs locaux. « On doit faire attention de ne pas enfermer ces octions de la DATAR dans un carcan, oote José Jornet, chef de projet dans la haute vellée de l'Aude. Au sujet de nos relations avec les chambres consuloires, il faut bien voir que l'objectif de lo mission n'est pas, même si la tentation est forte, d'entrer en conflit avec les chambres consuloires ou les divers organismes locaux.»

D'autres iostitutions se mettent à jouer le carte du micro-développement. Aiosi le conseil régional Rhôoe-Alpes vient de signer un contrat de développement écocomique avec le bassin d'emploi d'Aooooay (Ardèche). Il s'agit à la fois d'une eide au finaocement et d'un moyen de fédérer les initiatives privées et publiques. Signé pour une durée de trois ans, ce contrat prévoit octamment la prise en charge par le conseil régional de 40 % des dépenses eogeodrées par certains équipements : étude de faisabilité d'un aménagement routier, actinns de formetino, accompagoement du

développement des entreprises. Ces initiatives mootrent que l'améoagement du territoire oe dépend pas seulement des grandes opérations décidées à Paris.

## Françoise Chirot

(1) «Formation des hommes et développement des territoires», DATAR, Sous la direction de Paulette Pommier, Documentation française, 105 p., 95 F.

## Courages

NICOLAS SARKOZY a relevé le gant. Le ministre du budget s'est présenté au congrès de l'Association des maires de France (AMF), le 18 novembre, pour justifier les ponctions prévues sur les ressources des collectivités locales en 1994. « Il n'était pas ques tion que je ne vienne pas l'», a-t-il lancé, en précisant qu'il s'agissait là d'un acte de rcourage minimum».

Du couraga, il en fallait aussi, selon kii, pour faire face à des choix impossibles. « Remertre en cause les salaires de la fonction publique? Surtout pas! Le budget de la défense? incontournable l Les dotations aux collectivités locales? Provol'obligation de etrouver des économies», jamais il na se serait «mis cette effaire sur le

dos. Les maires, d'ailleurs, ne se dérobaient-ils jamais à leurs obligations? « Tout le monde est pour la révision des valeurs locatives, e constaté le minis-tre. Mais quand il s'agit de la mettre en application, j'entends dire : ça ne va pas i li y a lee élections cantonales, puis les municipales ! . M. Sarkozy a annoncé qu'il s'attaquerait, lui, à cette réforme. Sans «confondres, toutefois, « vitesse et pré-

cipitation».

Jean-Paul Delevoye (RPR),

président de l'AMF, a salué la

«franchise» d'un tel discours, et les élus ont applaudi. Seuls quelques mauvaie esprits ont falt observer, dans les couloirs, que l'organisation magistrale du congrès avait facilité la têche du ministre. La traditionnalla épreuve das quastions-ré-ponses avec le public e été évitée, un membre du hureau e'étant chargé de relayer les questions de la base. La séance avait, en outre, été préparéa par une succession de discours tendant à montrer qu'en période d'austérité il n'y a pas d'autre issue que le rigueur. Dens une conjoncture financière critique, les élus chargés de lever l'impôt davraient, eux aussi, faire preuve de courage.

Rafaële Rivais

## RESTRUCTURATION

## LES DÉMÉNAGEMENTS **DES HÕPITAUX PARISIENS**

Pour financer sa modernisation l'Assistance publique mobilise son patrimoine foncier. Une opération semée d'embûches. 'état-major de l'Assistance bouge. Il y va de la qualité des cle, les malades à radiographier

publique (AP) oe boudait tpas son plaisir lundi 15 novembre lors du lancement du chantier de construction du oonvel hôpital Georges-Pompi-dou (le Monde du 16 oovembre). Edouard Balladur citait en exemple la politique de restructuratioo hospitalière de leur puissante maison. Et il incitait toutes les régions de France a en faire autant.

Avec ses cinquante établissame ots et leurs 83 000 employés capables de soigner simultanement plus de 30 000 patients, l'Assistance publique est un mastodonte qui

soins qu'il prodigue et de son sont brancardés à travers les

existence même. A l'intérieur de la capitale l'AP a hérité de l'Histoire vingtcing hôpitaux offrant 15 000 lits et des consultations recevant 400 000 personnes par an. Une formidable entreprise de santé servie par la crème du corps médical oational. Mais la plupart de ces établissements soot anciens, fragmentés en pavillons techniques de soins eo rapide évolution. Classés moouments sont intouchables. A Laennec, les plus médiocres. dont le cœur date du XVII siè-

cours, même en hiver.

Or l'AP est condamnée au changement. Les lits de certains aux personnes âgées, manquent cruellement. Rico que dans més en dix ans, mais ce o'est pas suffisant. Les dirigeants de la grande maison ont dooc et difficilement adaptables à des adopté une stratégie eo trois points : réhabiliter et moderniévolution. Classés moouments ser ce qui peut l'être, construire historiques, certains bâtiments de nouveaux hôpitaux, vendre

francs par an.

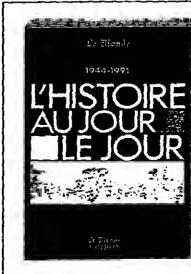
services sont en excédent, d'autres, ootammeot ceux destinés Paris, 1 700 lits ont été suppri-

Le premier point de cet 1990, 157 p., 200 F.

audacieux programme est co applicatioo depuis déjà des années. Et les chantiars vont bon train. Les architectes y déploient un tel talent que le Pavillon de l'Arsenal a pu leur consacrer une exposition assortie d'un épais et remarquable catalogue (1). Lariboisière (10°) a été entièrement rénové avec notamment un service d'orgence semi-enterré. Dans l'immense domaine de La Pitié-Salpétrière on construit à la fois un « centre de la tête et du cou» et un « service cœur-vaisseaux » qui auront peu d'équivalents. La moitié de Saiot-Antoine est en cours de rajeuoissement, Bieotôt viendront le tour de Cochin et de Necker. L'AP consacre à ces traveux plus de 1 milliard de

> Marc Ambroise-Rendu Lire in suite page V

(1) « Paris d'hospitalité », dirigé par Jean Léonard et Martine Weissmann, Picard Ed. et Pavillon de l'Arsenal,



Un demi-siècle d'histoire dans les archives du Monde

Une encyclopédie pratique de 1064 pages (avec chronologies, cartes et index). 395 F

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR 1944-1991

EN VENTE EN LIBRAIRIE



#### EUROPE

## RÉDUIRE LES DISPARITÉS RÉGIONALES

Les ministres des Douze proposent des mesures de concertation pour les zones transfrontalières

UNION européenne s'est mise depuis loogtemps à l'heure de la décentralisation. La pratique des « conseils informels » est là pour en témoigner. Les Douze ont tenus des réunions en debors des capitales netinnales dans le pays qui assume la présidence - tournente et semestrielle - de l'union.

Hebituellement, les ministres des Dauze se réunissent à Bruxelles ou à Luxembourg. mais ces a conseils informels ». limités à des échanges de vues, sens décision contraignante, permettent aux représentants des Etats membres de se concerter et de découvrir les métropoles réginnales dans une ambiance détendue, parfois en compagnie de leurs épouses. C'est à ce titre que Daniel Hoef-fel, ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales, a participé avec ses homologues européens au conseil « politique régionale et omenagement du territoire », jeudi 12 et vendredi 13 novembre à Liège,

#### Une initiative déconcertante

En vertu de l'article 146 du trailé de Maastricht, qui permet aux Etat fédéraux de se faire représenter au conseil par des ministres régionaux, la Belgique, puissence invitante, avait envoyé à Liège, Guy Spitaels, ministre-président du gouvernement wallon, et Robert Colignan, ministre wallon de l'aménagement du territnire. Une initiative un peu déconcertente pour les représentants de la France jacobine, mais tout à fait dans l'air du temps à Bruxelles.

Les travaux ont notamment porté sur le difficile partage des fonds structurels destinés à réduire les disparités régionales au sein de l'union. Dépassant les 1 000 milliards de francs françeis, ces fonds représentent 37 % du hudget communautaire pour l'exercice 1994-1999. Avec les termes techniques qui sont devenus un code employé par les instances de Bruxelles, ils sont destinés aux a zones éligibles à l'objectif 2 » (c'est à dire

« éligibles à l'objectif 5B » (en déclin agricole).

Mais, pour l' « objectif 2 », par exemple, les sommes à distrihuer ne peuvent réglementairement pas profiter à plus de 15 % de la population des Douze. Or les demandes déja présentées concernent un territnire où vit plus de 22 % de cette population. Il faudra des arbitrages, et il n'était pas mauvais de s'y préparer à Liège.

Autre problème : la compatihilité de chaque programme national d'aménagement du ter-ritoire (plan d'aménagement, schema directeur) avec les projets et réalisations des autres pays membres. En attendant la rédaction d'uo programme de « développement spatial européen v, les ministres ont promis de mettre en œuvre des procédures de concertatioo, en commencant par les zones transfron-

En conclusion, M. Spitaels e

en déclin industriel) et à celles discrètement déploré le retard pris par le comité des régions qu'a institué le traité de Maastricht. Le conseil et la Commis-

sinn devront demander à ce nouvel organe son avis sur les questions relatives à la culture. la santé, l'éducation, les réseaux transeuropéens et tout ce qui a trait à la cohésion éconnmique et sociale. Il sera coostitué par des représentants des collectivités régionales et locales nommés pour quatre ans par le conseil sur proposition des Etats mem-

Il semble que la désignation de ces personnes (au nombre de 24 pour la France) pose problème dans certains pays. Bruce Millan, commissaire européeo chargé des politiques régionales. a ocanmoins déclaré que le comité serait mis eo place eo

> de notre envoyé spécial à Liège Jean de la Guérivière

## L'aide des universitaires

Un « Consortium européen pour les études régionales et fédérales a couvrant toute l'Europe vient d'être créé evec un secrétariet installé à Bruxelles. Le mise en place de cet organisme coîncide evec l'entrée en vigueur du traité de Maastricht.

Composé eesentiellement spécialisés dans la science politique et edministretive et l'edministration locale, ce consortium réunit déjà huit importants centree de recherche de sept pays (Autriche, Belgique, France, Allemagne, Italie et Royaume-Uni). Il est ouvert à de nouveeux membres des pevs européens, qu'ile soient dens l'Union européenne ou non.

Le but du consortium est de « promouvoir en Europe les recherches sur deux évolutions importantes en cours : la marche vers une union plus étroite entre les Etats nationaux et d'autre pert le processus vers davantage d'eutonomie régionale à l'intérieur même des Etats s. Cea daux tendances. d'ailleurs étroitement interdé-

Etude d'elements de methode elabore

Les recommundations présentées, susent

lucales d'ainservation, dans un codre de

conference permettant l'echange

· Les ateliers, présides par des respon

sables de collectivités locales et d'orga

nivites publics locaus de protectior sociale, porteront sur l'ob ervation locale

Acrest-prévention de la resue enfance

Protection de l'enfance. Aide aus

personnes diver, Aide uns personnes inindivapées, Acces aux sonns des plus demunis, Insertan des jeunes en difficulté

EN SÉANCE PLENIERE

Présentation de la synthèse des afelters

selon trois axes : enfance, dépendance,

avec les institutions concernées

dans les domaines sujvants :

pendantes, sa reflètent à la fois dans la lettre et l'esprit du traité de Maastricht.

Les responsables européens, notamment les membres du Comité économique et social de Bruxelles euprès duquel sere installé le Comité des régions d'Europe, ont puyet, en tent que de besoin sur des travaux et réflexions scientifiques, sur le fonctionnement, les missions et l'intégration dans las organes commu neutaires du nouveeu comité dont la composition donne lieu à de très délicates tractations. Le bureau du consortium est présidé par le professeur Murray Forsyth, du Center for Federal Studies de l'université de Leicester. Les vice-présidents sont Robert Hertzog de l'université Robert-Schumen à Strasbourg et Hantz Peter Schneider de l'université de Hanovre. Le secrétaire général est Franck Delmertino du centre d'études

#### FINANCES LOCALES

## TAXES A GÉOMÉTRIE **VARIABLE**

Les impôts liés à l'automobile dépendent des départements et des régions

U simple au double: ainsi varie le prix de la vignette, d'un déperte-ment à l'autre. Depuis l'entrée en vigueur des lois de décentralisation, cette taxe sur l'automnhile est perçue et votée par les conseils généraux (sauf en Corse, où l'assemblée régionale s'en charge). Son tarif, auparavant uoiforme, dépend désormais de la politique ainsi que des ressources de ces collectivités locales.

Les automobilistes pourront le constêter en schetant leur vignette annuelle, dépense dont ils doivent s'acquitter avant le 2 décembre, faute de quoi elle sera majorée de 5 %. En 1984, la vignette coûtait 320 francs pour une voiture de cinq à sept chevaux-vapeur de moios de cinq ans, modèle le plus courant. Aujourd'bui, il faut compter entre 268 et 568 francs pour un véhicule nyant les mêmes références.

C'est dans la Marne que l'autocollant, de forme ronde, coûte le moins cher. Le président du conseil général. Albert Vecten (UDF), « refuse de taxer l'automobile. En 1988, il avait même proposé de suppri-mer la vignette, rappelle le directeur géoéral des services, Francis Lbermitte. Albert Vecten estime en effet que la voiture est essentielle au maintien de la vie en milieu rural. Le conseil général ne peut organiser une desserte de transports en commun qui satisfasse tout le monde. Les gens ont besoin de leur volture, et chaque famille en possède deux ou trois». Bien que le département dispose de recettes fiscales directes relativement modestes, le maintien d'une vignette à bas prix est possible, grace à une « politique de compression des dépenses de sonctionnement p. Le conseil général de la

Réunion propose la vignette la plus cbère. « Comment pourrait-il en être autrement?. s'interroge un responsable. Nous sommes le département de France qui compte le plus de chômeurs es de RMIstes, et nos besoins sont sans nucune mesure avec ceux de la Mêtropole! » L'Eure-et-Loir, l'Indreet-Luire et le Gard arrivent juste derrière, avec un timbre à 530 francs. « Le conseil général d'Eure-et-Loir calque la crois-sance de la vignette sur celle de l'inflation », affirme un fooctionnaire dont, pourtant, les propos ne semblent pas tout à fait averés.

En Indre-et-Loire, le prix élevé de la vignette e, au contraire, une origine conjoncturelle, affirme-t-on. « Nous avons du faire face, l'an dernier, à une augmentation considérable des dépenses d'aide sociale. Comme nous n'avons voulu ni siopper les investissements ni peser excessivement sur la fiscalité directe, nous avons joué sur la vignette, qui était notre seule marge de

#### Impôt écologique

En 1984, le produit dégagé par ce timbre fiscal s'élevait à 8 milliards de francs, En 1992, les départements oot prélevé 12 milliards de francs. Les régions hénéficient, pour leur part, d'une taxe sur la carte grise, document délivré lors de l'echat de vébicules, neufs ou d'occesion. Cet impôt, qui représente le buitième, coviroo, de leurs ressources, e cooou une formideble ascension. D'une valeur de 2,5 mililiards eo 1984, il a grimpé à 7 milliards de francs co 1993. Le coût moyen du cheval-vapeur est passé de 50 à 143 francs.

Mieux vaut immatriculer son vébicule co Auvergne que dans le Sud de la France. Toutefois, les disparités d'une collectivité à l'eutre sont moins affirmées que pour la vignette. C'est dans la région Rhône-Alpes que l'addition est la plus lourde, avec un cheval-vepeur à 180 francs. « Ce coût élevé a une explication politique, affirme un fonctionnaire du conseil régional. Charles Millon (UDF) doit composer avec les écologistes pour dégager une majorité. Comme ce groupe est savorable aux transports collectifs, il n décide de taxer les véhicules individuels.»

La régina Provence-Alpes-

Côte d'Azur, le Laoguedoc-Roussillon, le Réunion, l'Ai-sace, l'Aquitaine et le Nord-Pas-de-Calais pratiquent des tarifs plus élevés que le reste de la France. Dans le Nord-Pas-de-Calais, la carte grise vient d'augmenter de près de 15 %, mais « il s'agit seulement d'une mesure technique », précise Christian Brett, chargé de mission au cabinet de Marie-Christine Blandin (Verts). a Nous ne voulons nullement « taper » sur les automobilistes. Tant que les transports en commun ne sont pas organises, il faut bien que las gens aient des voitures. D'allleurs, une fiscalité écologique ne devrait pas seulement concerner ces véhicules », précise-t-il.

En Ile-de-France, le tarif de la carte grise est légèrement inférieur à celui de le moyenne nationale, avec un cheval-vapeur à 142 francs. Il a été fortement revn à la hausse après les élections de 1992, « pour financer les investissements dans les lycées, la relance des transports en commun et la formation professionnelle », explique uo chargé de mission. La régioo artendait, pour la fin de l'année 1993, une recette de 1,5 milliard de francs. Mais la crise du secteur automobile, qui se fait seotir sur les budgets locaux denuis deux ans déjà, ponrrait amputer cette ressource de 200 millions de francs.

Il existe un troisième impôt sur l'automobile, la taxe sur les permis de conduire, dont le produit, de 300 millions de francs en 1993, revient sux régions. Cette recette oe représente que 1 % de leurs budgets. Néanmoins, là aussi, les tarifs floctueot. Pour avoir soo permis, il faut dépeoser 135 francs en Ile-de-France, et 330 francs en Rhône-Alpes.

Vignette, carte grise et taxe des impôts locaux lodirects. Les élus les augmentent sans trop d'inquiétude, alors qu'ils sont tres attentifs à l'évolution de la fiscalité directe (le Monde deté 17-18 octobre). « Ces taxes sont relativement indolores, car elles concernent les seuls propriétaires de voitures », confirme un spécialiste. De plus, elles n'oot pas une grande influence sur la popularité des élus. En effet, les contribuables qui voot au bureau de tabac ou à la préfecture retirer vignette et carte grise savent rarement qui encaisse leur argent. L'opacité est encore plus grande encore qu'en matière de fiscalité directe. Ce qui n'est pas peu dire.

#### (Publicité) Les Entretiens de l'Odas

Paris, les 14 et 15 décembre.1993 Mieux observer pour mieux décider L'observation locale au service de la décision publique

#### 1 DES FINALITES DE L'OBSERVATION

Exposes sur l'explanda de centulomeme des politiques publiques locales et m des processus de decraion Alain CARIGNON, Ministre de la Communi-cation, President de l'Odas. Thierry CHANOERNAGOR, President du Conseil general de la Creuse Pierre-Rémy HOUSSIN, Oepute, President de Conteil genéral de la Chavente, André SANTINI, Oéputé Marre d'Esyste (Ale aline av.), pass labounne que les contemposités de la pass labounne que les contemposités (Paris de la laconte de la Chavente de la laconte de laconte de laconte de laconte de la laconte de  laconte de lacon nges avec les participants.

#### II - DE LA FAISABILITE DE L'OBSERVATION

EN ATELIERS

Présentation des etudes sectorialles enees par f'Odas depuir 18 mots sur le iveau de l'observation locale Analyse des obstacles à une collaborate nter-institutionnable dans le donatine de discreation de l'action rocale

insertion, avec la participation de hautfonctionnaires de collectivités territoriales es de responsables d'organismes nationaire de mutection sociale et de services statistique Le Monde

## Table ronde finale avec

III - DE L'OPPORTUNITE D'UNE OBSERVATION PARTAGÉE "OBSERVATION ET POUVOIRS LOCAUX EN PERIODE DE CRISE" L'ampleur de la crise des collectivités territoriales renforcera-t-elle la mobilisation partenariale des acteurs locaux et le besoin d'informations stratégiques, et, si oui, dans quelles conditions?

Débat animi pur Serge BOLLUCH, avec la participation de Jacques BARROT. Président de la Commission des Finances de l'Assemblée Notionale. Jean-Michel BELORGEY, President da Findi d'Action Sociale, Jean-Yves CHAMARD, Depute de Vienne, Jean-Paul DELEVOYE, Président de l'AMF, Jean-Pierre FUURCADE. Président de la Cormustion des Affaires sociales du Sénat, Demis JACQUAT, Deputé de la Mosette, Christian PROUST. President du Conseil géneral du Territoire de Belfors. Michel THIERRY Directorio de l'Action Sociale

Synthèse générale par René LENOIR oucien Ministre, President de l'Uniopss Renseignements et inscriptions. Observatoire national de l'Action sociale décentralisée Odas - 13, boulevard Saint-Michel 75005 Paris - Tel : (1) 44 07 02 52 - Fax : (1) 43 25 35 34

## **BLOC-NOTES**

du fédératisme de Bruxelles.

## AGENDA

Télécommunications. - Les prochaines reacontres de l'Observatoire des télécommunications dans la ville, que préside, depuis le mois d'octobre. Jean Roatta (UDF), député des Bouches-du-Rhône, auront lieu à Paris, mardi 23 novembre. Plusieurs débats porteroni sur le rôle des télécommunications dans le développement local et l'aménagement du territoire. Des élus s'intéresseront an télétravail, à la gestion de la sécurité urbaine, ou à l'intégration des réseaux dans l'environne-

> Renseignements au (16-1) 42-56-81-00.

 Urbanisme. – L'Association française des avocats conseils auprès des collectivités territoriales (AFAC), que préside Me Jean-Louis le Nué, batonnier à Chalons-sur-Marne, organise un colloque intitulé « Urbanisme opérationnel, le pire est-il à venir?», dans la capitale de la région Champagne-Ardenne, mardi 23 novembre. Plusieurs juristes :eront le point sur les problèmes auxqueis sont confrontés les dus en matière d'urbanisme, notamment l'intervention de plus en plus fréquente des associations. S'agit-il d'une « nécessaire démocratisation » ou du « triomphe des intérêts particuliers? », se demanderont ces spécialistes, qui évoqueront aussi les conséquences financières de ces blocages, pour les

opéraleurs. Renseignements au (18-1) 45-65-02-60

■ Cadre de vie. - Un colloque intinulé «Cadre de vie, cadre de ville» se déronlera à la cité des congrès de

Nantes les mardi 23 et mereredi 24 poverabre. Il est organisé par la ville de Nantes et la Fondation europ pour l'environgement, et les débats se dérouleront dans le cadre de six ateliers: les politiques de transports urbains; les enjeux sociaux de la politique de la ville : la reconquête du paysage arbain; l'implication des citoyens dans les politiques de déchets; les mécanismes de concentation sur les politiques urbaines; les campagnes d'information et de sensibilisation des

Pansaignements : office du tourisme de Nantes 40-47-04-51

Dépendance et maintien à domiella. - La Maison des collectivités locales, que dirige Christian Julienne. organise un colloque sur le maintien à domicile des personnes agées dépendantes, mercredi 14 novembre, à Paris. Ouels services faut-il mettre en place pour maintenir chez elle une personne agée dépendante, de quel personnel faut-il disposer, comment organiser les financements? Des solutions seront présentées par une dizaine de responsables de collectivités locales ou d'associations spécialisées dans la gérontologie. (prix: 3 439 francs). Renseignemente au (16-1)

Sociétés d'économie mixte. - La Fédération nationale des sociétés d'économie mixte (FNSEM), que préside Alex Raymond (PS), maire de Colomiers (Haute-Garonne), membre du Conseil économique et social, organise son prochain congrès à Marseille, du mardi 23 au vendredi 26 novembre, Le thème sera : «1983-1993 : dix ans d'économie mixte, hilan et perspectives». La Fédération évaluera l'apport des SEM au développement local. Une quarantaine de sociétés présenteront une action exemplaire en la matière. Ranselgnamants au (16-1)

44-94-20-00. ■ Collectivitée et associations. Le Centre Condorcet, association créée par le Parti socialiste et la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, organise un séminaire de formation sur les relations juridiques entre collectivités locales et associations, eudi 25 novembre, à Paris. Un avocat, M. Dominique Deporcq, présentera notamment les risques de la gestion de fait-ingérence dans le maniement des deniers publics, réservé au comptable

> Renseignements au (18-1) 40-41-08-48

■ Jaunesse rurala. - Un colloque sur «Les jennes dans l'espace rural» se tiendra à Poitiers, jeudi 25 et vendredi 26 novembre. Organisé par l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire et de multiples partenaires, il permettra de faire le point sur la situation des jeunes ruraux ; qui sont-ils, quels sont leurs modes de vie, quelles sont leurs attentes en matière d'aménagement de l'espace rural? Des ateliers évoqueront des sujets tels que la situation des jeunes filles, la scolarité, ou l'exclusion en milieu rural.

Ransalgnements au (16) 49-39-34-61 ou au (16-1) 39-17-27-40.

# Eumpe et régions. - Yvon Bourges (RPR), président du conseil régional de Bretagne, et François-Régis Hutin, président-directeur général de Ouest-France, organisent un colloque intitulé « une politique régionale estcile nécessaire an développement de l'Europe?», à Rennes, vendredi 26 et samedi 27 novembre. Des élus et des sociolognes expliqueront à quoi corres-pond aujourd'hui la notion de région en Europe. Ils montreront que les régions sont les acteurs du développement économique et social de la Communauté européenne. Reneeignements eu (16-1)

45-01-55-47. Sport et collectivités. - Le Centre national de la fonction publique ternitoriale (CNFPT) organise un premier forum sur le sport et les collectivités territoriales à Macon (Saone-et-Loire). mardi 30 novembre et mercredi le décembre. Cette manifestation s'sdresse aux élus en charge du sport, aux responsables de services et d'équipements sportifs, ainsi qu'aux animateurs. Les débats porteront notamment sar les politiques sportives après dix ans de décentralisation, le sport scolaire, les clubs et fédérations, le sport de masse et de haut niveau.

Renseignements au (16-1) 40-60-48-00. Images en région. ~ Les collecti-

vités locales poursuivent-elles l'effort qu'elles ont entrepris il y a quelques nnées, en faveur de la décentralisation du cinéma? La deuxième session du festival de courts métrages Images en région devrait être l'occasion de le surer. Il aura lieu à Vendôme (Loiret-Cher) da vendredi 3 au mardi 7 décembre 1993. Organisé par le dynamique Atelier de production Centre Val de Loire, cette manifestacon mettra en compétition vingt films courts français, subventionnés par des conseils régionaux. Quatorze régions ont annoncé leur participation. Ranaaignements au (18)

والمنافض والمراجع

-----

-. 110 WX年業

an provide (

4-11 6 Feb.

. v. veines

्रिक्ट के किस्सा के किस के अपने किस के अपने किस के 
4. 中華中華

a department

3. Xmag &

a water

Territoria

7 7 7 2 2

A PARTY OF

يوفيون بناس و

----

1. 1. 17

· 100 22

....

and the second

1-

7 - Cr. 11 - 4-3

-

20 1 m

-

---

The same

4

Printer & Comment

was made and

- 3

TRIE

## LES GRATTE-CIEL **DONNENT LE VERTIGE**

A Villeurbanne, la réhabilitation de 1400 logements sociaux risque d'être interrompue par l'arrêt des financements de l'Etat

la fin des années 20, la démarche de Môrice Leroux, jeune architecte dans un cabinet parisien, n'était pas d'imiter à Villeurbanne les gratte-ciel de New-York. Le programme retenu par la municipalité d'alors était sans équivoque, porté avec une conviction profonde par le maire socialiste. Lazare Goujon. Médecin hygiéniste, fils d'onvrier usé par le travail dans les forges, Lazare Goujon voulait à la fois répondre - déjà - aux besoins urgents de logements, rendre plus heureux les représentants d'une catégorie sociale qui lui était proche.

A défent de preodre en compte les soucis de l'urbanisme, son projet comportait près de 1400 logements, certes modestes (80 % des appartements mesurent moins de proximité et, eu milieu, l'hôtel

40 mètres carrés de surface), mais très confortebles pour l'époque, avec salle d'eau, WC, vide-ordures, cheuffage central et... ascenseur. Pius que par une recherche esthétique, les façades en gradins, dans les parties supérieures, sont là pour ménager de petites terrasses eux locataires. Et les décrochements en redents sont censés apporter davantage de lumière.

La dominante sociale marque eussi les équipements d'accompagnement; un « palais du travail » pour les ouvriers et leurs organisations syndicales; une piscine cooverte; un théatre, devenn aujourd'hui le Théâtre national populaire (INP), eprès evoir été le théâtre de la Cité; un bureau de poste; une centrale de chauffage nrbain; des commerces de

de ville. Son beffroi fait le pendant oux deux immeubles-tours de 33 mètres de hauteur dont les silhouettes, à l'entrée de l'avenue Henri-Barbusse, justifient, phis que tout le reste, l'appellation «gratte-ciel». La cité de Môrice Leroux fut construite en quatre ans, délai remarquable-ment court. Son inauguration, eu début de l'été 34, donns lieo à de chalenreuses fêtes. En revanche, elle apporta plus de tracas que d'éloges eu maire-visionnaire; en mai 1935, il fut battu aux élections municipales, par ceux-là mêmes pour lesquels

il avait œuvré. C'est un eutre socialiste, Charles Hernu, qui, plus de cin-quante après, décida de redonner un coup de jeune à cet ensemble immobilier. Il y avait quelques bonnes raisons à se lancer dans cette entreprise : les «gratte-ciel» sont chevilles eu cœur de Villeurbanne. En outre, eo plan architectural, ils formeet un ensemble patrimonial contemporain d'une rare qua-

Enfin, dans le prise en compte d'une politique de le ville qui s'ébaucheit alors, ils sont le contre-exemple d'une «banlieue» difficile: les cootraintes d'espace ont meintenn là une population contrastée evec une grande part de personnes âgées - 40 % des babitants ont plus de soixantedix ans - mais aussi des jeunes, célibataires on couples evec peu ou pas d'enfents. « C'est un grand ensemble social, mais sans les problèmes qu'on connaît ailleurs. Ici, on sent qu'il existe une communauté animée par un souci de solidarité, même si on y compte, comme partout des râleurs », observe Charles Del- tants du maître d'ouvrage, la

eppelé par Charles Hernu à présenter un projet, et par la suite à

en assurer la maîtrise d'œuvre. L'idée de Charles Hernu est encouragée par une échéance : la commune a la possibilité de disposer d'une majorité confortable au sein de la Société villeurbannaise d'urbanisme (SVU), propriétaire des immeubles (1). Outre la réhabilitation du parc de logements, c'est une bonne occasion de réfléchir à la recomposition du centre-ville, et notamment de faire de l'evenue Henri-Barbusse une voie-promenade agréable. Quand Charles Hernu quitte, tragiquement, la scène politique, en 1990, son successeur, Gilbert Chabroux. relève le défi.

L'augmentation des loyers

Uoe zone patrimoniale protégée d'aménagement et d'urba-nisme (ZPPAU) est créée. Un coocours pour le réamenagement de l'avenue est lancé. Le coût de l'opération est chiffré : 220 millions de francs eu total, 140 000 francs par appartement. Un plen de financement est arrêté pour les 797 premiers logements, représentent 120 millions de francs environ. Les travaux, commencés en 1992, sont totalement terminés pour le première traoche (203 logements), eo voie d'achèvement pour la seconde (253 logements) et remis en cause pont la troisième (341 logements) à la suite de la défeillence partielle de l'Etat, pour une somme qui représente seulement 5 % des 56 millions nécessaires à sa réalisation. L'Etet participe néanmoins au financement par le bieis des subventions Palulos (crédits de catégorie 3) dont le montant, chiffré en février 1993, s'élevait à près de 20 millions de francs pour l'ensemble des six phases de travaux. En crédits de catégorie 1, l'Etet eveit accordé 3.6 millions de francs pour les deux premiéres tranches du pro-

fante, architecte-urbaniste, SVU, la réhabilitation est jugée positive par une majorité d'hebitants. « Pourtant, le pari était difficile, admet Cherles Delfante. Faire des travaux de cette importance chez des personnes agées, sans les déplacer, était une gageure. » Thierry Delmas, chargé de mission de la SVU, qui arpente les montées d'esca-lier et les coursives à longueur de journée depuis plus de deux entreprises, au début surtout, ne respectaient pas les plannings établis. Or, pour changer une conduite d'eau ou de chauffage dans un appartement, il falloit que les locataires des étages supérieur et insérieur soient présents. »

Le chantier est d'autant plus dérangeant qu'il touche aussi aux fondements des immeubles : étanebéité des terrasses, isolation thermique des façades, des cages d'escalier et des verrières; pose de portes blindées, d'interphones avec vidéo-surveillance, réfection de toutes les canalisations (eau, gaz, chauf-fage) et de toute l'installetion électrique... Des trésors de psychologie oot été nécessaires pour faire passer l'augmentation, à terme, des loyers : 2 à 2,5 fois le montant actuel. « Même s'ils ètaient particulièrement faibles - 350 à 500 francs pour un logement de 35 à 40 mètres carrès -. c'est une hausse très forte », commente Thierry Delmas. 11 affirme que, pour les deux premiers groupes d'immeubles réhabilités, le confort retrouvé e fait passer la oote. « Malgré tout, on reste à un nivenu de loyer deux foix plus bas que dans le secteur prive », precise Gilbert Chabroux, Pour les aménageurs, auxquels il reste près d'un millier de logements à reprendre, les « gratte-ciel » continuent à donner le vertige...

> De notre bureau régional à Lyon Bernard Elie

(1) La SVU avait un bail amphithéotique de soixante ans expirant en 1992. Villeurbanne détient aujourd'hui 67 % du capital de cette société d'économie mixte.

PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

## **LE PORT D'ARLES** FETE SES DIX ANS

Le trafic a augmenté et des entreprises commencent à s'installer

N 1983, lorsque la chambre ler ses partisans - paraît promis de commerce et d'industrie du pays d'Arles crée un port fluvial sur le Rhône, « elle n'a pas un sou, ni aucune compétence. Personne ne savait, vraiment, ce qu'était un bateau». raconte Jacques Miniaud, directeur du développement économi-que de la chambre de commerce et d'industrie (CCT). Le premier, provenant d'Aliemagne, en mai, transportait 250 tonnes de coke de pétrole. « C'est l'éclusier de Vallabrègues (à 18 kilomètres en amont d'Aries) qui nous avait prévenus de son arrivée. Il n'y avait que 60 mètres de quai, aménagés par le Compagnie nationale du Rhône (CNR); et rien d'autre. Nous avons du chercher partout une grue. »

and the second

141

Le pays d'Aries, à l'époque, venait de subir une grave crise qui avait entraîné la perte de deux emplois industriels sur trois. Le fleuve, qui, jadis, avait assuré la prospérité de la région jusqu'à l'avenement d'antres moyens de transports modernes pouvait être une carte à jouer. Dix ans plus tard, la CCI e gagné son pari. De 33 404 tonnes, en 1983, le trafic du port arlésien est passé à 289 488 tonnes en 1992 (evec un chiffre d'affaires de 5 millions de francs) et devrait atteindre 350 000 tonnes à la fin de cette année. Evénement majeur de cette décennie : le déroctage du « seuil de Terrin». Un vaste chantier, réalisé en 1991 consistant à supprimer, en aval, un affleurement rocheux de 1,8 kilomètre de façon à assurer la remontée, jusqu'en Arles, des bateaux fluvio-maritimes de 3 000 tonnes et de 4,25 mètres de tirant d'eau. Coût total des travaux : 43 millions de francs financés par la CCI et ses partenaires (la CNR, le conseil régional, le conseil général des Bouches-du-Rhône et la ville d'Arles).

**Efforts** d'équipement

Dans l'année qui a suivi, le port ariésien a doublé son trafic. Grace à une desserte trimodale, fleuve-route-fer et à son ouverture maritime, il se prête, désormais, à tous les types de trans-bordement. La CCI a, aussi, la volonté d'en faire un outil de développement économique régional en attirant les entreprises sur une zone industrialoportuaire de 58 hectares, réalisée par la CNR. Pendant des années. elle n'a guère eu de succès. Mais le transport fluvial - économique, écologique et sûr, comme

ne manquent jamais de le rappe-

à un meilleur avenir, et les données de la situation locale ont sensiblement changé.

La ZIP d'Arles vient, ainsi,

d'accaeillir une entreprise dont

l'implantation est directement

lice à l'existence du port. Il s'agit d'une société, à capitaux cana-diens (Korater), important de la tourbe de Biélorussie pour la transformer en terreau horticole destiné aux marchés français. espagnol, italien et du Moyen-Orient. Cet exemple illustre l'intérêt du transport suvio-ma-ritime et les services que peut rendre le port d'Arles. « Qu'un Canadien, s'installe en Arles. parce qu'il doit s'approvisionner en matière première dans un pays de la CEI, est plus convaincant que de se proclamer le carre-four de l'Europe». jubile M. Minjaud. Korater, en l'occur-rence, produira 200 000 mètres cubes de terrean par an et doit creer, à terme, de 20 à 25 empiois... Trois autres projets d'implantation sont actuellement en discussion. Tous liés à la desserte d'Arles par les fluvio-maritimes de 3 000 tonnes. «Les travaux de 1991, commente Guy Racana, directeur du port commencent à porter leurs fruits ». Le port fluvial d'Arles «commerce», enjourd'hui, avec une vingtaine de pays, dont, eo dernier lieu. Israel (un trefic régulier d'egrumes, éclatant ensuite vers l'Europe du Nord). La CCI s'était fixé pour

objectif un trafic de 500 000 tonnes à l'horizon 2000 qui devrait être etteint evant cette échéance. Mais le port arlésien doit encore faire des efforts d'équipement et se doter, notamment, d'une fosse de reprise pour les vracs doot le défaut explique, en partie, la faiblesse des activi-tés liées au fer (7 % du trafic «errivée» et 3 % du trafic « départ »). Autres problèmes à résoudre : la diversification et l'étalement des trafics sur l'année (en raison de la prépondérance des produits agroalimentaires, céréales et engrais, qui engendre une ectivité trop saisonnière). Au-delà des 500 000 tonnes, les installations seront, en fait, saturées et une extension, an Nord, deviendra nécessaire pour progresser encore. Même si l'echèvement du canal Rhin-Rhône en feveur duquel milite, ardemment, le président de la CCI du pays d'Arles, Gilbert Grauffret également président du Groupe ment interconsulaire Rhin-

de notre correspondant

Rhône -, était pour demain...

## BRETAGNE MARIAGE DIFFICILE A QUIMPER

Les élus des petites communes cherchent

à faire cavalier seul NE communauté de communes est-elle possible à deux? Pour Robert Omnès, le maire (CDS) de Plomelin, quatre mille habitants, dans le Sud-Finistère, il n'y e pas d'interdit, même si la préfecture lui a fait savoir sa désapprobetion. « C'est contrnire à l'esprit de la loi. A deux, on fait un syndical, mais pas une communnuté de communes », souligne Jean-Jacques Brot, secrétaire général de la préfecture. Mais Robert Omnès ne voit pas ce qui peut interdire un tel regroupement, « sauf obstacles administratifs insurmontables ». «Rester seul, ajouto-t-il, ce n'est pas non plus la solution. On risque de perdre des avantages fiscaux», à savoir la dotation glo-

bale de fonctionnement. Ce projet de communauté entre Plomelin et Pluguffan a déclenché la colère du maire de Quimper, Bernard Poignant, nouveau président de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (le Monde du 13 novembre), qui, lors du conseil municipal du 30 octobre, a « regretté que les élus restent attachés à des structures datant de 1790 ». Bernard Poignant aurait aimé qu'une communauté de sept communes se regroupe autour de sa ville. Mais son projet s'est transformé en peau de chagrin. Plonéis s'est tourné vers l'ouest (evec le canton de Plogastel-Saint-Germain), cepeodant que Plomelin et Plugussan out fait part de leur

velléité d'indépendance. Quent à le constitution d'une grande communauté comprenant les trois caotons de Quimper et les deux gros canrégional tons de Briec et de Fouesoent, munes de Penhars, Kerteuteun, Guy Porte l'elle fait partie des utopies dans et Ergué-Armel. D'autre part,

la mesure où ces deux derniers ont décidé de se constituer chacun de son côté en communauté

gramme. Pour l'un des représen-

de communes. Bernard Poignant parle de « cantonalisation ». La polémique s'est aggravée après le conseil municipal du 29 octobre, illustrant les difficultés de l'application de la loi de 1992. Robert Omnès n'a pas apprécié les critiques du maire de Quimper. « Je ne suis pas atteint par le syndrome de l'écharpe trico-lore, assure-t-îl. Mais l'attitude, de Bernard Polgnant n'a pas facilité les choses. Il nous n dit : venez, après, on discutera. Pour nous, il faut discuter au prèalable des conditions. »

La politique de la chaise vide

Eo l'état actuel des choses, l'intercommunalité quimpéroise prend done le chemin d'un partenariat à quatre Quimper, Gueogat, Plogonnec et Ergué-Gabéric). Sans que cela empêche apparemment les espoirs de la soudure à six. Bernard Poignant : « Je ne desespère pas de réussir. » Le secrétaire genéral de sous-préfecture : « Souhaitons que le bon sens l'emporte.» Robert Omnès : « La porte reste ouverte. » François Cuzon (divers droite), maire de Pluguffan : « Qu'on se mette autour d'une table. »

Il semblait pourtant y avoir l'humus nécessaire pour une coopération renforcée. En 1960, rappelle Bernard Poignent, Quimper a montré l'exemple en fusionnant avec les trois comtons de Briec et de Fouesoent, munes de Penhars, Kerfeuteun.

plusieurs localités, parfois d'une manière très large, se sont mises à collaborer dans différents domaines : la latte contre l'incendie et l'essainissement par exemple. Quimper a même lancé, avec six autres collectivités, une zone d'activités intercommunale. Il existe en outre un Pays de Quimper créé en 1984 sous la forme d'une associetion 1901. Regroupant dixneuf communes, il avait présenté avant la nouvelle loi sur l'administration territoriale un projet de SIVOM à la carte, avec daux compétences obligatoires : le développement écono-

mique et l'habitat. Mais les dernières élections législatives out crispé les relations. Le battu, Bernard Poi-gnant, n'a pas trouvé chez les élus du coin un écho aussi favorable à sa candidature que son vaioqueur, André Angot, le maire RPR d'Edern. Si bien que la mairie de Quimper pratique la politique de la chaise vide au sein du Pays de Quimper, qui, selon le conseiller municipal écologiste quimpérois Daniel Le Bigot, pourrait être le «départ» d'une iotercommunalité large. A quoi Bernard Poignant répond que cette structure «n'n rien réalisé, elle a fait son temps », et que « sa limite est dans la décision», étant plus une amicale

qu'un comité syndical. A ces difficultés politiques s'ajoute un contaxte historique particuller. Autour de Quimper se sont créés daux gros cantons comme Brice ou Fouesnant et cela leur donne envie de faire cavalier seul. Il y e enfin la peur de la grande ville. « Nous ne sommes pas des maires apeurés et srileux, souligne Robert Omnès. Mais je crains que nos petites communes deviennent plus des satellites que des partenaires. . « Et il y a des inconnues à lever particulièrement sur la fiscalité », déclare pour sa part le maire de Plugussao, François Cuzon. Autrement dit, evant le mariage, mieux veut voir la corbeilla.

> de notre correspondant **Gabriel Simon**

#### AUVERGNE Les jeunes et l'aménagement du territoire

«Avoir vingt ens aujourd'hui, c'est étre obligatoirement concerné per l'Etet de le France en 2015»: la préfecture de la région Auvergne souhaite mobiliser les 16-25 ens pour l'eider à tisset le grand débat sur l'eménage-ment du territoire. Un questionneire spécifique leur est donc destiné, evec un double objectif: susciter une réflexion sur le Massif Central où lis vivent et grandissent, meis eussi prouvet qu'ils ne sont pas exclus de ce grand débat national, puisque les réponses à ce questionnaire seront précieusement collectées pour ∉éclairer les choix du gouver-

nement. » Les questions abordées sont souvent le reflet des difficultés du Massif Central, Ainsi, les 16-25 ens sont-ils invités à formules a une proposition pour tenter de freiner le départ des jeunes de *l*e *régio*n. » Un concours, doté de chèques vacances, couronnera les meilleures propositions. Les jeunes euvergnets ont jusqu'eu 24 novembre pour réfléchir.

CENTRE Une université de la Poste à Orléans

La première pierre de l'univer sité de le Poste a été posés début novembre par le maire Jean-Pierre Sueur (PS) et Yves Cousquer, président de Posta. Cette opération, menée conjointement avec le décentralisation d'une grande partie des services de la direction du recrutement et de la formation de la Poate (DREF), devrait e repporter > deux cents emplois environ à la cité de Jeanne d'Arc.

L'université qui ouvrire eea portes en septembre 1994, représente un investissement de 65 millions de francs. Elle va être construite dans le quartier de la Manufacture, proche du centre, qui est en complet réaménegement. Une eide à l'Implentacion (2 millions de francs) est prévue par la ville d'Orléans, qui s'est angagée à mettre en place un dispositif d'eccueil et de visites pour les cent vingt familiee qui vont venir. Outre lee deux cents emplois permanents, deux cents stagiaires sont attendus dans cette cuniversité d'entreprise», dont la mission est de former les cadres eupérieurs de la Poste, ainsi que des per-sonnels spécialisés.

LIMOUSIN Un centre

de séminaires

à La Porcherie LA Bone, la maison familiale d'Arsène d'Areonval, dans la commune de La Porcherie en Haute-Vienne, va rouvrir ee porte et ses volets après plua d'un demi-siècle de sommeil. Le Collège de Franca, qui en est propriétaire, e pris contact avec les collectivités locales,

l'université, le direction régio-

nate de la culture, pour élabo-rer un projet d'utilisation commun, un centre de séminaires scientifiquee, et l'eménagenent d'un petit musée. Médecin et physicien, Arsène d'Arsonvel (1851-1940), élève de Claude Bernard, a été l'initiateur des applicacions da électriché à le médecine ; on lui prête notamment l'invention de l'électrocardiogramme, Quoiqua Inutilisée depuie sa mort, se maison de La Borie est rectée entretenue par le Collège da France, grace notamment aux revenus d'une exploitation egricole de 85 hectares rattachée à le propriété, Voilà deux décennies, le commune de La Porcherie avait voulu rendre hommage à son illustre file en demandant la changement de son peu séduisant nom en celui de Dereonval-en-Limousin.

Demande plusieurs fois refu-

sée, meigré des procédures

réitérées, par le ministère de

- 7.3

l'intérieur.

à Quimper

#### BOURGOGNE

## L'HÔPITAL DE BEAUNE RICHE DE SES VINS

Grâce aux ventes de charité organisées chaque année l'établissement de la Côte-d'Or est très bien équipé

E patrimoine de l'hôpital 6 millions de francs. «Les plus prestigieux de tous les établissements hospitaliers. En plus de 1 000 hectares de terres agricoles et de forêts, l'établissement hospitalier de cette petite ville de Côte-d'Or de 22 000 habitants possède le célèbre bôtel-Dieu que le chaneelier Nieolas Rolin fit construire en 1443 et un domaine viticole de 57 bectares, constitué par donations successives, qui donne lieu, chaque troisième dimanche de novembre, à une vente de charité trés

« Que l'hôpital de Benune possède un patrimoine privé n'a rien d'exceptionnel, souligne soo directeur, Antoine Jacquet, mnis son originalité tient au fait qu'il n trait aux deux poumons de la ville, le commerce des vins et le tourisme. » Mais quelles références? Le domaine viticole, dont la totalité de la récolte est vendue aux enchères publiques, et désormais le musée de l'hôtel-Dieu, avec plus de 400 000 visiteurs annuels, constituent un véritable «trésor de guerre», qui a pourvu l'hôpital d'équipements qu'il o'aurait pu s'offrir en d'autres circoostances.

Géré dans le cadre d'un budget d'exploitation particulier qui, sur le plan comptable, s'intitule « dotation non affectée aux soins», le patrimoine de l'hôpital affiche la même constance à dégager des bene fices. L'excédeot, qui s'élève à environ 40 % de la vente, est réinvesti tout à la fois dans l'entretien du patrimoine privé et dans la modernisation de l'équipemeot médical.

Certes, les dix dernières années oot connu des hauts et des bas, et la 133º édition qui aura lieu dimanebe 21 novembre ne sera pas comparable au record établi en 1989. Cette aunée-là, 659 pièces (une pièce est l'équivalent de trois bouteilles de 75 centilitres) de vin des côtes de Beaune portant les appellations Corton-Charlemagne, Meursault et autres Pommard avaient été cédées pour près de 30 millions de francs. L'an dernier, 633 pièces ont été vendues pour deux fois moins, ce qui a tout de même permis d'extraire un bénéfice de

de Beaune est sans doute le enchères sont in façon in plus prestigieux de tous les rentable de vendre nos vins. reconnaît Antoine Jacquet. Même pendant les plus mauvaises années, la vente des vins des Hospices permet quasiment de doubler le potentiel d'investis-

sement de l'hôpital.» Mais, pour se préserver des caprices des encbères, le respon-sable de l'établissement bospitalier s'est attelé à la gestion d'un élément plus maîtrisable du patrimoine, l'hôtel-Dieu. Trans-formés en musée en 1975 après la construction d'un bôpital tout neuf à l'écart du centre-ville, les Hospices font l'objet d'une politique commerciale active.

Un projet muséographique a facilité les visites iodividuelles, qui représentent 60 % de la fréquentation du site classé monumeot historique, et de valoriser certaines salles et collections. Uoe oouvelle entrée va être inaugurée à l'occasion de la vente des vins de dimanche. Comme à l'époque des ducs de Bourgogne, elle offrira une perspective sur les lits eocadrés de courtines de la salle des Pôvres, desquels les malades pouvaient suivre les offices célébrés au fond de la chapelle.

## Préserver l'objectif

L'an prochain, la chambre du Roi, à l'étage, sera prête pour des réceptions de prestige. « Cette idée de rentabiliser n'est pas mauvaise, se défend le directeur, car nous préservons l'objectif de Nicolas Rolin; nous gagnons de l'argent pour le mettre au service de nos malades et des personnes agées. » La démarche porte effectivement ses fruits. Sur 13 millions de francs de recettes de 1992 (entrées, ventes de souvenirs. locations de salles), le musée. qui emploie une vingiaine de personnes, a dégagé 4 millions de francs de bénéfice hrut.

Conséquence des années les plus fastes de 1988 à 1990, le domaine viticole entretenu par dix-huit vignerons, tous salariés du centre bospitalier, profitera, à partir des vendanges de 1994,

d'une euverie ultramoderne en construction : à proximité de l'hôpital (coût de 23 millions de francs hors taxes).

Cette année, les bénéfices de la veote, qui sera présidée par le comédien Lambert Wilson, seront pour partie affectés à la eréation d'une antenne de la Société dijonnaise d'aide par le travail, Cette association, vouée à la réinsertion sociale et professionnelle, s'est donné comme but d'apporter gratuitement les premiers soins urgents aux per-sonnes les plus démunies.

Mais les principaux investissements vont nux malades du centre hospitalier et aux pen-

sionnaires de la maison de retraite. Si l'hôpital de Beaune possède un scanner, c'est bien grace aux Hospices, à leurs vins et à leur tourisme. « Il est vrai que l'hôpital est plutôt bien équipé, mais on ne peut nous juger à travers la seule journée de In vente, insiste Antoine Jacquet. Nous nvons les mêmes difficultés que les autres hôpitoux pour suivre le progrès médical, et disposer d'équipes soignantes et médicales suffisantes.»

Avec une croissance de l'activité de 20 % ces quatre dernières années, et aucune concur-rence sur la ville (il n'y a pas de elinique), l'hôpital de Beaune n'a rien à craindre de la nouvelle carte hospitalière. Mais pas question cependant, sauf eirconstances exceptionnelles, qui se sont d'ailleurs déjà produites, d'affecter une partie des revenus du patrimoine aux dépenses de fonctionnement : « Il ne foudrait pas dire : à Beaune, l'hôpital vit de la charité et ailleurs de la

Christiane Perruchot

## AQUITAINE

## LES RECYCLAGES **DE BAYONNE**

Comment transformer les déchets de jardin en compost avec un récipient en plastique

RIEN oe se perd, tout se transforme. Dans l'agglo-mératioo bayocoaise. depuis octobre, oo fait même mieux : oo trie et oo valorise des déchets plastiques pour traiter des détritus végétaux.

Installée l'année dernière à onne, la société Ecohac a fait démarrer sa chaîne pilote il y a quelques semaines. Elle fabrique des hacs en plastique aptes à recevoir des déchets de jardin pour les transformer en compost ou engrais naturel. Son objectif est de traiter 800 tonnes de plastique par an et, à partir de là de mettre sur le marché 20 000 à 25 000 récipients de toutes tailles, dénommés « écocomposteurs » qui scront vendus quelques centaines de francs aux particuliers.

L'originalité de cette production est que la matière plastique de base est elle-même issue de déchets. Sitnée à proximité de l'usine bayonnaise de traitement des ordures de Bacheforès, Ecobac en récupère les résidus plastiques ainsi que eeux des grandes surfaces et pharmacies pour en faire sa

matière première. Elle tire ainsi directement profit du système de tri des déchets mis en place sur l'agglomération Bayonne-Anglet-Biarritz, d'autant plus que le district BAB a été choisi en septembre 1993 comme site pilote pour le ramassage sélectif

Pour mener à bien soo projet, Ecobae a béoéficié du savoir-faire de la firme Testa, spécialisée dans les plastiques. Et pour sa maison mère, la SITA, une filiale de la Lyonnaise des eaux, Ecobac est devenue un site témoin présenté comme la première unité de valorisation des déchets plastiques en France. Un secteur dans lequel il reste beaucoup à faire puisque sur les 400 000 tonnes de plastique produites en France ehaque année, 25 000 seulement sont récupérées.

#### Utilitaire et écologique

Au-delà de l'aspect technique, la réussite de cette expérience passe par une bonne campagne de commercialisation eo faveur des «écocomposteurs». A défaut, cet essai risquerait de connaître le même sort qu'une tentative précédente qui avait été menée au même endroit. Il y a six ans, la société Cepadour avait essayé de produire des pieds de vigne à partir de résidus plastiques. Manquant de débouchés, elle avait dû cesser

son activité. Cette fois-ci, Ecobae propose un appareil grand public doté de plusieurs vertus : il est utilitaire, écologique et peu compliqué. Mieux, avec lui on fait d'une pierre trois coups : la nature est débarrassée des résidus en plastique, un appareil détruit les déchets de jardin. enfin, le compost obteou permettra de réduire l'usage des engrais artificiels. De quoi rendre sereins ceux qui aiment cul-tiver leur jardin. De quoi également réjouir les éboueurs : grâce à l'écocomposteur oo atteod moins de rejets d'herhe, hranches et autres débris végétaux qui représenteot jusqu'à un tiers du volume habituel des poubelles. Sans compter les pointes saisonnières lorsque sc ramasseot à la pelle les feuilles

> de notre correspondant à Bayonne Michel Garicox

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE Chaque mercredi (éditions datées jeudi) 46-62-75-13

#### PAYS DE LA LOIRE

## **COHABITATION NANTAISE**

Piétons, cyclistes, voitures et tramways se partagent la ville de façon équitable

gent parce que la ville a changé. Il fallait un nouveau plan de déplacements à Nantes. » Au cas où les Nantais ne s'en seraient pas aperçus, un affichage tous azimuts les en a informés pendant nne quinzaine de jours. Leur ville a engage un processus de mutation qui va bousculer bien des automatismes et des idées

Le nonveau plan de déplacements entré en vigueur au mois de septembre, en même temps qu'était inangurée la seconde ligne de tramways dans sa partie nord (le Monde daté 12-13 septembre), marque une étape décisive dans la stratégie municipale, qui entend offrir une alternative à la voiture eo développant les transports collectifs, en favorisant l'utilisation de la rocade, en multipliant les pistes cyclables et les espaces piétonniers.

Le projet a le mérite d'être elair et cobérent, même s'il ne fait pas, dans l'immédiat, l'unanimité. Tout part d'un constat : la eirculatioo automobile dans l'agglomération a augmenté de 70 % en dix ans. 50 000 voitures traversent chaque jour le centre-ville sans s'y arrêter. «Si on veut que Nantes garde sa qualité de vle, se développe, reste attractive, explique le maire, Jean-Marc Ayrault (PS), il faut lui permettre de respirer. Nous avons la chance de pouvoir intervenir avant qu'il ne soit trop tard. s

#### Succès pour e tramway

Toute voiture qui n'a rien à faire au centre-ville est donc désormais mal voe, d'autant plus que le périphérique, à l'exception d'un dernier tronçon à l'ouest, est quasiment bouelé. Pour un antomobiliste en transit, il est désormais plus facile de contourner Nantes que d'y pénétrer. C'était un premier objectif.

Le second objectif est de rendre au centre-ville toute son attractivité. « Nous voulons, dit encore M. Ayrault, que le cœur de la ville batte fort, qu'il soit en bonne santé, préservé de la pollution et du bruit, qu'il soit plus sûr. » D'où cette création d'une zone à 30 kilomètres/heure dans l'hypercentre, jalonnée de parkings souterrains, où les piétons et les cyclistes ont retronvé droit

OS habitudes changent pages and h bannie; elle n'est simplement plus privilégice. « Il ne s'agit pas, avoue le maire, de jouer un mode de transport contre un autre, mais de faire en sorte qu'ils soient complémentaires. »

C'est ainsi que le Cours des Cinquante-Otages, véritable Champs-Elysées nantais, tout entier consacré à la voiture, a fait peau neuve : voitures, cyclistes, piétons et tramways cohabitent aujourd'hui dans la plus grande convivialité.

Reste à savoir si les Nantais trouveront leur compte dans cette mini-révolutioo. Le tramway est certes un succès : alors qu'oo tablait sur 30 000 passagers par jour pour la seconde ligne ouverte dans sa partie sud depuis un an, elle en transporte actuellement 35 000. Au total, le nombre d'utilisateurs de transports eo commun oe eesse d'augmenter chaque année. La troisième ligne est à l'étude pour

Pour les automobilistes, l'amélioration o'est pas franchemeot perceptible aux heures de pointe, mais sans doute faudrat-il dn temps pour s'adapter au oouveau plan de circulation et atteodre les prochaines étapes que seroot l'achèvemeot de la rocade eo 1994 et la coostructioo de oooveaux poots sur la Loire en 1995. Cepeodant, l'hostilité des

commerçants du centre-ville demeure, comme elle s'est manifestée dans toutes les agglomérations qui oot fait le cboix d'écarter les automobiles. « Chasser la voiture, e'est faire fuir le client »; affirme le président d'une association de commerçants, qui voit déjà combre de ses adhérents mettre la clé sous la porte. Et d'ajouter : « On voudrait favoriser les centres commerciaux à la pérlphérie qu'on ne s'y prendrait pas autrement. »

Les commercants, qui avancent des contre-propositions, ne se font pas d'illusions. Ils savent qu'ils n'infléchiront en rien la politique municipale. « Ce n'est pas un choix idéologique, a déjà répondu Jean-Marc Ayrault, mais un partage équitable, une démarche responsable, qui préserve l'avenir de la ville et ses attraits. » Chacun pourra en juger dans les mois à venir.

> de notre correspondant à Nantes Yves Decaens

THE STATE OF

. . .

1 1 1 1 1 1 1

. Profession

The state of the state of the

France Market

**分别是一块**。

## Le Monde

Edité par la SARL le Monde

ent ans a compter du 10 décembre 1944

Duree de la societe :

Principaux associés de la societé

Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».

Société anonyme des lecteurs du *Honde* 

Le Monde-Entreprises.

M. Jacques Lesourne, gerant,

Le Monde

**PUBLICITE** 

Président directeur géneral

Jacques Lesourne Directeus general - Michel Cros Membres du comite de direction :

Jacques Guru. Bahelle Tşaidi

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia

75902 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 46-62-72-72

Telex MONDPUA 634 128 F

ation Hubert-Beuve-Mery a

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 75501 PARIS CEDEX 15 Tel. : (1] 40-65-25-25 Télécopieur : (1| 40-65-25-99 Télex : 206.806F

ADMINISTRATION: 1. PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Reproduction interdite de tout article, squi accord avec l'administration PRINTED IN FRANCE

Commission paritaire des journaux et publications nº 57 437 ISSN: 0395-2037

Le Monde sur CDROM : (1) 43-27-66-11, Microfilms : (1) 40-65-29-33

## **ABONNEMENTS**

I, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX, l'él. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à IT à 30)

| [ARIF  | FRANCE  | SUISSE-BELGIQUE<br>LUNEMB-PAYS-BAS | AUTRES PAYS Voie normale Promptis CEE arion |
|--------|---------|------------------------------------|---|
| 3 mais | 536 F   | 572 F                              | 790 F                                       |
| 6 mais | 1 038 F | 1 123 F                            | 1 560 F                                     |
| 1 29   | 1 890 F | 2 086 F                            | 2 960 F                                     |

ÉTRANGER: par voie acrienne famí sus demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagne de votre reglement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'acces ABO E. MONDE of ASPS - pendings a published data for \$187 per (see b) a LE WONDE a 1 grant Hibert-Serian-Monte of His person product of the person of the person of the Post Physics of the series of the Post Physics of the person of the Post Physics of the person of the Post Physics of the Post Physics of the person of the Post Physics of the Pos

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnes sont invités à numéro d'abonné.

## **BULLETIN D'ABONNEMENT**

Telefor - Maritim (\*) - Societé finale de la SARI, le Missio et de Maria, et Reses Europe S.L. Durée choisie : Le Monde 6 mois I 3 mois 🗆

TELEMATIQUE omposez 36-15 - Tapez LEMONDE Le Mondo - Scruttentabor 36-17 LMDOC ou 36-29-04-56

l an 🗆 Nom: Adresse: \_\_\_\_Pays:\_\_\_\_\_ Feutles avoir l'obligeaux d'écrité tous les nums propess en capagie : d'imprimera

## DROGUE LIBÉRALISER OU RÉPRIMER ?

Face aux ravages provoqués par la droque les Etats sont profondément désarmés doivent-ils légaliser l'usage des stupéliants ou renforcer la répression des vendeurs et des consommateurs ?

A fire dans

Le Monde des

leurs problèmes socisux. Le der-

nier projet de schéma directent

faisait de ces villes les « traits

d'union » qui pouvaient servir

d'appui à la répartition des

richesses entre l'De-de-France et

les régions voisines du grand

Bassin parisien. Mais lenr

potentiel de développement est

limité per un niveeu de erois-sance au-delà duquel les équipe-

ments coûteront très eber à réa-

liser. Il sera également très

difficile de concilier leur urbani-

sation svec la préservation d'un

environnement qui est un de

leurs atouts, Certaines ont en

effet gardé un «charme provin-

Elles sont situées aux portes d'une agglomération qui leur

offre un gigantesque merché

alors qu'elles disposent de ter-

reins urbenisables. Pour être

reliées avec les antres pôles d'ac-

tivité de la région, leurs trans-

ports devront être améliores

sans qu'ils favorisent pour

autant les migrations quoti-diennes vers le pôle d'emploi

L'IAURIF estime que ees

villes pourraient jouer un rôle

important dans l'aménagement

de le région à condition de rece-

voir les mêmes investissements

et de bénéficier des mêmes aides

velles. Le bureau d'études

estime aussi qu'un partenariet

est indispensable avec le dépar-

tement et la réginn, et qu'il doit

se traduire dans des institutions

qui est proposée à ces villes.

Repliées sur elles-mêmes, soit

pour proteger un petit bonheur

tranquille, soit pour tenter de

surmonter leurs problèmes, la plupart de ces eités hésitent

encore à se lancer dans l'even-

ture d'un aménagement du terri-

toire plus équilibré dont elles

Christophe de Chenay

Entre banlieue et province,

18 petitee villes en lie-de-France, 60 p. 150 F. En vente

à l'IAURIF. 251, rue de Veugi-

rard, 75740 Paris Cedex 15. Tél : 40-43-70-70.

seront velorisées. Ainsi

En fait, c'est une ouverture

intercommunales.

seraient le relais.

parisien.

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

## LA PROVINCE **AUX PORTES DE LA BANLIEUE**

Pour se développer de façon harmonieuse la région doit s'appuyer sur les agglomérations de la grande couronne

E déséquilibre Paris-province, dont il est tant quesvince, dont n est tant de débat sur l'aménagement du territoire, commence-t-il aux frenges mêmes de l'Île-de-France? C'est la question qui se pose à la lecture de l'étude intitulée Entre barlieue et province que vient de publier l'Institut d'aménagement et d'urbenisme de le région d'Ile-de-France (IAU-RIF). Car les 18 villes qui ont été expertisées, et sur lesquelles l'IAURIF dresse un « bilon de santé » en demi-teinte, ont accompagné de façon très inégale le développement de la

région-capitale depuis la guerre. Situées en grande couroone, elles ont été choisies parmi le soixantaine d'agglomérations de le région en raison de leur antonomie par rapport à Paris. Certaines, comme Domont-Montsoult, Arpajon, Corbeil-Essonnes, les Mureeux, commencent cependant à être rejointes par l'urbanisation qui s'étale en « tâche d'huile » autour de la capitale. D'autres entretiennent des liens étroits avec Paris, tout en conservant une identité forte. Il s'agit de Rembouillet, Fontainebleau, Dourdan, Etampes, Mantes-la-Jolie, Meaux et Melun. Enfin quelques-unes de ces villes. comme Nemours, Provins, Houdan, Conlommiers, Magny-en-Vexin et Montereau, paraissent mener une existence autonome par rapport à la capitale, mais celle-ci tend à disparaître avec l'amélioration des liaisons avec

#### Les mêmes atouts

100

Toutes ces villes disposaient des mêmes etouts. Leurs origines remontent au Moyen Age, parfois à l'époque gallo-romaine. Elles sont traversées par une route nationale, à l'exception de Dourdan qui se tronve à proximité de l'eutoroute A-10. Magny-en-Vexin est la scule ville à ne pas être desservie par le train. La plupart sont construites près de le Seine nu de Domont-Montsoult, constitué de gros villages résidentiels, elles concentrent des fonctions edministratives, commerciales et souvent culturelles.

Regroupant 710 000 babitants et 260 000 emplois, elles sont aujourd'hui de dimensions très différentes. Il n'y e que 3 600 hebitants à Houdan mais 105 000 à Mantes-la-Jolie. Quatre villes comptent plus de 50 000 babitants. Deux tiers d'entre elles ont connu une croissance démographique très forte entre 1962 et 1975, à l'époque des grands ensembles. Ces ZUP conçues en départ ponr accueillir les classes moyennes, mais souvent coupées du reste de la ville, concentrent eulourd'hui des populations à bas revenus et disposant de formetion insuffisante. Dans des villes comme Les Mureaux, Mantes et Montereau, où les HLM représentent plus de 30 % du parc des logements, le taux de population étrangère atteint 15 % et le chômage dépasse largement 10 %.

#### Des villes traits d'union

Mais dans les egglomérations les plus périphériques, où publiques que les villes noula population est plus homogène, le niveau de formetion est également très bas. A l'exception de Domont-Montsoult toutes ces villes sont des pôles d'emplois. L'euxmentation de ceux-ci a cependant rarement accompagné leur développement démographique: Certaines sont très dépendantes du développement de l'egglomération parisienne. La qualité des llaisons evec la capitale est alors une de leurs préoccupetions essen-

La plupart de ces villes ont une attitude réservée vis-à-vis du développement urbain et souhaitent maîtriser leur croissance. Certaines, comme Rambouillet et Fontainebleau, craignent d'y perdre leur qualité de vie. D'autres veulent d'ebord éponger leur passif. C'est le cas de Mentes-le-Jolie et des d'un de ses affluents. En dehors Mnreaux qui doivent régler

## **YVELINES**

## **DES MAISONS MENACÉES D'EFFONDREMENT**

Les élus tentent d'imaginer un système d'indemnisations anticipées des propriétaires

E projet de plan d'exposition eux risques (PER) du massif de l'Hautil sera sou-mis à enquête publique du 22 novembre su 22 décembre : trois cents maisons sont directement menacées par le risque d'effundrement de carrières souterraines, essentiellement à Chanteloup-les-Vignes et à Triel-sur-Seine, dans une moindre mesure à Veux-sur-Seine, Evecquemont, et Andresy.

Les élus locaux admettent la nécessité « d'afficher le risque », mais ils répugnent à laisser dans le désarroi les propriétaires des meisons irrémédiablement condamnées à plus ou moins long terme. En liaison avec la préfecture, ils tentent d'imaginer un système d'indemnisetions anticipées des bebitants de la zone rouge.

Mais cette initiative irait à l'encontre du système général de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles : cello-ci n'intervient qu'une fois que l'ac-cident est survenu. Or, dans les zones critiques du massif de l'Hautil, la probabilité de l'effondrement est si élevée qu'elle relève de l'inévitable. « Ce qui signifie qu'on laisserait délibérément en donger ceux qui n'ont pas les moyens de se reloger ailleurs, et qui attendent l'écroulement de leur maison pour récupérer un peu d'orgent », déplace Pierre Cardo, député-maire (UDF-PR) de Chanteloup-les-Vignes, qui défend l'idée d'une indemnisation à priori.

L'éleboration d'un plen d'exposition aux risques a été décidée en 1991, à le suite de l'accident mortel survenu à Chanteloup le 11 mars. Dans les Yvelines, plus de 900 hectares de terrain sont fragilisés par d'anciennes carrières de craie, de calcaire, nu de gypse. Quatre-vingt-seize communes sont ainsi connues comme ayant été le siège d'exploitations sou-

terraines. Le seul massif de l'Hautil. dont le sous-sol gypseux e été exploité de façon intensive entre le début du XIXº siècle et 1979, eouvre 670 bectares : eujourd'bui, les deux tiers du massif sont concernés par le risque,

dont 350 hectares soumis «à un effondrement totalement imprévisible, à proximité des carrières très endommagées et inaccessibles », comme le souligne l'inspection générale des carrières de

Les neuf communes de l'Hautil (Boisemont, Courdimanche, Jouy-le-Moutier, et Menucourt, en plus de celles précédemment citées), disposent depuis 1986 d'un simple « périmètre de risque ». Ce document soumet l'obtention d'un permis de construire à des sondages de terrain ou à des fondations spéeiales, mais n'impose rien ni pour le bâti existant, ni pour le domaine publie boisé ouvert

#### Un fonds de garantie

aux promeneurs.

Versailles.

Le plen d'exposition sux risques, retroactif et juridiquement plus fort que tous les autres documents d'urbanisme. remédierait eu danger. Mais il serait impopulaire, en dévaluant plusieurs eentaines de propriétés. La cartographie élaborée par les experts de l'IGC (qui ont pour le circonstance créé une méthode d'éveluetion des risques destinée à être exportée à toute l'Ile-de-France), inquiète à ce titre les maires des communes les plus exposées, réunis en juillet dernier à la préfecture. « Je ne peux que prendre acte du périmètre proposé par l'Etat. Mais il fout affiner l'étude, même si lo méthodologie mise au point par l'IGC est excellente», commente Pierre Cardo, qui craint d'engager la responsabilité de le commune, en acceptant de but en blane les zones rouges, bleues et blancbes dessi-

nées par l'Etat. Pour financer ces études complémentaires, voire par la suite les traveux de consolidation ehez les mains aisés, ou le relogement des plus exposés, Pierre Cardo prône un fonds de garantie qui mettreit notamment à contribution les exploitents de granulets. Les autres finencements consisteraient dens une subvention de la

réginn, qui envisage un plan de consolidation des sous-sols, et dans une partie du produit de la taxe départementale, en seveur des « espaces naturels sensibles», dans la mesure où il s'agit, dans l'Hautil, de protéger de l'effundrement des zones boisées, y compris les propriétés privées. Pierre Cardo a l'intention de déposer dans ce sens une proposition de lui, en lisison avec Miebel Barnier, ministre de l'environnement. Mais il admet que le sujet est juridique-

ment complexe. En attendant, un syndicat intercommunal, outil d'études dans un premier temps, voire embryon du fonds de garantie qu'il suggère, pourrait voir le

Mais là encore, le maire de Chanteloup émet des réserves. « Si nous créons ce syndicat, il faudra négocier son intervention, et obtenir la certitude qu'on ne donnero pas aux communes une responsabilité exorbitante. L'Houtil est intercommunol et interdépartemental. Les risques majeurs relèvent de la responsabilité de l'Etat, Ce qui n'o pas empêché le préfet de me demander de prendre un arrêté municipal.»

Pierre Cardo craint d'autant plus le désengagement de l'Etat que, devant les tribunaux, les victimes d'accidents de terrain recherchent de plus en plus souvent la responsabilité financière des communes. Or, des dizaines et des dizaines de fontis - effondrements circulaires de vingt ou trente mètres de diamètre menacent de faire de nouvelles

Les conseils municipaux concernés par le PER de l'Heutil seront consultés sur le projet, éventuellement modifié, eu terme de l'enquête publique. En cas d'avis défavorable du commissaire enquêteur, ou de l'une des communes, il reviendra su Conseil d'Etat de traneber et de eolorer de bleu ou de rouge les eing cents constructions, dont trois cents maisons d'bebitation, désignées par les ingénieurs et les géologues.

Pascale Sauvage

## LES DÉMÉNAGEMENTS DES HOPITAUX

Côté construction neuve, le plan s'accomplit, aussi malgré le cassetête des terrains à trouver puis la lourdeur des chantiers. Destiné aux enfants, Robert-Debré et ses cinq cents bts ont été mis en service en 1992, eux confins du t9 arrondissement. En 1998, les buit cents lits de Georges-Pompi-dou ouvriront à l'autre extréminé de la capitale, dans le 15. Mais ces chantiers-là coûtent très cher. Près de 2 milliards de francs pour Robert-Debré, devantage pour Georges-Pompidou, dont le devis (déjà plus de 2 milliards) gonfle

#### Grandes manœuvres

chaque année.

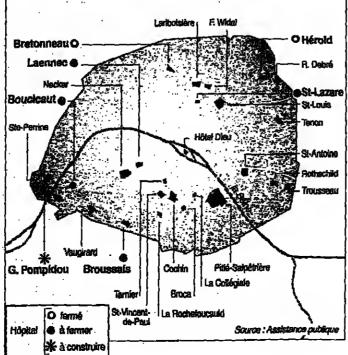
Où trouver l'argent? Quand elle fait le recensement de ses avoirs, l'AP, comme la RATP, la Poste ou la SNCF, s'eperçoit qu'elle possède dans la capitale un véritable tresor foncier et immobilier : ses vingt-cinq sites couvrent 130 hectares l On peut désormais songer à les valoriser puisque l'ouverture de nouveaux hôpitaux permet d'en fermer d'eutres. Exemple: Georges-Pompidou videra simultanément Laennec, Saint-Lazare, Boucicaut et Broussais. A l'exception de Saint-Lazare, qui sera restitué à le Ville, son propriétaire, tous les autres appartiennent à l'AP. Au total 15 hectares de terrains valant au bes mot 1,5 milliard de francs. La

«vieille dame» ne se sent pas indigne en les mettant sur le marché. Et elle annonce la couleur : une moitié des surfaces sera vendue à des promoteurs, une eutre sera dévolue à la construction de maisons de cure pour les personnes âgées et d'appartements sociaux pour le personnel. Les

Sciences-Po pourrait louer, evec un bail de très longue durée, les bâtiments XVII de Lacanec. Mais ces grandes manœuvres immobilières demandent du doigté. Edouard Frédéric-Dupont,

maire du 7º arrondissement, an tête, tous les édiles de quartier veillent eu grain. Fermer un hôpital, e'est peut-être condamner un secteur urbain eu dépérissement. Les maires veulent avoir leur mot à dire sur les changements d'affectation. Situé derrière le cimetière de Montmartre (184), parties historiques elles-mêmes Bretonneau ne reçoit plus de

Sites des hôpitaux parisiens de l'Assistance publique



malades, mais abrite un phalanstère de deux cents artistes qui font obstacle à l'irruption d'éventuels squatters. Mais demain, eprès démolition, que faire des 15 000 m²? Soutenues par les élus socialistes, des équipes médicales du 18º arrondissement voudraient y installer un centre de psychiatrie. Plutôt que des malades mentaux, les élus chiraquiens préférent abriter les vieux du secteur. L'AP, elle, veut des logements pour ses infirmières. Délicate négociation.

Autre exemple: sur les 22 000 m² de l'ancien bôpital Hérold (19), l'AP avait fait dessiner un mirifique projet par l'architecte Truelle: lieu de fin de vie, centre de soins, logements pour le troisième âge, le tout regardant un jardin intérieur, « Trop complique, trop couteux», dit-on aujourd'hui. Après des années de tergiversations tout est à recommencer.

Enfin l'affaire de Saint-Louis empêche de dormir les patrons de l'AP. Sur une partie des 93 000 m² de ce murceau du 10 arrondissement, ils ont construit un bôpital quasiment neuf. Reste le quadrilatère du XVIII siècle classé monument historique et, devant, le jardin à la française qu'on avait promis de reconstituer: quatre précieux hectares à valoriser. L'architecte Borja Huidobro et un promoteur ont imaginé d'enterrer là-dessous tout un complexe comprenant un hôtel, des sailes de congrès et des bureaux. L'AP louerait l'espace pour soixante-dix ans et toueberait une sonlte de 100 millions. Patatras: après quinze ans d'études et de conversations, la Commission des monuments historiques oppose son veto, en juillet dernier. Il faut tout renégocier pas à pas et dans un contexte immobilier catastrophique. Mais

Réginald Allouche, directeur de l'équipement de l'AP, ne perd pas son sang-froid. Sa puissante et séculaire maison en e vu d'autres. Quand on est I'un des plus gros propriétaires funciers de la capitale, le temps travaille pour vous. Il suffit d'attendre.

Marc Ambroise-Rendu



#### PARIS Mobilisation pour les sans-emploi dans le dixième

La préfecture de Paris e organisé, lundi 8 novembre, à le mainia du dixième errondissement, un étrange « forum ». D'un côté étaient invitées une vingtalne d'antreprisee publiques comme la Ceisse des dépôte, la SNCF, la RATP, EDF, Frence Télécum, la Poste, le ractoret de Peria, l'Aesistence publique, le CNRS, atc... Ensemble lis offraient 1 400 enntreta emploi-sulldarité (CES), emploia à mi-temps rémunérés, mais incluent une formation. De l'eutre on avait convié 6 000 sans-emploi en puisent dans le fichier de ANPE. Quatre mille d'entre eux ont fait le tour de cette foire à l'ambauche, d'un genre inédit. A la fin de le journée, des millière de contects avaient été pris. Ils doivent sa concrétiser par des contrats dans les deux mois à venir.



DANS NOTRE PROCHAIN NUMER

## RHONE-ALPES

Dix zones pour deux centres de stockage des déchets industriels

Pour trouver, après huit ena stockage de déchets induetriels, la Société d'économie mixte pour l'étude de déchergee pour déchets industriels en Rhône-Alpea (SEMEDDIRA) a sélectionné dix zones ausceptibles d'accueillir une décherge de classe 1. Cette sélection s'est opérée par une guinzaine de critères d'exclusion, comme la géologie ou les moyens de communication. Cinq de cee zones aont situées dens le voisinege de l'agglomération lyonnaise, qui concentre des industries à risque. A la différence de ee demière tentative, en 1989, où ses huit proposi-tions evaient été rejetées per le population et les élus, le SEMEDDIRA veut jouer sur ele transparence » et espère bénéficier d'une compensation financière accordée aux communee ecceptant un tel équipement. Les deux sites seront définitivement chalsis au printemps 1994, Sur les 100'000 tonnes de déchets industriels produits en Rhône-Alpes par en, 50 000 disperalssent aujourd'hui dene la nature.

## **POITOU-CHARENTES**

Un institut de promotion des alternances

Pour valoriser les Initiatives et dispositifs utilisant la formabon en elternance, le conseil régional de Poitou-Charentes des elternances, doté d'un crédit de premier 745 000 francs. Pour cet objectif, un groupe d'experts issus de différents organismes locaux doit définir une image régionele de l'alternence et éleborer des cahiers des charges pour la formation.

En même temps une formation en direction des tuteurs en entreprise sera organisée par le centre interconsulaire de perfectionnement et d'eneeignement de Charente-Mantime. Une charte de promotion des afremances sera proposée aux principales branches professionnelles qui e'engagerant à diffuser l'information sur les meeures en faveur de l'epd'insertion. Par cette action. les élus régionaux espàrent obtenir des entreprises deux mille places nouvelles pour

#### PROVENCE-ALPES-CôTE D'AZUR

Alliances dans l'informatique territoriale

La Société d'économie mixte du conseil général du Vaucluse (STN), vient de signer un double contrat avec le groupe informatique SG2, largement implanté en Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) en tant que société de services informatiques. Pour la première fois eat officialisé un pertenariat entre une collectivité et une société, celle-ci va prendre en charge l'exploitation de l'informatique du conseil général et celle des communes clientes de STN. Ce contrat. d'un montant de 100 millions de francs. a été établi pour une durée de cing ans dans l'objectif d'eccroître le rapport coût/efficacité des ressources informatiques du département Le groupe informatique assurera le fonctionnement au quotidien du système d'information et accompagnere son évolution. Le second contrat concerne le développement et la commercialisation, par SG2, d'une offre globale informatique conçue par STN, à destination de toute collectivité intéressée par la gestion cartographique des données informatisées (plana cedaetraux réseaux de distribution d'eau et d'énergies, réseaux de télécommunications...)

## LES ESPOIRS **DES AGENCES D'URBANISME**

Spécialistes de la réflexion spatiale à long terme, elles veulent faire entendre leur voix dans le débat sur l'aménagement du territoire

'EST au cœur de la superbe forêt d'Halatte, sur les beuteurs de Creil, que se dessine l'evenir de la vallée de l'Oise. L'association Oisela-Vallée, créée en 1988 par les maires de Creil et de Compiègne (d'autres les ont rejoints depuis) pour résister à le poussée de l'île-de-France, s'est installée à l'ombre des feuillus, sur le vieux terrain de Charbonnages de France.

Parcs technologiques et déchets, sites naturels et transports... les sujets d'études e'accumplent. « Nous sommes débordés, lance Gilles Choquer, le directeur de l'association. .4lors qu'il y a six mois, personne ne nous demandait rien!... C'est la preuve que lorsqu'on met de la matière grise là où il n'y en avait pas, ça interesse les élus. » Un investissement rendu possible grace eu soutien de l'Etat, qui, via la DATAR et la Direction à l'erchitecture et à l'urbenisme (DAU), aide depuis trois ans Oisc-la-Vallée. Pudiquement intitulée association, celle-ci est... une agence d'urbanisme, scule formule pour un tel parte-

Plus ancienne, plus classi-que aussi, l'agence de Belfort se mobilisera, en 1994, sur le «projet de ville»: assocler les acteurs locaux, établir les documents cartographiques, organiser le débat avec les babitants. Bouillonnant et déterminé, son également adjoint au maire, explique : e Nous voulons developper une approche pas seulement économiste ou géographique, pour serrer au plus près la réalité de la ville, dans son épaisseur sociale et historique, dit-il. L'agence est aussi un lieu neutre de réflexion sur l'intercommunalité. Nous avons enfin besoin d'une structure qui travaille dans la durée et soit une mémoire, sans toutefois stériliser son imagination. »

Belfort est une egence d'a agglo », alors que Oise-la-Veilée incarne, peut-être, une nouvelle génération d'agences, portant sur un territoire sensible. Qu'importe. L'essentiel est d'avoir un projet fort, fondé sur des partenaires solides. « Il ne faut pas croire que tout va bien. Il y n du tirage partout », pré-vient Gilles Choquer. Tandis qu'Etienne Bntzbach évoque les iléas de la cote politique locale de tel ou tel élu...

Fragiles agenees d'urba-nisme! Contraintes de naviguer entre les désirs de chacun sans perdre leur indépendance, de s'accommoder des urgences tout en gardant le cap des enjeux stratégiques, de dynamiser des équipes éternellement remises

en cause par les services plus « officiels ». « Toujours entre le marteau et l'enclume », résumo Jean Dellus, vieux routier de la planification urbaine ct, à ce titre, Grand Prix d'urbanisme. Avant d'ajouter que « cette faiblesse, c'est aussi la force des agences ». Lui aussi Grand Prix

Il faut prendre en compte l'échelle de la ville mais aussi l'espace rural qui l'entoure

d'urbanisme. Jean-François Revert est moins nuence, les comparant à ces « fonctionnaires europeens bien outillés, mais dépourvus de légitimité politique

A dire vrai, les «agences d'urba » sont une bizarrerie. Une anomalie presque, qui aurait pu disparaître dans les années 80, tant l'Etat s'efforca de leur couper les vivres. En vain. Des agences existent dans trente-trois «agglos» et quatre départements d'outre-mer. Parmi elles se côtoient sans logique apparente Marseille et Saint-Omer (agglomération de 30 000 babitants), alors que Nice, Montpellier ou Toulon n'y figurent pas. Elles rassemblent d'une poignée à une centaine de personnes. A ce jour. la

participation de l'Etat représente 15 % de leurs budgets (soit 56 millions de france en 1992). C'est peu pour une grosse agglomération... mais souvent décisif, comme à Oise-

L'aventure remonte aux

années 60. Beby-boom, arrivée massive d'étrangers, émigration sation galopante du territoire, on importe de Grande-Bretagne la planification urbaine. La référence, c'est l'IAURP (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne), l'équipe de choc recrutée par Paul Delouvrier, les villes nouvelles, le schéme régional. Le mouvement est lancé. Grenoble imite Paris, Rouen public le premier schéma expérimental officiel. Schemas directeurs (SDAU) et agences seront officialisés en 1967. La loi de 1969 sur les communautés urbaines dynamise le mouvement. Certaines agences se créent dans la foulée (Le Havre, Bordeaux, Dunkerque, Le Creusot ... ). D'eutres voient le jour là où justement la coopération bloque, comme à Toulouse.

Il y a de l'audace dans la démarche, mais aussi du pragmatisme. Il s'agit de tempérer l'urbanisme radical des grands ensembles. A l'Etat central est préféré le partenariat avec les clus, au sein d'associations et non d'établissements publies comme la loi le prévoyait initislement. Jean Dellus y voit «un acte de décentralisation avant l'heure ». L'aménagement du territoire connaît le même phénomène avec la création, en 1963, des OREAM (organisations régionales d'étude d'aire métropolitaine). Relance de l'intercommunalité, réflexion sur des directives territoriales d'aménagement, réaffirmation du rôle de l'Etat comme aménageur du territoire... l'histoire se

répéterait-elle? Si les OREAM disparaissent vite, les agences, elles, demeu-rent. Mais après l'âge d'or viennent les années noires. « A partir de 1983, l'agence a ru sa position s'affaiblir, raconte Etienne Butzbach. Les services techniques de la ville se sont etoffes, la priorité au développement économique s'est affirmée, via une agence ville-département l'intercommunalité avec Montbéliard s'est organisée autour de l'association Aire urbaine 2000... et l'Etat a commencé à retirer ses billes. Comment affirmer sa position dans cel environnement institutionnel mus-

En dix ans, pas une création d'agence. L'urbanisme n'est plus de saison. La disparition de l'agence de Rouen est un symbole. Celle de Lille n'e pas plus résisté aux guerres et rivalités locales. Il faut attendre 1990 pour que la lendance s'inverse. avec des créations à Lille, Mulhouse. Nîmes, et dans la vallée

de l'Oise. Entre-temps, les missions ont bien évolué, descendant de la planification à l'urbanisme préopérationnel (dossiers de ZAC, politique foncière...) et de l'étude globale à l'analyse sectorielle. Au gré des demandes des élus, les agences ont investi les transports. l'habitat, la politique de la ville, l'en-Rennes, une référence aussi, certaines se sont rebaptisées

«agences de développement». « Cela va mieux depuls 1988, note Patrick Lusson, délégué de la Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU), il n'est plus question que l'Etat s'en aille. » Sa contribution n'a cependant pas encore atteint le niveau de 1983... Surtout, le climat a changé. Côté élus, nul ne doute des vertus d'une planification rajeunie, sur le modèle du projet Lyon 2010, de la nécessité de raisonner à l'échelle des villes, et sur le long terme. En témoigne l'afflux des projets de création. « La plupart sont liès à un débat sur l'inter-

communalité, note encore Patrick Lusson. A moins que les socioprofessionnels ne prennent les devants, comme à Nice.»

Le soutien de l'Etat, confirmé par le ministre Bernard Bosson lors des rencontres annuelles de la FNAU, en juin dernier à Toulouse, est malgré tout sélectif. Car le gouvernement n'a pas donné son feu vert à tontes les créations. Idéalement, il souheite que les grandes métropoles aient leur agence (dix d'entre elles en sont toujours dépourvnes). Héles pour lui, c'est plutôt dans les villes moyennes que la demande est forte, « Nous devons peaufiner nos critères », avance prudemment Jean Frébault, patron de la DAU. Outre leur double vocation - action locale, contri-bution à la réflexion nationale enr la planification et les nouvelles méthodes d'urbanisme, une idée commence d'ores et déjà à s'imposer : « Que cette nouvelle génération d'agences s'ouvre au-delà des périmètres classiques. Qu'elle prenne en compte l'échelle de la ville, mais aussi celle, plus large, de l'aire métropolitaine et de l'espace rural qui l'entoure. »

e Ne cherchons pas les montages artificiels, plaide de son côté Patrick Lusson. Que l'Etat reconnaisse le titre d'agence aux petites structures. Il trouvera toujours, le moment venu, les moyens d'aider les projets de grandes agglomérations. » Une position fondée sur le réalisme, le volontariat local et le souplesse. A travers des contrats d'objectifs, l'Etat peut en effet orienter le travail des agences. Prenons l'exemple de Montbéliard, où une agence est née il y e deux aus, sans l'aide de l'Etat. Plutôt qu'un regroupement avec Belfort, le district de Montbéliard a souhaité avoir sa propre

échanges. Sur le fond, la FNAU a d'eutres inquiétudes. «La ville a mauvaise presse», s'alarmait au printemps Umberto Battist, président de la fédération et maire (PS) de Jeumont (Nord), Face eu nonveau discours sur le monde rural et les bourgades de France, il répète inlassablement qu'il faut e réinvestir intellectuellement la ville ». Dans le cadre du débat sur l'aménagement du territoire qui s'engage, les agences se tiennent prètes à diffuser teur savoir-faire. Pour elles, la France de demain, c'est d'abord la ville...

Hélène Giraud

## Des passerelles

est étroit et les professionnels en souffrent. Faute de mobilité suffisante, ils sont menacés da sciérose. Créée en 1979 par une poignée d'élus et de directeurs dynamiques, trait d'union entre es agences, la Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU) joue de plus en plus l'ouverture. Tout en restant proche du terrain : le délégué est coopté au sein des agences. Pas question, en effet, de générer une technocratie déconnectée des éalités locales !

Lee rencontrea annuelles, adis cantonnées à des efêtes de familles » et parfois jugées trop « techno », attirent davantage de partenaires extérieurs, des chercheurs notemment, sur des thèmee fédérateurs comme eRecomposer la ville» (Toulouse, en juin 1993). Les échanges se multiplient également au niveau local, via des expertises mutuelles ou des prestations de services hors de leur périmètrre. Lyon planche sur

A une échelle plus vaste, la direction de l'architecture et de l'urbanisme (DAU) murit un projet comparable de grand réseau dea professionnels de l'urbanisme. Les agances y sont conviées, au même tire que les services de l'Etat et - pourquoi pas? ~ les Grands Prix d'urbanisme, La première étape consiate à monter une sorte d'observatoire à même d'établir un a état des villes ». Les services du ministère se sont réorganisés en ce sens, avec la création d'un pôle « villee et territoires », chargé de mettre en œuvre ces nouvelles orientations.

## pour les professionnels Le marché de l'urbanisme la schéma direct

la schéma directeur de Chalonsur-Saône, Reims travaille à Amiens et Marseille à Tunis, etc. Ces nouvelles missions représentent jusqu'à 50 % du budget des agences ! Pour passer à la vitesse supérieure, répondre collectivement aux demandes en mobilisant les spécialistes du réseau, la FNAU vient de créer

## Le mouvement des ateliers publics

Des références anglosaxonnes et dea pionniers grenoblois... hormis ces quelquea points communs, le mouvement des etellers publics d'urbanisme (APU) et celui des agences sont radicalement différents. eLe mot d'ardre des APU e été lancé é la fin des années 70 par des professionnels soucieux de participation, reconte Jean-François Revert, l'un des urbanistes qui en furent à l'origine. L'objectif était de créer des outils d'interface entre le pouvoir local et les habitants, sur le modèle des luttee urbainee de Londrea ou Bruxelles. Le mouvement était lié aux Groupes d'action municipale (GAM) et à Hubert Dubedout, le maire de Grenoble. En 1980, on evait l'écoute des futurs dirigeants, au PSU ou à la section « cadre de vie » du PS. On pensait que le mouvement

allan se développer avec l'arrivée de la gauche au pouvoir. » A Roubaix (Nord), le quartier de l'Alma-Gare est rénové evec les habitants, tandis qu'à Juvisy-sur-Orge (Essonne), la méthode s'applique à l'élaboration d'un plan d'occupation des sole (POS) (voir le Monde daté 6-7 décembre 1992), A Cergy (Val-d'Orse). Créteil (Vel-de-Merne), Coupvrey (Seine-et-Mame), Meylan (Isare), des initiatives voient également le jour, portées par souci de pédagogie et de proximité et le grande espérance de la partici-

L'élan est de courte durée. L'idéologie cède le pas au pragmatisme. La décentralisation et

lea nouveeux textes sur la concertation officialisent le disloque local. La défaite d'Hubert Dubedout aux municipales de 1983 porte un coup aux expériencee trop eudecieueee. Certes, il reste des APU, comme à Saint-Jean-de-Braye, près d'Orléene. eLa création d'un atelier fut me première décision de maire, en 1984 », reppelle Jean-Pierre Lapaire (PS), désireux d'asaumer tous ses nouveaux pouvoirs, mais aussi soucieux de démocratisation. Expositiona publiques, débata réguliers autour de préprojets, toute décision est préparée à l'avance. il ee crée même de nouveaux ateliers, comme à Perpignen. La nou-veau meire, Jean-Peul Alduy, entend ainsi mobiliser les professionnels pour réveiller sa

Aujourd'hui, le terme d'atelier public (on disait parfois atelier populaire) renvoie plus à une méthode de travail qu'à une idéologie. Toutefois, si la concertation est entrée dans les mosurs, à l'échelle d'un quartier ou d'un ensemble immobilier notemment, le thème de le participetion revient épisodiquement dans les débats. «Les gens ne comprennent pas les plane et rejettent les projets, note Jean Frébault, directeur de l'architecture et de l'urbanisme (DAU). La communication avec les habitants reste un des défis lancés aux professionnels de

H. G.

Ľ

#### DÉBAT

100.00

•

.. 12.

. . .

## **CARTON JAUNE**

par Brice Latonde

I nous n'y prenons garde, nous ris-quons d'assister à un retour en force dae bétonneurs sur tous les secteurs sensibles du paysage français que les associations, les juges et l'Etat ont eu tant de mal à protéger. Je m'inquiète ici, en particu-lier, du projet de loi Bosson visant à supprimer des blocages procéduraux en matière d'urbanisme, adopté par les sénateurs dans la nuit du 14 eu 15 octobre dernier.

Si l'on en croit lee débats et les amendements qui ont occupé les sénateurs, cette loi va entamer le travail du juge administratif mené depuis près d'un siècle pour protéger les droits des citoyene en matière d'envi-ronnement et d'urbanisme. Justifié par la volonté de « faciliter le trevail des opérateurs et des collectivités locales », ce texte conduit tout bonnement à adepter l'urbanisme et l'environnement à la situation du

Alnsi, au moment où ce métier connaît des difficultés, il faudrait pouvoir construire vite et partout en diminuent lee ràgles de protection de l'environnement et en bridant les possibilités de recoure des citoyene. Une telle démarche eignifie que tout ce qui touche à la conception de nos villes, à l'évolution de nos paysages, à la gestion du littoral, devrait être soumle eux besoins du bâtiment et, einsi, le cadre de vie sereit déterminé par la conjoncture économique

d'aujourd'hui. En huit ans, cinq millions de mètres carrés de bureaux ont été construits en région lle-de-Frence. lle sont vides. Ainsi que des milliers de malsons et d'appartements neufs qui ne trouvent pes preneurs. A ma connaissance, ces constructions n'ont pas été entravées par les règles d'urbanisme. Au contraire, Faut-il rappeler qu'entre 1985 et 1988, on e aupprimé l'agrément des bureaux en région lie-de-France, et que l'on e pes eppliqué la loi littorel ? Les résultats sont là : engorgement du merché et désas-

Called the first and a first

n'y eure aucune relence de la construction sans une emélioration significative des perspectives économiques et politiques.

Le droit a donc bon dos et les règles d'environnement n'ont rien à y voir. Pourtent, pour donner un semblent de justification juridique à ce qu'il faut bien eppeler une entreprise de démentèlement, on met en evant les excès de procédure de certains requérents. Les pauvres I lls seraient moins portée eu contentieux si le participetion à élaboration des POS leur était ouverte et s le contrôle de légalité était exercé par l'Etat comme la loi de décentralisation le prévoit.

Quand le contrôle de légalité fonctionne mal, il ne reste aux citoyens que le recours devant le juridiction administrative qui n'e pas hésité à censurer des décisions illégales durant ces dernières ennées. Voilà qui e inquiété tous ceux qui considèrent le droit comme un ensemble de formalités inutiles et non comme notre règle commune.

Pour les ressurer, on ve mettre en cause les principes fondamentaux du droit l On utilise un rapport récent du Conseil d'Etat en prenant soin de cacher à l'opinion toutes les mesures qu'il proposait pour ren-forcer les contraintes de l'urbenisme. En effet, pourquol ne pas retenir, par exemple, la Ilmitation légele du nombre de révisions du POS pendant un mandat municipal?

Les « nouveautés » de la loi Bosson, copieusement agrémentées des amendements des sénateurs, sont dangereuses :

- Les citoyens et les essociations ne pourront plus invoquer l'Illégalité du POS pour des motifs de forme ou de procédure contre un permis de construire. Il s'egit d'un recul sans précédent depuis qu'existe cette garantie fondamentale des citoyens de pou-voir invoquer l'illégalité d'un acte réglementaire par voie d'exception.

- La loi prévoyait des ràgles claires : pas d'opérations lourdes eutour des lacs de montagnes, pes d'aménagement en site vierge sur le littoral des de tre-mer e'll n'y e pae d'ebord un schéme d'eménagement d'ensemble publiquement treuses conséquences sur les bilans des débattu et epprouvé. Ces deux règlee sont l'environneme banques. Pour dire le vrai, chacun sait qu'il désonneis contournées par la possibilité tion Ecologie.

d'eccorder des eutorisations ministérielles

eu coup par coup. - On revient aux pratiques d'urbanisme négocié hors de l'informetion du oublic, avec l'affaibliesement de deux articles importants de la loi anticorruption (loi Sepin): I'un touchant eux participations liées aux ZAC, l'autre relatif à la transparence sur les ventes de terrains communaux eux particuliers.

Je passerai sur les menaces proférées eu Sénat contre l'usage du contentieux par les associations ainsi que sur les tentatives de mise en échec de l'admireble travail que les architectes des Bâtiments de Frence effectuent dans nos départements pour protéger le patrimoine. Ainsi, même ai certaines des mesures adoptées par le Sénat, telle que la motivation obligatoire des décisions de sursis-exécution sont bienvenues, il reste que l'esprit général consiste à «ellé-ger» très vite les législetions protectrices de l'environnement, du petrimoine, du pay-sage, à réduire les droits que les citoyens ont conquis pour perticiper eux décislons prises dans ces domeines et, éventuelle-ment, à les faire censurer.

De le sorte, le gouvernement et le Sénat ne font que s'inscrire dans un mouvement bien organisé : il n'est plus de mols sans que des colloques d'élus ou d'aména-geurs soutenus ou inspirés par des lobbies na demandent l'abolition de la loi littorel ou l'errêt dans les meilleure déleis du processus qui a conduit les tribunaux administratifs à sanctionner les décisions illégeles en matière d'urbanisme et d'environnement.

Que le nouveau gouvernement epplique le programme sur lequel il e été élu, même si l'on n'en epprouve ni les termee ni certaines modalités, n'est après tout que le règle démocratique. En revenche, organiser « en douce » le régression de le politique d'environnemem elors qu'on evait annoncé une grande bonne volonté pendent la cempagne électorale est plus surprenant.

▶ Brice Lalonde est encien ministre de l'environnement et président de Généra-

#### LIVRES

PARIS : HISTOIRE D'UNE VILLE sous la direction de Jean-Robert Pitte. Les Atlas Hachette, 1993. 192 p., 298 F.

L'imposente bibliothèque des ouvrages consacrés à Paris vient de s'enrichir d'un nouvet élémeot à la fois utile et origioal. Utile parce que, synthétique, il pourrait en remplacer beaucoop d'eutres, au moios pour le graod public. Origioal parce qu'il est abondamment illustré, non des heeux clichés babituels, meis d'une iconographie precise et informative. S'il s'agit bien d'une histoire de la capitale en huit chepitres, elle est visualisée par des plans, des écorchés, des coupes, des diagrammes et même des reconstitutions dessioées. Au total quetre ceots documents! Et denx cent cinquaote photos circoostanciées vienneot à la rescousse.

L'équipe des rédacteurs o'est pas banale noo plus. Le geographe Jeao-Robert Pitte s réuni eutour de lui treize enseignants et chercheurs. Des géographes, des cartographes, uoe climatologue, des archivistes, des archéologues et quelques historiens, pour une fois minoritaires. Ils oot osé utiliser ce qui a longtemps scandalisé les traditionalistes: la reconstitution des paysages et des modes de vie

Oo voit aiosi des néolithiques creusant leur pirogue en bord de Seine sur le site de Bercy. On pénètre daos les thermes de Cluny où s'ébattent les baigneurs gallo-romeios. Oo visite le chantier de Notre-Dame au temps de sa construction et celui de l'Opéra à l'époque de Garnier.

L'ouvrage est aussi un atlas. Cartes et pleos teotent de faire comprendre comment ont évolué l'urbanisme, la démographie,

les structures sociales, les activites de le capitale. D'un seul coup d'œil on epprécie, par exemple, le combre et la localisatioo des collèges dans le Quartier latio du XIV. siècle, Sont aiosi révélés la répartition des grandes fortunes au Siècle des Lumières, l'itioéraire des cortèges révolutionnaires, le climat des différents quartiers, les restaurants du Paris gourmand de

la Belle Epoque, etc. Bien sûr les lecteurs impénitents regretteront les développements écrits. Ils sont ici réduits au minimum. Exemple : l'événemeot bistorique que fut la construction du métro o'est relaté qu'en soixante-sept lignes. Meie la photo d'époque, les deux coupes et les cioq cartes précisément tégendées qui tes accompagnent ne sont-elles pas finalement plus éloquentes?

On l'e compris, cette histoire de Paris, conçue et racootée par des géographes, sort des seoliers battus. Elle en chagrioera certains mais en donnant à l'érudition uo visage ettraysnt elle pessioooera beaucoup d'amateurs de la capitale.

M. A.-R.

## Le Monde EDITIONS

### COMMENT PENSER L'ARGENT?

Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE

REPRODUCTION INTERDITE

## LES MÉTIERS DU SECTEUR PUBLIC



## **FONCTION**

Responsable ds la Mission spécialisée enu : suivi de la protection des milieux aquatiques et de l'amélioration de la qualité des eaux.

 Ingénieur ENGEES nu diplôme équivalent dans la lutte contre la pallution et le traitement des eaux.

 Connaissances en mattère d'assainissement et de réseaux d'equ potable des collectivités locales. Expérience du contact avec les élus et

de la négociation. Permis VL (fréquents déplace-

## un ingénieur

Recrute

pour son Service

de l'équipement

rural

grade to the

\_ <u>#</u>\_\_\_

....

Poste basé à Strasbourg Recrutement por mutation, détachement ou contrat de 3 ans.

Date limite de condidature : lundi 29 novembre 1993.

> Adresser candidature, C.V. et photo à M. le Président du Conseil général, Direction des Ressources Humaines, Hôtel du Département, Place du Quartier Blanc, 67070 Strasbourg Cedex

La Ville de Marseille 800 000 habitants 12 200 agents ·

recherche son Directeur des Services Juridiques Snus la responsebilité directa du Secrétaire Générel, vous ceraz chargé des Services Contentieux, Etudes Juridiques, Merchés et

Assurances.

De formation supérieure (maîtrise de droit complétée par un 3° cyclel.

vous possédez une expénence professionnelle confirmée dans une fonction similaire ou équivalente au sein d'une Collectivité locale ou d'une Administration de l'Etat.

Le recrutement s'opérara exclusivament par voie de mutation ou de le recrutement s'opérara exclusivament par voie de mutation ou de le le recrutement s'opérara exclusivament par voie de mutation ou de le le contraction de l'estat.

avant le 15 décembre 1993. Renseignemente auprès du Oirecteur Général du Personnel Tél.: 91-55-26-41 nu 91-55-26-40

Pour passer vos annonces



46-62-72-02 46-62-73-90

FAX: 46-62-98-74



à 50 km

du Mans

et d'Angers,

300 agents

## RESPONSABLE DES **RESSOURCES** HUMRINES (H/F)

iplôme de l'enseignement supérieur (8ac + 4/5) en Droit, Gestion du Personnel ou Sciences Humaines, vous sssurerez la direction d'un service composé de 3 personnes et eurez pour mission :

mission:

ds définir, en accord avec le Secrétaire
Général, les objectifs ds la Direction des
Ressources Humaines,
de coordonner et de gerer les différentes
fonctione du service: paie déroulement
de carrière, recrutement, formation (mise
en place et suivi d'un plan de formation)
blian social, organisation et suivi de
l'appréciation oréparation et suivi l'appréciation, préparation et suivi

budgétaire.

de développer la communication interne
el de veiller à la qualité des relations

Sensibilisé aux questions du statul de la Fonction Publique Territoriale et doté d'un grand sens de l'organisation, vous possédez des eptitudes au management, de réelles qualités relationnelles et du goût pour le travail en équipe.

Remunération annuelle : 140 KF. Poste à pourvoir début janvier 94.

Merci d'adresser lettre motivée, CV et pholo avant le 4 décembre à la Direction des Ressources Hamaines, Hétel de Ville - BP 129 - 72305 Sabié-sur-Sarthe Cédex

## SARREGUEMINES

coniques qui faisaient la fierté et

la richesse de Sarreguemines, un

cerie n'est plus l'avenir de Sarre-

## Une bourgeoise aux pieds de faïence

n'y n pas de mines à Sarreguemines. » Robert Pax, qui en est le maire (CDS) depuis 1967, est persuade que sa ville est victime d'une étymologie nébuleuse. Elle s'est d'abord appelée Condate, en celte, puis au fil des invasions, Gaminda, Gemünd et Saargemünd, avant de devenir Sarreguemines par la magie de la francisatinn. Ces appellations successives puisent aux sources du latin gaemundia, qui signifie «confluence». Aux coofins de l'« Est mosellan » – ne dites plus « bassio houiller » -. Sarreguemines s'allonge eo effet sur les rives nmbragées de la Sarre et de la Blies, qui s'y rencontrent

Sarrebruck

pour former la frootière avec

faut d'abord traverser un pay-

d'usines, de terrils et de eités

ouvrlères. L'autornute qui

creuse son sillon aux portes de

Saint-Avald, Forbach et Stiring-

Wendel se tnrd parfois,

entraînée par l'effondrement des

galeries qui truffeot le sous-sol.

Bifurquant vers Sarreguemines,

oo quitte ce terrain miné pour

longer des valloos et des bois.

Et, si l'nn pousse au-delà, les

forêts des alentours de la garni-

son de Bitche, la « petite Sibé-

rie », sont les derniers remparts

magne, à l'orée de grands

espaces, Sarreguemines n'est

dnnc pas celle que l'on croit. « C'est une ville bourgenise »,

reconnaît Robert Pax, un

proche de l'enfant du pays, l'an-

cien ministre et maire de Metz

Jeao-Marie Rauseh. Chef lien

d'arrandissement de

27 000 habitants, Sarreguemines est le pôle tertiaire de cette

corne de Moselle. La sous-pré-

fecture, le tribunal de grande

instance, les banques et bureaux

d'assurance ainsi qu'un centre

hospitalier spécialisé sont les

principaux pourvnyeurs d'em-

plois. L'industrie ne vient qu'au

sidérurgie, Forbach et ses hnuil-

lères, Sarreguemines a pourtant eu sa mono-industrie. En 1790,

elle n'est encore qu'une grosse

bourgade de deux milliers d'ha-

bitants lorsque M. Jacobi décide

d'v fonder une falencerie. La

Sarre et la Blies, pense-t-il,

seront un moyen commode pour

transporter le bois de chauffage

et pour actinnner les mnulins

qui broient l'argile. Au début du

dix-neuvième siècle. l'entreprise

ne compte qu'une centaine

d'employés, Mais, sous l'impul-

sioo des familles Utzschneider.

puis de Geiger, elle va rapide-

ment prendre son essor, jusqu'à

coocurreocer les productions

anglaises. La bataille avec l'aile-

mand Villeroy et Bocb ne fait

que commencer. Vaisselle et

majoliques (1) de Sarreguemines

s'exportent alors dans le monde

eotier. A la fin du slècle, la

fabrique emploie plus de

3 000 ouvriers, et l'on dit que la

fsteoce « nourrit 10 000 per-

bien négocié par les faïenceries,

conservateur du musée de Sarre-

Digoin et Vitry leur permet de se

sonnes ».

Comme Thinnville et sa

second rang.

Coincée entre terrils et Alle-

lorrains avant l'Alsace.

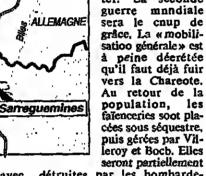
Pour qui vient de Metz, il

FRANCE

maintenir en France. » L'image- durera dix ans. Tont est à ria de la vaisselle de l'époque est refaire. Sur treote des fnurs ment de la Sarre à l'Allemagne, le reflet de l'air du temps. Des assiettes commémnrent aussi bien l'exposition universelle de seul est encore debout. La faïen-Paris que les noéras wagnériens. Mais à l'approche de 1914 la guemines. Il ne subsiste aujourconfiance des autnrités allemandes eovers les ouvriers diminue. «La police considérait ia « Réunion », une salle de patronage construite par de Gei-ger en 1878, comme un repaire de francophiles », souligne Emile Decker. La Réunion, rebaptisée «Casino» par les Allemands, est aujourd'hui un complexe culturel dont les nrnements de faïence rappellent la splendeur d'une époque révolue.

Car l'entre-deux-guerres marque le déclin des faïenceries, que la coneurrence

italienne et espagnole vieot précipiter. La seconde guerre mnndiale sera le cnup de grace, La « mobilisatioo générale » est à peine décrétée qu'il faut déjà fuir vers la Chareote. Au retour de la population, les cées sous séquestre, puis gérées par Villeroy et Bocb. Elles



détruites par les bombardements américains qui réduisent co poussière 45 % de la ville. Le 4 octobre 1943, en trente-six ejoquante-deux maisoos, en endommage près de neuf ceots. Dans les décombres, oo dénnm-

bre 133 morts et 309 blessés.

C'est aussi la sombre époque des « malgré-nous ». En août 1942, Hitler iostaure un service militaire obligatnire nour l'Alsace et la Lorraine, qui tnuebera les classes 1908 à 1927: 30 000 Mosellans soot enrôlés dans les armées du Reieb, principalement sur le front russe. « C'était une période très difficile, se souvient Robert Pax, classe 1922, qui fut l'un de ces « malgré-nous », mais réussit à s'enfuir. Les familles de ceux qui s'y dérobaient en subissaient les conséquences... Il y n eu des déportations à Dachau. \* Au sortir de la guerre, le ressentiment vis-à-vis des Allemands est immense. Des Instituteurs prohibent le dialecte aux racines germaoignes bnnnies. « II avait un jeton par classe, remis à celui surpris par ses camarades à parler patois en dehnrs des cours », se souvient Jean-Marc Riss le secrétaire général de la mairie. Chaque matin, l'infortuné porteur de cette pièce était sévèrement puni.

Mais la hargne des Sarreguemioois trouve à s'employer dans la reconstruction, qui

d'hui qu'une petite fabrique de carreaux, qui emploie une centaine de personnes. La vaisselle estampillée Sarreguemines n'y est plus fabriquée.

L'heure est à la diversification. La première znne industrielle est créée en 1955. « Elle n connu un développement fulguRFA, mais ses entrepreneurs souhaitent conserver un pied en France. C'est la chance de Sarreguernines, qui n'est pas accaparée par l'industrie mioière et sidérurgique.

Les intérêts économiques communs favnrisent la réconciliatinn. « Dans les années 60, il

vailleurs frontaliers bénéficient rant au moment du rattachede salaires en marks, dont la parité est gage d'opulence. rappelle Robert Pax. C'étnit le La montée des revendicadébut des délocalisations, qui se tinns écologistes sera la seule entorse à la donce torpeur sant poursuivies jusqu'à aujourd'hui. » En 1957, la Sarre engendrée par la réussite éconodevient le dixièma Land de la mique de la ville. En 1980, des rumeurs concernant des émanations de plomb provenant de l'usine de batteries Deico Rémy (filiale de General Mntors) entraînent défilés et pétitinns. « Pax démission /», devient le mot d'ordre. Dans l'effervescence d'une réunion municipale, la police prend même au sérieux une alerte à la bombe. Robert Pax en rit eocore, et assure qu'aujnurd'bui l'établissement est si propre « qu'on pourrait y manger par terre ». Plus récemment, des usines d'incinération de déchets eo provenance d'Allemagne ont entraîné des levées de boucliers des deux côtés de la frootière, au point de décourager uo projet américain, Reste un dépôt de pneumatiques et de caoutchoue usagés entassés anx portes de la ville, fruit indésiré d'une escroquerie dont l'auteur est anjourd'bui en prison. La municipalité espère que l'Etat preodra les moyeos de l'eo Dans le sillage du « miracle allemand », Sarreguemines a pu traverser sans trop de souci les chocs pétroliers. Alnrs que la crise de la sidérurgie beurte de plein fouct ses voisins. Forbach et Saarbruck, elle se met sur les rangs pour bénéficier de programmes européens (Resider sidérurgiel, Rechar [charbool, loterreg (tourisme]) de restructuration de cette zone sinistrée. Préparant Interreg 2, Robert Pax se défend d'en avnir profité

est arrivé que Siemens embauche tous les élèves de la classe d'élec-

troiechnique du lycée», remar-

trouve son compte : les Allemands puisent dans une main-

d'œuvre bnn marché, germano-

phone, non syndiquée, « ponc-

tuelle et disciplinée ». Les tra-

binationales qui les condition-Tout enmme d'autres villes frontières plus langtemps épargnées par la erise, Sarreguemines ressent à son tour les effets du ralentissement en Allemagne. Le signe le plus tangible est l'augmentatinn du taux de chômage, qui se situait en septembre à 10,5 % de la population notive. « Il y a deux nas, nous étions à 7 %», constate Jean-Jacques Schneider, chef de l'agence locale de l'ANPE. Prineipale explication de cette dégradation, « les délocalisations allemandes, qui, depuis la réunification, se portent plus facilement vers les nouveaux Lander et les pays de l'Est ». Les équipémentiers automnbiles sont eux aussi particulièrement tnuchés. Ainsi la firme allemande Continental, qui employait près de 1 000 Sarregueminois, a-t-elle décidé de prodnire ses pneus pour poids-lourds en Tchécoslo-

vaquie, ce qui pourrait entraîner

injustement (50 Sarregueminnis seulement sont encore employés

par les houilières) : « Ces aides

ont une justification économique et ne sont pas gratuites. Il faut

trouver le complément sinancier

pour accumplir les opérations

une vague de licenciements. Autre sujet d'inquiétude, la situatinn des travailleurs frontaliers - ils sont 5 600 dans l'arrondissement, sans compter ceux recrutés par des entreprises de travail temporaire -, qui trouvent mnins facilement à s'emplnyer. « Il ne s'agit pas d'un reflux, tempère Jean-Jac-ques Schneider. Et les patrons allemands ne feront pas jouer la présèrence nationale, ils garderont les meilleurs. » Schon lui, le plus préoccupaot reste le chômage des jeunes : un tiers des demandeurs d'emploi oot moios de vingt-cinq ans, alors que 80 % d'entre eux sont quali-fiés (CAP et plus), « C'est qu'ici les gens bougent très peu, ils s'endettent très tôt pour construire une grosse maison, et sont ensuite bloques, analyse-t-il.

A Forbach, in population de souche italienne ou maghrébine est plus mobile. » Le chômage y est aussi d'un point de plus : «L'otout de Sarreguemines, c'est In variété de ses entreprises : à l'heure actuelle, mieux vaut en avoir dix de 200 employés.

plutôt qu'une seule de 2 000. » L'eotreprise Pierron, numéro un français du matériel

lycées, en est sans dnute l'illustratinn. Avec un chiffre d'affaires de 122 millions de francs que Rnbert Pax. Chaeun y pour 182 employés, elle est l'une des plus dynamiques de la zone industrielle de Sarreguemines. Sa filiale Conatex, implantée à Neuenkirschen en 1985, est aujonrd'hui au troisième rang sur ce secteur en Allemagne. «La proximité, in langue, la conception franco-allemande de nos produits, ont favorise notre implantation, dit Marcel Pierron, le PDG. Les Français considèrent qu'un service export suffit, mais une filiale composée d'Allemands, avec un nom qui fait allemand, est beaucoup plus efficace. La preuve : la nôtre vend mieux en Allemagne et même au Luxembourg des produits similaires, avec un catalogue en noir et blanc et des tarifs plus élevés que ceux proposés par la maison mère. » Marcel Pierron y voit un l'effet de l'« image de marque allemande», qu'il estime en grande partie usurpée. Sarreguemines lui paraît une tête de pont idéale pour jouer sur les deux tableaux, français et allemand, « d'autont plus au'en Sarre un

scientifique pour les collèges et

Uo phénnmène récent alimente les cooversations des Sarreguemioois: les Allemands sont de plus en plus combreux à venir vivre de ce côté de la frontière. Le prix de l'Immobilier y est deux fois moins élevé qu'à Sarrebruck, qui manque d'espace. Peu regardant sur les prix, ils concourent à une flambée de l'immobilier, doot sont victimes les Français moios argeotés. Certaines communes sont deveoues de véritables « enclaves ». Au point que la ville de Grosbliederstroff, jouxtant Sarregue-mines, a décidé de restreindre à douze le nombre de parcelles que les Allemands pourront acquérir sur les cinquante-sept que enmptera soo lotissement

entrepreneur n'n oucun mai à

trouver des avocats, des compta-

bles et des notnires franco-

28 \*

9 7 11

7 7 7

E 3 1.77

聖芸に スキッ

La ville s'était mise dans le sillage du « miracle allemand ». Elle subit les effets du ralentissement

Pour l'heure, Sarreguemines est enenre épargnée par cet engouement, mais l'arrivée d'un futur tramway pourrait accélérer les choses. Un projet sarrois prévoit de relier Sarreguemines au ceotre de Sarrebruck par une liaison mixte train-tramway, qui pourrait être nuverte d'ici à trois ans. Les petits commerçants, qui vnient déjà leurs clients se précipiter à Sarrebruck à la moindre occasion, désespèrent de pouvnir les retenir. D'autres pensent que les produits de luxe et l'art culinaire français auront le même poovnir d'attractino sur les Allemands. Les jours fériés, particulièrement le 11 novembre et son pendant allemand du 19, le Bett und Busstag, sont l'occasion de razzias réciproques, dont on ne sait qui sort vainqueur. Mais le projet de tramway reste incertain : son financement est suspendu au feu vert de Bonn, espéré pour la fin de l'année.

Les plus pessimistes craignent surtout qu'à terme la dilution des frontières physique et économique ne fasse de leur ville une simple cité-dortoir, un satellite de la tentaculaire Sarrebruck, vaste conurbation de 650 000 habitants, dont le centre est distant d'à peine 18 kilomètres. « Je n'ai pas l'impression que ces craintes solent justiflées», répond Robert Pax, Lui ne s'effraie pas devant cette iovasion pacifique. « Cette évolution, dit-il philosophe, e'est l'Europe. »

> de notre envoyé spécial Hervé Morin

(1) Faïence d'inspiration ita-- «de l'île de Majorque» -, spé-

Prochain article:



## Le tropisme français de Sarrebruck

«Le reste de l'Allemagne est parfois étonné que des Sarrois sachent parler allemend. » Günther Buth, responsable de l'office da la culture et de l'éducation de Sarrebruck résume d'une boutade la spécificité du plus petit Land allemand, L'ironie cache mai un constat amer : la Sarre e longtemps été considérée comme le canard boiteux de l'Allemagne et en est restée complexée. Complexe économique d'abord, parce que son industrie sidérurgique et houilière n'est plus qu'un boulet anechronique. Complexe culturel surtout, du fait que l'Allemagne semble lui tenir rigueur de son rattachement tardif (1960), alors que les Sarrois ont marqué par deux référendums (1935 et 1955) leur préférence germani-

«En 1871, le rattachement Collés à la frontière frande la Lorraine à l'Empire allecaise, les 130 000 habitants de mand est un coup dur, qui sera la capitale Sarrebruck, fief du social-démocrate Oskar Lafonexplique Emile Decker, le taine, en ont pris leur parti. guemines. Villeroy et Boch € Notre philosophie est la suiaccepte un partage du marché, et vante : il faut treveiller ensemble in création de succursnies à

en Sar-Lor-Lux (Sarre, Lorraine, Luxembourg), indiqua Gunther Buth. Cette idée est plus facile à développer dens la secteur culturel que dans les autres domaines. » Aussi Sarrebruck a-t-elle engagé une série d'actiona en directinn de sea -

proches voisins. Ce sont les échanges avec France qui sont les plus étroits. A Freming-Merlebach (Moselle), une « maison de la culture transfrantalière > accueille des productions musicales, théâtrales at audiovisuelles allemandes. Elle sert eussi de « syndicat d'initiative sarro-lorrain ». Metz est l'interiocuteur privîlégié de Sarrebruck au sein d'un « eurodistrict » qui permet, selon Gunther Buth, « de grappiller quelques écus à travers des fonds européens ».

gens du cirque attirent un public fidèle de 10 000 spectateurs, dont un tiers de Français. La majorité des spectacles sont des coproductions franco-allemandes, L'Impur, monté par la Centre chorégraphique national de Caen, sous la direction de Karine Saporta, a ainsi été créé à Sarrebruck avent d'entamer

une toumée française.
«Nous voulons présenter la création française contemporaine, insiste Pia Erb, responsable de la programmation de la partie rjeune chanson francaise) du festival. Echapper aux artistes classiques, Bret, Pief, etc., élargir à ceux qu'on entend tous les jours sur les ondes en France. Elle a déjà invité des chanteurs francophones québé-quois et sénégalais, et espère accueillir Kheled I'an prochain. « Parce qu'ici, ironise-t-elle. l'intérêt pour la culture française ne se limite pas aux croissants et au pain qu'on trouve dans

L'événement culturel maieur reste cependant «Perspectives. festival du théâtre français et de la chanson ». Depuis dix-sept ens, à la mi-mai, Serrebruck nos boulangeries. » accueille des troupes françaises. Acteurs, danseurs, chanteurs ou